

UNIVERSITE DE PARIS X NANTERRE

THESE DE DOCTORAT 3^e CYCLE

L'EXPORTATION DES
CAPITAUX DANS LES PAYS
SOUS-DEVELOPPES

T 8242.



J-C BOUNGOU BAZIKA

DIRECTEUR DE THESE : CH-A MICHALET

Int. 167690

40

13

BOU

Don

U.E.R. DE SCIENCES ECONOMIQUES

L'EXPORTATION DES CAPITAUX DANS LES PAYS SOUS-DEVELOPPES.

Décembre 1982.

INTRODUCTION

C'est en 1916 que LENINE écrivait son célèbre ouvrage "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" dont le but était de montrer "le tableau d'ensemble de l'économie capitaliste mondiale dans ses rapports internationaux, au début du XXème siècle, à la veille de la première guerre impérialiste mondiale". (1)

Aujourd'hui, 65 ans après, les traits fondamentaux de l'impérialisme dégagés et analysés par LENINE, entre autres l'exportation des capitaux, demeurent non seulement actuels, mais encore prennent, année après année, des proportions toujours plus gigantesques. Les statistiques bourgeoises elles-mêmes, rapportent de manière irréfutable, des multiples faits relatifs à l'accroissement considérable de l'exportation des capitaux dont les monopoles capitalistes et les puissances impérialistes soutirent des bénéfices extrêmement élevés.

Dans la période relative à la 1ère guerre mondiale, LENINE écrivait : "le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une poignée (moins d'un dixième de la population du globe ou, en comptant de la façon la plus large et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'Etats particulièrement riches et puissants (2) qui pillent le monde entier par un simple "tonte des coupons". L'exportation des capitaux procure un revenu annuel de 8 à 10 milliards de francs, d'après les prix et les statistiques bourgeoises d'avant guerre". (3)

(1) LENINE : "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" p. 3
Ed. Pékin 1977.

(2) Ces tats étaient au nombre de 4 : L'Angleterre, la France
l'Allemagne et les U.S.A.

(3) LENINE - ibid p. 9

Bien qu'élevés, ces chiffres comparés à ceux de la période actuelle sont dérisoires. En se rapportant aux données statistiques américaines fournies par la revue américaine "Survey of business" (4), on constate que les chiffres portant sur l'exportation des capitaux se sont multipliés par 10, sinon plus. En effet, pour la période allant de 1971 à 1975, les investissements directs des Etats-Unis d'Amérique dans les Etats nouvellement fondés (après la deuxième guerre mondiale) s'élèvent à un total de 6 milliards et demi de dollars alors que les profits qu'ils ont soutirés au cours de cette même période de ces pays atteignent près de 30 milliards de dollars : chiffre fabuleux comparé aux 8 ou 10 milliards dont parlait LENINE et qui se rapportaient aux profits de l'ensemble des puissances impérialistes.

Les Etats en voie de développement voient d'année en année croître démesurément leur dette vis à vis des pays riches et des grosses banques. De 8 milliards et demi environ qu'elle était en 1955, la dette extérieure a dépassé en 1977 plus de 150 milliards de dollars.

Toute cette masse énorme de capitaux prêtés à ces pays montre incontestablement que l'exportation des capitaux est un trait fondamental du capitalisme de notre époque, l'impérialisme. C'est pourquoi, il nous faut dans cette introduction revenir à LENINE, à ces thèses et analyses essentielles sur l'impérialisme pour comprendre ce stade particulier atteint par le capitalisme et pour mieux saisir quelle est la place et le rôle de l'exportation des capitaux, quels sont les autres traits fondamentaux de l'impérialisme auxquels elle est liée et qui conditionnent son apparition et son développement, pourquoi c'est une nécessité vitale pour le capitalisme contemporain.

(4) Données rapportées par Enver HOXHA dans l'impérialisme et la révolution - p. 97 - Edition Norman Béthune 1980.

LENINE demeure le théoricien qui a élaboré l'analyse scientifique de l'impérialisme. Nous pensons que les traits qu'il a dégagés dans son oeuvre "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" restent valables pour l'essentiel. Il existe une grande littérature sur l'impérialisme. Certains auteurs ont confirmé et développé les thèses de LENINE sur cette question. D'autres au contraire les ont rejetées et tenté de "montrer" que l'analyse léniniste était périmée. Notre propos n'est pas tellement de revenir sur cette polémique et d'apprécier la validité de telle ou telle analyse. Mais nous tenons à souligner l'intérêt que comporte une étude de ce genre parce que l'impérialisme reste un sujet à l'ordre du jour, qu'il est au centre des préoccupations de l'économie politique. La réalité qu'il nous offre est vaste et complexe. Les problèmes théoriques et pratiques qu'il pose à l'humanité exigent des solutions radicales qui dans les années à venir vont bouleverser le monde et lui faire faire un extraordinaire bon en avant. Si l'on prend pour base le matérialisme dialectique et historique pour analyser l'évolution de la société, alors que l'on ne peut dire que les contradictions qu'engendre l'impérialisme ont une issue et que cette issue est inévitablement révolutionnaire. Telle est la dialectique de l'histoire de l'humanité depuis l'époque primitive jusqu'à aujourd'hui.

Quels sont les fondements de l'exportation des capitaux à l'époque de l'impérialisme ?

L'on ne peut comprendre l'exportation des capitaux sans l'inscrire dans toute la phase historique du capitalisme monopoliste, phase au cours de laquelle elle prend des proportions gigantesques.

On date généralement la formation de l'impérialisme vers la moitié du XIXème siècle. A cette période, le capitalisme fondé essentiellement sur la libre concurrence subit de profondes mutations. La formation de grands trusts, des monopoles dans l'industrie, la banque, le commerce, brise la libre concurrence et instaure le capitalisme du monopole.

Il faut souligner que l'exportation des capitaux ne débute pas avec l'impérialisme. Bien avant que le capitalisme ait atteint cette phase historique, il existait l'exportation des capitaux. Déjà en 1817, les "merchants banks" londonniens exportent vers les pays retardataires d'importants capitaux sous forme d'obligations collectées dans le public (5). Mais ce qui distingue le capitalisme de libre concurrence du capitalisme de monopole n'est pas tant l'exportation des capitaux en tant que telle. Mais la distinction s'opère dans la proportion qu'elle prend et la place qu'elle occupe dans les échanges internationaux selon les différentes étapes du système capitaliste. Alors qu'avec le capitalisme pré-monopoliste, c'est l'exportation des marchandises qui domine, l'Angleterre jouant le rôle "d'atelier du monde" et les autres pays celui de fournisseurs de matières premières. A l'époque de l'impérialisme, l'exportation des capitaux prend le pas sur l'exportation des marchandises. Cette situation est étroitement liée aux différents traits qui caractérisent l'impérialisme, comme la concentration de la production et la centralisation du capital, la formation des monopoles et du capital financier, le nouveau rôle des banques, le partage du monde par les groupements monopolistes et les puissances impérialistes.

Il nous semble important de revenir sur ces différentes questions, non pas tellement pour répéter ce que LENINE à son temps a clairement démontré, faits à l'appui, mais surtout pour montrer comment la réalité qui se déroule sous nos yeux vient confirmer la justesse des thèses essentielles de LENINE sur l'impérialisme, leur grande valeur scientifique, leur caractère actuel.

(5) A ce sujet, l'étude dans "La revue économique" nov. 1978 de J.M PARLY évoque le chiffre de 76 millions de livres prêtés de 1817 à 1825. Mais en 1862, selon les données recueillies par LENINE, l'Angleterre exporte à elle seule 3,6 milliards de francs !

Il y a quelques années, a été publié l'ouvrage sur l'impérialisme (6) du dirigeant albanais Enver HOXHA, ouvrage qui a reçu un grand écho dans la presse internationale. Du point de vue scientifique, cet ouvrage suscite un intérêt certain parce que l'auteur s'est justement attelé à démontrer comment les traits fondamentaux définis par LENINE gardent toute leur valeur. Les analyses de l'impérialisme de l'auteur s'appuient sur les données statistiques bourgeoises des dix dernières années.

Concentration de la production, centralisation du capital et formation des monopoles géants.

La concentration de la production et du capital leur centralisation poussée entre les mains d'une poignée de magnats de la haute finance, la formation des monopoles géants sont la caractéristique du capitalisme actuel.

De ce fait, l'on constate que des monopoles concentrent dans les unités de production ou de commercialisation, dans les grands trusts et consortiums, une énorme main d'oeuvre et des capacités productives colossales. De nationales qu'elles étaient à l'époque du capitalisme de libre concurrence, les entreprises sont devenues internationales pendant l'époque de l'impérialisme et ce, après avoir ruiné de nombreux propriétaires petits et moyens. La tendance à la liquidation du petit capital s'est accrue de jour en jour et la multiplication de phénomènes de fusion et d'absorption ont accentué cette tendance.

Ce que l'on désigne actuellement par l'appellation de firmes multinationales est le produit de la concentration et de la centralisation du capital à l'échelle nationale et internationale.

(6) Cet ouvrage, c'est "L'impérialisme et la révolution" - Edition Norman Béthune 1980. Nous nous référons parce que l'auteur a clairement reflété l'actualisation de l'analyse léniniste.

Les firmes multinationales ne sont que l'expression de la formation des monopoles dont la puissance ne s'étend plus seulement dans le champ d'une économie nationale, mais de plusieurs pays et même pour les plus puissants, dans le monde entier. Pour LENINE, "la naissance des monopoles, conséquence de la concentration de la production est une loi générale et essentielle du stade actuel de l'évolution du capitalisme" (7).

Partant de cette conclusion fondamentale dégagée par LENINE, Enver HOXHA écrit : "L'évolution du capitalisme dans les conditions actuelles confirme pleinement cette conclusion de LENINE. De nos jours, les monopoles sont devenus le phénomène le plus typique et le plus courant qui détermine la physionomie de l'impérialisme, son fondement économique" (8). Après avoir rappelé les grandes proportions prises par la concentration de la production dans les pays comme les U.S.A., la R.F.A., le JAPON, la FRANCE, etc.. l'auteur appuie cela par des faits statistiques.

"C'est ainsi par exemple qu'en 1976, écrit-il, les 500 plus grosses sociétés américaines employaient près de 17 millions de personnes, représentant plus de 20 % de la force de travail occupée. Elles fournissaient 66 % de produits mis en vente. A l'époque où LENINE écrivait son oeuvre "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", dans le monde capitaliste existait une seule grande société américaine, la "United States Steel Corporation", qui disposait d'un actif évalué à plus d'un milliard de dollars, alors qu'en 1976, on comptait quelque 350 sociétés milliardaires. Le trust de la production automobile "General Motors Corporation", ce supermonopole avait en 1975, des capitaux propres se montant à plus de 22 milliards de dollars et exploitait une armée de près de 800 000 ouvriers" (8).

(7) LENINE *ibid.*

(8) Enver HOXHA, "L'impérialisme et la révolution" pp. 76 et 77 - Ed Norman Béthune 1980.

Ces faits se retrouvent dans les autres pays impérialistes. Prenons le cas de la France. Dans ce pays, deux sociétés ont concentré dans leurs mains les 3/4 de la production d'acier, quatre monopoles géants ont accaparé la production automobile et quatre autres se partagent la production des produits pétroliers.

Les petites et moyennes entreprises qui continuent de subsister en dépit des monopoles, sont en fait directement ou indirectement dépendantes de ces dernières à travers la sous-traitance, la technologie, les commandes et les fournitures de matières premières, le crédit, etc ... Dans la pratique, ces petites et moyennes entreprises sont des appendices des monopoles.

La concurrence qui est de plus en plus acharnée ne frappe pas seulement les petits capitaux. Les groupes industriels et financiers importants en sont également victimes. De nos jours, les fusions et absorptions dans le système capitaliste sont de 7 à 10 fois plus élevées que dans la période qui a précédé la seconde guerre mondiale.

Un autre aspect qui caractérise l'impérialisme est le capitalisme monopoliste d'Etat (9).

(9) Certains auteurs considèrent que le capitalisme monopoliste d'Etat est une "phase distincte" du capitalisme monopoliste parce que le rôle de l'Etat s'exerce "selon des modalités particulières qui, à un moment donné, entrent en contradiction avec l'action propre des monopoles et nécessitent une transformation de la société et des rapports de production. Autrement dit, entre les monopoles et l'Etat il n'y a ni fusion, ni séparation, mais étroite interaction, chaque élément ayant à la fois un rôle propre et un même but..." (voir traité marxiste d'économie politique - le capitalisme monopoliste d'Etat Tome I p. 25 Ed. Sociales 1971). .../...

"Le capitalisme monopoliste d'Etat consiste à subordonner l'appareil de l'Etat aux monopoles capitalistes et à l'utiliser pour intervenir dans l'économie du pays (notamment par sa militarisation) afin d'assurer le profit maximum aux monopoles et d'asseoir la toute puissance du capital financier. Et l'on procède à la remise entre les mains de l'Etat bourgeois de certaines entreprises, branches et fonctions économiques (...) tout en maintenant dans le pays le règne de la propriété privée des moyens de production" (10). Dans le capitalisme monopoliste d'Etat, les grands magnats du capital jouent de plus en plus souvent le rôle de dirigeants de l'appareil d'Etat, c'est à dire au parlement, au Sénat, dans l'administration, au gouvernement et dans les différentes instances locales ou régionales du pouvoir.

LENINE en analysant l'impérialisme a parlé de l'union des monopoles de plusieurs pays en groupements monopolistes internationaux. Ce sont ces groupements monopolistes internationaux qui sont appelés actuellement dans le langage courant, les sociétés multinationales. Cette appellation pourrait signifier que ces entreprises appartiennent à plusieurs nations à la fois. C'est d'ailleurs ce que laisse entendre la propagande bourgeoise. En réalité, de par la composition et la centralisation du capital, les firmes multinationales sont la propriété d'un groupe de capitalistes d'un pays donné. Les sociétés multinationales constituent les piliers de l'impérialisme. C'est à l'aide de ces sociétés géantes que l'impérialisme

(9) suite : Nous sommes plutôt d'avis, comme LENINE, que le capitalisme monopoliste d'Etat est un trait organique de l'époque du capital financier qui ne constitue aucunement une phase distincte de l'impérialisme. L'Etat ne joue pas un rôle propre, indépendant. Il est complètement soumis aux intérêts des groupes monopolistes qui leur dictent sa politique.

(10) Manuel d'économie politique - p. 286 - Académie des Sciences de l'U.R.S.S. - Ed. Norman Béthune.

étend ses tentacules dans les économies des autres pays, brise leur indépendance économique et politique, s'accaparent matières premières des pays sous-développés, inonde le marché mondial de ses produits, exporte ses capitaux sous des formes variées, etc ... La société I.T.T. est devenue tristement célèbre pour le rôle qu'elle a joué dans le coup d'état fasciste au Chili en 1973.

Les firmes multinationales ont également pénétré depuis une vingtaine d'années en Union Soviétique, dans les pays d'Europe de l'Est (sauf l'Albanie) et plus récemment en Chine. Selon les données statistiques, on constate qu'en U.R.S.S. se sont implantées ou ont leurs bureaux, 17 sociétés américaines multinationales, 18 japonaises, 13 ouest-allemandes, 20 françaises, 7 italiennes, etc. En Pologne, plus de 30 sociétés multinationales déploient leurs activités dont 10 américaines, 6 ouest-allemandes, 6 anglaises, 3 japonaises, etc ... En Roumanie le nombre s'élève à 32, en Hongrie 31, en Tchécoslovaquie 30, etc ... (11)

"A présent, souligne Enver HOXHA, les grandes entreprises capitalistes n'exploitent plus des dizaines ou des centaines d'ouvriers. Mais des centaines de milliers. Du fait de la féroce exploitation capitaliste de cette grande armée d'ouvriers, la plus-value pillée par les grandes sociétés américaines, rien que pour l'année 1976 se montait à plus de 100 milliards de dollars en regard de 44 milliards en 1960" (12).

(11) Ces données sont tirées du livre "Vodka - Kola" de Karl LEVINSOHN, 1977 - pp. 79 - 82 et citées par Enver HOXHA dans l'impérialisme et la révolution.

(12) Enver HOXHA - ibid pp. 85 - 86.

Concentration et accumulation du capital - argent par les grandes banques. Apparition et développement du capital financier.

L'apparition et le développement des monopoles dans le capitalisme sont allés de pair avec l'essor des banques qui drainent le capital argent des monopoles industriels, agro-industriels et commerciaux, de même que des petits producteurs et des petits épargnants. En concentrant entre leurs mains tout le capital argent de la société capitaliste, les banques ont acquis une puissance formidable. Année après année, les petites et moyennes banques ont été liquidées par les grandes banques qui ont formé leurs consortiums bancaires. Comme dans l'industrie et le commerce, le secteur bancaire a vu se multiplier à un rythme élevé depuis quelques décennies les fusions et les absorptions. Cela est du entre autres à l'acuité de la concurrence exacerbée par la grave crise financière et monétaire du système capitaliste.

En France, ce processus de concentration a principalement profité aux banques dites nationalisées, Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris et au groupe Paribas.

En Allemagne Fédérale, sur 70 grandes banques, trois possèdent à elles seules 58 % de la totalité des actifs bancaires.

En Grande-Bretagne, ce sont 4 banques connues sous le nom de "Big four" qui contrôlent toute l'activité bancaire.

Aux Etats-Unis d'Amérique, règnent 26 grands groupes financiers. Le plus important d'entre eux, le groupe MORGAN contrôle 20 grandes banques, des sociétés d'assurance, etc ... et possède des actifs s'élevant à 90 milliards de dollars.

LENINE, citant le Frankfurter Zeitung, analyse de la manière suivante ce mouvement de concentration bancaire : "Le mouvement de concentration croissante des banques resserre le cercle des établissements auxquels on peut en général adresser des demandes de crédit, d'où une dépendance accrue de la grosse industrie à l'égard d'un petit nombre de groupes bancaires" (13). LENINE a démontré que l'impérialisme est caractérisé entre autres par l'interpénétration du capital bancaire et du capital industriel. Au début, les banques accordent des crédits aux industriels et veillent à ce que ces derniers ne mènent pas entre eux une concurrence ruineuse qui lèserait les banques parce qu'elle rendrait les industriels incapables de rembourser ces crédits. Ainsi, se crée des liens entre banquiers et industriels. Puis, lorsque les banques ont accumulé une quantité considérable de capital argent, celles-ci se lancent, elles aussi, dans "les affaires". Ils investissent dans l'industrie, prennent des titres de participation, rachètent des entreprises, procèdent à des fusions et absorptions, à des restructurations. A ce stade, le capital bancaire pénètre dans toutes les sphères de l'économie : industrie, agriculture, commerce, transport, etc ...

Les entreprises monopolistes, de leur côté, achètent des actions dans les banques et deviennent leurs associés.

Dans les conseils d'administration des sociétés bancaires et industrielles, se côtoient les mêmes dirigeants. Ce processus d'interpénétration du capital bancaire et du capital financier a engendré le capital financier. "La concentration de la production, avec comme conséquence, les monopoles, la fusion ou l'interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion"(14).

(13) LENINE : "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" - op cit p. 44.

(14) LENINE - ibid p. 53.

Au moment où LENINE écrivit son ouvrage sur l'impérialisme, les sociétés d'assurance existaient, mais n'avaient pas atteint leur niveau de développement actuel. Ces dernières années, le nombre et la taille des compagnies d'assurance se sont accrus dans les principaux pays capitalistes. Ces sociétés brassent des sommes équivalant à des milliards et sont devenues de véritables concurrentes des banques. La législation des Etats bourgeois profitant de l'augmentation de l'insécurité des citoyens provoquée par l'accroissement des crimes et délits de toutes sortes, le chômage, etc ..., contraint la population à souscrire à de multiples polices d'assurance : assurance maladie, vieillesse, vie, assurance sur les accidents, etc ... C'est pourquoi, il s'est constitué dans ce secteur de véritables monopoles. Les sociétés d'assurance prêtent des sommes considérables aux monopoles industriels, bancaires, achètent des actions, réalisent des investissements dans la production, etc ... Elles deviennent ainsi une partie organique du capital financier. Quelques chiffres nous montrent l'ampleur prise par ces sociétés. Prenons l'exemple des Etats Unis : alors que les actifs des banques se sont accrus de 1950 à 1970 de trois fois et demie, les actifs des sociétés d'assurance, pour la même période, ont augmenté de six fois et demie.

L'importante accumulation du capital - argent par les banques, le haut degré de concentration atteint en général par le capital financier, permettent aux banques d'assurer des crédits d'un montant élevé aux monopoles et aux Etats. Aujourd'hui, les emprunts des Etats capitalistes sous développés constituent pour les grosses banques un marché très lucratif qui leur rapporte le maximum de bénéfices du fait des taux d'intérêt supérieurs à ceux pratiqués dans les pays capitalistes développés.

Afin de garantir et de renforcer sa domination à l'intérieur comme à l'extérieur, l'oligarchie financière (cette minorité de capitalistes qui s'est appropriée le capital financier) utilise les moyens légaux et illégaux pour se soumettre les gouvernements et tout l'appareil de l'Etat (15).

(15) Il y a quelques années, le scandale du monopole américain

Loockeed a fait grand bruit. Afin de ravir un marché d'armes au Ja

L'oligarchie financière instaure la réaction politique dans tous les domaines. La réalité fournie par tous les pays capitalistes, en Amérique Latine, en Afrique, aux États-Unis, en Italie, etc ... illustre bien la domination sans partage du capital financier. "Le capital financier, disait LENINE, vise à l'hégémonie et non à la liberté" (16).

Actuellement, la concentration et la centralisation du capital bancaire s'opèrent non seulement au niveau d'un pays, mais aussi à l'échelle de plusieurs pays. Le phénomène revêt de plus en plus des proportions internationales. L'internationalisation du capital bancaire est un trait marquant de l'impérialisme de ces vingt dernières années. Ainsi, s'inscrivent dans cette logique le groupe de la banque mondiale, les banques mixtes du Marché Commun, la Banque Internationale de la Coopération Economique, etc ... ainsi que les multiples formes d'union bancaire comme les unions de banques ouest-allemandes, polonaises, anglo-roumaines, franco-roumaines ou les consortiums bancaires américano-yougoslaves, anglo-yougoslaves, etc ... A ce sujet, Enver HOXHA écrit : "Aujourd'hui, la concentration et la centralisation des capitaux bancaires s'observent non seulement dans le cadre d'un pays, mais aussi au niveau de plusieurs pays capitalistes, ou capitalistes et révisionnistes. C'est là la fonction des banques mixtes du Marché Commun européen, ou de la "Banque Internationale pour la Coopération Economique", ainsi que celle de la "Banque des Investissements" du Comecon. De même, les unions de banques ouest-allemandes, polonaises, anglo-roumaines, franco-roumaines, anglo-bourgeoises ou les consortiums bancaires américano-yougoslaves, anglo-yougoslaves, etc ... constituent des unions bancaires de type capitaliste. L'Union Soviétique a ouvert dans plusieurs pays capitalistes de nombreuses banques, qui sont devenues les concurrentes et les partenaires des banques capitalistes partout où elles se sont établies, comme à Zurich, Londres, Paris, ainsi qu'en Afrique, en Amérique Latine et ailleurs.

(15) suite : cette firme n'a pas hésité à verser des "pots de vin" à certains ministres. Cette pratique est devenue courante dans le monde du capital.

(16) LENINE - ibid.

La Chine aussi est entraînée, toujours plus, dans le tourbillon de ce processus d'intégration bancaire capitaliste. Outre les banques qu'elle possède à Hong-Kong, Macao et Singapour, elle en créera aussi demain au Japon, en Amérique et ailleurs. Dans le même temps, elle permet aux banques des puissances impérialistes de pénétrer chez elle" (17).

Partage du monde entre les monopoles et puissances impérialistes.

Lutte pour un nouveau partage et conquête du marché mondial.

La concurrence implacable entre les monopolistes et la soif de profit maximum, les poussent à conclure des alliances conjonctuelles, à passer des compromis provisoires, à collaborer pour se partager les marchés sur le plan international afin d'écouler les produits manufacturés et d'acheter les matières premières. Mais ces alliances n'excluent pas les rivalités et les conflits aigus entre les monopoles et les Etats capitalistes. Les alliances et les rivalités expriment les liens dialectiques qui existent au sein du système mondial de l'économie capitaliste.

L'expérience montre que les Etats impérialistes, même s'ils disposent dans leur sol d'énormes réserves de matières premières, préfèrent exploiter celles des pays pauvres parce que les coûts de production y sont bas, la main d'oeuvre bon marché.

L'un des domaines actuels où la concurrence est la plus acharnée est incontestablement le pétrole. La lutte pour le contrôle des gisements et des marchés du pétrole s'est exacerbée et a entraîné la ruine de nombreuses entreprises. Le cartel international du pétrole, qui regroupe sept grands monopoles (dont cinq américains, un anglais, et un anglo-hollandais, les fameux Esso, Texaco, Shell, etc ...) contrôle plus de 60 % de l'extraction et de la vente de ce produit dans les pays capitalistes occidentaux et en traite 54 % environ.

(17) Enver HOXHA op cit. p. 95.

C'est essentiellement à cause de ses énormes richesses en pétrole que le Moyen-Orient est embrasé par la guerre. Les conflits entre Israël et les pays arabes, entre l'Iran et l'Irak ... sont provoqués par la rivalité des puissances impérialistes qui cherchent à se tailler chacune une part du gâteau (pétrole, gaz) au détriment des autres.

Analysant le stade impérialiste atteint par le capitalisme, LENINE a indiqué que ce qui caractérisait l'impérialisme, c'est que le partage du monde, pour la première fois était achevé. Cela signifie que les grandes puissances se sont emparées des territoires d'autrui, se sont appropriées des zones d'influence, des chasses gardées où elles exportent leurs marchandises et leurs capitaux, de telle sorte qu'il ne reste plus aucun pouce de territoire qui n'échappe à leur main - mise.

Différentes zones ont été créées ou renforcées surtout après la seconde guerre mondiale. On peut citer les zones du dollar, du sterling, du franc, etc ... Ces zones servent directement les monopoles et les Etats impérialistes dans l'exportation de leurs capitaux, l'écoulement de leurs produits et l'approvisionnement en matières premières. Les pays qui font partie de ces zones (et pour la plupart des anciennes colonies) ont des liens privilégiés avec telle ou telle puissance qui domine et s'est assujéti les gouvernements de ces pays dépendants. Cette forme d'asservissement est appelée la néo-colonisation.

Les deux guerres mondiales qui ont frappé l'humanité ont été déclenchées par la rivalité des puissances et monopoles capitalistes qui voulaient aboutir à un nouveau partage du monde. L'Allemagne "lésée" en possessions coloniales revendiquait une plus grande part. Les Etats-Unis d'Amérique, également avides en colonies, poussaient à la guerre ses rivaux pour les affaiblir et s'ériger en puissance dominante. Ces différents conflits mondiaux ont à coup sûr affaibli les anciennes puissances coloniales, comme la France, l'Angleterre, et ont contribué à renforcer les Etats-Unis. Le nouveau partage du marché mondial et des sphères d'investissements et d'exportation des capitaux s'est fait surtout en faveur des Etats-Unis d'Amérique qui ont su tirer profit de la guerre.

Aujourd'hui, les firmes multinationales américaines ont pénétré partout, en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique Latine. Elles contrôlent des branches entières de l'économie capitaliste mondiale. Les Etats-Unis constituent la plus grande puissance néo-colonialiste de notre époque. Pendant les trois années 1973 - 1975, les investissements privés et publics américains dans les colonies, pays dépendants et semi-dépendants, représentaient 36 % environ du total de tous les pays économiquement développés.

L'Amérique Latine est et demeure la zone privilégiés ou domine l'impérialisme américain.

La soit disante coopération économique et politique et culturelle entre puissances impérialistes et pays pauvres est fondée sur des bases inégales. Les accords de coopération qui sont réalisés ont un caractère asservissant et servent à lier davantage les pays en voie de développement au système impérialiste. Toute la réalité des rapports entre pays capitalistes développés et pays sous-développés montre que ces rapports ne sont pas basés sur l'égalité, le respect de l'indépendance de ces pays, ni la souveraineté de leurs Etats. Les mots de LENINE à ce sujet demeurent très actuels. Il affirmait en effet : "La nécessité d'expliquer et de dénoncer inlassablement aux larges masses laborieuses de tous les pays, et plus particulièrement des pays arriérés, la duperie pratiquée systématiquement par les puissances impérialistes qui, sous le couvert de la création d'Etats politiquement indépendants créent en fait des Etats entièrement sous leur dépendance dans les domaines économiques, financier et militaire" (18).

L'exportation des capitaux.

L'un des traits fondamentaux du capitalisme monopoliste ou de l'impérialisme (19) qui font l'objet de cette thèse, est l'exportation des capitaux.

(18) LENINE : "L'unité du mouvement communiste international" p. 272
Ed. du Progrès.

(19) Les concepts du capitalisme monopoliste et celui d'impérialisme sont synonymes et traduisent le même réalité.

L'exportation des capitaux revêt des formes diverses : les prêts et crédits faits par les Etats et les banques, les investissements directs opérés à l'étranger par les Etats impérialistes et les firmes multinationales. D'autres formes comme les transactions de devises (liées aux variations du taux de change), la prise de participation dans les entreprises étrangères, la création de sociétés mixtes, etc ... constituent aussi des exportations de capitaux.

A la fin du XIXème siècle et au début du XXème, l'exportation des capitaux était principalement réalisée par les vieilles puissances capitalistes d'Europe, l'Angleterre, la France et l'Allemagne. L'industrie développée de ces pays drainait les énormes richesses du sol et du sous-sol des colonies d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et des pays retardataires d'Europe. La guerre et les différentes crises économiques ont affaibli ces puissances coloniales et enrichi et renforcé les Etats-Unis d'Amérique. Ceux-ci sont devenus après la première guerre mondiale, le premier pays exportateur de capitaux. Les capitaux américains sont actuellement exportés dans tous les pays, y compris dans les pays industrialisés sous forme de prêts, d'investissements, de participation aux sociétés mixtes ou à travers la création de grandes compagnies industrielles.

L'exportation des capitaux réalisés par les monopoles dans les pays pauvres leur assure le profit maximum. Cela est dû au fait que dans les pays sous-développés, le coût de la force de travail est peu élevé, le prix de la terre et celui des matières premières bas. Le degré de l'exploitation des travailleurs y atteint des proportions élevées. Au Congo, par exemple, l'estimation du rapport entre le salaire et la plus-value extorquée donne un taux de 300 % au moins (20), alors que MARX avait estimé à 100 % ce rapport pour les ouvriers anglais du XIXème siècle.

(20) Les données fournies par Hugues Bertrand dans son ouvrage "Le Congo, formation sociale et mode de développement économique" nous ont permis de faire une approximation du degré d'exploitation. Voir le Mémoire de DEA de BOURNGOU BAZIKA intitulé : "Le rôle des FMN dans l'accumulation du capital au Congo".

D'après les calculs des impérialistes eux-mêmes, chaque dollar investi dans les pays moins développés rapporte 5 dollars de profits aux monopoles. Selon les données officielles américaines (21), rien que pour la période 1971 - 1975 les investissements directs des U.S.A. dans les Etats nouvellement fondés après la deuxième guerre mondiale se sont élevés à un total de 6 milliards et demi de dollars alors que les profits qu'ils ont prélevés au cours de cette même période de ces capitaux ont atteint près de 30 milliards de dollars.

Ces dernières années, l'exportation massive des capitaux s'est traduite pour les pays sous-développés par un endettement croissant. Cet endettement considérable rapporte aux puissances impérialistes, sous forme d'intérêt, une masse de capitaux estimée à des milliards de dollars. Il leur permet également d'accroître d'avantage la dépendance de ces pays sur les plans économique, financier et politique.

Les statistiques révèlent que la plus grande partie de la dette au cours de cette décennie a été réalisée auprès des trusts et consortiums bancaires à des taux d'intérêt très élevés en général. Selon les sources de Morgan Guaranty Trust (22), le total des euro-crédits consortiaux accordés aux pays "en voie de développement" est passé de 18 milliards de dollars environ à 27 milliards de dollars (23) de 1977 à 1978.

(21) Revue américaine "Survey of Business" p. 44 - Août 1976 - cité par E. HOXHA ibid p. 97.

(22) Sources rapportées par Alain SAMUELSON - Les relations financières internationales p. 25 - Edition Dalloz 1980.

(23) Ces chiffres sont calculés par moi à partir des données de A. SAMUELSON ibid.

Toute la propagande sur "l'aide" des pays riches aux pays pauvres, "le dialogue Nord-Sud, etc ... est en contradiction avec les faits. Le capital monopoliste qui exporte ses capitaux ne le fait pas pour venir en aide aux peuples qui sont dans la misère, ni pour assurer le développement économique des pays où il s'implante. En exportant leurs capitaux, les monopoles visent à exploiter pour leur propre compte les richesses naturelles des pays sous-développés, à profiter au maximum des coûts de production réduits et à conquérir les marchés pour les produits manufacturés. On ne peut interpréter la construction de quelque grand complexe industriel ou l'accord d'importants crédits comme une "aide" parce que, de manière générale, tout cela est fait pour intégrer encore plus l'économie des pays sous-développés dans le capitalisme mondial. Nous verrons plus loin de manière plus détaillée, les conséquences de l'exportation des capitaux dans les pays pauvres.

Nous avons vu sommairement dans notre introduction, les traits qui caractérisent l'impérialisme en nous efforçant de montrer par les faits, comment la réalité actuelle confirme les thèses essentielles de LENINE. Pourquoi une telle démarche ? Nous pensons qu'il est nécessaire de réaffirmer l'analyse léniniste des traits fondamentaux de l'impérialisme pour plusieurs raisons :

1) Parce que cela est un moyen de ne pas laisser subsister le flou idéologique et théorique dans la vision des phénomènes, à un moment où la polémique et les controverses sur nombre de thèses relatives à l'impérialisme sont vives. L'on sait que la polémique au sein du Mouvement Communiste International sur l'appréciation de l'impérialisme et de la stratégie et de la tactique à lui opposer a éclaté au grand jour dans les années 60. Cette polémique qui a débouché sur la scission, s'est aggravée en 1968 lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'U.R.S.S. A partir de ce moment, la question au centre des débats sur l'impérialisme

est la suivante : l'U.R.S.S. est-elle devenue un pays impérialiste ? Les traits fondamentaux dégagés par LENINE s'appliquent-ils à l'Union Soviétique ? (24) Tout cela pour montrer tout l'intérêt aujourd'hui d'approfondir l'analyse de l'impérialisme sur des bases scientifiques, de dégager les lois qui sont l'essence même de ce système. Et dans ce sens, la contribution théorique de LENINE demeure un instrument irremplaçable de base dans la clarification des questions posées par l'évolution de la société depuis le début du siècle jusqu'à maintenant.

2) Parce que du point de vue méthodologique, parler de l'exportation des capitaux sans l'inscrire dans la problématique de l'impérialisme, c'est à dire comme partie intégrante de capitalisme monopoliste, en lien avec les autres aspects fondamentaux qui caractérisent ce stade historique particulier, c'est adopter une méthode anti-dialectique, anti-historique et donc par conséquent anti-scientifique. La dialectique matérialiste nous oblige à analyser les phénomènes en rapport étroit avec les conditions générales et spécifiques qui ont favorisé leur apparition et leur développement. L'exportation des capitaux n'est pas un aspect dissocié des autres, mais au contraire, elle ^{est} intimement liée aux autres caractéristiques de l'impérialisme qui agissent sur elle et réciproquement. Sans la concentration de la production, la formation des monopoles, ni l'apparition du capital financier, etc ... l'exportation des capitaux n'aurait pas revêtu l'ampleur qu'elle a prise à la fin du XIXème siècle. Dans l'autre sens, sans le développement de l'exportation des capitaux, les monopoles, le capital financier se seraient difficilement maintenus, ils auraient été incapables de prospérer, de se consolider. C'est pourquoi, il nous a semblé indispensable de traiter dans cette introduction de l'ensemble des traits de l'impérialisme qui conditionnent l'exportation des capitaux tels que la concentration et la centralisation de la production et du capital, le nouveau rôle des banques, la formation du capital financier et des groupements monopolistes internationaux, le partage du monde, etc ...

(24) Les documents albanais et chinois de l'époque traduisent cette polémique et permettent de cerner son ampleur, son contenu et ses conséquences politiques et idéologiques.

Comme cela a été précédemment souligné, la thèse ici présentée porte sur l'exportation des capitaux. Il s'agira de démontrer en quoi l'exportation des capitaux dans la période actuelle diffère et ressemble à la fois à l'exportation des capitaux du temps de LENINE. La question est la suivante : les banques depuis une dizaine d'années jouent un rôle prépondérant dans l'exportation des capitaux vers les pays sous-développés. Revient-on à la période de la fin du XIXème siècle ? Comment se manifeste aujourd'hui ce trait fondamental de l'impérialisme ? Sous quelles formes ? Quelle interprétation théorique lui donner et quelles sont les conséquences pratiques qu'elle entraîne pour les pays pauvres ? Autant de questions auxquelles nous tenterons d'apporter des réponses dans les limites du travail d'investigation entrepris.

Nous limiterons la portée du sujet traité aux seuls pays sous développés, c'est à dire que nous excluerons de notre champ d'analyse, l'exportation des capitaux dans les pays industrialisés (25). Si nous abordons l'exportation des capitaux dans les pays développés aujourd'hui, ce ne sera que du point de vue historique, car hier ces pays étaient retardataires. Par exemple, les U.S.A. sont aujourd'hui le plus grand exportateur de capitaux, mais dans le passé, avant la première guerre mondiale, ce sont des puissances comme l'Angleterre qui y exportaient en masse leurs capitaux. Cette évolution est la marque de l'action de la loi du développement inégal sous le capitalisme dont parlait LENINE et qu'il nous paraît intéressant de rappeler.

(25) Une question soulève depuis quelques années la controverse : l'exportation des capitaux dans les pays du COMECON, doit-elle être interprétée ou non comme l'aboutissement de l'intégration de ces pays dans le système capitaliste mondial ? Cela traduit-il la restauration du capitalisme ? Les limites de notre sujet ne nous permettent pas de traiter de ce problème.

Limiter notre sujet à l'exportation des capitaux vers les pays capitalistes arriérés ne signifie nullement que nous minimisons le courant qui mobilise des quantités considérables de capitaux vers les pays développés. Le capital financier, grâce à sa formidable puissance, tend à subjuguier les pays sous-développés, mais aussi les pays développés. C'est la concentration et la centralisation de tout le capital social entre les mains d'une poignée de monopolistes qui rend le capital financier à même d'imposer sa loi dans le monde entier.

Les concepts utilisés qui nécessitent une explication, seront explicités au moment où nous les emploierons. Bon nombre de notions "nouvelles" sont formulées par les spécialistes qui traitent des questions bancaires, financières, etc ... Ces spécialistes sont généralement défenseurs du capitalisme et de l'impérialisme. Certains qui font des critiques au système ne touchent pas aux causes, mais à ces excès. Ils proposent alors des réformes pour "corriger" ces excès. Nous nous sommes appuyés tout au long de cette étude sur les données en général irréfutables fournies par ces spécialistes du monde de la haute finance. Tout en sauvegardant notre indépendance théorique et notre esprit critique, nous avons repris par commodité quelques concepts à travers lesquels ces spécialistes bourgeois expriment ces données.

Le plan choisi comporte deux grandes parties : la première partie s'intitule : tendances actuelles de l'exportation des capitaux. Nous traiterons dans cette partie les différentes phases historiques de l'exportation des capitaux, puis des formes actuelles et du rôle joué par les banques. La deuxième partie parle des sources, conséquences, perspectives de l'exportation des capitaux. Il s'agira de voir d'où proviennent les capitaux exportés et entre autres la place des "excédents" pétroliers. Nous traiterons également des conséquences qu'entraîne l'exportation des capitaux au double plan des forces productives et des rapports de production, mais aussi sur le plan

des liens économiques et politiques avec l'impérialisme.

Enfin, cette deuxième partie se terminera sur l'analyse perspective des éléments qui freinent et favorisent l'exportation des capitaux dans les pays sous-développés.

1ère PARTIE : TENDANCES ACTUELLES DE L'EXPORTATION DES CAPITAUX

Chapitre 1er : L'exportation des capitaux dans ses différentes phases historiques.

Comme nous l'avons souligné dans l'introduction, l'exportation des capitaux existe depuis bien longtemps sous le capitalisme. La révolution industrielle, le machinisme ont insufflé un souffle nouveau au capitalisme en Europe et ont fait accéder à un degré supérieur les forces productives. Une masse importante de capitaux provenant de ce développement prodigieux de la production, était attirée à l'extérieur parce qu'elle y trouvait un grain supérieur à celui qu'elle pouvait escompter à l'intérieur même. C'est cette nécessité, cette loi inhérente au capital, le profit qui est à la base de l'exportation des capitaux.

Le capitalisme, pendant la première moitié du XIXème siècle, connaît l'exportation des capitaux sous forme essentiellement de prêts aux pays retardataires de l'époque : Espagne, Portugal, Amérique Latine ... Et c'est l'Europe qui joue le rôle de banquier du monde notamment l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Mais ces exportations de capitaux sont limitées. Elles vont connaître leur véritable développement pendant la deuxième moitié du XIXème siècle, période pendant laquelle se forme le capitalisme monopoliste. Depuis cette période jusqu'à maintenant, l'exportation des capitaux n'est plus un aspect secondaire du fonctionnement du capitalisme. Elle devient un aspect fondamental vital sans lequel tout le système capitaliste s'écroulerait. Voyons en détail cette évolution, surtout à partir de 1850, environ, période qui nous intéresse le plus.

i - De 1817 jusqu'à la première guerre mondiale : l'Europe ban-

quier du monde (26).

Pendant cette période, la Grande Bretagne et la France ont mené une intense activité en matière d'exportation des capitaux. Cela s'explique d'abord par le développement interne même du capitalisme. C'est dans ces deux pays que la révolution industrielle à le plus vite apporté un accroissement des forces productives. En Angleterre d'abord, en tant que plus vieux pays capitaliste du monde, celui qui grâce à son industrie développée, déversait dans le monde entier ses produits manufacturés. C'est en Angleterre que la grande industrie mécanique puise son origine.

Dans ce pays, il s'est formé des conditions historiques favorables à un puissant développement du mode de production capitaliste. Ces conditions sont : l'abolition très tôt du servage et la liquidation du morcellement féodal, la victoire de la révolution bourgeoise au XVIIème siècle, l'expropriation des paysans de leur terre ainsi que l'énorme accumulation des capitaux au moyen d'un commerce très actif et du pillage intense des colonies d'Asie, Amérique, etc ... La révolution industrielle fit de l'Angleterre l'atelier industriel du monde. Après l'Angleterre la production industrielle se répandit dans les autres pays d'Europe et en Amérique.

En France, la révolution industrielle s'étala pendant des dizaines d'années, à la suite de la révolution bourgeoise de 1789. La fabrique capitaliste ne joue le rôle dominant que dans la deuxième moitié du XIXème siècle.

(26) Dans un article de la Revue Economique de Nov. 1978, J.M. PARLY fournit des données sur les exportations de capitaux en partant de l'année 1817. Nous pensons que cette date est significative. C'est pourquoi nous la reprenons à notre compte.

En Allemagne, la situation était quelque peu différente. La révolution industrielle tarda à se déclencher, comparativement à la Grande Bretagne et à la France, par suite du morcellement féodal et du maintien prolongé des rapports féodaux. MARX a d'ailleurs souligné que le progrès social en Allemagne a beaucoup souffert de l'alliance et des compromissions de la bourgeoisie avec la noblesse rétrograde (27). La grande industrie ne commence à se développer qu'à partir de 1840 et surtout après l'unification de l'Allemagne en seul état en 1871.

L'industrialisation capitaliste s'est réalisée au prix de l'exploitation forcée des ouvriers salariés, de la ruine de la paysannerie et de la spoliation des colonies. Les énormes bénéfices qui en découlaient pour le capital, dont une grande partie va être accumulée dans les banques, vont constituer des "excédents" et alimenter l'exportation des capitaux dans les pays retardataires.

Maurice SCHLOGEL, dans son ouvrage "Les relations économiques et financières internationales" écrit à propos du rôle de l'Europe dans l'exportation des capitaux : "Avant 1914, l'Europe était le banquier du monde et investissait une grande partie de son épargne en titres étrangers émis sur les marchés financiers anglais, français et allemands, contribuant ainsi au développement économique des Etats-Unis, de la Russie et de certains pays de l'Europe Centrale ou Orientale. C'est ainsi qu'entre 1880 et 1914, des emprunts russe, bulgare, serbe et turc furent émis sur le marché français" (28) .

(27) "La haute bourgeoisie, depuis toujours contre-révolutionnaire et par peur du peuple, c'est à dire des ouvriers et de la bourgeoisie démocrate, conclut une alliance à la vie et à la mort avec la réaction" (K. MARX cité par Gilbert BADIA dans Histoire de l'Allemagne contemporaine p. 13 - E. Sociales).

(28) M. SCHLOGEL "Les relations économiques et financières internationales" pp. 40-41 - Ed. Masson et cie 1974.

Soulignons que l'auteur en estimant que ces capitaux contribuaient "au développement économique" des pays retardataires, commet une erreur. Premièrement, les puissances impérialistes ne visaient aucunement ce but. Pour elles, les prêts étaient un moyen pour asservir politiquement et économiquement, ces pays. Deuxièmement, si pour un certain nombre de raisons historiques et politiques, les Etats-Unis se sont servis des emprunts qu'ils faisaient pour accélérer leur développement économique, ce n'est pas le cas pour la Turquie et d'autres pays.

A - Londres : première place financière.

Quand on étudie l'histoire de l'exportation des capitaux, on constate le rôle de premier plan joué par le capitalisme anglais. D'importantes quantités de capitaux qui ont afflué de partout, provenaient de Londres. Pendant le XIXème siècle et au début du XXème, l'Angleterre exerce sa domination financière liée à sa suprématie économique. Maurice SCHLOGEL rapporte à ce sujet les propos révélateurs d'un économiste britannique contemporain de Rudyard Kipling, ce défenseur de l'empire britannique. Celui-ci aurait dit : "Chicago, Odessa sont nos greniers, le Canada, les pays baltes, nos forêts. L'Australie élève nos moutons, l'Amérique nos troupeaux de boeufs, les chinois cultivent pour nous du thé, et des Indes Orientales affluent vers nos rivages le café, le sucre et les épices; la France et l'Espagne sont nos vignobles, la Méditerranée notre verger" (27).

Nous analyserons l'ampleur et la répartition de cette exportation de capitaux.

(27) M. SCHLOGEL ibid p. 191

1) L'ampleur de l'exportation des capitaux de l'impérialisme britannique.

Selon les données citées par J.M. PARLY (28) la première période pendant laquelle l'impérialisme anglais exporte massivement des capitaux à l'étranger se situe entre 1817 et 1825. Au cours de ces années, 76 millions de livres ont été prêtées à des Etats essentiellement ceux d'Amérique Latine, du Portugal, la Grèce et l'Espagne.

En 1826 - 1827, tous ces pays, sauf le Brésil avaient suspendu leurs paiements. Cette crise financière va ralentir le mouvement qui commençait à grandir, mouvement tendant à placer à l'étranger des grandes masses de capitaux pour les fructifier. Il faut attendre la deuxième moitié du XIXème siècle pour voir se réaliser la reprise des placements à l'étranger. Ceux-ci prennent des proportions sans précédent. Entre 1860 et 1870, 724 millions de livres d'obligations sont émises pour la Russie, la Turquie, l'Egypte et l'Amérique.

Malgré la banqueroute financière qui frappe le Mexique et le Vénézuèla, les émissions continuent au profit de l'Amérique latine où 140 millions de livres sont placées entre 1869 et 1873. La période 1900 - 1913 voit une accélération des prêts aux pays d'Amérique latine, mais aussi aux pays miniers africains, au Japon, à l'Australie, au Canada et aux Indes.

D'autres évaluations plus précises ont été faites concernant la valeur globale des capitaux placés hors de l'Angleterre de 1825 à 1915. Roger Nathan, dans son livre "Le rôle international des grands marchés financiers", écrit en 1938, rapporte des données fort intéressantes sur cette question : "A l'aide des renseignements statistiques de différentes natures et de précisions plus ou moins parfaites, dit-il, divers auteurs dignes de foi sont arrivés à présenter chacun en son temps

(28) Cf. J.M. PARLY - Revue Economique - Nov. 1978.

un tableau que l'on peut considérer comme correct au volume de ces capitaux britanniques placés à long terme hors de l'Angleterre. La première de ces évaluations remonte à 1927 et se réfère à l'année 1825. Présentée à la Société des Statistiques de Londres, elle fixe aux environs de cent millions de livres sterling l'avoir britannique "abroad". En 1860, Browley estime que cet avoir représente 750 millions de livres. En 1880, Grammond l'estime supérieur à 2 milliards 600 millions de livres. En 1908, une étude de "The Economist" présente comme total de la valeur des actifs britanniques à l'étranger un chiffre supérieur à trois milliards de livres (3,050 milliards). En 1910, Paish pense que la fortune de l'Angleterre hors d'Angleterre se monte à près de trois milliards deux cent millions de livres" (29).

Selon donc ces estimations, les placements anglais à l'étranger sont passés de 100 millions à 3 800 millions en l'espace de 80 ans, soit une progression de 38 fois. Cela est colossal.

Sommes investies par l'Angleterre (en placements à l'étranger, de caractère relativement permanent).

<u>Périodes</u>	<u>Moyennes annuelles</u> (millions de livres)	
1870 - 1874	61	
1875 - 1879	1,7	<u>Sources</u> : Hobson "The
1880 - 1884	23,9	export of the capital"
1885 - 1889	61,1	citée par R. NATHAN ibid
1890 - 1894	45,6	p. 80.
1895 - 1899	26,8	
1900 - 1904	109,5	
1910 - 1913	185	

(29) R. NATHAN "Le rôle international des grands marchés financiers"
p. 80

Au vu de ce tableau, on constate une chute des exportations en 1875 - 1879, puis 1895 - 1904. L'année 1905 marque une nette remontée du volume des capitaux exportés pendant les dix dernières années qui ont précédé la guerre, ce sont les 2/3 de l'épargne qui sont orientés vers "l'étranger".

Quelle est l'importance des profits réalisés grâce à ces placements ? Si l'on prend l'année 1913 - 1914, les commissaires de l'impôt sur le revenu établissent à 118 millions 113 000 livres, les revenus encaissés par les anglais et provenant des éléments suivants :

- Intérêt des rentes d'Etats étrangers ou coloniaux.
- Intérêts ou dividendes payés par les municipalités ou des sociétés étrangères et coloniales aux redevables anglais de l'impôt sur le revenu.
- Tout revenu déclaré par les contribuables et provenant des placements à l'étranger (30).

M.W. HENDERSON estime que les revenus retenus par les commissaires à l'impôt ou plutôt les revenus pris à part, représentent seulement 60 % de l'ensemble des revenus des capitaux anglais effectivement placés à l'étranger. Il admet que pour l'année 1913 - 1914, l'ensemble de ces revenus aurait été de l'ordre de 200 millions de livres. D'autres auteurs donnent des indications semblables (31).

(30) Ne sont pas compris dans ce total, les revenus provenant des entreprises exploitant à l'étranger mais ayant leur siège en Angleterre, les banques ou entreprises dont les succursales et filiales sont installées à l'étranger.

(31) Cf. R. NATHAN *ibid* p. 78

Nous indiquons d'autres faits qui montrent le caractère très lucratif des placements de capitaux anglais à l'extérieur. Pendant la période 1900 - 1913, les faits relèvent de manière approximative que la balance commerciale de l'Angleterre connaissait un solde déficitaire de 165 millions, tandis que le bénéfice annuel des moyens de placements à l'étranger s'élève à 140 millions. Mais à partir de 1908, le montant des revenus de ces placements, c'est à dire des bénéfiques, a été régulièrement supérieur au montant du solde déficitaire de la balance commerciale. Cela traduit le taux de profit élevé des capitaux placés à l'extérieur.

2) Répartition de l'exportation des capitaux.

Nous allons aborder ici la répartition des capitaux anglais exportés selon les pays destinataires. La branche d'industrie ou de manière générale, le secteur économique.

Comme il a été souligné précédemment, ces "excédents" de capitaux sont drainés vers l'Amérique, l'Europe, et surtout l'empire colonial britannique. Cet empire colonial est très étendu. En 1900, il est estimé à 9 324 038 km² avec une population de 308 992 339 habitants. Ces chiffres montrent sans autre commentaire toute l'ampleur du colonialisme britannique.

Le total des capitaux exportés par l'Angleterre selon les continents, s'établit comme suit (32) aux environs de 1910 (en milliards de marks).

EUROPE	4
AMERIQUE	37
ASIE, AFRIQUE AUSTRALE..	29

Total	70

(32) Ces chiffres sont tirés de LENINE op. cit. p. 74.

LENINE a souligné le lien qu'il y avait entre l'importance des capitaux exportés par l'Angleterre et l'importance de ses possessions coloniales. La possession d'immenses territoires en Inde, au Canada, en Afrique, etc ... a fourni à l'Angleterre de grandes zones pour investir ses capitaux et exploiter les richesses naturelles considérables, la force du travail bon marché des colonies.

Roger NATHAN dresse le tableau de l'exportation des capitaux britanniques selon les pays de 1908 à 1914 (p.88)

Pays	1908	1909	1910	1911	1912	1913	1914
<i>A. Empire britannique</i>							
Canada	27,8	26,8	36,8	41,2	46,9	44,1	45,4
Australasie	4,0	11,3	13,3	3,3	13,4	18,6	19,4
Inde et Ceylan	13,1	15,3	17,9	5,1	3,7	3,8	6,1
Afrique du Sud	6,2	11,2	3,3	4,3	3,8	6,2	5,2
Divers	7,4	9,9	20,7	10,8	4,6	3,2	4,6
Total	58,5	74,5	92,0	61,7	72,4	75,9	80,7
<i>B. Pays étrangers</i>							
<i>1. Amérique</i>							
Etats-Unis	21,4	15,9	39,5	21,3	23,6	18,7	10,3
Argentine	15,0	21,7	22,8	16,6	20,1	11,9	15,0
Bésil	12,9	9,2	11,8	19,2	14,3	15,0	5,8
Mexique	8,1	9,1	5,0	2,6	4,0	10,6	1,8
Chili	1,2	4,0	4,6	8,2	2,2	2,6	2,5
Divers pays américains	—	—	—	2,6	1,1	0,9	1,2
Total Amérique	58,6	59,9	83,7	70,5	65,3	57,7	36,6
<i>2. Autres pays étrangers</i>							
Russie	3,8	9,4	3,9	5,2	10,4	8,9	12,7
Chine	5,0	0,7	1,0	7,4	5,9	6,8	0,7
Japon	—	—	—	—	3,2	—	—
Divers	16,0	18,9	25,5	17,5	8,0	9,0	17,1
Total autres pays	24,8	29,0	31,0	31,1	27,5	26,7	30,5
Total des pays étrangers	83,4	88,9	114,7	101,6	92,8	83,4	67,1

Le tableau montre de manière générale la proportion des émissions des valeurs coloniales relativement aux autres émissions étrangères. Les émissions coloniales occupent 40 à 45 % environ du total.

L'addition des sommes empruntées par chaque pays à Londres pendant ces sept années, donne ce qui suit : de 1908 à 1914, le Canada a emprunté 269 millions de livres, l'Australie 83 millions, l'Inde et Ceylan 65 millions, l'Afrique du Sud 40 millions et les autres possessions 61 millions, soit pour l'ensemble des possessions et colonies, 520 millions de livres. Pendant cette même période, les émissions pour les Etats-Unis se sont élevées à 150 millions, l'Argentine 123 millions, le Brésil 88 millions, 41,20 millions pour le Mexique, etc ... soit pour l'ensemble des pays américains 434 millions.

On note également l'importante dette de la Russie vis à vis de l'Angleterre. En effet, les émissions russes atteignent 54,3 millions.

Ces chiffres nous amènent à dégager une constatation : les placements dans les colonies sont les plus importants. Cela confirme bien le lien qui existe entre les possessions coloniales et l'exportation des capitaux. Le partage du monde entre les grandes puissances coloniales a particulièrement favorisé l'Angleterre qui s'est taillée un empire colonial sans comparaison avec ceux de la France, l'Allemagne ou de la Belgique. L'un des traits de l'impérialisme anglais, c'est sa politique coloniale fondée sur les placements d'immenses capitaux dans les colonies sous forme de prêts ou d'entreprises industrielles, commerciales et bancaires, le drainage, le pillage systématique des colonies. Ce qui a fait dire à LENINE que l'impérialisme anglais est un impérialisme colonialiste.

Sur le plan économique, comment se répartissent ces placements à l'étranger ? Le tableau que trace LENINE dans ses "cahiers de l'impérialisme" répond à cette question, avec en plus l'avantage de fournir les profits résultant de ces placements selon les secteurs économiques :

Placement anglais à l'étranger (selon les secteurs économiques)
Janvier 1911 (33).

	CAPITAL (en millions de livres)	REVENU (idem)	%
A) Emprunts	757 460	29 938	3,9
B) Chemins de fer	1 198 991	52 839	4,4
) Banques	366 022	21 870	
C) Mines	243 386	26 145	
) Pétrole, etc	<u>127 879</u>	<u>8 999</u>	
C)	737 287	57 014	7,7
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	
Total	2 693 738	139 791	

Les chiffres de LENINE appellent une remarque : dans les placements anglais, les chemins de fer viennent en tête, suivis des emprunts d'Etat. Les chemins de fer représentent donc la branche économique qui a le plus absorbé de capitaux soit 1 198 991, alors que les autres secteurs, les emprunts publics d'une part, les mines, pétrole et banque ... d'autre part, sont à peu près à égalité, avec un peu plus de 700 000 chacun.

Les branches économiques comme les mines, le pétrole rapportent des bénéfices plus élevés que dans les autres domaines puisque leur pourcentage s'élève à 7,7 % contre 4,4 % et 3,9 % respectivement pour les chemins de fer et les emprunts. Ce tableau montre que les capitaux britanniques s'orientent principalement dans les transports, les mines et les banques (avec une prédominance dans les transports ferroviaires).

Le chemin de fer a constitué pour l'impérialisme anglais, l'instrument essentiel dans la réalisation de sa politique hégémonique mondiale. Il devait lui permettre de relier des contrées lointaines avec la métropole, d'établir le marché mondial pour ses produits manufacturés, d'exporter des capitaux et d'implanter des industries dans les pays arriérés, bref, d'assurer la domination directe du capital financier britannique sur les vastes zones et pays du monde.

En outre, la construction de voies ferrées s'avère être une affaire très lucrative pour les capitalistes de la sidérurgie, la métallurgie, les matériaux de construction qui trouvent là des débouchés pour leurs produits. Sur cette question, un rapport du consul austro-hongrois à Sao Paulo déclare : "La construction des chemins de fer brésiliens est réalisée principalement avec des capitaux français, belges, britanniques et allemands. Les pays intéressés s'assurent au cours des opérations financières liées à la construction des voies ferrées, des commandes de matériaux de construction" .

Mais qu'est ce qui explique ces importants placements de capitaux anglais dans les pays d'Amérique Latine ? Selon l'auteur R. NATHAN, "il est arrivé qu'il y ait eu à des placements anglais, des causes sentimentales. Les Anglais, par exemple, se sont passionnés entre 1820 et 1840 pour les jeunes républiques sud-américaines et n'ont pas hésité à marquer l'intérêt qu'ils portaient à une indépendance qui paraissait constituer un échec pour l'Espagne autoritaire et ferme partisan de la Sainte-Alliance en souscrivant à fonds presque perdus les emprunts que ces Etats en voie de formation lançaient à Londres" (33)

(33) Roger NATHAN ibid p. 86.

L'explication donnée par l'auteur nous semble subjective et non fondée. Il est vrai que dans les placements de capitaux anglais en Amérique Latine, on peut à juste titre y voir la rivalité entre l'Angleterre et d'autres puissances coloniales, en l'occurrence l'Espagne, qui très tôt avait conquis l'Amérique Latine. Les capitaux anglais avaient entre autres comme but de détacher ces pays de la tutelle espagnole et de les lier économiquement et politiquement à l'Angleterre. Mais parler de "causes sentimentales", d'"anglais passionnés" pour l'Amérique Latine, y investissant à perte est erroné. Les capitaux anglais étaient attirés par le taux de profit plus élevé qu'offraient ces pays. Il y a eu des pertes. Mais ce sont essentiellement les petits épargnants qui plaçaient leurs capitaux, par l'intermédiaire des banques, qui ont été frappés par ces pertes.

Jean-Claude FAFFA, auteur d'un livre sur les sociétés d'investissements, décrit la situation de l'époque de manière plus objective. Son analyse est remarquable du point de vue historique et économique et mérite d'être citée. "Au début du siècle (XIXème), écrit-il, les possibilités de placement avaient été étroitement circonscrites : les rares capitalistes, principalement propriétaires fonciers, plaçaient leurs fonds soit en immeubles, soit en prêts hypothécaires, soit en titres de la dette publique, les consols, qui offraient alors un revenu satisfaisant, de l'ordre de 5 % et une très grande sécurité. Quant aux valeurs industrielles, elles étaient encore très rares et considérées comme hautement spéculatives.

Avec la montée rapide de la bourgeoisie industrielle et commerçante, disposant de considérables surplus de fonds en quête de placements, le problème des débouchés de l'épargne était posé. Malgré les remarquables progrès de la révolution industrielle en Angleterre, la demande interne de capitaux était insuffisante pour absorber toute l'épargne disponible aux taux d'intérêt traditionnels ...

Après, l'auteur poursuit en rappelant le contexte politique. En effet, la sécurité menacée par les invasions napoléoniennes ne fut rétablie que lorsque le dictateur fut vaincu à Waterloo. Les taux d'intérêt payés sur la dette publique subirent pendant cette période de "paix", une baisse. En 1822, les "navy" par exemple passèrent de 5 % à 4 %.

"Avec l'abondance croissante de capitaux disponibles affirme J.C. FAFFA, cette tendance vers la baisse des taux d'intérêt s'étendit promptement au domaine des emprunts domestiques privés. Il n'est pas étonnant dans ces conditions, que les capitalistes commencèrent à chercher à l'extérieur des emplois plus profitables pour leurs fonds, afin de compenser l'amputation soudaine de leurs revenus".

"Nombreux furent ceux qui crurent y avoir réussi : l'année 1825 marqua le début d'une explosion spéculative qui ne le cédait en rien au fameux South Seas Bubble au début du XVIIIème siècle. A la fin de l'année, 624 compagnies nouvelles avaient été lancées, avec un capital total supérieur à 370 millions de livres. La panique de 1835 mit brutalement fin à cette euphorie. Les pertes furent particulièrement sévères pour les porteurs de nombreux emprunts étrangers, sud-américains surtout, qui avaient été offerts à des taux très attrayants. Dans la période qui suivit, le public commença à s'intéresser aux titres de chemin de fer. Le "Railway Boom" de 1845 s'acheva sur la panique de 1847 et les pertes furent encore une fois énormes".

"La leçon était claire : les placements à l'étranger permettaient peut-être d'obtenir des rendements élevés, mais cela n'allait pas sans risques" (34).

(34) Jean-Claude FAFFA "Les sociétés d'investissements et la gestion collective de l'épargne" pp. 13 - 14 - 15 - Ed. Cujas 1963.

C'est suite à ces amères expériences que sont constitués les "investissements trusts" ou sociétés d'investissements chargées de gérer l'épargne des capitalistes en leur assurant une sécurité de placements. Mais quel rôle jouent les banques de la City dans l'exportation des capitaux ?

3) Le rôle des "merchants banks" londonniens et le système bancaire anglais.

Les banques ont joué et continuent d'ailleurs de jouer un rôle de premier plan surtout dans le domaine des placements de capitaux à l'étranger. En Angleterre, ces banques sont les "merchants banks" ou banques commerciales. C'est par l'intermédiaire de ces banques privées que les petits porteurs, les capitalistes, etc ... plaçaient leurs capitaux en titres d'Etats étrangers amis sur le marché de Londres.

"Les merchants bankers, déclare Roger NATHAN, sont mieux placés que quiconque pour apprécier la situation des Etats d'où viennent et où vont les marchandises dont ils financent les expéditions et pour connaître les conditions dans lesquelles travaillent industriels et commerçants qui y sont établis" (35). Il est donc important d'analyser le rôle de ces banques anglaises au XIXème siècle. D'abord parce qu'elles ont été au centre des placements de capitaux à l'étranger et enfin parce que, lorsque nous aurons à étudier la période actuelle où l'on constate le rôle prédominant des banques dans le financement international, nous pourrons alors comparer ces deux phases historiques de l'exportation des capitaux et en tirer quelques conclusions.

(35) Roger NATHAN op. Cit. p. 73

Il faut également noter le rôle important joué par les "joints stocks banks" ou banques de dépôts. En effet, elles ont servi en qualité "d'under writers" à garantir le succès de l'opération en apportant leur acceptation. Sans ces banques de dépôt et les avances qu'elles faisaient aux merchants banks, les placements de capitaux à l'étranger auraient été impossibles.

Quelle est donc leur importance ? Quel rôle international exercent-elles ? Pour saisir pleinement cette importance et ce rôle, quelques données sont nécessaires : en 1890 les "joints Stocks banks" ou banques de dépôts constituées sous forme de sociétés anonymes par actions, étaient pour l'Angleterre et le Pays de Galles au nombre de 104. Celles-ci disposaient de 2 203 succursales à travers le pays et de dépôts qui s'élevaient à la somme astronomique de 368 603 000 livres. Le phénomène de concentration capitaliste a considérablement réduit le nombre. Cinquante ans après, le nombre des banques de dépôt n'atteint plus que 15 avec 10 074 succursales et des dépôts s'élevant à 2 329 107 000 livres. Parmi ces 15 banques, certaines étaient particulièrement importantes. Ce sont les fameux "big five", devenus aujourd'hui les "big fours". A l'époque, ces banques étaient Midland Bank, Lloyds Bank, Westminster Bank, Barclay's Bank, National and Provincial Bank. Il convient de rappeler la loi qui favorisa cette concentration bancaire, loi dont l'initiative revient à Sir Robert Peel, qui a beaucoup contribué à la formation et au développement de l'impérialisme anglais. En effet, en 1845, Robert Peel, soutenu par les banques privées, fit adopter une loi qui rendait difficile la fondation de sociétés anonymes, de telle sorte qu'il en fut pratiquement impossible d'en créer de nouvelles dans le secteur bancaire. Ainsi s'établit le monopole dans ce secteur et les banques existantes purent aisément étendre leurs affaires. 15 ans après, en 1860, fusions et absorptions furent des institutions comme le Westminster, de véritables puissances financières, qui étendaient leur influence bien au delà du royaume britannique.

Revenons donc à la phase antérieure qui nous préoccupe. Avant la première guerre mondiale, ce sont les banques anglaises qui occupent le devant de la scène sur le plan mondial. Le rôle des "merchants banks" était, comme l'indique d'ailleurs leurs noms "d'issuing houses" de monter des émissions étrangères et de les placer auprès de leurs clients en retenant une part sous forme de commissions. Les prêts internationaux étaient matérialisés par des obligations à long terme. Parmi les plus connus de ces banques, citons Schröder, Rothschild, Hambro, Baring, etc ...

Il paraît que c'est la banque Rothschild qui aurait été à la base de l'expansion des émissions étrangères. Elle aurait eu la première, l'idée d'émettre vers 1820 un emprunt étranger dont le capital et le revenu annuel étaient stipulés en livres anglaises. Le risque de change était ainsi transféré de l'acquéreur britannique à l'émetteur étranger. C'est ce qui poussa le nombre de capitalistes à souscrire à de telles valeurs. Tout au long du XIXème siècle, ce sont les Schröder, les Baring, les Blyen Mill, les Rothschild, les Hambro qui ont proposé aux capitalistes et épargnants britanniques, les titres espagnols, argentins, brésiliens, russes, autrichiens, américains, etc ... qu'ils ont achetés en masse. Mais cette activité "d'issuing houses", ces banquiers n'auraient pas pu la soutenir si le marché monétaire, en particulier le système bancaire, n'avait permis le cas échéant, de transformer en liquidité les actifs à court terme détenus par les merchants banks, pour pouvoir en cas de besoin, absorber une part de l'émission à laquelle ils procédaient et ensuite pour conserver le niveau des cours jusqu'au moment où les titres seraient répartis dans les portefeuilles des capitalistes qui ne les revendraient pas sur le marché.

Le rôle international des banques de dépôt se traduit par leur action directe en tant que banque implantée dans plusieurs pays, et également par les avances qu'elles consentent aux banques commerciales à travers l'escompte des valeurs étrangères etc ... Pour la plupart, elles possèdent des filiales et succursales à l'étranger. Les Lloyds par exemple possèdent plusieurs maisons financières installées en Argentine, contrôlent la Bank of London and South America qui a des succursales dans toute l'Amérique Latine. La Barclay's a des filiales non seulement en Europe, mais aussi au Canada, aux Antilles, en Egypte, au Soudan, en Palestine. Il est important de noter que ces banques ont toutes des prises de participation dans les grandes banques coloniales.

"Les big fives ont donc, en dehors de l'activité de leurs filiales à l'étranger, un rôle international qui s'exprime par les avances sur titres internationaux, par les acceptations qu'elles donnent pour le compte des correspondants étrangers, par l'escompte de ces acceptations sur le marché, par les avances qu'elles accordent sur des acceptations étrangères, toutes opérations qui se reflètent au côté actif de leurs bilans par un ensemble d'actifs que l'on peut évaluer aux environs de 300 millions, soit environ 1/7 du total de leurs dépôts" (36).

En conclusion, au XIXème siècle, et au début du XXème, l'Angleterre s'affirme comme la première puissance mondiale qui, grâce à son industrie développée, son monopole industriel et financier, son empire colonial, ses exportations de capitaux, subjugué les pays arriérés et empêche ceux-ci d'assurer leur développement économique indépendant. Les exportations de capitaux ont représenté pour les banques privées, l'une de leurs activités essentielles. Comme intermédiaires, elles ont amassé le profit maximum (commissions, courtage, escompte ...). Une grande part de ces placements à l'étranger étaient constitués par des emprunts d'Etats. Après l'Angleterre, la France a occupé pendant cette phase historique, une place de choix. C'est ce que nous allons voir dans le deuxième paragraphe.

B - La France, un impérialisme usurier.

Plusieurs auteurs ont souligné dans leurs études portant sur le capitalisme monopoliste français, son caractère particulièrement usuraire à cause de la prépondérance des emprunts d'Etats étrangers. En effet, c'est une forme d'exportation de capitaux qui a dominé en France pendant le XIXème et la première moitié du XXème siècle. LENINE, parlant de l'impérialisme français, le souligne explicitement : "Les capitaux placés à l'étranger le sont surtout en Europe et notamment en Russie (10 milliards de francs au moins). Il s'agit principalement de capitaux de prêts, d'emprunts d'Etat et non de capitaux investis dans des entreprises industrielles. A la différence de l'impérialisme anglais, colonialiste, l'impérialisme français peut être qualifié d'usuraire" (37). Lysis, dans son livre intitulé "Contre l'oligarchie financière en France" qualifie la France "d'usurier du Monde".

1) Le rôle international des banques françaises.

Toute cette activité intense dans l'exportation des capitaux ne peut être correctement analysée sans prendre en compte le rôle des banques. Comment en sont-elles venues à jouer ce rôle international ? "L'un des traits connus du développement capitaliste à partir de la seconde moitié du XIXème siècle, écrit Jean Bouvier, c'est que le banquier, à l'origine intermédiaire modeste, devient le centre des relations" (38).

(37) LENINE "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" ibid
PP. 74 - 75.

(38) Jean Bouvier "Histoire économique et sociale" p. 102 Ed. Droz
Genève 1968.

Cette évolution des banques, leur nouveau rôle prend sa source dans le fait qu'en France, les joints stocks banks anglaises vont servir de modèle au capital bancaire. Cette nouvelle politique consistant à concentrer les capitaux aux mains des banques en favorisant les dépôts, va se développer. Les fondateurs du Crédit Industriel et Commercial déclarent à ce propos : "Notre société mettait à la disposition du commerce et de l'industrie moyenne les petites réserves, encaisses et épargnes éparpillées dans des millions de caisses des commerçants et particuliers, en les réunissant par le système des banques anglaises" (39).

Concrètement, le développement des banques de dépôts s'est accéléré vers les années 1850 - 1860. En deux décennies, de 1863 à 1881, le capital du Crédit Lyonnais décuple de 20 à 200 millions, soit 10 fois plus. A l'époque, on justifie cette augmentation des dépôts par les progrès de la concentration, par la nécessité d'accroître les crédits aux entreprises, surtout à l'étranger.

Jean Bouvier distingue trois types de banques dans son livre "Histoire économique et sociale" :

- Le Crédit Industriel et Commercial et la société des dépôts et comptes courants. Pendant la période 1860 et 1880, ces banques se rapprochent le plus du type anglais, des joints stocks banks, par leur rôle intermédiaire du commerce. Elles créent en province Marseille, Lyon, Lille, des banques provinciales fonctionnant sur le même modèle. Le C.I.C. est surtout connu par l'existence de ses filiales de province qui participent dans les années 30 à l'absorption de nombreuses banques victimes de la grande crise.

(39) Jean Bouvier ibid p. 113.

- Le Comptoir d'Escompte et le Crédit Foncier. Ces banques qui initialement ne sont pas des banques de dépôt vont progressivement le devenir et se lancer assez vite dans les affaires internationales, dans des opérations purement financières et spéculatives. Le Crédit Foncier par exemple, engloutit des sommes énormes dans les prêts égyptiens après 1870 et dans les années 1880. Le Comptoir d'Escompte, quant à lui, sombre dans des spéculations sur le cuivre.

- La Société Générale et le Crédit Lyonnais. Ces deux banques rivales possèdent des points communs. Elles représentent bien le capital bancaire français par leur extension nationale et internationale, leur histoire et leur puissance économique. Ce qui est remarquable, c'est leur "spéculation" dans l'exportation des capitaux sous forme de prêts aux gouvernements étrangers, le caractère massif de leurs dépôts. Mais il est certain, note J. BOUVIER, que le Crédit Lyonnais conserve une particulière originalité. Il devient peu à peu l'établissement type de la banque de dépôts; parti du milieu provincial, il conquiert Paris, puis le marché national et international. A la veille de 1914, il est la plus grande banque française et l'une des plus notables dans le monde. Son fondateur, Henri Germain, qui meurt en 1905, reste encore la figure la plus caractéristique du banquier français à la fin du XIXème siècle et du XXème siècle, le banquier de la "belle époque" du capitalisme (40).

A ces banques de dépôts (41), il convient d'ajouter celles qui ont été créées pour financer l'industrie et le commerce et qui prennent également une part active dans les placements des capitaux à l'étranger. Il s'agit notamment de trois banques d'affaires, les plus grandes : Banque Impériale Ottomane créée en 1863, Banque de Paris et des Pays-Bas en 1872 et la Banque d'Indochine en 1875.

(40) Jean Bouvier op. cit. p. 132

(41) Selon Lysis (cf. Lénine, cahiers de l'impérialisme p. 219), les dépôts de 4 banques, Crédit Lyonnais, Comptoir National, Société Générale, C.I.C. s'établissent comme suit : 1895 : 912 millions de francs; 1890 : 1 302 millions; 1900 : 2171 millions; 1905 : 2 897 millions.

Si les banques françaises ont joué un rôle international, c'est à cause aussi de leurs implantations à l'étranger, en Europe, en Amérique du Sud, au Moyen Orient, en Afrique et dans les colonies. Vers 1880, le Crédit Lyonnais ouvre des agences à Londres, New-York et Genève, mais aussi à Constantinople, Alexandrie, Saint Pétersbourg, Vienne, Madrid et Alger.

En 1905, la France comptait 136 banques coloniales, totalisant 328 millions de capitaux. Dans "L'histoire économique et sociale", Jean Bouvier cite la correspondance entre les divers dirigeants du Crédit Lyonnais, ceux qui sont responsables des agences en France, mais également à l'étranger. Cette correspondance est d'un grand intérêt car elle témoigne de manière vivante et éloquente des préoccupations du capital bancaire, des luttes internes en son sein, de l'immense intérêt qu'offrent les colonies comme débouchés à ses capitaux. "En fondant une succursale à Paris et plusieurs agences à l'étranger, écrit le Directeur du Crédit Lyonnais en novembre 1978, nous avons en vue de nous ouvrir pour l'utilisation de nos capitaux, des débouchés que la place de Lyon ne nous offrait plus suffisamment" (42).

Un autre trait important qui caractérise le capital bancaire est la formation de syndicats bancaires, notamment dans les opérations de placements de capitaux à l'étranger, les emprunts d'Etat. Les syndicats bancaires traduisent les alliances et les rivalités entre différentes banques pour arracher et profiter au maximum, chacun pour soi, les "grosses affaires", les affaires juteuses. Ces coalitions comme le fait justement remarquer Jean Bouvier, sont "forcées et provisoires", forcées parce que les emprunts exigent des versements ou des moyens de garantie importants et parce que le meilleur moyen d'éviter la concurrence de rivaux est de leur faire une place au préalable. Coalitions provisoires parce que le partage de telle ou telle affaire se fait en fonction du rapport de forces entre banques, à tel moment; mais comme les forces des partenaires changent par la suite, les modes de partage pour les affaires ultérieures sont remis en question et les rivalités incessantes" (43).

(42) Jean Bouvier ibid p. 128 - (43) Jean Bouvier ibid p. 127.

Les banques françaises jouent un rôle très actif dans les syndicats bancaires internationaux et confirment leur place au sein de l'impérialisme mondial. L'exemple des emprunts égyptiens illustre bien l'activité intense déployée par les syndicats bancaires. A ce sujet, voici quelques données : en 1866, s'est constitué le syndicat de l'emprunt dit "des chemins de fer" qui comprend entre autres banques : Fröling et Voschen, la Banque Ottomane, le Crédit Lyonnais.

- L'emprunt de 1868 fut lancé à Londres et Paris par un syndicat comprenant les Oppenheim, la Banque Impériale Ottomane, et la Société Générale.

- L'emprunt de 1870, autitre de la Daria (domaine du Sultan) fut proposé au public par un syndicat composé du Comptoir d'Escompte de Paris, la Banque Franco-égyptienne, cette dernière assumant la tête du syndicat.

- On peut citer encore le syndicat qui, à partir d'août 1871, regroupe les principaux établissements de Crédit contre les Rothschild. Dans une lettre adressée le 8 août à son collègue du siège social de Lyon, le Directeur du Crédit Lyonnais parle de la manière suivante de ce fameux syndicat. Nous nous permettons de reproduire de larges extraits de cette lettre parce qu'elle met en lumière l'enjeu de la lutte âpre que se livrent les banques pour les débouchés à leurs capitaux et les implications politiques de cette lutte. "C'est la Banque de Paris, écrit-il, qui prend l'initiative de constituer un syndicat des établissements de crédit. Le but : soumissionner le prochain emprunt de la ville de Paris et intervenir dans les autres grandes opérations financières qui pourront se présenter".

"Vous avez certainement remarqué que dans toutes les affaires qui se sont présentées depuis la guerre, la Maison Rothschild et sous son égide le groupe de la haute banque, ont joué un rôle à peu près exclusif. C'est Rothschild et ses amis avec le concours de la Banque de France, qui ont fait l'avance des 200 millions nécessaires à la ville de Paris pour payer sa con-

Les banques françaises jouent un rôle très actif dans les syndicats bancaires internationaux et confirment leur place au sein de l'impérialisme mondial. L'exemple des emprunts égyptiens illustre bien l'activité intense déployée par les syndicats bancaires. A ce sujet, voici quelques données : en 1866, s'est constitué le syndicat de l'emprunt dit "des chemins de fer" qui comprend entre autres banques : Fröling et Voschen, la Banque Ottomane, le Crédit Lyonnais.

- L'emprunt de 1868 fut lancé à Londres et Paris par un syndicat comprenant les Oppenheim, la Banque Impériale Ottomane, et la Société Générale.

- L'emprunt de 1870, autitre de la Daria (domaine du Sultan) fut proposé au public par un syndicat composé du Comptoir d'Escompte de Paris, la Banque Franco-égyptienne, cette dernière assumant la tête du syndicat.

- On peut citer encore le syndicat qui, à partir d'août 1871, regroupe les principaux établissements de Crédit contre les Rothschild. Dans une lettre adressée le 8 août à son collègue du siège social de Lyon, le Directeur du Crédit Lyonnais parle de la manière suivante de ce fameux syndicat. Nous nous permettons de reproduire de larges extraits de cette lettre parce qu'elle met en lumière l'enjeu de la lutte âpre que se livrent les banques pour les débouchés à leurs capitaux et les implications politiques de cette lutte. "C'est la Banque de Paris, écrit-il, qui prend l'initiative de constituer un syndicat des établissements de crédit. Le but : soumissionner le prochain emprunt de la ville de Paris et intervenir dans les autres grandes opérations financières qui pourront se présenter".

"Vous avez certainement remarqué que dans toutes les affaires qui se sont présentées depuis la guerre, la Maison Rothschild et sous son égide le groupe de la haute banque, ont joué un rôle à peu près exclusif. C'est Rothschild et ses amis avec le concours de la Banque de France, qui ont fait l'avance des 200 millions nécessaires à la ville de Paris pour payer sa con-

tribution de guerre; c'est le même groupe qui s'est réservé l'emprunt de 2 milliards et c'est par grâce que les établissements de crédit ont pu, à la dernière heure, obtenir une participation insignifiante sur la commission de 20 millions dont le syndicat Rothschild a bénéficié. Or, le prochain emprunt de la ville de Paris s'annonce dans les mêmes conditions. D'ailleurs, le Préfet de la Seine est depuis de longues années un ami intime de la famille Rothschild."

"En présence de cette situation, qui menace d'enlever aux établissements français la place qu'ils doivent légitimement tenir dans les affaires françaises, ils ont cru utile de se réunir afin de pouvoir, par une action collective, exercer plus d'influence et peser d'un plus grand poids sur le gouvernement... Le but du syndicat est moins d'enlever les affaires à l'autre groupe que de l'amener à partager. Nous désirions nous faire admettre sur un pied en rapport avec nos capitaux, notre clientèle et le concours que nous pouvons apporter". (Traité signé le 5 Août 1871 entre 9 établissements de crédit) (44)

Cette citation en dit long sur les buts visés par les syndicats bancaires, le partage des marchés entre groupes rivaux, buts que nous retrouvons dans le fond aujourd'hui, d'autant plus que la crise des débouchés et la concurrence acharnée au sein du capital financier se sont portées de nos jours à un niveau incomparablement supérieur. Ce qui est remarquable dans le fameux traité, c'est que les banques ne mènent pas une activité purement économique et financière, elles déploient aussi des actions politiques visant à augmenter leur influence au sein du gouvernement et de l'administration, y placer leurs hommes de main parce que cela favorise et sert directement leur politique impérialiste. Ce phénomène typique du capitalisme monopoliste d'Etat, la fusion entre les monopoles et l'Etat, s'intensifie

(44) Jean Bouvier ibid p. 127.

encore plus avec la crise de l'impérialisme. L'Etat complètement subordonné aux monopoles, fait payer la crise sur le dos des travailleurs et des petits et moyens capitalistes au profit d'une poignée de firmes multinationales puissantes.

2) L'impérialisme français et les placements à l'étranger.

Nous venons d'analyser le rôle joué par les banques. Dans les lignes qui vont suivre, nous traiterons des proportions de la répartition géographique et économique de l'exportation des capitaux.

M. MANCHEZ évalue les capitaux français à l'étranger à 35 milliards de francs (1910). NEYMARCK, lui, estime qu'ils s'élèvent à 25 - 30 milliards de francs (45). En 1914, M. Ch. RIST et le Président Joseph CAILLAUX estiment que les valeurs étrangères des capitalistes atteignent 45 milliards. A la même date, la fortune française était évaluée à 300 milliards. Les actifs à l'étranger représentaient 1/6 de cette fortune.

Comment se répartit cette exportation massive de capitaux ? M.H. FEIS, a dressé un tableau qui apporte une réponse à cette question. Nous le reproduisons (46).

(45) Cités par LENINE dans "Cahiers de l'impérialisme" op. cit. p. 218

(46) Tableau reproduit par R. NATHAN op. cit. p. 107.

	1900	1914
Russie	7 milliards de F.	11,8 milliards de F.
Turquie (d'Asie ou d'Europe)	2	3,3
Espagne et Portugal	4,5	3,9
Autriche - Hongrie	2,5	2,2
Etats Balkaniques	0,7	2,5
Italie	1,4	1,3
Suisse, Belgique, Pays- Bas	1	1,5
Autres pays d'Europe	0,8	1,5
Total Europe	19,9	27,5
Colonies françaises	1,5	4
Egypte, Suez et Afrique du Sud	3	3,3
Etats-Unis et Canada	0,8	2
Amérique Latine	2	6
Asie	0,8	2,2
Total pays autres qu'européens	8,1	17,5
Total Europe et autres	18	27,5

A la vue de ce tableau, nous constatons :

1) En 1900, les capitaux exportés en Europe s'élèvent à 19,9 milliards pour les pays autres que l'Europe (colonies, Egypte, Etats-Unis, Canada, ...) 8,1 milliards.

En 1914, ces chiffres atteignent respectivement 27,5 milliards pour le 1er groupe de pays et 17,5 pour le 2ème groupe.

Si l'on calcule les pourcentages, l'on se rend compte que les exportations de capitaux ont augmenté plus vite dans les pays non européens que dans les pays européens. En effet, l'impérialisme français a placé de 1900 à 1914. 216 % plus de capitaux hors de l'Europe, alors que la proportion n'est que de 138 % pour l'Europe.

Nous pensons que la raison de cette évolution inégale est double : la concurrence entre les monopoles capitalistes des différents pays (France, Angleterre, Allemagne) est plus forte en Europe que dans les pays retardataires. En outre, et c'est l'autre aspect, les taux d'intérêt sont plus élevés en général dans les pays considérés comme neufs et les pays coloniaux que dans les métropoles. Cela constitue donc un fort attrait pour les capitaux en quête de superprofits. Le Directeur du Crédit Lyonnais déclare sans ambages les causes de cet attrait : "Notre but, en allant en Egypte et dans l'empire Ottoman, écrit-il le 1er Décembre 1874, est de profiter de l'écart considérable qui existe entre le prix de l'argent qui s'y pratique, et le rendement que nous pouvons tirer en France de nos ressources. Si le taux moyen est à Alexandrie de 10 à 12 %, il est ici de 5 à 6 %. Il y a possibilité d'exploiter cette différence de taux" (47).

2) Une deuxième constatation est relative à la Russie. En effet, avec 7 milliards en 1900 et 11,8 milliards en 1914, la Russie est le pays qui a le plus ouvert ses portes aux capitaux français. A la veille de la guerre, 1/4 environ des capitaux français étaient exportés en Russie. Les énormes richesses de ce pays, les besoins fastidieux du Tsar en capitaux pour entretenir une administration bureaucratique et pléthorique et une armée importante gendarme de l'impérialisme en Europe et Asie, avaient fait de la Russie un marché fabuleux pour la bourgeoisie française. Les banques, le Crédit Lyonnais, la Société Générale en particulier

(47) Jean Bouvier "Un siècle de banque française" pp. 235 - 236
Hachette 1973.

drainaient les capitaux provenant de la vente des titres italiens (48), vers le marché des titres russes qui connurent auprès du public un grand succès avant que la révolution de 1917 vienne briser cet élan fantastique. L'alliance franco-russe sur le plan économique devint la base de l'alliance réactionnaire au niveau politique et diplomatique entre l'impérialisme français et le tsarisme, gardien des intérêts français dans les pays slaves, en Turquie, etc ... Du fait de son caractère autoritaire, le régime tsariste offrait aux capitaux étrangers cette relative stabilité et sécurité dont ils avaient besoin pour se fructifier. Selon le Président d'une des plus grandes banques françaises, "le crédit russe était des meilleurs qui se pouvaient trouver. Le raisonnement était le suivant : dans les pays parlementaires, le virus électoral gâte tout et rend des plus suspectes la présentation des comptes budgétaires. Au contraire, dans un pays autoritaire, les fonctionnaires ont le souci de ne servir que la vérité et les intérêts permanents de leur maître absolu qui les châtierait sévèrement si un jour il s'apercevait qu'il était trompé ..." (49).

Autrement dit, l'autorité assure mieux qu'un autre type de pouvoir la sécurité des capitaux. Mais cela ne peut être temporaire puisque les contradictions sociales remettent en cause à un moment ou à un autre, cette relative sécurité du capital.

D'autres pays ont été l'objet de placements de capitaux français. Il s'agit des Etats balkaniques. Les prêts accordés aux jeunes royaumes des Balkans constituèrent jusqu'en 1914, des opérations fructueuses pour le banquier et le souscripteur; même au milieu des troubles les plus sérieux, ces Etats pour

(48) L'hostilité de l'Italie envers la politique française, les nationalisations opérées par le gouvernement italien provoquèrent la vente des titres italiens.

(49) R. NATHAN rapporte dans son ouvrage déjà cité, les propos de

ne pas voir se fermer le robinet, s'efforçaient de rembourser leurs dettes au détriment de leurs intérêts nationaux. Par ailleurs, à partir de 1890, de nouvelles perspectives ^{sont} offertes par les pays d'Amérique du Sud. Le capital financier, soucieux de s'approprier les richesses agricoles colossales que recèlent ces pays, y exportent de grandes quantités de capitaux.

En ce qui concerne les colonies françaises proprement dites, la période d'avant-guerre est marquée par la faiblesse notoire des placements dans cette zone. En 1900, les capitaux qui y sont exportés s'élèvent à 1,5 milliards et en 1914 à 4 milliards. Cela équivaut à peu près au montant global placé en Espagne et au Portugal, alors que les colonies françaises en superficie, comme en habitants constituent un vaste empire (le 2ème par ordre d'importance après celui de l'Angleterre), 10 985 100 Km², 5 997 000 habitants en 1900.

Quelles sont les causes qui expliquent cette faiblesse ? (50). Lenine, quand il analyse l'impérialisme et traite des possibilités d'exportation des capitaux (51), expose les conditions qui permettent au capital financier de drainer les capitaux vers les colonies. Ces conditions sont d'abord l'intégration d'un certain nombre de "pays attardés dans l'engrenage du capitalisme mondial", la construction de "grandes lignes de chemin de fer", bref, il faut que les conditions élémentaires du développement industriel soient réunies. Or, pour la plupart des colonies françaises, ces conditions ne sont pas réunies avant la première guerre mondiale. En Afrique Noire, par exemple, les premières lignes de voies ferrées ne sont construites dans les colonies françaises qu'après la guerre dans les années 20. Par contre

(50) Dans le mémoire que j'ai écrit en D.E.A. portant sur "le rôle des FMN dans l'accumulation du capital au Congo", cette faiblesse est également constatée.

(51) LENINE "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" op. cit. p. 72.

au cours de cette période d'avant-guerre, les capitaux français sont mobilisés pour financer les premiers réseaux ferroviaires des pays comme l'Espagne, l'Italie, la Suisse, le Portugal, l'Autriche, la Belgique, l'Allemagne, la Hongrie, la Russie, l'empire Ottoman, le Brésil et même les Etats-Unis. De même, ces capitaux français ont servi à financer la construction des chemins de fer des colonies non françaises d'Afrique telles que le Congo "Belge", les colonies anglaises et portugaises (52).

En 1902, une statistique publiée par le ministère français des affaires étrangères donne le montant des valeurs françaises relatives aux exportations de capitaux dans les colonies d'Afrique, autres que françaises. Cela est chiffré à 3 milliards au moins et se répartit de la manière suivante :

- 1 592 272 millions au Congo belge
- 1 592 millions dans l'Afrique anglaise
- 40 millions dans l'Afrique portugaise (53)

Ces différentes données expriment l'inégalité évidente des placements de capitaux français à l'étranger et montrent avec plus de relief "le peu d'intérêt immédiat" que portait l'impérialisme français pour ses colonies d'Afrique noire puisque c'est la zone où sont placées le moins de capitaux. Plus exactement, ces territoires représentaient pour la France en quelque sorte, des réserves potentielles stratégiques qu'elle exploiterait intensément le moment venu et qu'elle tenterait à tout prix de conserver dans sa sphère globale d'influence face aux rivalités et appétits grandissants des autres puissances impérialistes. C'est l'une des causes qui permet de comprendre cette faiblesse.

(52) Rapportés par H. BABASSANA "Travail forcé, expropriation et formation du salariat en Afrique Noire" pp. 46-47 GRENOBLE 1976.

(53) H. BABASSANA *ibid.*

Il existe une autre raison qu'évoque Hilaire BABASSANA. Pour lui, "la raison essentielle réside dans la nature d'usurier" du capital financier, et le caractère hautement rémunérateur des placements extérieurs étrangers (54).

Mais avant d'aborder profondément cette question, voyons d'abord les secteurs dans lesquels se répartissent ces placements extérieurs. Le tableau que nous établissons ci-dessous, tiré des chiffres fournis par H. BABASSANA montre dans les grandes lignes la répartition des placements à l'étranger. Nous ne reprenons que les chiffres relatifs aux valeurs étrangères, les valeurs françaises ne nous intéressant pas (55).

Structure de la cote en 1913 en pourcentage de valeurs nominales
Bourse de Paris (56)

<u>Nature des titres</u>	<u>Valeurs</u>
- Etat et collectivités publiques	80 %
- Chemin de fer	13 %
- Autres sociétés	7 %
	<hr/>
	100 %

L'importance extraordinaire des emprunts d'Etat et des collectivités publiques, c'est la caractéristique principale qui domine dans l'exportation des capitaux réalisée par l'impérialisme français. En occupant la proportion

(54) H. BABASSANA *ibid* p. 47.

(55) Il existe peu de documents sur les valeurs étrangères, sauf pour la Russie, pays comme on l'a vu ayant reçu le plus de placements français.

(56) Source : Jean Valeurs "A quoi sert la bourse ?" cité par H. BABASSANA p. 48.

de 80 %, cette catégorie de placements justifie amplement le qualificatif "d'usurier" donné à la France. En fait, le caractère usuraire, parasitaire très marqué de la bourgeoisie et de l'Etat en France, remonte bien avant l'avènement de l'impérialisme. MARX, à propos de la "Monarchie de Juillet", met en évidence comme ^{nt} l'aristocratie financière a usé de toutes sortes de manoeuvres et d'artifices pour placer l'Etat dans une situation de déficit permanent ou chronique, afin de le contraindre à recourir à l'emprunt. Il se forme un groupe de banquiers qui a le monopole des emprunts d'Etat. Ces emprunts sont la principale source d'enrichissement d'une fraction de la bourgeoisie.

Des données plus précises concernant les placements de capitaux en Russie (57) font apparaître également cette forte tendance usuraire. En 1914, sur les 12 milliards environ qui sont investis en Russie, 10 milliards $\frac{1}{2}$ représentent des obligations émises en garanties par l'Etat russe, et 1 milliard 500 millions seulement constituent des actifs représentatifs d'affaires privées. En valeurs nominales, ces actifs se répartissent comme suit :

- Entreprises métallurgiques ...	506	millions	de	francs
- Houillères	281	"	"	"
- Banques	265	"	"	"
- Pétrole	145	"	"	"

En 1914, compte tenu de l'attrait des placements russes, la plupart des actifs russes se tenaient au-dessus du pair et rapportaient de juteux bénéfices aux banques.

(57) Cf. Roger NATHAN op. cit. p. 115.

3) Les profits du capital financier, notamment des banques.

L'impérialisme en soutirant le profit maximum de ces placements à l'étranger, s'est approprié des capitaux qui ont permis d'alimenter de nouveaux placements et ainsi de suite.

Les premiers bénéficiaires de ces activités hautement rémunératrices sont indubitablement les grandes banques. Non seulement les placements gouvernementaux leurs rapportent des bénéfices sous forme de commissions de ventes provenant de l'écart entre les cours à l'achat et à la vente des titres, etc ... mais ils leur permettent aussi d'accroître leurs dépôts du fait de l'ouverture des comptes par les Etats étrangers dans ces banques en vue d'assurer le paiement des emprunts contractés. "Des firmes et hommes d'affaires étrangers, des banques centrales, des banques privées, des gouvernements (au premier rang, le gouvernement russe, payeur de rentes) ont des dépôts dans les grandes banques françaises dans l'attente des règlements en francs qu'ils ont à opérer. Alexis Rostand, banquier, les évalue lors de l'enquête de 1911 à 1/3 des dépôts bancaires proportion qui semble considérable. Ces importations de capitaux étrangers à court terme financent en partie les exportations de capitaux français à court terme" (58). Plusieurs auteurs comme Lysis, Bouvier, Collas, etc ... soulignent le caractère très lucratif de ces placements extérieurs. D'innombrables fait illustrent cette rentabilité.

Lorsqu'un pays émet un emprunt, le pays emprunteur en général ne reçoit que 90 % de la somme empruntée. Les 10 % qui restent sont récupérés par les banques, syndicats de

(58) J. BOUVIER *ibid* p. 240

"placiers", "garanties", etc ... Lysis dans son livre "Contre l'oligarchie financière" cite quelques exemples d'emprunts et leurs taux de profit:

- L'emprunt russo-chinois en 1904 : 400 millions de francs, bénéfice environ 8 %.
- L'emprunt russe : 800 millions de francs, bénéfice environ 10 %.
- L'emprunt marocain (1904) : 62,5 millions de francs, bénéfice environ 18,75 %.

D'après l'auteur, ces opérations rapportent à la presse financière des subsides. L'emprunt russe de 1906 a rapporté aux banques, grâce à leur rôle d'intermédiaire, la bagatelle de 12 millions.

Ces opérations donnent l'occasion aux banques de s'accaparer une rente payée par le public. Ces émissions entraînent à la ruine beaucoup de petits épargnants. Comment ? Lysis donne un exemple éloquent : "Sans prospectus, sans publication dans la presse, en catimini, grâce au travail sourd et secret de ses "caissiers", le Crédit Lyonnais a placé pour 674 millions de francs (valeur nominale) d'obligations de la Banque foncière de la noblesse russe. Cours moyen à l'émission : 96,80 Cours actuel : 66. Perte pour le public : 269 millions.

"La chute du cours des emprunts russes (par rapport à l'émission) est telle que, sur 14 milliards de francs, 3 à 4 milliards ont été perdus par le public : voilà ce que le public paie aux banques !!!" (59)

(59) Faits cités par LENINE dans "Cahiers de l'impérialisme" ibid pp. 226 - 227.

Partant des données fournies par J. BOUVIER nous avons complété le tableau qu'il a dressé sur la structure des bénéfiques du Crédit Lyonnais. La partie du tableau relative aux totaux et aux pourcentages sur les "capitaux exportés et non exportés" est calculée par nous.

Structure des bénéfiques du Crédit Lyonnais sur les ventes de titres
1896 - 1914 (millions de francs)

TOTAL BENEFIGES	DONT : AFFAIRES COLONIALES FRANCAISES.	AFFAIRES ETRANGERES DONT RUSSIE	EMPRUNTS DES COLLECTIVITES PUBLIQUES	TITRES DES FIRMES FRANCAISES
194,8	8,5	140,2 (69,6)	16,7	29,4
194,8	CAPITAL EXPORTE 8,5 + 140,2 = 148,7		CAPITAL NON EXPORTE 16,7 + 29,4 = 46,1	
100 %	76 %		24 %	

Ce tableau indique que 76 % des bénéfiques du Crédit Lyonnais proviennent de l'exportation des capitaux dont près de la moitié des placements en Russie. Ces chiffres parlent d'eux mêmes. Ils montrent que l'exportation des capitaux, trait inhérent à l'impérialisme est la source principale d'extorsion du profit maximum. C'est grâce à elle que le capital financier a accru son rôle dans la centralisation et la circulation du capital (60).

(60) Le capital allemand, en particulier les banques, a occupé une grande place dans l'exportation des capitaux. LENINE cite de nombreux faits qui illustre le rôle actif des banques allemandes. C'est pour ne pas trop alourdir cette partie historique que nous avons choisi de traiter l'Angleterre et la France.

II - APRES LA PREMIERE GUERRE MONDIALE, LES U.S.A. DEVANCENT
L'EUROPE DANS L'EXPORTATION DES CAPITAUX.

A - Comment les U.S.A. profitent de la 1ère guerre :

La position de "banquier du monde" acquise par l'Europe jusqu'en 1914, va être concurrencée par un nouveau venu, un impérialisme jeune, mais avide de gagner sa place au soleil et possédant des potentialités économiques énormes : ce sont les Etats-Unis d'Amérique.

La 1ère guerre mondiale, comme le dit LENINE, est la manifestation des rivalités entre les grandes puissances qui luttent pour se partager le monde: "La guerre de 1914 - 1918 a été de part et d'autre, une guerre impérialiste (c'est à dire une guerre de conquête, de pillage, de brigandage), une guerre pour le partage du monde, pour la distribution et la redistribution des colonies, des "zones d'influence" du capital financier" (61). Cette guerre qui dévaste des régions entières, coûte la vie à des millions de gens et nécessite de la part des Etats belligérants de vastes quantités de matériel et de capitaux (62). Où vont-ils les puiser ?

'1) Les emprunts de guerre : forme de l'exportation des capitaux américains.

Pendant toute la période précédant la 1ère guerre mondiale, les U.S.A. développent leur industrie et leur agriculture à l'aide des capitaux européens, surtout anglais et français. En outre, le capital financier américain se livre à des opérations usuraires. Il exporte dans les autres pays d'Amé-

(61) LENINE "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" ibid p. 4.

(62) Voir Manuel d'Economie Politique op. cit. pp. 294 - 295.

rique (Canada, Amérique du Sud) les capitaux qu'il a emprunté à l'Europe et les place à l'étranger pour profiter de l'écart entre les taux d'intérêt. Mais quelle est la situation financière des Etats-Unis en 1914, à la veille de la guerre ? Quels sont les facteurs qui vont faire des Etats-Unis un grand exportateur de capitaux ?

En Novembre 1914, le système de la Réserve Fédérale entre en vigueur, système établi en 1913. Il est régi par la loi du "Fédéral Réserve Act" et régleme l'activité monétaire et bancaire des U.S.A. Le pays est divisé en 12 districts économiques, chacun de ces districts étant pourvu d'une banque de réserve fédérale faisant office de banque centrale. Le capital de cet établissement central est souscrit par toutes les banques entrant dans le système à titre de banques affiliées. Ces banques sont dénommées Members Banks. Une institution centrale, le Fédéral Réserve Board est chargé de "coordonner et de diriger" la politique monétaire.

En tant que banque d'émission, le Fédéral Réserve Bank a la tâche de réescompter aux "members banks" le papier de commerce. Toutefois, l'une des composantes de ce papier de commerce, ce sont les bons et certaines obligations de l'Etat américain. Pour faire ces opérations de réescompte, des billets sont émis par les Fédéral Réserve Banks et utilisés comme monnaie légale, les "Fédéral Réserve Notes". Ce système montre une chose : le lien étroit qui existe entre l'Etat et les monopoles bancaires, mieux la fusion entre eux. Ce qui traduit le fait que le capitalisme monopoliste d'Etat aux Etats-Unis a un caractère plus ouvert, que la législation elle-même, participe sans masque à réglementer et accentuer la subordination de l'Etat aux banques.

Lorsque la guerre éclate, selon R. NATHAN, le dollar est considéré comme une monnaie secondaire, le marché de New-York est peu expérimenté dans les émissions et les emprunts à long terme. Quant aux banques, nous dit-il, leurs activités sont essentiellement limitées dans le territoire américain. Bien que l'on estime à 5 ou 6 milliards de dollars, la capacité d'épargne des américains vers 1910, ces ressources ne sont pas encore suffisantes pour assurer le plein développement des richesses naturelles considérables réparties sur un territoire aussi vaste. "Du reste, affirme R. NATHAN, les Etats-Unis en 1914, étaient encore un "pays débiteur".

Cette analyse nous paraît contestable, non pas quant aux faits, mais à la manière de les interpréter, aux conclusions que l'auteur en tire, car il tend à sous-estimer les capacités du capital financier américain à la veille de la première guerre mondiale. Elle ne permet pas de comprendre le rôle joué par les monopoles américains au cours de cette guerre et la place dominante qu'ils vont occuper peu après.

En réalité, à la veille de la guerre mondiale, l'impérialisme américain, bien que jeune en comparaison aux vieilles puissances de l'Europe, n'est pas moins expansionniste, avide de débouchés et de possessions coloniales. Déjà, au milieu du XIXème siècle, les Etats-Unis d'Amérique s'étaient emparés de vastes territoires appartenant à leur voisin le Mexique et, au cours des décennies suivantes, ils ont établi leur domination sur plusieurs pays de l'Amérique Latine, les Philippines, Cuba, Porto-Rico. Afin de supplanter l'Espagne en Amérique du Sud, les U.S.A. engagent contre elle une guerre en 1898 que LENINE a qualifié de première guerre de type impérialiste. La guerre pour s'emparer de Cuba, visait la conquête du marché sucrier de l'île. De même l'annexion des îles Hawaï et des Philippines était faite pour s'accaparer les produits tropicaux (sucre, café) de ces pays.

La tendance de l'impérialisme américain à conquérir les marchés extérieurs est soulignée par Hobson dans son étude réalisée en 1902 sur l'impérialisme. La recherche des débouchés extérieurs (63) s'explique par les limites même du marché intérieur, chose que ne semble pas voir R. NATHAN lorsqu'il prétend qu'il existe encore de grandes possibilités d'accumulation du capital à l'intérieur des Etats-Unis. Le marché intérieur américain est saturé. Le capital n'y trouve plus d'application. "C'est précisément cette demande inopinée de marchés intérieurs pour les articles industriels et les investissements qui a fait que l'impérialisme a été admis comme principe pratique et politique par le parti républicain auxquels appartiennent les chefs de l'industrie et de la finance, et qui leur appartiennent" (64).

Au moment où entre en vigueur le système "Fédéral Réserve Bank", l'impérialisme américain va se trouver face aux besoins gigantesques des pays belligérants en capitaux. En effet, la guerre avait provoqué dans ces pays la diminution sinon l'arrêt de la production, alors que surgissait une demande sans précédent de matières premières et de produits manufacturés, nécessaire à la poursuite de l'effort de guerre. Les U.S.A. vont être en mesure de pourvoir aux besoins de l'Europe.

Avant 1917, date de l'entrée en guerre des Etats-Unis, la nature des emprunts était différente. Au cours de cette période, l'Angleterre et la France firent à New-York un emprunt conjoint de 500 millions de dollars; puis la France y lança un emprunt de 100 millions gagés par des titres. Il faut noter que ces opérations étaient faites à titre privé par des banquiers. Elles représentaient pour les deux pays (France et Angleterre) un endettement global de 1 480 millions de dollars.

(63) Exportation de capital des Etats-Unis : 1890 : 857,8 millions de dollars. 1900 : 1 394,5 millions de dollars.

(64) Hobson - Citation rapportée par LENINE dans "cahiers de l'impérialisme" p. 429.

A partir de 1917, l'état américain prend une part directe dans l'exportation des capitaux. Il émet dans le public des obligations, les fameux "Liberty bonds". C'est donc par l'intermédiaire de l'Etat que petits épargnants et capitalistes américains vont financer l'exportation des capitaux à l'étranger. Le grand capital va par ce biais opérer d'immenses placements à l'extérieur, sans risques de perte, car les fonds publics en sont la garantie.

En mars 1919, ces placements s'étalaient comme suit par pays :

- Belgique	347 691 000
- France	2 950 762 000
- Grande Bretagne	4 166 318 000
- Grèce	15 000 000
- Italie	1 648 034 000
- Russie	187 729 000
- Roumanie	28 205 000
- Serbie	26 175 000
- Tchécoslovaquie	61 256 000
	<hr/>
	9 544 744 000

Sources : R. NATHAN op. cit. p. 136

Ces chiffres montrent clairement l'importance des capitaux placés dans différents pays. Prenons l'Angleterre par exemple. La valeur de 4 166 318 000, la plus élevée parmi celles des autres placements, augure déjà de la pénétration massive du capital américain et de l'emprise actuelle des monopoles américains sur l'économie britannique.

Il est intéressant de voir quelle est la composition des placements américains dans les Etats débiteurs et les moyens utilisés pour rembourser ces placements (65).

(65) C.W. Philips - Foreign Expansion of America, Banks - cité par J.C. FAFFA op. cit. p. 42

1) Exportation d'or vers les U.S.A.	1 030 000 000 \$
2) Valeurs américaines cédées aux U.S.A. par l'étranger	2 000 000 000 \$
3) Titres étrangers vendus à des américains ...	1 520 000 000 \$
4) Prêts consentis par le gouvernement des U.S.A. aux gouvernements alliés et associés.	7 320 000 000 \$
	<hr/>
Total	11 870 000 000 \$

Remarquons que le total est ici nettement supérieur au total des placements du tableau précédent qui, à notre avis, semble avoir été sous-estimé.

De pays débiteur qu'il était, la guerre a fait des Etats-Unis un pays créateur de l'Europe et qui devance celle-ci dans l'exportation des capitaux.

2) Le capital financier des Etats-Unis s'assure une place de premier plan dans l'exportation du capital dans les pays retardataires.

Après la guerre, l'impérialisme américain met en place tout un plan de pénétration de ses capitaux et de son influence, non seulement en Europe, mais également dans les pays arriérés d'Amérique, d'Asie et d'Afrique. Sorti considérablement renforcé de ses énormes profits de guerre en face de ses concurrents affaiblis ou ruinés, le capital monopoliste américain dispose des conditions favorables pour accroître ses zones d'exportation de capitaux au détriment de ses rivaux.

Les banques américaines s'établissent sur le continent américain, en Amérique du Sud et sur les marchés d'extrême orient. "Elles estiment le moment venu de remplacer la banque anglaise" de plus en plus en difficulté à cause de la dépréciation de la livre sterling. En 1920, le nombre d'é-

tablissements bancaires américains passe de 32 en 1914 à 220. Il faut rappeler que le capital bancaire est l'une des formes du capital qui a le plus tiré profit de la guerre. Le capitalisme monopoliste d'Etat, à travers le système de Fédéral Réserve Bank a donné aux banques qui y sont affiliés (member banks) les conditions de réescompte d'autant plus avantageuses, que les crédits sous forme d'obligations étaient garantis par l'Etat. Celui-ci totalement soumis aux monopoles bancaires s'est avéré un instrument entre leurs mains pour accroître la rentabilité de leurs capitaux.

De juin 1914 à décembre 1918, les dépôts dans les banques se sont élevés de 13 572 millions de dollars à 23 451 millions. Pendant ce temps, les réserves d'or se sont élevées de 610 millions de dollars à 2 245 millions. Cet afflux aux Etats-Unis des moyens de paiement, entre autres de l'or, moyen de paiement international, n'est pas sans conséquence dans les rapports internationaux du système capitaliste mondial. Afin d'exporter leurs produits, les américains vont devoir prêter à ceux là même qui doivent acheter ces produits. En outre, en accumulant des masses importantes de capitaux, les besoins en débouchés extérieurs deviennent plus pressants.

De 1920 à 1931, les U.S.A. investissent de 1 600 millions à 15 000 millions de dollars à l'étranger. Ce chiffre égale celui du portefeuille des valeurs britanniques à l'étranger, à la différence suivante : Les Etats-Unis ont réalisé en 15 ans ce que la Grande Bretagne a fait en un siècle. "Si au montant de ces placements à long terme on additionne d'une part celui des crédits à court terme consentis par les banques américaines à l'étranger (1 700 millions de dollars) et d'autre part, la valeur actuelle des consolidations de dettes de guerre, on arrive à estimer qu'au 31 décembre 1931, l'ensemble des actifs américains à l'étranger s'éle-

vait aux environs de 25 milliards de dollars, soit près de 240 dollars par tête d'habitants" (66).

Quels sont les pays où sont placés ces capitaux ? Si nous nous limitons qu'aux pays dont le niveau de développement capitaliste est faible (67), le Canada, de par ses ressources immenses et sa situation douanière et fiscale favorable, attire les capitaux américains. Ceux-ci y sont exportés essentiellement sous forme d'investissements directs (création de filiales). En 1931, le total des capitaux dépasse les 3 milliards de dollars et est à un niveau supérieur à celui des capitaux anglais demeurés depuis 1914 aux environs de 2 milliards.

Mais les pays sous-développés où les capitaux américains sont les plus exportés, sont les pays d'Amérique du Sud : Cuba, Argentine, Mexique, Chili, etc ... A la fin de 1930, les capitaux américains placés dans cet ensemble de pays s'élevaient à 5 milliards 300 millions de dollars, la moitié étant représentée par des valeurs mobilières. "L'Argentine, affirme R. NATHAN, a absorbé surtout sous forme d'obligations de l'Etat près de 1,5 milliards de dollars. En volume, les placements des Yankees en Argentine ont donc dépassé les placements anglais en 1914" (68).

La Chine également est l'objet des visées du capital financier américain. Progressivement, ce pays acquiert une place prépondérante de telle sorte que l'acceptation en dollars évince celle en livre sterling.

(66) Roger NATHAN op. cit. p. 142.

(67) En dehors de ces pays, l'Europe est une zone où affluent les capitaux américains. De 1925 à 1929, plus d'1 milliard sont investis en Allemagne. L'Angleterre, par l'intermédiaire des banques américaines implantées à Londres, reçoit d'importants crédits à court terme. En France, les actifs américains s'élevaient à 450 millions, l'Italie 400 millions, etc ...

(68) Roger NATHAN ibid p. 143

Ces immenses placements de capitaux ont permis à des groupes financiers, Général Motors, Standard Oil Ford, etc ... de mettre la main sur les sources de matières premières dans les pays retardataires : hydrocarbures, caoutchouc, métaux non ferreux, au Vénézuëla, Chili, Bolivie ... Ce sont sur ces mines que certains groupes ont bâti leur puissance actuelle.

B - Quelques traits de l'exportation des capitaux après 1945.

Il est évident que la période se situant entre les deux guerres avait confirmé le rôle dominant du capitalisme monopoliste américain sur le plan mondial. Celui-ci avait accru à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur, sa puissance économique, politique et militaire.

1) Situation pendant la 2ème guerre mondiale.

La deuxième guerre mondiale déclenchée par les puissances impérialistes est une confirmation de l'analyse léniniste selon laquelle la guerre est la compagne de route du capitalisme.

Par l'envergure des opérations militaires, les effectifs de matériel engagés, par le nombre extraordinaire de victimes humaines et l'ampleur des destructions matérielles, la deuxième guerre mondiale a dépassé de loin la première. C'est le conflit mondial le plus meurtrier que l'humanité n'ait connu jusqu'à là.

Les dépenses de guerre proprement dites des Etats belligérants, étaient exorbitantes. Elles s'évaluent à 1 million de dollars environ, exclus les dommages causés par les destructions de l'appareil de production et des régions entières. L'action éhontée de brigandage des envahisseurs fascistes allemands, japonais, italiens, a causé à l'économie et à la culture des peuples d'Europe et d'Asie un préjudice incalculable.

Ce qui est caractéristique de cette guerre, ce qu'elle a entraîné, c'est un nouveau développement du capitalisme monopoliste d'Etat. La deuxième guerre mondiale a mis en évidence la subordination totale de l'appareil de l'Etat aux monopoles capitalistes. Grâce à une série de mesures, les Etats bourgeois ont assuré aux groupes financiers le profit maximum : exemple, la mise à la disposition des plus grands monopoles, des milliards de commandes militaires à des conditions extrêmement avantageuses, la remise aux monopoles à vil prix des entreprises d'Etat, la répartition des matières premières déficitaires et de la main d'oeuvre dans l'intérêt des grandes firmes, la fermeture forcée des centaines de milliers de petites entreprises ou leur subordination à un petit nombre de firmes d'industrie de guerre.

Mais la guerre nécessite des dépenses fabuleuses. Comment ces dépenses vont-elles être assurées ? Les dépenses de guerre de puissances impérialistes (Etats-Unis, Angleterre, Allemagne, Japon) étaient couvertes par les impôts et taxes payés par le peuple, les emprunts et les émissions de papier-monnaie. En 1943, dans les pays comme l'Allemagne, les U.S.A. , l'Angleterre, les impôts absorbent à peu près 35 % du revenu national. La hausse effrénée des prix due à l'inflation, l'allongement de la journée de travail et la répression des droits syndicaux et politiques, la baisse du pouvoir d'achat, la militarisation de toute l'économie aggravent à l'extrême l'exploitation de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Pendant la guerre, les monopoles se sont enrichis considérablement, en particulier ceux qui se sont implantés dans l'industrie d'armement. Alors que les profits des monopoles américains s'élevaient à 3 milliards de dollars en 1938, ils atteignaient 17 milliards en 1941, 20,9 milliards en 1942, 24,6 milliards en 1943, et 23,5 milliards en 1944.

Les monopoles des autres pays capitalistes (la France, l'Angleterre) des pays fascistes (l'Allemagne, le Japon, et l'Italie) ont eux aussi réalisé des profits colossaux. La guerre a favorisé l'accroissement de la puissance du capital financier. Les groupes financiers des Etats-Unis comme l'US Steel, le consortium chimique Dupont de Nemours, les sociétés automobiles Général Motors et Chrysler, le monopole électrotechnique Général Electric, etc ... ont particulièrement élargi leurs activités économiques, et financières. Après la guerre, la Général Motors par exemple, comptait 102 usines aux U.S.A. et 33 usines dans 20 autres pays, employant près de 500 000 ouvriers (69).

2) La constitution des organismes internationaux, expression du capitalisme monopoliste d'Etat et "l'aide au 1/3 monde".

C'est après la deuxième guerre mondiale, que se sont constituées de nombreuses institutions financières sous la tutelle de l'impérialisme américain et financées par les fonds publics. Ces institutions devaient servir à financer les activités expansionnistes des monopoles dans les pays sous-développés, à leur assurer des débouchés, à contribuer à la mise sur pied de l'infrastructure nécessaire à l'accumulation sur place du capital industriel productif. Un nouveau pas était franchi dans la fusion entre les monopoles et l'Etat et donc dans le renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat. Nous avons déjà souligné le faible niveau d'exportation des capitaux dans certaines zones, entre autres celles comprenant les anciennes colonies de l'Afrique Noire détenues par la France. Mais après 1945, la situation va changer. Le capital financier va accroître l'exportation des capitaux dans les pays qui jusqu' alors étaient considérés comme des réserves potentielles, mais faisant l'objet de peu de placements.

(69) Voir Manuel d'Economie Politique - ibid pp. 209 et 210.

Ces importants placements vont être accompagnés par une intense propagande sur "l'aide au tier monde", "l'aide au développement", "la coopération" entre pays riches et pays pauvres, à un moment où le système colonial de l'impérialisme est secoué jusqu'à dans ses fondements par la lutte de libération nationale des peuples coloniaux. En effet, les besoins de guerre des Etats belligérants ont occasionné de la part de ceux-ci, une plus grande exploitation des ressources des colonies, une mobilisation de forces humaines importantes. Ce qui a eu comme conséquence de pousser à son comble la contradiction entre l'impérialisme et le peuple des colonies. En outre, la grande contribution que ces peuples ont apporté dans la lutte anti-fasciste a constitué le point de départ de leur éveil politique. Ils sont commencés à formuler des revendications économiques mais aussi politiques. Les luttes anti-colonialistes déclenchées au Vietnam, en Algérie, etc ... illustrent bien toutes les secousses qui ébranlent l'arrière de l'impérialisme qui est lui même affaibli par la guerre et aussi par le fait qu'un certain nombre de pays après la guerre se sont détachés du système capitaliste pour former le camps socialiste.

La stratégie de l'impérialisme, notamment américain, consistait à contenir ces luttes, à empêcher que les colonies se détachent du système capitaliste mondial, à exploiter les richesses naturelles en profitant du coût bas des matières premières, de la terre et de la main d'oeuvre, à approvisionner les énormes besoins en produits bruts des pays capitalistes développés dont l'économie avait été détruite par la guerre.

La bourgeoisie impérialiste va se servir de l'Etat pour réaliser cette nouvelle stratégie. C'est pourquoi, celui-ci prend en charge la mise sur pied d'organismes financés par le budget. En plus des organismes étatiques dans chaque pays, sont constitués des organismes inter-étatiques, à l'image de l'internationalisation croissante du capital lui-même. Ainsi, la période après-guerre est une période au cours de laquelle s'opèrent des mutations au sein du capitalisme mondial, le capitalisme monopoliste d'Etat s'internationalise nettement. Cette internationalisation est dirigée par l'impérialisme américain et prend la forme de structures inter-étatiques à caractère politique, militaire et économique : plan Marshall, O.T.A.N., la C.E.E., Fonds Monétaire International, Banque Mondiale et ainsi de suite. Des zones de libre échange, des unions douanières sont formées. Elles regroupent les pays impérialistes entre-eux ou ceux-ci et leurs anciennes colonies. Ces mesures contribuent à intégrer encore plus les économies des pays pauvres dans le capitalisme mondial, à accélérer dans ces pays la décomposition des formes économiques précapitalistes.

Dans ce contexte international en évolution, marqué par le rôle accru de l'Etat en tant que "capitaliste collectif", l'exportation des capitaux revêt des traits spécifiques. Alors qu'avant la première guerre mondiale, elle était essentiellement le fait de capitalistes privés, notamment des banques par leur rôle d'intermédiaire, après 1945, ce sont les Etats qui exportent massivement les capitaux dans les pays sous-développés. Cette exportation est accompagnée par les placements des firmes industrielles sous forme d'investissements productifs (mines, industries de substitution ...).

Comment les Etats bourgeois exportent-ils les capitaux ? Quels mécanismes utilisent-ils ? Pourquoi les banques privées jouent-elles un rôle secondaire et laissent-elles la place au capital bancaire public ? Autant de questions qui méritent des réponses permettant d'éclairer les changements observés au sein de l'impérialisme d'après-guerre.

Voyons d'abord en détail la question de l'Etat, des mécanismes dont il se sert dans les placements de capitaux dans les pays en voie de développement et des liens qui existent entre ces placements publics et les placements privés. Nous avons choisi de traiter cette importante question en analysant l'une des institutions internationales les plus importantes créées après la guerre, la banque mondiale. Ce faisant, nous pensons également en étudiant cette banque de type nouveau, montrer comment se manifeste l'internationalisation du capitalisme monopoliste d'Etat, en tant que l'un des aspects nouveaux de l'impérialisme de ces quarante dernières années.

La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, ou la Banque Mondiale de son autre appellation est née des travaux menés par les puissances occidentales alliées lors de la conférence de Bretton Woods réunie le 1er Juillet 1944, en vue de préparer l'après-guerre. La BIRD n'est entrée en fonction que le 25 juin 1946. Ses statuts en font une institution inter-étatique, constituée sous la forme d'une société dont le capital est réparti et détenu par les cent dix Etats participants.

Quel est l'objectif de la B.I.R.D. ?

Cette banque publique internationale qui au départ avait pour mission le financement de la reconstruction des pays européens ravagés par la guerre, s'est détournée de cet objectif et a été orientée vers le financement des placements réalisés dans les pays sous-développés. La bourgeoisie impérialiste et ses apologistes usent à ce propos du terme de "financement au développement". Nous verrons plus loin le contenu idéologique d'une telle notion qui vise à faire croire que la banque mondiale aurait des préoccupations humanistes et non celles consistant à servir les intérêts des monopoles capitalistes.

La banque mondiale dispose de filiales plus spécialisées dans les prêts aux entreprises privées ou aux gouvernements. Ce sont la Société Financière Internationale et l'Association Internationale de Développement.

Le capital de la B.I.R.D. est souscrit par chaque Etat membre. Cette souscription comprend trois fractions : 2 % libérables en or ou en dollars; 18 % libérables dans la monnaie du souscripteur, mais ne pouvant être prêtées qu'avec le consentement de celui-ci; 80 % inutilisables pour les prêts mais est mis à la disposition de la banque à tout moment où elle estime nécessaire, c'est à dire à l'occasion d'emprunts ou de concours garantis par elle. La particularité donc du capital de la banque mondiale est de n'être appelé qu'à concurrence de 20 %. Maurice Schlogel déclare que "cette sorte de garantie collective, qui découle de la faculté accordée à la banque d'appeler le solde non libéré de son capital a été l'un des éléments déterminants du crédit dont elle a joui dès l'origine" (70).

(70) M. SCHLOGEL op. cit. p. 297.

La Banque Mondiale opère comme une banque classique. Pour se procurer des ressources, elle émet des obligations dans le marché des capitaux, principalement américain, aux conditions du marché. Les capitaux collectés sont prêtés aux entreprises et aux gouvernements. En 1971, elle a lancé 18 émissions d'obligations représentant au total 1,3 milliards de dollars. Sa dette à long terme s'élevait au 30 juin de la même année à 5,4 milliards.

Les profits réalisés dans les opérations de prêts, profits qui se composent des intérêts, commissions d'engagement, commissions sur prêts, alimentent également les ressources de la B.I.R.D. Au terme de l'exercice 1971, elle dégage sous cette forme un revenu net de 212 millions de dollars. D'autres moyens de mobilisation des capitaux sont utilisés : Revendre les obligations signées par les pays emprunteurs, faire participer des capitaux privés à ces opérations de prêts, lors de la signature du contrat. Ces participations sont généralement le fait d'institutions de crédit et de compagnies d'assurances américaines ou européennes, qui par ce biais disposent d'importants débouchés pour leurs capitaux. En liaison avec des banques d'affaires américaines, la B.I.R.D. réalise des opérations communes qui combinent le prêt et le placement de titres émis par l'emprunteur.

Deux conclusions peuvent être tirées : 1)

La B.I.R.D. est bien dominée dans le financement de ses ressources comme dans les emplois de celles-ci, par l'impérialisme américain. 2) Les opérations de la B.I.R.D. traduisent la liaison étroite entre capitaux publics et capitaux privés à l'échelle internationale, entre les Etats bourgeois groupant collectivement leurs capitaux et les firmes multinationales qui, en amont, comme en aval, tirent le maximum de profit des opérations de la B.I.R.D. et de toutes les garanties publiques qu'elle leur offre .

Concernant les prêts, la B.I.R.D. a placé l'essentiel de ses capitaux dans les pays en voie de développement, pour financer selon M. SCHLOGEL, "l'effort de développement des pays du tiers monde", alors que plus loin, le même auteur affirme, parlant de la doctrine de la Banque Mondiale, qu'elle n'entend pas être une institution d'aide à proprement parler, mais s'attache au contraire à ne financer que les projets rentables" (71).

Une question s'impose : Pourquoi parler "d'aide aux pays en voie de développement" ? Est-il possible de concilier "l'aide" et la recherche de rentabilité du capital financier ? Nous pensons que cela n'est pas possible. L'extorsion de la plus-value constitue l'essence même du capital. Cela signifie que si celui-ci vise à financer "l'aide", alors il sape lui-même son existence, sa valorisation et sa reproduction en tant que capital.

Les prêts de la B.I.R.D. sont passés de 200 millions en moyenne en 1953 à 847 millions en 1968, 1 896 millions en 1971. Ces exportations de capitaux ont été faites dans les branches et secteurs de l'économie des pays sous-développés comme les transports, la production de l'énergie, l'industrie de base ou de transformation et l'agriculture. Durant l'exercice 1971, la B.I.R.D. a ainsi prêté 75 millions de dollars au Mexique pour le financement d'un projet d'élevage, 84 millions en Argentine pour la modernisation de son réseau ferroviaire. A travers sa filiale, la Société Financière Internationale (72) spécialisée dans les relations avec le capital privé, elle a investi 22 millions de dollars dans un grou-

(71) M. SCHLOGEL op. cit. p. 299.

(72) La S.F.I. joue le rôle d'une banque d'affaire internationale et agit comme un monopole qui investit dans les pays pauvres à travers les prêts, prises de participation, créations d'entreprises, etc ...

pe d'industries de matériaux de construction en Thaïlande. Géographiquement, les placements des capitaux de la Banque Mondiale ont été faits, selon l'ordre d'importance, en Asie, en Amérique Latine, les pays retardataires d'Europe (Turquie, Italie du Sud), l'Afrique et l'Australie.

"La durée des prêts consentis est fonction de la nature des projets à financer, pouvant aller par exemple de 7 ans pour des importations d'équipements agricoles à 20 - 25 ans pour la création d'une centrale électrique. Après une franchise de 2 à 5 ans, pendant laquelle ils ne doivent que les intérêts, les emprunteurs s'acquittent de leurs dettes en paiements semestriels égaux, comprenant le remboursement du capital et des intérêts"(72).

Nous avons analysé dans les lignes précédentes, un aspect de l'exportation des capitaux, celle faite par les organismes internationaux que s'est doté le capitalisme après la guerre. Un autre aspect est le placement opéré par les Etats capitalistes développés que le langage officiel qualifie "d'aide bilatérale". Enfin, un type de placement est celui opéré par les firmes multinationales. Ces deux derniers points feront l'objet du chapitre 2. Le trait dominant dans l'exportation des capitaux de 1945 jusqu'aux années 70, c'est le rôle prépondérant joué par le capital public, étatique et inter-étatique. J.M. PARLY estime ces placements étatiques ou inter-étatiques à 66 % de l'ensemble des placements aux environs des années 1960. Quelle signification donner à cette réalité ? Les banques privées ont concentré l'essentiel de leurs capitaux dans le financement des opérations dans la

(72) M. SCHLOGEL op. cit. p. 299.

métropole. Reconstruction des pays dévastés par la guerre, modernisation de l'appareil de production industriel, financement des industries de pointe, etc ... Quelles sont les autres formes de placements de capitaux ?

3) Les autres formes de placements de capitaux.

Les autres formes d'exportation du capital vers les pays sous-développés, celles qui sont d'ailleurs les plus importantes en volume (73) sont les placements opérés par les Etats capitalistes directement et les firmes multinationales. Dans la conception de l'économie politique bourgeoise, ces exportations de capitaux sont qualifiées "d'aide bilatérale" qui est distinguée de "l'aide multilatérale", c'est à dire des placements faits par les organismes internationaux. Nous avons déjà dit notre point de vue sur la notion de l'aide. A la place de cette notion, nous utiliserons le terme de placement ou exportation de capitaux.

Chaque puissance impérialiste s'est dotée de diverses institutions chargées de financer des prêts, crédits, ou subventions aux gouvernements des pays retardataires; ces capitaux sont employés pour acheter les produits manufacturés, équiper l'armée, mais à condition que les articles proviennent des pays exportateurs de capitaux. En 1961, KENNEDY a bien précisé la doctrine américaine qui guide ce genre de placements. C'est entre autres de trouver un débouché pour les armes produites par les firmes américaines. C'est pourquoi, l'équipement militaire est l'une des branches qui bénéficient de plus de placements auprès du gouvernement des pays sous-développés et représente le commerce le plus monstrueux mais le plus rentable pour l'impérialisme. Déjà, LENINE en son temps, soulignait que l'obtention de prêts ou de crédits de la part des Etats impérialistes était toujours conditionné à la fourniture de matériel

(73) Il faut noter que près de 90 % de l'exportation des capitaux publics se fait de manière bilatérale entre Etats.

industriel (voies ferrées, machines, etc ...) ou de canons. Cette vieille pratique, non seulement s'est maintenue, mais s'est accentuée avec la militarisation croissante de l'économie et la rivalité exacerbée entre les différentes nations impérialistes puissantes, pour le repartage du monde et des profits.

Les institutions publiques spécialisées dans les placements extérieurs (banques, compagnies d'assurances) sont directement en lien avec les monopoles capitalistes privés. Elles utilisent les fonds publics dont elles disposent pour garantir les investissements réalisés par les sociétés privées, leur apporter des subventions, une assistance technique afin de les aider à exporter d'avantage et plus facilement leurs capitaux, à accroître leurs débouchés et à résister à la concurrence des monopoles des autres pays. Ces fonds publics sont aussi prêtés ou donnés "gratuitement" (sous forme de dons) aux Etats moins développés lorsque ceux ci s'engagent à acheter les produits des pays en question, à exonérer les impôts, à accorder des facilités pour les monopoles ressortissant des pays emprunteurs.

Ces institutions publiques traduisent en réalité la phase suprême atteinte par le capitalisme, le capitalisme monopoliste d'Etat, où l'Etat et les monopoles s'imbriquent et ne font plus qu'un.

Certain de ces organismes ont vu le jour avant la deuxième guerre mondiale. Mais leur rôle s'est accru qu'après 1945. Aux Etats-Unis, l'A.I.D. (l'Agency International Développement) l'Export-Import Bank créé en 1932, représentent ces organismes publics chargés de favoriser la pénétration des monopoles américains dans les pays pauvres.

En France, ce sont le Trésor, le Fonds d'Aide et de Coopération (F.A.C.), la Caisse Centrale de Coopération Economique (C.C.C.E.) qui essentiellement, matérialisent la politique de l'Etat français dans le domaine des placements extérieurs dans les pays sous-développés. Ces organismes ont réalisé des placements s'élevant à 4,3 milliards de francs en 1969, alors que ceux des monopoles privés français a dépassé nettement les 4 milliards. La plus grande partie des placements est faite dans la zone d'influence de l'impérialisme français, la zone franc, avec 64 % du total des placements extérieurs.

En Allemagne, il y a la "Société Allemande pour le Développement", la banque "Kreditanstalt für Wiederaufbau", la société "Hermes". Ce sont des organismes publics ou parapublics spécialisés dans l'aide à l'exportation des monopoles allemands. La société Hermes par exemple assure un crédit commercial sous le contrôle de l'Etat. Elle gère pour le compte du gouvernement et dans un plafond fixé par le parlement, les crédits destinés à l'assurance aux exportations dans les pays sous-développés. "L'aide bilatérale" totale a représenté en 1968, 1,5 milliard de dollars environ, dont près de 1 milliard en provenance du secteur privé. Ces monopoles privés font des placements extérieurs sous forme de prêts aux gouvernements et exigent en contrepartie des avantages commerciaux. L'Amérique Latine est la zone qui le plus, attire les capitaux allemands. La recherche des marchés et des profits nouveaux a poussé l'impérialisme allemand à intensifier ses rapports avec l'Afrique Noire à partir des années 70.

La Grande Bretagne a conservé certains traits de puissance coloniale dans ses rapports avec ses anciennes colonies. L'on sait que la zone d'influence de l'Angleterre est constituée par le Commonwealth, bien qu'après les indépendances, l'Angleterre ait été évincée dans la plupart de ses colonies par les Etats-Unis. L'Etat impérialiste anglais a conservé ou créé des organismes qui permettent aux monopoles anglais de s'assurer des débouchés et des zones d'exportation de capitaux. Ces organismes rattachés au Ministère du Développement ou au Trésor et au "Colonial Office" sont au nombre de trois : "Fonds pour le développement et le bien-être social des colonies", "Commonwealth development Corporation", "Compagnie de Financement pour le Commonwealth". La grave crise économique que connaît l'Angleterre a entraîné la réduction des placements extérieurs dont le montant total a représenté seulement 720 millions de dollars. En 1970, ce chiffre a augmenté pour atteindre 1,2 milliard de dollars.

Le Japon est aussi une puissance impérialiste qui a accru son exportation de capitaux dans les pays sous-développés et notamment en Asie, zone où les capitaux japonais s'élèvent à 75 % de l'ensemble de ses placements extérieurs. Le "Fonds de Coopération Economique d'Outre Mer" créé en 1961, en plus de la Banque d'Import - Export, est chargé d'utiliser les capitaux de l'Etat pour favoriser l'exportation des capitaux des firmes privées japonnaises en réalisant par exemple des études techniques pour les implantations industrielles importantes (74). Les placements extérieurs japonais se répartissent pour moitié entre les apports publics et les investissements privés. La plupart de ceux-ci prennent la forme d'entreprises mixtes dans les pays sous-développés ("Joint Venture"). Ce qui leur assure une plus grande sécurité.

(74) L'entrée du Japon à l'O.C.D.E. en 1964 n'a fait que consolider son rôle en tant qu'exportateur de capitaux.

La situation d'ensemble des placements de capitaux après la deuxième guerre mondiale est résumée par cette phrase de G. Gazès et J. Domingo : "La période qui a suivi la deuxième guerre mondiale a été marquée par deux caractères principaux pour ce qui concerne l'investissement international : d'abord une très forte reprise d'activité (volume annuel de 3 milliards de dollars jusqu'en 1955, puis 6 milliards entre 1956 et 1959 et de 20 milliards en 1970), ensuite un rôle croissant des investissements d'origine publique, représentant de la moitié aux deux tiers du total. Le tiers monde qui détenait en 1971, 33,5 % du stock total mondial de l'investissement direct, a reçu en moyenne depuis 1950, de 70 à 75 % du volume annuel des capitaux transférés vers l'étranger (ainsi, en 1970, 15 milliards pour un total de 20); de plus, on a constaté au cours de ce dernier quart de siècle, que les investissements venant s'établir dans les pays développés étaient surtout d'origine privés (...) alors que ceux d'origine publics dominaient en direction du monde sous-développé". (75).

CHAPITRE 2 - L'exportation des capitaux à partir des années 70.

I - Les placements des capitaux publics, les investissements directs des firmes, les prêts bancaires.

A) La baisse des capitaux publics et des investissements directs.

Tout le monde s'accorde à dire aujourd'hui que les capitaux placés par les Etats impérialistes, de même que les investissements directs réalisés par les monopoles capitalistes privés dans les pays sous-développés ten-

(75) G. GAZES et J. DOMINGO "Les critères du sous-développement"
p. 284 Ed. Brial 1975.

dent à baisser depuis les années 1970, date au cours de laquelle a éclaté au grand jour la crise pétrolière. Il apparaît donc une situation "nouvelle" et plusieurs auteurs ne manquent pas de souligner les traits particuliers que revêtent l'exportation de capitaux aujourd'hui.

Alain Samuelson, Jean Pré de Saint Maure, Jeanne-Marie Parly, Christian Falloix ..., les études de l'O.C.D.E., du F.M.I., du C.A.D. et d'autres organismes internationaux constatent de manière unanime l'évolution du financement international, sa "banclarisation", sa "privatisation" depuis une décennie environ. Depuis 1965, la part de l'investissement public dans les pays du tiers monde n'a pas cessé de régresser, tandis que celle du secteur privé progressait en conséquence : d'une situation de 70 - 30 % en 1963, on est passé de 50 - 50 % environ en 1973 (...) Au cours de la décennie 1963 - 1973, les apports privés se sont ainsi accrus de 325 % (378 % si l'on y adjoint les dons des organismes bénévoles) tandis que les apports publics n'augmenteraient que de 38 % 3,3 fois moins vite. La moitié environ des flux nets de capitaux vers le tiers monde dépend donc actuellement de décisions privées (76).

Le tableau ci-après, exprime bien cette tendance à la baisse des placements de capitaux publics au profit des capitaux privés. Le tableau montre la baisse très importante des apports du secteur public. Ce sont principalement les dons qui ont connu la plus forte baisse. En 10 ans, ils sont passés de 45,96 % à 18,56 % du total des apports. L'exportation des capitaux privés est en hausse, surtout celle réalisée sous forme de porte-feuille (obligations, prêts bancaire consortiaux, ...). Elle a augmenté de 3,43 % à 14,18 %.

(76) Gazes - Domingo op. cit. p. 284.

(sources O.C.D.E., C.A.D. rapportées par GAZES et DOMINGO
op. cit. p. 280.

APPORTS FINANCIERS NETS AU TIERS-MONDE
EN PROVENANCE DES PAYS MEMBRES DU C.A.D.
1963 et 1973

	1963		1973	
	en millions de \$	en %	en millions de \$	en %
TOTAL DES APPORTS des secteurs public et privé	(8 572)	100	(24 151)	100
1. <u>SECTEUR PUBLIC</u> - total :	(6 015)	70,17	(11 934)	49,41
Aide publique au développement dont	(5 772)	67,33	(9 415)	39
- Dons bilatéraux et contributions assimilables à des dons :	3 940	45,96	4 482	18,56
- Prêts bilatéraux à des conditions financières "concessionnelles"	1 465	17,09	2 684	11,11
- Contributions aux organismes multilatéraux	367	4,25	2 249	9,31
Autres apports du secteur public	(243)	2,83	(2 519)	10,43
dont 1. bilatéraux	246	2,86	2 119	8,77
2. multilatéraux	- 3		400	1,65
2. <u>SECTEUR PRIVE</u> - total	(2 557)	29,82	(12 216)	50,58
Dons des organismes privés bénévoles	-		1 348	5,58
Investissements :				
- directs	1 603	18,70	5 867	24,29
- de portefeuille	294	3,43	3 426	14,18
total	(1 897)	22,13	(9 293)	38,47
Crédits à l'exportation	660	7,7	1 575	6,52

(Sources : O.C.D.E., C.A.D.)

Le tableau est incomplet car, soulignent les auteurs, il manque le flux des capitaux exportés par "les pays socialistes (U.R.S.S. et Chine particulièrement) qui approchent actuellement les 2,5 milliards de dollars" et par ceux qui proviennent "des pays arabes pétroliers (Koweït, Arabie Saoudite, Lybie) qui atteignent 0,2 milliard ()".

1) Les capitaux publics.

Ces capitaux que l'on appelle public parce que provenant des fonds détenus par l'Etat, forment l'un des flux alimentant les placements dans les pays retardataires. Ils se composent de dons, de prêts à des taux moins élevés que ceux du marché financier, des souscriptions à des emprunts ou à des obligations, des crédits à l'exportation.

L'objectif fixé par l'impérialisme dans diverses instances mondiales ou régionales, recommandait aux pays riches d'exporter 1 % de leur revenu national, puis de leur produit national brut (P.N.B.) dans les pays sous-développés sous forme de subventions, de crédits, "d'aide", etc.. Ce pourcentage approché pendant un court laps de temps est tombé à 0,96 % en 1961, 0,79 % en 1968, 0,78 % en 1973. Pour le flux de l'ensemble des capitaux en provenance des Etats, le taux moyen des pays du C.A.D. (Comité d'Aide pour le développement) s'établit aux environs de 0,30 % en 1973 contre 0,51 % en 1963.

Par ailleurs, la baisse des placements publics s'est accompagnée d'une plus grande concentration de ces placements chez un petit nombre de pays sous-développés, ceux dont le niveau de développement des forces productives est au plus bas de l'échelle. Ce qui ne leur permet pas d'ac-

céder aux conditions du marché de capitaux privés. Selon les données établies en 1974, ces pays empruntent 64 % du total de leurs prêts aux gouvernements des puissances impérialistes alors que pour les pays pourvus au développement économique plus important (Brésil, Mexique, ...) ce pourcentage ne s'élève qu'à 35 %. "La concentration de l'aide publique sur les pays plus pauvres, affirme J.M. PARLY, répondait à la fois à un souci d'équité et d'efficacité dans la mesure où l'appréciation par la communauté bancaire internationale des performances économiques de ces pays et de leur degré de risque, leur interdisait l'accès aux marchés internationaux de capitaux" (77).

Un tel jugement, en parlant "d'équité et d'efficacité" ne permet pas de rendre compte du caractère exploiteur du capital financier. En effet, si les banques privées ne réalisent pas dans les pays les plus pauvres des placements, c'est parce que celles-ci ne sont pas assurées d'y estorquer le maximum de profits. C'est pourquoi, elles laissent à l'Etat la tâche d'y exporter des capitaux et d'y contribuer à fournir aux firmes monopolistes des débouchés pour leurs produits ou des conditions pour leurs implantations industrielles et commerciales. En outre, la loi du développement inégal sous le capitalisme s'oppose à toute sorte "d'équité". Bien au contraire, il est la source d'inégalités, de déséquilibres et de contradictions que le capitalisme monopoliste, par ses crises successives, aggrave.

2) Les placements de capitaux privés.

Ces placements prennent la forme de prêts (qui sont des crédits fournisseurs à l'exportation), de placements d'actions, parts ou obligations (investissements

(77) J.M. PARLY ibid.

de portefeuille), d'investissements directs pour la création ou l'extension d'une entreprise, seule ou en association.

La composition des capitaux privés qui sont exportés s'est progressivement transformée dans les années 1970. De 1960 à 1970, par exemple, les placements en porte-feuille n'augmentent que très peu (+ 41 %) tandis que les investissements directs s'accroissent (+ 93 %) alors que les crédits à l'exportation s'élèvent considérablement (+ 297 %).

L. DURAND explique cette augmentation prodigieuse de crédits commerciaux par "la concurrence, voire même la surenchère à laquelle les pays industrialisés se livrent pour permettre à leurs économies d'exporter d'avantage sur les marchés des pays en voie de développement" (78).

Les crédits à l'exportation ou crédits fournisseurs, sont accordés pour une courte période et avec des taux d'intérêt élevés, principalement par les banques. Ils servent aux firmes multinationales à conquérir des marchés plus importants ou nouveaux dans les pays emprunteurs. Ils représentent pour ces derniers une charge financière aux conséquences politiques et économiques asservissantes.

La période après 1970 a vue croître de plus en plus les prêts privés et décroître les investissements directs. En effet, les données réunies par le C.A.D. (Comité d'Aide au Développement) font apparaître cette tendance à une faible progression des investissements directs

(78) L. DURAND cité par DOMINGO et BAZES op. cit. p. 289.

(pour le meilleur des cas) et même à une chute de ces investissements de porte-feuille, c'est à dire des placements en valeurs mobilières (actions, obligations).

La grave crise économique qui frappe le système capitaliste mondial explique la baisse des investissements directs des firmes multinationales. L'on sait que sous le capitalisme, les périodes de recession économique, liée à la baisse de taux de profit général, entraîne les capitaux à s'accumuler dans les branches et secteurs de l'économie où le taux de profit est élevé : les industries de pointe, l'armement, les banques, représentent aujourd'hui ces secteurs et branches concentrés dans les pays capitalistes développés (79).

Dans les pays moins développés où les industries à faible composition organique du capital $\frac{C}{V}$ sont les plus nombreuses, la baisse de taux de profit provoque la faillite de bon nombre d'entreprises et limite la création d'entreprises nouvelles, sinon dans les branches qui produisent des matières premières à caractère stratégique pour l'impérialisme. Une autre raison qui explique cette baisse des investissements industriels est l'aiguïsement de la concurrence. Les firmes multinationales qui investissent en Asie, Afrique, ou ailleurs, écoulent leur production ou du moins la plus grande partie, dans les pays où la demande solvable est relativement importante : les grandes métropoles capitalistes d'Europe, les Etats-Unis, le Japon, ... Or, la recrudescence du protectionnisme dans ces pays, l'âpreté de la concurrence entre différents monopoles, la baisse du pouvoir d'achat dû au chômage

(79) Dans le journal "LE MONDE" du 4 avril 1981, un article de F. Renard sur les banques françaises indique la "forte hausse de leurs profits" : de 26 % à 145 % de hausse.

croissant, réduisent les débouchés et conduisent les monopoles à détruire des quantités importantes de produits invendus, à liquider des filiales, à se reconvertir dans d'autres branches. Les risques de faillite sont tellement élevés que les entreprises engagent de moins en moins leurs propres fonds dans les opérations qu'elles réalisent. C'est ce que Pierre Dhonte note. "L'investissement direct, malgré une reprise récente, n'est pas florissant non plus, les entreprises préférant risquer des prêts, mieux assurables, plutôt que des fonds propres" (79).

Nous avons dressé, à partir des données du C.A.D. sur les U.S.A., la France, la R.F.A., l'Angleterre et le Japon, un tableau qui indique l'évolution des investissements directs, des investissements de porte-feuille et des crédits à l'exportation de 1976 à 1979. Ces chiffres montrent bien la faiblesse des investissements directs au cours de cette période.

Apports privés aux conditions des marchés dans les pays sous-développés (en millions de dollars).

	. Royaume Uni		. Etats-Unis		. Japon		. Allemagne		. France
	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978
Investissement directs	1172,8	1505,2	5619	7986	724,4	1518,5	1025,1	817,7	415,4
Invest. de porte-feuille	5347,1	6595,6	5444,5	4146,4	499,2	5090,2	1570,6	794,5	2554,5
Crédits privés à l'exportation	1245,7	1080,9	-208,5	102,6	915,8	412,1	1267,9	897,4	1995,2

SOURCE : Les tendances du marché des capitaux - OCDE rév. 1980

(79) P. Dhonte "La dette des pays en développement" p. 16 - Doc. française 13 juillet 1979.

B - Les prêts bancaires.

Dans les placements extérieurs de capitaux, les banques ont joué depuis 1970 environ, un rôle clairement dominant. Ce sont les firmes multinationales bancaires qui exportent la plus grande partie des capitaux dans les pays sous-développés. Cette situation n'est pas sans nous rappeler celle qui a prévalu à la fin du XIXème et au début du XXème siècle, période pendant laquelle les banques ont été au centre de l'exportation des capitaux dans les pays retardataires.

Beaucoup d'économistes relèvent cette évolution dans le financement international. "Quant aux prêts d'origine privés, écrit P. Dhonte, le fait majeur est la part élevée prise par les marchés financiers, c'est à dire les banques et les marchés obligatoires" (80).

Un autre auteur, J.M. PARLY, souligne le rôle joué par le capital bancaire international. "Le trait dominant de l'évolution récente du financement international du développement est sans doute le rôle croissant qu'y joue le système bancaire privé et, au premier chef, les banques multinationales; une telle situation constitue certes une novation par rapport à la période de l'après-guerre jusqu'aux années 1970, où les aides des Etats et des organismes multinationaux dominaient le financement international du développement, mais elle constitue aussi, à deux différences importantes près, un retour aux pratiques du XIXème siècle et des premières décennies du XXème siècle" (81).

(80) P. Dhonte op. cit. p. 17.

(81) Ces données sont tirées du tableau 1, p. 102, des Tendances du marché des capitaux O.C.D.E. février 1980.

Nous avons recueilli des données qui montrent ce rôle croissant joué par les banques à partir des années 1970. Nous les reproduisons ci-dessous. Ces chiffres sont tirés d'une étude de l'O.C.D.E. portant sur "le recours des pays en développement aux marchés internationaux de capitaux".

Crédits bancaires consortiaux à moyen et long terme prêtés aux pays sous-développés (en millions de dollars) (81)

<u>Année</u>	<u>Total</u> <u>valeur absolue</u>	<u>% du total</u> <u>des emprunts sur le mar-</u> <u>ché</u>	<u>% du total des</u> <u>emprunts des</u> <u>pays en voie</u> <u>de développe-</u> <u>ment.</u>
1973	7 271,3	34,8	90,6
1974	8 029,6	28,1	96
1975	10 972,3	53,3	95,3
1976	14 226,1	52,7	89,7
1977	17 803,5	52,4	82,4
1978	31 802,4	48,2	86,7
1979	44 677	57	93,9

Ces chiffres font clairement ressortir le bond extraordinaire réalisé par les crédits bancaires qui occupent la première place dans l'exportation des capitaux. De 1973 à 1979, la valeur des capitaux placés par les banques est passée de 7 271,3 millions à 44 677 millions, soit 6 fois plus en l'espace de 6 ans. Cela est colossal. Ici, nous ne retenons que les crédits consortiaux, compte tenu de leur place prépondérante. Mais d'autres formes de placements comme les émissions

(81) Ces données sont tiré du tableau p. 102 tendances du marché des capitaux O.C.D.E. février 1980.

d'obligations sont également le fait du capital bancaire international. Nous en parlerons plus loin. Il ne s'agit pour l'instant que de montrer le nouveau rôle des banques dans l'exportation des capitaux.

Le tableau nous amène à formuler des remarques :

a) Les placements de capitaux dans les pays sous-développés occupent la place la plus importante de tous les placements extérieurs réalisés sous forme d'emprunts. Selon Jean du Pré de Saint Maure, "sur une masse de l'ordre de 90 milliards de dollars de crédits à moyen terme octroyés pendant les trois dernières années (à partir de 1975, ajouté par moi); le tiers monde a reçu 47 milliards" (82). Le tableau ci-avant révèle nettement que dès 1975, les banques réalisent la plus grande partie de ces placements. A cette date, les emprunts bancaires totalisent 53,3 % du total des emprunts faits aux pays sous-développés. Avant cette période, la situation est différente. En effet, ce sont les emprunts souscrits par les Etats impérialistes ou les organismes dirigés par ces Etats à l'échelle nationale et internationale qui occupent une place prépondérante. C'est donc une nouvelle tendance, une évolution à laquelle l'on assiste maintenant au sein du capitalisme monopoliste d'Etat.

Les firmes multinationales bancaires en tant que représentant d'une forme particulière du capital, le capital de prêt, trouvent dans les pays sous-développés, des débouchés lucratifs pour les grandes quantités de capitaux qu'elles ont accumulés. Les taux d'intérêt pratiqués y sont supérieurs de 3 à 5 points, voir même plus à ceux des pays à

(82) Jean du Pré de Saint Maure - Revue Economique - ibid.

capitalisme développé. Ces placements sont réalisés par des syndicats bancaires. La formation de ces gigantesques coalitions bancaires n'est pas sans nous rappeler les syndicats bancaires du XIXème siècle qui ont accaparé le marché des émissions obligatoires à caractère international. Nous analyserons plus en profondeur ces questions dans la section suivante consacrée à "l'euro-crédit" et à "l'euro-émission" qui sont les formes actuelles dominantes de l'exportation des capitaux dans les pays sous-développés.

b) La quasi-totalité des emprunts des pays sous-développés est souscrite par les banques. La deuxième constatation que nous inspire la lecture du tableau ci-avant est la couverture presque exclusive des emprunts d'Etat par le capital bancaire privé, couverture qui varie entre 82,4 % et 96 % du total des emprunts des pays en voie de développement. Ces proportions sont considérables. Une telle situation ressemble beaucoup à la situation du XIXème siècle. A l'époque, les pays de l'Amérique Latine, des Balkans, du Moyen-Orient, la Russie, etc ... se faisaient prêter la plupart des capitaux par les banques européennes très friandes des taux d'intérêt élevés qui existaient dans ces pays riches, mais retardataires au point de vue du développement capitaliste.

Aujourd'hui, le rôle de premier plan joué par les banques dans les emprunts d'Etat aux pays sous-développés met en évidence le caractère hautement usuraire que revêt l'exportation des capitaux. LENINE a indiqué que l'un des traits fondamentaux de l'impérialisme, c'est que l'exportation des capitaux prend le pas sur l'exportation des marchandises. Par exportation des capitaux, LENINE entendait l'exportation du capital-argent car à l'époque où il analysait l'évolution du capitalisme, la forme dominante sous laquelle

s'exportaient les capitaux était la forme argent matérialisée par les emprunts d'Etat auxquels le public souscrivait par l'intermédiaire des banques. Parmi les différentes puissances impérialistes, la France est celle qui revêt le mieux la particularité d'être une puissance financière usuraire.

De nos jours, l'exportation des capitaux est également composée dans sa plus grande partie, d'emprunts d'Etat. De même, ce sont les banques qui fournissent l'essentiel des capitaux. Mais contrairement à la situation passée, ces capitaux proviennent des ressources que les banques ont accumulées. C'est l'occasion d'aborder le marché des euro-émissions et des euro-crédits en tant que formes dominantes actuelles des placements extérieurs.

II - Formes dominantes actuelles dans l'exportation des capitaux.

Deux types de placements sont réalisés par les banques dans les pays sous-développés. Le premier est représenté par les émissions d'obligations internationales en euro-émissions. Les Etats ou entreprises des pays pauvres lancent des demandes de capitaux sur le marché international. Des obligations sont alors souscrites et placées pour répondre à cette demande moyennant un taux d'intérêt. Et les banques ne servent que d'intermédiaire entre le souscripteur et l'emprunteur. Ces émissions constituent en général des emprunts à long terme.

En plus de ces émissions d'obligations internationales, il existe des crédits réalisés par les consor-

tiums et syndicats bancaires. Ces crédits sont appelés dans le langage courant les "euro-crédits". Cette forme de placements extérieurs, comme nous l'avons vu, occupe une place prépondérante dans l'exportation actuelle des capitaux, entre 80 et 95 % du total.

A - Les émissions d'actions et d'obligations ou "euro-émissions"

1) Signification du concept "d'euro-émission".

Ce terme est devenu courant dans le langage des experts ou même des professeurs traitant des questions financières et bancaires. C'est pourquoi, pour des raisons de commodité, nous l'utiliserons tout en essayant de l'explicitier afin de souligner les limites d'une telle notion qui d'ailleurs dans sa formulation prête à diverses interprétations plus ou moins contradictoires. Comme le terme "euro" le laisse croire, on pourrait penser que ces émissions sont réalisées en Europe, ou encore libellées en devises européennes. C'est pourquoi, définir avec clarté le concept d'euro-émission, c'est lui donner un contenu conforme à la réalité.

Alain Samuelson, dans son "essai de définition", opère une distinction entre l'émission étrangère et l'euro-émission, selon la monnaie utilisée et le lieu de placement. L'émission étrangère serait alors une émission faite dans un cadre national mais visant un financement international. Elle est "lancée par un non-résident" sur le marché financier d'un seul pays dans la devise et par l'intermédiaire d'un syndicat de ce pays". Par contre, l'euro-émission nous dit-il, est "souscrite par un syndicat bancaire international et placée si-

multanément sur le marché de plusieurs pays en une monnaie déterminée à l'exception du pays d'origine de cette monnaie"(83).

Ces deux définitions expriment d'une certaine manière, deux traits inséparables du capital bancaire : l'existence dans chaque pays capitaliste développé de groupes monopolistes bancaires, et à l'échelle de plusieurs pays de groupements monopolistes internationaux, groupements contrôlés par l'oligarchie financière d'un pays donné. L'euro-émission serait donc l'une des activités de ces groupements monopolistes internationaux, dont parlait déjà LENINE.

L'un des spécialistes des affaires financières internationales de la Banque Nationale de Paris, Claude Dufloux, qui a beaucoup écrit au sujet des euro-capitaux, apporte des éléments permettant de mieux comprendre la nature des euro-émissions (84). Pour lui, les euro-émissions comprennent en fait les émissions d'actions et d'obligations. Mais les actions sont très peu réduites. Seules les émissions en Europe d'actions de sociétés exclusivement japonnaises appelées les E.D.R. (European Depositary Receipts) connaissent une certaine activité, mais très faible. De ce fait, on abordera presque pas cette question. Les obligations, par contre, sont largement dominantes dans la composition des euro-émissions. Les émissions euro-obligataires présentent les caractéristiques suivantes :

- montant unitaire compris en moyenne entre 30 et 200 millions de dollars ou équivalant en une autre devise.
- durée d'emprunt variant de 5 à 20 ans.
- la devise américaine est utilisée dans au moins 50 % d'émis-

(83) Alain Samuelson - op. cit. p. 33.

(84) Claude Dufloux "Euro-banquiers et euro-capitaux" - Revue Banque , n° 391 - Janvier 1980.

- sions. Ce qui montre la domination de l'impérialisme américain dans ces émissions. Le reste est libellé en deutsche mark (25 %) en yen, florin, livre sterling, franc français.
- le taux d'intérêt est fixe. Les euro-émissions à taux variables ne concernent que celles libellées en dollars des Etats-Unis.
 - matérialisation de l'opération par impression des titres.
 - placements dans le public des obligations lorsqu'elles sont cotées. Le lieu de cotation est Luxembourg ou Londres, parfois Hong-Kong ou Singapour, sauf pour les émissions en D.M. cotées en Allemagne Fédérale.

Nous avons vu que les euro-émissions n'étaient pas seulement faites en Europe, ni exclusivement par les banques européennes et en devises de ces pays. Si les banques européennes y participent, elles sont loin de dominer ce marché international de capitaux. En outre, ce ne sont pas les devises européennes qui ont la place prépondérante, mais le dollar. Une question se pose : Pourquoi ajoute-t-on à ces émissions, le qualificatif d'euro, alors que, comme nous l'avons noté, c'est l'oligarchie financière des Etats-Unis qui contrôle ces émissions ?

Pour répondre à cette question, il nous faut remonter à l'histoire même de ces placements, et voir les facteurs qui ont contribué à leur naissance. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les places financières d'Europe sont très affaiblies à cause de la ruine économique que la guerre avait provoquée. L'impérialisme américain sort renforcé du conflit. En effet, celui-ci, grâce à sa puissante industrie de guerre, et au fait qu'il n'a pas subi de dégâts matériels, accumule

d'immenses capitaux provenant de ses profits de guerre. Le capital financier américain devient de loin le premier exportateur de capitaux sur le plan mondial. L'accès aux marchés financiers européens étant strictement réglementé, la place financière de New-York est la principale source d'où proviennent les capitaux exportés à travers le monde.

Cette situation n'est pas sans poser d'énormes contradictions dans la reproduction élargie du capital aux Etats-Unis, contradictions par exemple, entre l'accumulation interne et l'accumulation externe de l'impérialisme américain. L'Etat, pour tenter d'apporter une "solution" à ces contradictions, prend des mesures visant à limiter la sortie des capitaux. Ainsi, il fixe la "taxe d'égalisation de l'intérêt", c'est à dire une taxe versée à l'Etat lorsqu'il y a un placement à l'étranger. Cette taxe a pour effet d'accroître le taux d'intérêt des émissions à l'étranger et de limiter l'exportation des capitaux américains.

Ces mesures restrictives ont entraîné un déplacement de la demande de fonds des Etats-Unis en Europe où les banques américaines, afin de contourner ces mesures, ont créé des filiales et des succursales. C'est cette masse importante de capitaux en dollars concentrée en Europe et exportée dans le monde entier que l'on appelle euro-capitaux ou euro-dollars.

Maurice Schlogel estime que l'origine de ces capitaux qui alimentent les euro-obligations n'est pas à dater de la fameuse taxe d'égalisation sur le taux d'intérêt institué aux Etats-Unis en 1963. C'est bien avant cette date qu'il faut chercher. Cet auteur pense qu'après la deuxiè-

xième guerre mondiale, la suprématie de l'économie américaine et du dollar devenu monnaie universelle, c'est à dire celle qui sert d'équivalent dans les échanges internationaux, a accéléré l'afflux des capitaux américains à l'étranger. "Les détenteurs de créances à court terme sur les U.S.A. n'éprouvaient guère d'intérêt à conserver leurs dollars dans les banques américaines en vertu d'une certaine "réglementation Q" qui pendant de longues années a limité la rémunération des dépôts bancaires à des niveaux constamment inférieurs aux taux européens. Tout naturellement, les possesseurs de devises américaines ont donc recherché des emplois plus productifs dans les banques de Londres, de Paris ou d'ailleurs" (85). Cette opinion, nous la partageons également.

Mais l'essentiel est de comprendre que les euro-obligations puisent leur source dans ces afflux de capitaux en dollars hors des U.S.A. à la recherche du maximum de profit à court et moyen terme. C'est donc des capitaux hautement spéculatifs, usuraires et parasitaires qui se mobilisent dans la sphère de la circulation de capital et en augmentent la vitesse.

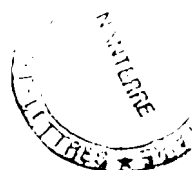
Selon les estimations de la Banque des Règlements Internationaux, le montant de dollars circulant en dehors des Etats-Unis a atteint 8,5 milliards en 1964, 25 milliards en 1968, 37,5 milliards en 1969 et 46 milliards en 1970. Sur les 46 milliards d'euro-dollars canalisés dans le réseau des banques d'Europe, il a été calculé que 4 milliards seulement provenaient directement des U.S.A., tandis que les 42 autres milliards équivalaient aux crédits consentis avec des dollars détenus et prêtés par les monopoles capitalistes existant hors des Etats-Unis. L'une des caractéristiques de ces capitaux circulant est qu'ils naissent et sont congelés par la pratique

(85) M. Schlogel op. cit. p.317.

des prêts en chaîne dont le résultat est d'engendrer des engagements bancaires supérieurs à la masse monétaire en circulation et nettement supérieure à la valeur de la production des biens matériels et immatériels. Nous reproduisons l'exemple que donne M. Schlogel car d'un point de vue didactique, la méthode choisie permet de mieux comprendre ce processus compliqué : "Imaginons donc une banque anglaise qui a pour clients un exportateur allemand et un importateur belge et consent à ce dernier un prêt en euro-dollars pour deux mois; supposons encore que cet emprunteur belge décide de régler tout de suite son vendeur allemand et que celui-ci verse immédiatement au crédit de son compte à Londres les fonds reçus. Grâce à ce nouveau dépôt, le banquier britannique pourra consentir un second prêt alors que le premier n'est pas encore échu. Ainsi, une même quantité monétaire de base donne naissance à une série d'inscriptions en compte dans des banques différentes. Par analogie, les euro-dollars se reproduisent et se multiplient d'eux-mêmes par l'effet de simples jeux d'écritures, à l'exclusion presque complète de toute circulation de billets" (86).

A cela, nous ajouterons également que les euro-dollars se reproduisent à l'exclusion de la production effective de biens pour laquelle le crédit aurait été sollicitée. Le phénomène décrit plus haut explique la cause essentielle de l'inflation dans le système capitaliste à savoir : la masse monétaire en circulation est nettement supérieure à la masse des produits échangés sur le marché.

(86) M. Schlogel op. cit. pp. 318 - 319.



2) Les euro-obligations, une des formes de l'exportation des capitaux dans les pays sous-développés.

Dans ce type de placements, les banques jouent le rôle d'intermédiaire ou de souscripteur de titres sur le marché des euro-obligations. Dans "l'euro-émission d'obligation, note C. Dufloux, il (le banquier) n'est que l'intermédiaire (simple placeur de titres) entre des émetteurs qui empruntent et des souscripteurs qui investissent" (87).

En général, les banques qui jouent un rôle actif dans les placements d'obligations, disposent d'un réseau international étendu. Les opérations bancaires sont complexes aussi bien dans leur conception que dans leur réalisation pratique. La notoriété de l'emprunteur est souvent pour les souscripteurs répartis dans le monde, un critère de décision.

Les euro-obligations, bien que plus orientées vers les pays industrialisés, constituent quand même une forme de l'exportation des capitaux dans les pays les moins développés. Sur un total de 395,3 milliards de dollars exportés vers ces pays en 1979, 16,8 milliards étaient des euro-obligations.

En plus des marchés internationaux, les marchés nationaux ouverts aux emprunts extérieurs, tels que le marché suisse ou japonais, ont connu des émissions

(87) O. Dufloux op. cit. p. 97.

en provenance des pays sous-développés : 90 % des émissions en 1978 - 1979. Une partie des émissions a été réalisée en monnaies des pays de l'O.P.E.P., le dinar du Koweït en particulier. Ce type d'émissions est paru pour la première fois en 1974. Leur trait caractéristique est qu'elles sont émises dans une monnaie dont les fluctuations sont liées à celles du dollar américain.

VENTILATION PAR MONNAIES DES EMISSIONS OBLIGATAIRES
EXTERIEURES (*)

(EN POURCENTAGE)

EMPRUNTS INTERNATIONAUX						
Monnaie d'émission ou pays du marché	1973-1975		1976-1977		1978-1979	
	Ensemble des émis- sions	Emissions des pays en dévelop- pement	Ensemble des émis- sions	Emissions des pays en dévelop- pement	Ensemble des émis- sions	Emissions des pays en dévelop- pement
Dollars des E.U.	55.2	66.0	64.1	34.4	55.1	43.7
Deutschemark	24.4	14.2	23.1	40.9	32.9	39.6
Florin	6.1	2.1	2.4	0.9	2.0	1.6
Dinar de Koweït	1.1	10.6	1.2	9.8	2.6	12.4
Riyal de l'Arabie Saoudite	0.7	3.5	0.3	2.9	0.3	2.2
Autres monnaies des pays de l'OPEP	-	-	0.8	7.5	0.1	0.5
Divers	12.5	3.6	8.1	3.6	7.0	0.5
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
EMPRUNTS ETRANGERS						
Etats-Unis	46.8	50.0	54.3	47.2	25.9	8.7
Suisse	23.4	8.2	29.3	27.3	49.5	24.0
Japon	4.8	15.5	4.7	25.1	16.9	64.9
Koweït	1.3	16.6	-	-	-	-
Autres pays de l'OPEP	11.3	8.5	2.8	-	0.7	2.4
Divers	12.4	1.2	8.9	0.4	16.0	-
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

* y compris les placements SPACIAJA.

Quand on analyse les données relatives aux euro-obligations, deux faits retiennent l'attention :

- Cette forme d'exportation de capitaux révèle le rôle prépondérant qu'y joue le capital financier américain surtout de 1973 à 1977, grâce au dollar d'une part, monnaie qui sert de support pour la plus grande partie des émissions des pays sous-développés, et d'autre part, parce que la majorité des obligations sont émises aux Etats-Unis : 50 % en 1973 - 1975 et 47,2 % en 1976 - 1977.

- L'Allemagne concurrence les Etats-Unis dans les emprunts internationaux des pays retardataires à partir de 1976 - 1977. En effet, la monnaie allemande sert de support à 40,9 % des émissions alors que le dollar ne le fait que pour 34,4 %. Il faut également noter le rôle croissant de l'impérialisme japonais ces dernières années (1978 - 1979) 64,9 % des emprunts obligataires des pays sous-développés ont été placés sur le marché japonais.

Tous ces faits traduisent les rivalités incessantes au sein de l'impérialisme mondial pour la conquête des marchés et des zones d'exportation des capitaux, en particulier dans les pays en voie de développement.

A propos de rentabilité de ces émissions, on constate que les taux d'intérêt et diverses autres charges supportées par les pays pauvres sont nettement plus élevés que ceux pratiqués dans les pays industrialisés. D'ailleurs, pour se prémunir des fluctuations monétaires en particulier celles

du dollar et de la hausse inflationniste des prix, le capital financier exige non pas un taux d'intérêt fixe, mais un taux variable, flottant. "Ces émissions, souligne l'O.C.D.E. dans une étude spéciale, portant sur les marchés de capitaux, ont revêtu en grande majorité la forme de bons à taux flottants, surtout en 1979, et présenté les caractéristiques d'un crédit bancaire plus que d'une véritable émission obligataire" (88). Dans cette même étude de l'O.C.D.E., on révèle que "le rendement des émissions d'emprunteurs des pays en développement libellées en deutsche marks, était au début des années 1970 supérieur de 1,5 point environ à celui de l'ensemble des émissions libellées en dollars des U.S.A. "Les emprunteurs des pays en développement ont été en fait évincés de ce marché durant l'année 1979, sauf dans le cas où ils ont recouru à l'émission de bons à taux flottants, tandis que l'écart de taux d'intérêt a atteint plus de 2 points contre 1 à 1,5 point dans les années précédentes" (89). Ces chiffres nous paraissent être en dessous de la réalité parce que l'existence des taux variables devraient creuser encore davantage la différence des taux d'intérêt entre les pays industrialisés et les autres si l'on prend en compte les énormes variations de la valeur du dollar, le niveau élevé de l'inflation, etc ...

En définitive, les emprunts obligataires et leurs taux d'intérêt élevés constituent un lourd tribut payé au grand capital financier mondial et supporté par les travailleurs des pays dépendants.

(88) Tendances des marchés de capitaux - O.C.D.E. p. 115 février 80.

(89) ibid p. 116.

B- Les crédits financiers internationaux ou euro-crédits.

Nous avons déjà montré dans les passages précédents, le bond extraordinaire fait par ces crédits financiers internationaux, devenus la forme dominante actuelle des placements extérieurs dans les pays sous-développés, faisant des capitaux publics une forme secondaire à partir des années 1970. Nous avons appuyé nos propos par des faits irréfutables produits par la statistique bourgeoise elle-même. Maintenant, il nous faut, comme on l'a fait pour les euro-émissions, définir la notion d'euro-crédit, la réalité que cette notion recouvre. Il nous faut également voir le problème de la concentration de ces crédits autour d'un nombre réduit de pays en voie de développement dotés de ressources particulièrement importantes, la pénétration (bien que minimum) des euro-crédits en Afrique Noire, la place qu'occupent les différentes puissances et groupes financiers dans ces placements et l'extorsion du profit maximum réalisé à travers cette forme aujourd'hui privilégiée de l'exportation des capitaux.

1) - Signification de l'euro-crédit.

Les euro-crédits sont des crédits octroyés par des grands groupes bancaires internationaux. Le terme "d'euro" ne signifie pas que ce sont des crédits émis en Europe, ou par le capital européen exclusivement. C'est en ce sens que le terme euro-crédit peut avoir une signification inexacte et même trompeuse, car si historiquement, ce genre de crédits sont apparus en Europe, mais au fil des années, ils se sont internationalisés.

A la différence des obligations internationales, les crédits financiers consortiaux (euro-crédits) sont presque toujours libellés en dollars, bien qu'une clause multi-devises insérée dans certains contrats permette à l'emprunteur de demander une autre devise, librement convertible sous condition que les banquiers estiment celle-ci disponible lors de la demande.

Les capitaux prêtés sont rémunérés à taux variable ou taux flottant (c'est la même chose). Le taux varie en principe en fonction du taux du marché monétaire de "l'euro-dollar" sur une place déterminée. Le taux pratiqué à Londres sert souvent de référence. Il porte le nom de LIBOR (London Interbank Offered Rate). C'est le taux à partir duquel le grand capital bancaire accepte de rémunérer les dépôts bancaires. Il existe aussi des taux fixés sur d'autres places financières qui peuvent servir de référence : le PIBOR (Paris), le SIBOR (Singapour), le BIBOR (Bahrein) ... Les échéances de ces dépôts sont en général semestrielles et le taux de référence est celui pratiqué par les banques de référence sur le marché monétaire le jour de l'échéance.

La durée de ce type de crédits se situe entre 2 et 15 ans et leur montant peut parfois dépasser 1 milliard de dollars par opération. Rien que la valeur de ces crédits montre quelle importance ces placements ont actuellement pour le capital financier.

Les émissions d'obligations et de crédits internationaux ont ensemble un point commun : la syndication (90). C. Dufloux définit cette notion de la manière sui-

(90) La syndication est un terme d'origine anglo-saxonne couramment utilisé dans les milieux bancaires, même en France.

vante : "il désigne, écrit-il, la constitution du pool bancaire, ou syndicat qui sera chargé de participer à l'opération. Ce syndicat est toujours composé d'euro-banquiers de diverses nationalités et le nom de chacun d'eux apparaît en principe dans un encart publicitaire particulier publié dans beaucoup de revues ou journaux financiers" (91). Ce qu'il faut retenir de cette définition sommaire, c'est que le syndicat est un regroupement de monopoles bancaires de plusieurs pays à l'occasion d'une opération de crédit international. Le tombstone ou "pierre tombale" est l'encart publicitaire sur lequel apparaît les noms des banques qui ont participé à l'opération de crédit ou d'émission internationale. Il correspond à une épitaphe où les euro-banquiers sont inscrits dans un ordre bien précis de préséance et sa lecture est très significative car elle indique le rapport de forces qui s'établit entre les différents groupes monopolistes participant au syndicat.

2)- Concentration des euro-crédits sur un certain nombre de pays sous-développés.

Depuis deux décennies environ, les banques, grâce aux crédits internationaux, ont exporté la plupart de leurs capitaux dans les pays retardataires. Les emprunts d'Etat sont redevenus leur principale source d'extorsion du maximum de profit.

Dans le rapport fait par John Lewis, président du "Comité d'Aide pour le Développement", il y a un tableau fort intéressant sur les placements de capitaux dans les pays en développement.

(91) C. Bufloux op. cit. pp. 36 - 37.

Total des apports de capitaux reçus aux conditions des marchés
par les pays en développement en 1979.

Catégories des ressources.	Versements bruts Milliards de dollars	Versements nets	Conditions courantes moyennes			Total cumulé de versements à la fin 1979 Milliards \$
			Echéance	Délai de franchise	Intérêt	
			Année		%	
) Institutions multilatérales de financement.	4,5	4,2	18	5	9	28
) Crédits à l'exportation du A.D. dont	24,2	10,8				100,5
) publics	5,4	1,5	10	1	7	20,5
) privés	18,8	9,3	7	1	8,5	80
) apports publics assortis de conditions commerciales relevant du covenat des sources autres que le C.A.D.	6,4	4,7	6	-	7,5	16
) Obligations	(4)	(3)	9	nd	11	16,8
) Prêts bancaires privés	33	16,7	10	2	13	124
) Investissements directs de l'étranger.	14,5	13,5	-	-	-	110
TOTAL	86,6	53,3				395,3

Source : John Lewis - O.C.D.E. - Novembre 1980.

Selon les indications de ce tableau, en 1979, le total cumulé des prêts des banques privées atteint la somme astronomique de 124 milliards pour un total de capitaux exportés équivalant à 395,5 milliards de dollars. Parmi toutes les formes de placements extérieurs, les prêts des banques aux pays pauvres occupent la première place.

Un autre auteur, Jean de Pré de Saint Maure, directeur de banque, consacre toute une étude sur les euro-crédits (92). Il y cite des données relatives à la période de 1970 à 1977, analyse l'évolution du crédit financier et dégage un certain nombre de conclusions.

Crédits financiers internationaux en euro-devises syndiquées.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Total en milliards de dollars	4,73	3,96	6,80	21,8	29,2	21	28,8	41,6
Pays en voie de développement	0,44	1,28	2,41	7,3	7,3	11	15	20,8
Pourcentage du total	9,3%	32%	35%	33%	25%	52%	52%	50%

Source : World Financial Markets (Morgan Guaranty Trust - cité par J. du Pré de Saint Maure dans Revue Economique Novembre 1978).

"Le marché des euro-crédits, affirme-t-il, a connu une expansion spectaculaire depuis une dizaine d'années et surtout à partir de 1973. Les pays en voie de développement y avaient pris, dès 1971, une part qui était de l'ordre de 1/3. Cette part est de moitié depuis 1975 et

(92) J. du Pré de Saint Maure - Revue Economique - Novembre 1978.

plus loin il écrit : "Le marché de l'euro-crédit est aujourd'hui ouvert à presque tous les pays du tiers monde (le dernier venu étant le Botswana, pour 45 millions de dollars) à l'exception d'un petit nombre de pays déshérités (quelques pays d'Afrique Noire, mais aussi le sous-continent indien) et d'un petit nombre de pays dont les perspectives politiques sont particulièrement incertaines. En règle générale, il est permis de dire que la reconnaissance d'une ressource naturelle exploitable dans des conditions économiques raisonnables, suscite une offre de crédit de mise en valeur, pour peu que le contexte politique et la gestion financière ne soient pas excessivement mauvais" (93). Voilà clairement exprimée, toute la philosophie du capital financier qui, grâce à des emprunts d'Etat, fait main basse sur les ressources naturelles des pays à qui sont prêtés ces capitaux. Cela ne fait que confirmer les propos de LENINE selon lesquels le passage de la banque de simple intermédiaire au monopole tout puissant permet à celle-ci de s'accaparer les sources de matières premières d'un pays donné. "Au fur et à mesure que les banques se développent et se concentrent dans un petit nombre d'établissements, déclare LENINE, elles cessent d'être des modestes intermédiaires pour devenir de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons, ainsi que de la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné ou de toute une série de pays." (94).

Même si un grand nombre de pays ont théoriquement accès aux crédits internationaux, dans la pratique un nombre très limité de pays reçoivent la plus grande partie de ces crédits. Ces pays sont surtout le Mexique et le Brésil

(93) J. Du Pré de Saint Maure op. cit. p. 1011.

(94) LENINE - L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" op. cit. p. 31.

qui "reçoivent à eux seuls une large part du financement obligataire : près de la moitié de toutes les émissions internationales réalisées par les pays en voie de développement en 1976, plus de la moitié en 1977; la même évolution se confirme sur l'euro-marché où ces deux pays représentaient ces deux dernières années, 60 % des émissions du tiers monde".

John P. Lewis, dont on a déjà parlé plus haut, fait le même constat s'agissant des crédits bancaires privés. Il dresse un tableau où l'on constate nettement cette tendance à la concentration des crédits bancaires autour d'un nombre restreint de pays d'Amérique Latine : Argentine, Brésil, Chili, Mexique.

Crédits bancaires privés aux pays en voie de développement
(Milliards de dollars).

PAYS	1978	1979
<u>Pays latino - américains :</u>		
Argentine, Brésil, Chili, Mexique ...	10	9
<u>Pays européens :</u>		
Espagne, Grèce, Portugal, Turquie, Yougoslavie ...	3	5
Pays excédentaires membres de l'O.P.É.P	5	2
Autres pays (dont pays à revenu faible)	4	4
	(0,5)	(0,5)
TOTAL	22	20

La bourgeoisie de ces pays ouvrent grande les portes aux capitaux étrangers assoiffés de profits et attirés par l'exploitation d'importants gisements de pétrole, d'uranium et autres matières que recelle le sous-sol de ces immenses territoires. Il faut noter que le Brésil et le Mexique furent des zones relativement privilégiées d'exportation de capitaux vers la fin du XIXème siècle et début du XXème. Déjà, au cours de cette période, l'impérialisme anglais, allemand, américain, rivalisaient pour s'appropriier ces territoires et y investir leurs capitaux. Ce sont peut-être les conditions d'un certain développement industriel créées à l'époque qui influent et rendent favorable aujourd'hui une pénétration encore plus massive du capital financier.

3) La pénétration du capital financier en Afrique Noire à travers les crédits bancaires internationaux.

Le grand capital bancaire a découvert dans certains pays africains dotés de ressources naturelles importantes et possédant déjà un certain niveau de développement capitaliste, une zone favorable pour l'exportation des capitaux.

C'est ainsi que la Côte d'Ivoire par exemple, s'est procurée en 1968, un crédit international de 10 millions de dollars. Si aujourd'hui l'Afrique Noire, partie du monde qui accuse encore le plus de retard dans son développement économique, est un terrain qui attise l'appétit du capitalisme mondial, c'est que l'Afrique n'est plus considérée comme une réserve (comme au début du siècle), mais une zone stratégique de grande importance pour les placements extérieurs, et l'extorsion du maximum de profits. Mais comparativement à d'autres continents peu développés, "l'Afrique est encore le parent pauvre dans la distribution des euro-crédits".

Jean du Pré de St Maure révèle que trois pays seulement en Afrique Noire ont eu accès au marché international de capitaux. Il s'agit de la Côte d'Ivoire, du Gabon et du Soudan. En fait, le nombre des pays africains est plus élevé que cela.

Euro-crédits pour l'Afrique (en millions de dollars)							
Pays	Euro-crédits annuels					N° du total général	Totaux 1971-75
	1971	1972	1973	1974	6 mois 1975		
Algerie	120	257	1 353	-	100	6	1 830
Zaire	55	90	287	71	-	2	503
Zambie	-	25	150	-	160	1	335
Soudan	-	-	-	220	12	1	232
Égypte	-	-	-	230	-	1	230
Côte d'Ivoire	22	-	95	63	35	1	215
Gabon	10	25	64	67	-	1	166
Sénégal	-	-	65	-	-	-	65
Guinée	-	40	-	-	-	-	40
Kenya	-	15	5	-	-	-	20
Nigéria	-	-	-	20	-	-	20
Cameroun	-	-	-	10	-	-	10
Mauritanie	8	-	-	-	-	-	8
Malawi	-	-	5	-	-	-	5
Swaziland	-	3	-	-	-	-	3
Total							3 682

sur un total de \$ 29 167 M

Source : Marchés Tropicaux 16 novembre 1979.

Le tableau montre que d'autres pays (Zaïre, Zambie, Sénégal, ...) ont reçu des crédits internationaux. En Afrique Noire, le Zaïre est le pays qui totalise le chiffre record avec 503 millions de dollars de 1971 à 1975. Cela n'est pas sans conséquence sur la situation économique et politique chaotique que connaît ce pays. Comme nous le verrons plus loin, l'ampleur de la dette extérieure du Zaïre a entraîné le renforcement de la main mise de l'impérialisme sur l'économie et la superstructure étatique à telle enseigne que l'on parle d'une véritable "recolonisation" du pays.

Le deuxième type d'emplois est celui qui consiste à prêter les capitaux auprès des organismes privés dans les pays d'Afrique. Compte-tenu du faible niveau de développement des forces productives, les capitalistes privés capables d'émettre des emprunts d'une valeur suffisamment grande pour intéresser les grosses banques internationales, doivent eux-mêmes posséder d'importants actifs. Ce genre d'entreprises sont peu nombreuses en Afrique. "Les banques prêteuses veulent des emprunteurs connus, qui ne peuvent être que les grandes banques locales", filiales ou succursales des grands groupes financiers étrangers, dont les sièges sont généralement installés à Londres, Paris, Francfort, New-York ou Tokyo.

Au Nigéria par exemple, le gouvernement a autorisé l'établissement de quatre banques d'affaires dont les actionnaires sont principalement des banques étrangères actives dans les opérations financières internationales. Le but de ces banques est de tirer profit de l'énorme potentiel économique du pays, d'utiliser le Nigéria comme une base-relai pour exporter leurs capitaux dans toute cette région d'Afrique. Afin d'atteindre cet objectif, elles utilisent les capitaux accumulés par les sociétés mères. Déjà la First National Bank of Chicago Nigéria Limited (filiale de la grosse banque américaine) a organisé un crédit consorsial international pour l'hôtellerie s'élevant à 20 millions de dollars. Ce prêt fut monté avec une marge de 1,75 % au dessus du libor et de durée relativement courte.

4) Cas de la Côte d'Ivoire et du Zaïre.

Ce sont les deux pays qui sont entre autres parmi les plus endettés auprès des banques (503 et 215 millions respectivement). En outre, leurs richesses naturelles colossales offrent un attrait certain à l'impérialisme.

D'ailleurs, J. Alibert évoque clairement cet attrait. S'agissant de la Côte d'Ivoire, "l'idéologie politique du pays, sa politique économique, ses relations avec la France et d'une manière générale ses bonnes relations au niveau international, expliquent l'attrait de prêteurs étrangers pour un Etat où les banques d'affaires étrangères peuvent travailler, la marge étant de 1,5 % au dessus du LIBOR".

Les conditions politiques et économiques sont bonnes du point de vue du capital financier. Avant 1973, la part des crédits bancaires dans l'ensemble de la dette publique était de 14 %. Le recours massif aux crédits internationaux depuis 1972 jusqu'à aujourd'hui, a accru énormément ce pourcentage. L'Etat, en 1980, devait payer 102 % de la dette en cours en 1972.

Entre 1971 et 1974, la Côte d'Ivoire a emprunté 200 millions de dollars dont 20 % pour acheter de l'équipement à l'étranger, 34 % pour financer des déficits budgétaires, 14 % pour le refinancement de la dette, 32 % en prêts liés.

Quand on examine les données sur les placements extérieurs en Côte d'Ivoire, on constate que le secteur public est principalement alimenté par les crédits des banques privées. Des entreprises semi-publiques sont également emprunteurs sur le marché des euro-crédits : c'est le cas de la Société Sucrière SODESUCRE. La tendance générale est au développement de l'exportation des capitaux en Côte d'Ivoire, accentuant la pénétration du capitalisme dans l'économie ivoirienne.

Le Zaïre est l'un des pays, sinon le plus endetté d'Afrique Noire. Les emprunts massifs contractés par l'Etat ont même entraîné un lourd contentieux entre ce dernier et les banques privées et publiques, suite à une cessation de paiements. Dans la seule année 1972, la dette a doublé et atteint 1,5 milliard de dollars. "Les crédits à des conditions rigoureuses consentis par des prêteurs privés, ont représenté des années, 70 % de la dette publique totale" (96).

La gabegie administrative, la crise politique, économique et financière, dans laquelle s'enfonce le Zaïre, ont eu pour conséquence le non paiement des dettes et la poursuite de l'Etat Zaïrois devant les tribunaux en 1975. C'est là un épisode des contradictions entre la bourgeoisie impérialiste et la bourgeoisie capitaliste du Zaïre. Si la première est de plus en plus avide de profit et veut tirer le plus d'avantages possible des crédits et de l'ensemble de ses investissements dans le pays, la seconde cherche à s'approprier une part de plus en plus élevée des bénéfices que rapportent les placements de capitaux, quitte pour cela à dilapider les caisses de l'Etat.

Au Zaïre, les seuls investissements des Etats-Unis ont dépassé 1 milliard de dollars. C'est le capital monopoliste américain qui est dominant dans ce pays. La firme multinationale américaine, First National City Bank a organisé des euro-crédits à l'Etat pour la somme de 164 millions de dollars en 1972 et 1973, ce qui représente 59 % de l'endettement du gouvernement vis à vis des banques privées internationales.

(96) Jean Alibert ibid.

"La marge élevée servit d'incitation aux prêteurs, en 1973, elle était encore de 1,75 %, taux exceptionnel" (97).

Comme on le voit, le caractère hautement lucratif de ces emprunts d'Etat, a stimulé les banques, à placer leurs capitaux au Zaïre, et comme le capitalisme est fondé sur la loi de l'anarchie et de la spontanéité du marché, ces fonds énormes ont suscité de sérieux risques que les banques n'avaient assurément pas prévus. Cette situation de banqueroute financière a surpris le monde des affaires et a sonné le cri d'alarme sur les risques encourus par les capitaux que les Etats sous-développés engloutissaient sans pour autant avoir la capacité de les rembourser. Comment expliquer l'incapacité de ces Etats dans le remboursement intégral de leurs dettes ? Concernant le Zaïre, le joug de l'impérialisme qui pèse sur le pays, est la cause principale du développement très insuffisant des forces productives et de l'économie en général. L'économie repose principalement sur l'extraction et l'exportation du cuivre. Ainsi, lorsqu'il y a une baisse des cours de ce produit sur le marché international, les recettes d'exportation subissent également une baisse entraînant des difficultés financières que l'Etat essaie de résorber par des emprunts extérieurs à des conditions avantageuses pour le capital financier, mais asservissantes pour le Zaïre. L'Etat, acculé à rembourser ses dettes, est obligé d'en contracter de nouvelles pour payer les anciennes et le cycle infernal continu.

Parmi les conditions imposées par le capital international lors des emprunts et placements à l'étranger, il existe une particulièrement importante : la libre circulation des capitaux et la suppression de toute barrière visant à limiter la mobilité du capital d'un pays à un autre. Cette condi-

tion qui participe au renforcement de l'exportation et de la rentabilité du capital, est généralement acceptée par les gouvernements des pays non développés. C'est ce que nous allons voir dans le chapitre suivant.

CHAPITRE 3 - Tendances accrues à la libre circulation du capital international.

Le développement du capitalisme de ces décennies a mis en relief la question de la mobilité internationale des capitaux. En effet, ceux-ci en quête du maximum de profits, circulent de plus en plus rapidement d'une branche de l'économie à une autre, d'une zone d'investissement à une autre, brisant ou contournant les barrières nationales. L'Etat qui est un instrument entre les mains des monopoles, sert directement et activement à la réalisation de leurs plans expansionnistes. Aujourd'hui, ce sont les monopoles qui imposent la création de larges zones économiques englobant plusieurs nations, la mise sur pied de places bancaires internationales sans entraves juridiques, la création d'enclaves industrielles où le capital jouit d'avantages de toutes sortes. Tout cela vise à favoriser toujours plus l'exportation des capitaux. Ce qui est devenu courant dans le langage journalistique et que l'on appelle les "places bancaires off shore" et les "zones franches" traduisent la tendance accrue à la libre circulation du capital monopoliste à l'échelle internationale.

Alors qu'après la deuxième guerre mondiale, la reconstruction de l'Europe et du Japon dévastés était pour le capital industriel un champ de vastes débouchés, pour le capital bancaire également puisque son rôle est de prêter les capitaux nécessaires aux industriels, la période actuelle survenue des dizaines d'années après cette phase d'expansion du capitalisme,

n'offre plus de débouchés suffisants. Ainsi, s'accroît la suraccumulation du capital dont le caractère usuraire et parasitaire plus poussé conduit à une mobilité décuplée. L'intense exportation des capitaux vers les places bancaires "off shore" et les zones franches, est un aspect essentiel de cette mobilité.

I) Les places bancaires "off shore".

Le banquier Jean-François Lepetit (98) a écrit un article assez documenté sur cette question. En dépit de sa tendance à ne pas rendre compte des contradictions qu'engendrent le capital, cet article décrit bien les activités des différentes places bancaires "off shore" dans le monde. Tout d'abord, qu'est ce qu'une banque "off shore" ?

A) définition :

"Le mot "off shore", écrit J.F. Lepetit, est tout un symbole puisqu'il trouverait son origine dans l'activité de ces casinos flottants ancrés au large des côtes américaines au temps de la prohibition. Cela signifie en d'autres termes, que les activités qualifiées d'off shore sont celles qui se font en dehors de tout contrôle étatique, de toute norme juridique qui serait fixée par l'Etat bourgeois. Ces activités n'obéissent qu'à une seule loi : celle du plus fort, de la jungle. L'auteur cite un certain nombre d'avantages dont bénéficiaient les places bancaires off shore. Ces avantages sont les suivants :

1)- Sur le plan juridique :

L'absence de T.V.A., de taxe sur les commissions ou sur les salaires, d'impôts sur le capital, etc

(98) Jean-François Lepetit, Directeur de la Banque de l'Indochine et de Suez.

constituent des avantages considérables pour les banques internationales installées sur ces places. En outre, les banques n'ont pas à y effectuer des retenues sur ^{les intérêts versés aux déposants} ~~sur~~. Par conséquent, elles deviennent plus compétitives que les autres banques pour attirer les dépôts de toute nature et de toute origine. Cette mesure leur permet d'accroître les fonds nécessaires à leurs activités de crédit.

Il existe également d'autres avantages :

- L'absence de dotations en capital minimum lors de la constitution.
- L'absence de réserves obligatoires ou d'encadrement du crédit.
- L'absence de contraintes sur le respect de certaines ratios (fonds propres, liquidité, ...).

Cette liberté sur le plan réglementaire des places off shore a largement contribué depuis des dizaines d'années, à développer les opérations financières internationales parce que les grandes banques ont tiré le maximum d'atouts des avantages que leur offrent les places bancaires off shore. De ce fait, elles y ont plus qu'ailleurs augmenté le volume de leurs crédits et de leurs dépôts, leurs réserves en devises, etc ...

2) Sur le plan géographique :

Depuis une quinzaine d'années, la stratégie du capital mondial consistait à s'implanter de manière encore plus poussée dans les zones susceptibles d'offrir des débouchés pour les énormes capitaux accumulés. Ces zones sont entre autres l'Asie et le Moyen-Orient. L'on sait que l'Asie est l'une des régions du monde les plus peuplées et que le

Moyen-Orient, à cause d'immenses gisements pétroliers, est une région extrêmement convoitée par les monopoles. C'est pourquoi, les places bancaires off shore se sont nettement développées dans ces régions. Cela s'inscrit bien dans la stratégie du capital monopoleur. "Les banques, déclare Lepetit, ne pouvaient que saisir les opportunités offertes par les îles aussi stratégiquement situées que Hong-Kong et Singapour en Extrême-Orient, et Bahreim au Moyen-Orient. L'avantage géographique de ces trois centres est encore plus net quand on sait qu'ils sont situés chacun près de pays financièrement importants mais où les banques ne peuvent que difficilement s'installer : Bahreim près de l'Arabie, Hong-Kong près de la Chine, Singapour près de l'Indonésie et de la Malaisie" (99).

L'installation de ces centres bancaires répond donc à un souci du capital financier de se rapprocher le plus près possible des sphères d'investissement du capital offrant de grandes potentialités du point de vue des ressources et des débouchés permettant la réalisation du profit maximum. Les groupes financiers, une fois installés, sont maîtres de toutes leurs opérations et transactions financières. Ils fonctionnent dans un cadre totalement indépendant d'une réglementation nationale, même formelle.

Les banques multinationales, grâce à ces centres off shore, poursuivent aussi un autre objectif : maintenir 24 heures sur 24 leurs activités sur le marché international des capitaux. Pour la gestion de leurs risques de change et de leurs ressources en devises, elles établissent "des relais autour de la planète en fonction des décalages horaires".

(99) Jean-François Lepetit - Les places bancaires off-shore
Banque mars 1981.

Cela n'est pas sans conséquence, car la puissance des banques s'en trouve accrue. A l'aide de ce système de relais joué par les places bancaires off shore, elles sont au courant quotidiennement de ce qui se passe dans le monde, transmettent à leurs filiales des ordres sans délai dans n'importe quel pays où elles sont implantées, influent de manière profonde sur la politique mondiale. Le développement prodigieux de la science et de la technique a également marqué l'évolution des techniques bancaires. Les grosses banques utilisent aujourd'hui des moyens techniques de plus en plus sophistiqués comme le télex, les ordinateurs, l'automatisation des opérations, etc ... Ces techniques leur permettent d'établir à travers le monde un réseau complexe de correspondants, de collecter des informations diverses, de réaliser des transactions financières à une vitesse sans précédent.

Mais le choix des lieux où s'implantent les zones off shore n'est pas seulement dicté par des raisons économiques, juridiques et géographiques; l'aspect politique a aussi une grande importance en ce sens que le capital monopoliste a besoin d'une relative stabilité politique du pays où est installée la place off shore pour pouvoir maintenir tous les avantages que nous avons énumérés. Et lorsque cette stabilité politique est menacée ou rompue, l'existence même du centre bancaire off shore est remise en cause. Par exemple, la guerre au Liban a provoqué le départ des banques qui avaient implanté dans ce pays des activités off shore. De même, "on constate que l'activité du Barheim s'est nettement ralentie depuis la révolution iranienne et la guerre irano-irakienne" (100).

(100) J.F. Lepetit - ibid.

B) Quelques exemples concrets de places bancaires off-shore dans les pays sous-développés.

1)- Hong-Kong

Hong-Kong est la place off-shore la plus importante et la plus ancienne. C'est pourquoi, nous commencerons par lui.

Depuis plus de cent ans, le système bancaire s'y est développé parallèlement aux autres activités commerciales et industrielles. Ceci montre que le capital bancaire a acquis droit de cité dans cette petite île de l'Asie située à côté de la grande Chine, vaste marché où se développe l'exportation des capitaux. Déjà en 1970, les banques qui opéraient à Hong-Kong étaient au nombre de 75. Les banques les plus anciennes sont la "Hong-Kong and Shanghai Bank" créée en 1860 et la Banque de l'Indochine qui, en 1895, y ouvrait sa première succursale. Depuis une dizaine d'années, la croissance du marché international des capitaux et son extension vers l'Asie, dictent aux grandes banques la nécessité de s'implanter dans cette région "tant pour étendre leurs ressources et diversifier leurs crédits que pour compléter des réseaux de salles de change opérant sans discontinuer autour du monde". (ibid).

La porte fût grande ouverte aux banques sous forme de "finance companies", transformées en 1976 en "Déposits taking companies". Elles peuvent tout faire, mais ne sont pas autorisées à ouvrir des comptes courants, prendre des dépôts inférieurs à 50 000 dollars et utiliser le mot banque dans leur raison sociale. Cette dernière exigence vise à favoriser les banques dont la raison sociale ne porte pas l'appellation de banque. (101)

(101) En effet, les banques obligées de changer de nom perdent le bénéfice de la notoriété liée à leur raison sociale.

Les conditions d'exercice bancaire sont les suivantes :

- pas de contrôle de changes.
- des profits normaux taxés à 17 %.
- des profits off shore non taxables (102).
- une retenue à la source de 10 % sur les dépôts non bancaires.
- des ratios de liquidité à court terme et des comptes-rendus aux autorités.

Ces conditions avantageuses représentent un appât certain pour les banques. Ainsi, 400 institutions financières dont 279 Deposit Taking Companies (D.T.C.) sont présentes à Hong-Kong. Sur les 115 banques, 84 sont étrangères et si on élimine les D.T.C. filiales de ces banques, 150 sur 200 D.T.C. sont filiales ou succursales de banques étrangères. Si l'on prend en considération le phénomène des prête-noms et le libéralisme qui y règne, il est fort probable que le nombre de banques étrangères soit plus élevé. Car, ne l'oublions pas, Hong-Kong est une colonie britannique qui n'a d'ailleurs pas changé de statut puis que la Chine en a fait "cadeau" à la couronne.

Les banques proprement locales sont contrôlées par la Chine qui grâce à elles, financent ses investissements à l'intérieur et à l'étranger. Les banques installées par la Chine reçoivent des fonds déposés par les chinois résidant Outre-Mer et font en quelque sorte office de passeurs entre ceux-ci et leur métropole contribuant très largement à l'exportation des capitaux.

(102) Ce sont les profits pour lesquels la banque à Hong Kong n'a joué aucun rôle au niveau de la négociation et de la signature du contrat.

Voici le tableau du bilan des activités bancaires au 31.12.79

(en milliards de dollars).

<u>A C T I F</u>		<u>P A S S I F</u>	
<u>Hong-Kong</u>			
Prêts à la clientèle	15,3	Dépôts	11,7
Divers actifs	3,8	Banques non rési-	
		dentes	21,1
<u>Hors Hong-Kong</u>		Divers passif	1,9
Prêts à la clientèle	9,2		
Prêts aux banques	16,1		
Divers actifs	2,3		

Total	46,7		46,7

Les données révèlent l'importance de placements extérieurs réalisées par les banques à l'étranger, puisque les actifs internationaux s'élèvent à 27,6 milliards de dollars, soit 60 % de l'ensemble des actifs. De même, une importante exportation de capitaux est dirigée sur l'île. Le passif élevé des banques non résidentes, 21,1 milliards de capitaux, justifie le qualificatif d'off shore donné à Hong-Kong. Ce sont ces capitaux en quête de superprofits qui se placent massivement sur cette place.

Les chiffres font également ressortir le niveau relativement élevé de l'accumulation réalisée par les entreprises commerciales et industrielles locales. Près de 20 %

liards y sont consacrés. Cette importante accumulation s'explique par l'existence de conditions favorables à la rentabilisation maximale du capital : libéralisme, bas salaires, énormes ressources bancaires, vastes débouchés constitués en ^{tre} autres par le marché chinois voisin, etc ... Aujourd'hui, les produits faits à Hong-Kong ont envahi le monde entier et livrent une concurrence redoutable sur le marché capitaliste. En outre, deux types d'activité font de Hong-Kong la place la plus active d'extrême orient. Les opérations de change y sont très développées : le chiffre d'affaire quotidien est de l'ordre de 3 à 4 milliards de dollars et les encours de change à terme en 1980 s'élevant à 75 milliards de dollars. Les opérations de change représentent pour le capital financier un terrain d'affaires juteuses. Les fluctuations de la parité du dollar ont considérablement accru les possibilités de profits sur le marché de change. Des puissants groupes financiers, en manipulant la parité de diverses devises par des ventes et achats anticipés, en faisant courir toutes sortes de rumeurs sur les grandes places financières, s'approprient des milliards sur le marché de change. Le groupe américain CITICORP a réalisé en 1979, 15 % de ses bénéfices sur les opérations de change.

Les opérations financières internationales sont très intenses. "Le montage et la syndication d'euro-crédit et d'émissions internationales d'obligations constituent un secteur très actif du système bancaire de l'île : dans ce domaine comme dans d'autres, Hong-Kong est devenue une grande place internationale et elle représente près des trois quarts du marché financier international de l'Extrême-Orient" (103).

(103) J.F. Lepetit - ibid.

Le total des crédits financiers internationaux montés par les pays d'Extrême Orient, a atteint plus de dix milliards de dollars en 1979 et environ 6 milliards en 1980.

Dans son étude sur les places bancaires off-shore, J.F. Lepetit, parlant de Hong-Kong, termine par une note optimiste : "Les autorités de l'île ont raison d'avoir foi dans l'avenir; elles peuvent compter sur les effets positifs de leur libéralisme et de leur sens très anglo-saxon de l'opportunité. Elles comptent aussi beaucoup sur la Chine qui s'éveille" (104).

Un tel jugement fait abstraction des contradictions qu'engendre le capital de la concurrence acharnée entre les monopoles et de la crise actuelle, et particulièrement celle qui frappe le système monétaire international. Cette situation se répercute également à Hong-Kong et assombrit les perspectives des groupes financiers.

2) Singapour

Nous ne nous attarderons pas sur les pressions du genre "Singapour est devenue une place compétente et efficace grâce à un dirigisme socialiste et libéral" (105). Une telle vision n'est pas fondée, ni en théorie, ni en politique, parce que le socialisme et le libéralisme sont deux systèmes antagoniques. Comment se manifeste le caractère off shore de cette place ?

C'est en 1968, trois ans après "l'indépendance" de l'île que le gouvernement de Lee Kwan Yew a créé une zone bancaire off shore afin de faire jouer à Singapour un rôle important dans le marché des capitaux (notamment du dollar) en Asie. Les conditions offertes aux banques internationales

nales plurent à ces derniers qui s'installèrent massivement. Ces conditions sont les suivantes :

- une taxation des bénéfices à 10 % (contre 17 % à Hong-Kong)
- une liberté de change et une absence de retenue à la source pour les opérations réalisées avec les non-résidents. Mais cette condition n'est valable que pour trois devises : dollar, deutsch mark et franc suisse.

Ces conditions favorables à la libre circulation des capitaux ont fait qu'en 1980, Singapour comptait 113 banques dont 106 dotées d'une licence off shore, c'est à dire axées sur les activités financières internationales. Cinquante banques ont installé à Singapour un bureau de représentation, et la place dispose de huit courtiers et quatre maisons d'escompte. Le bilan des activités financières donne ce qui suit (106) (en milliards de dollars).

<u>A C T I F</u>		<u>P A S S I F</u>	
- Prêts clientèle	12,4	- Dépôts clientèle	12,4
- Prêts banques	38,4	- Dépôts banques	40
(dont hors Singapour)	(28,2)	(dont hors Singapour)	(29,2)
	----	- Divers passif	2
	51,2		51,2

Avec 28,2 milliards de dollars, les prêts des banques à l'extérieur révèlent l'importance de l'exportation des capitaux réalisée par les monopoles à partir de Singapour.

(106) *ibid.*

De même, une grande masse de capitaux sont placés par les monopoles dans les banques à Singapour (29,2 milliards) et alimentent l'exportation de capitaux réalisée à partir de l'île. Cette mobilité intense du capital est sans précédent dans l'histoire de Singapour.

3) Bahrain :

"Oasis privilégiée au milieu de pays désertiques, l'île de Bahrain était connue de longue date pour sa tradition marchande et sa population commerciale". La place qu'occupe actuellement Bahrain dans le financement international date de la crise énergétique de 1974. L'appropriation par un certain nombre de pays arabes de leurs gisements de pétrole et la hausse légitime du prix du pétrole, ont fait du Moyen Orient une zone où affluent de grandes quantités de capitaux. L'exportation du pétrole et l'accumulation de quantités énormes de capitaux qu'elle entraîne pour les pays du Moyen Orient ont suscité la ruée des banques internationales désireuses de drainer ces capitaux et d'y tirer le maximum de profits grâce aux placements extérieurs que ceux-ci occasionnent.

Faute de pouvoir s'installer en Arabie Saoudite, au Koweït, et même plus tard à Abu Dhabi, les monopoles bancaires ont sauté sur l'occasion que les autorités de Bahrain leur offraient de s'installer sous forme de succursales. "Ce 'porte-avions' de la finance moyen-orientale, écrit J. Lepetit, connût un succès fulgurant : 59 banques s'installèrent sous forme d'off shore Banking Unit (O.S.B.U.) et leurs actifs représentaient au 30 septembre 1980, un total de 11,8 milliards de dollars" (107).

(107) *ibid.*

Bilan des activités bancaires internationales le 30 septembre 1980 (en milliards de dollars) (108).

<u>A C T I F</u>		<u>P A S S I F</u>	
Prêts aux banques hors Bahraïm	17,8	Emprunts aux banques hors Bahraïm	18,1
Prêts aux banques à Bahraïm	5,9	Emprunts aux banques à Bahraïm	1,1
Prêts clientèle	8,1	Dépôts clientèle	7,7
Divers actifs	1,8	Divers passifs	1,2
	-----		-----
	33,6		33,6

Le bilan des activités bancaires internationales fait état de l'importance des transactions entre les banques sous forme de prêts interbancaires à l'intérieur et à l'extérieur de Bahraïm. Le volume globale de ce genre de transactions s'élève à 23,7 milliards de dollars, soit plus des 77 du total. Un trait significatif de ces actifs inter-bancaires est qu'ils sont composés principalement en dollars. Il y a aussi des opérations réalisées en monnaies régionales, Saudi rial essentiellement, mais aussi Koweïti dinar et dirham des Emirats. Ce marché est animé par les filiales des banques séoudiennes, ainsi que les banques internationales comme l'Algemene Bank Nederland, l'Indo-Suez et la City Bank, bien implantées dans la région, notamment en Arabie Saoudite.

L'afflux des capitaux libellés en monnaies régionales a provoqué des contradictions entre Bahraïm et les autres pays du Moyen Orient qui voyaient ainsi s'échapper

per des capitaux hors de leurs frontières. Ainsi, depuis 1977, les autorités du Koweït ont interdit aux banques de faire des prêts aux banques non-résidentes surtout celles installées à Bahraïm.

Les crédits à la clientèle, comme le montre le tableau ci-avant, représentent 8 milliards de dollars, soit 20 % du total des activités des banques multinationales. Il est fort probable qu'une part importante de ces crédits ait été générée à l'extérieur de Bahraïm. Cette part est difficile à estimer à cause du fameux "secret des affaires". Mais l'importance des dépôts de la clientèle traduit le fait que les fonds sont globalement assurés sur place. Ces dépôts s'élèvent à 7,7 milliards.

Le fait le plus remarquable, c'est l'ampleur des opérations internationales des banques en matière de prêts et d'emprunts. Ces opérations s'élèvent respectivement à 17,8 et 18,1 milliards. Elles caractérisent à elles seules une extraordinaire circulation internationale du capital dont Bahraïm est le pivot.

L'activité des firmes multinationales et notamment l'exportation des capitaux, provoque des contradictions entre les différents pays de la région. En effet, les pays comme le Koweït où se sont accumulés d'énormes capitaux, concurrencent Bahraïm. Par ailleurs, le conflit militaire et politique qui oppose depuis de nombreuses années Israël aux peuples arabes, en particulier les palestiniens, crée dans la zone du Moyen-Orient une grande instabilité et insécurité. Cette situation générale fait que "capitaux et financiers s'éloignent toujours des zones de bataille, même pétrolifères" (109). C'est pourquoi, certains

(109) *ibid.*

groupes monopolistes attachés à la sécurité de leurs capitaux, s'efforcent d'imposer une paix dans la région pour mieux rentabiliser leurs capitaux. C'est le sens qu'il faut donner à toutes sortes de propositions de "paix" que les impérialistes font. Si certains monopoles et puissances impérialistes préfèrent "la paix" dans la région, d'autres ne sont pas de leur avis, car ils tirent de gros avantages de la guerre. Les monopoles fabricants d'armement par exemple savent bien que la guerre au Moyen Orient leur offre d'énormes débouchés pour écouler des armes de toutes sortes.

Il existe d'autres places bancaires off shore, comme telles ou non, dans les pays sous-développés. Parmi les plus connus, on peut citer Manille où les banques en 1981 devront bénéficier d'une exemption fiscale totale.

Les zones off shore n'existent pas seulement dans les pays coloniaux ou néo-coloniaux. Une telle idée serait faussée car l'impérialisme en tant que système mondial exporte également les capitaux dans les pays industrialisés à haut niveau de développement capitaliste et possédant une certaine stabilité politique. La Suisse est l'un des pays les plus célèbres pour les placements de capitaux dans les banques. Les banques suisses ont acquis l'image de la sécurité et du secret. Elles voient affluer dans leurs coffres des capitaux en provenance de tous les pays capitalistes.

En Afrique Noire, un grand nombre de pays offrent aux capitaux étrangers des conditions législatives et surtout fiscales très favorables. Les banques peuvent, sans réglementation, opérer et monter des transactions financières dans les mêmes conditions que sur les places off shore : exemption fiscale, liberté d'expatrier les capitaux et les profits, absence

ce de réglementation des ratios ... Mais à la grande différence des centres bancaires off shore que nous avons cités, il n'y a ni la grande concentration du capital, ni le niveau élevé du volume des prêts et des emprunts internationaux, ni un marché de devises important. C'est pourquoi, seules les conditions législatives ne suffisent pas à faire d'un pays une place active dans les opérations financières internationales. D'autres conditions naturelles, économiques, techniques et politiques, sont nécessaires : infrastructures, position géographique, concentration du capital argent, etc ...

En plus des places bancaires off shore, il y a les zones franches qui jouent un rôle de premier plan dans la stratégie de l'impérialisme consistant à exporter ses capitaux là où les possibilités d'extorsion du profit maximum sont les plus assurées. Voyons en quoi consistent ces zones "franches" :

II - Les zones franches :

Nous avons vu dans les passages qui précédent, les places bancaires off shore et leurs activités. Dans le financement international, dans la circulation accrue des capitaux d'une zone à une autre et l'extension des opérations bancaires sur toute la planète, ces places ont incontestablement un rôle actif. Mais il existe également d'autres formes que s'est doté l'impérialisme pour faciliter la mobilité des capitaux d'une sphère d'investissements à une autre et accroître l'extorsion de profit maximum dans les pays capitalistes arriérés. Ces méthodes consistent à instituer ce que l'on appelle les "zones franches", de "libre commerce", de "libre entreprise", de "traitement des exportations". Nous allons analyser cette question parce qu'elle a des conséquences considérables sur l'exportation des capitaux vers les pays sous-développés.

A) Caractéristiques générales des "zones franches".

Marcel Barang donne une définition assez exacte de ce que l'on appelle les "zones franches". Nous la reprenons à notre compte. "Il s'agit, écrit-il, d'espaces industriels enclos, situés souvent près d'un port ou d'un aéroport, et où, sociétés étrangères et entreprises mixtes, peuvent importer librement matières premières ou produits semi-finis pour les manufacturer et les réexporter sans contrainte. Les sociétés qui opèrent dans ces enclaves jouissent de multiples privilèges, pas d'impôts sur le capital ni sur le revenu, libre rapatriement des investissements et des bénéfices sur une période de 3 à 10 ans, pas de taxes sur la propriété ni de contributions indirectes, crédits à l'investissement, taux d'intérêt préférentiel sur dix ans, loyers et services bons marchés" (110).

1) Conditions historiques d'apparition des "zones franches".

Ces zones de "libre commerce" sont apparues dans le cadre d'une stratégie nouvelle de l'impérialisme cherchant à s'adapter à la crise économique et politique qui le frappe. En effet, après la deuxième guerre mondiale, la stratégie de l'impérialisme notamment en ce qui concerne l'Afrique, était de développer les industries de substitution aux importations. Cela signifie ceci : au lieu d'exporter des produits manufacturés dans les pays sous-développés, les monopoles capitalistes ont estimé plus rentable de produire sur place certains articles en profitant des coûts de production bas. Cette stratégie est pleinement appliquée surtout dans l'industrie agro-alimentaire, l'industrie textile, etc ...

(110) Marcel Barang "La prolifération des zones franches en Asie"
Monde Diplomatique - Janvier 1981.

Au centre de cette stratégie, se trouve le capital productif, car les groupes monopolistes internationaux exportent surtout des capitaux sous forme d'investissements directs en machines, chaînes de fabrication, bâtiment, etc ... La stratégie de la substitution des importations par des créations de filiales ou de succursales visait à contrecarrer la baisse tendancielle des taux de profits. Marx a prouvé que sous le capitalisme, le taux de profit $\frac{p}{c+v}$ a tendance à décroître. Il a expliqué pourquoi cette tendance est inhérente au mode de production capitaliste dans son livre célèbre "Le capital". En effet, sous le capitalisme, la concurrence entre les capitalistes pousse ceux-ci à baisser leurs coûts de production afin de vendre leurs produits au prix du marché le plus compétitif. Même si l'époque des monopoles se caractérise par des entraves à la concurrence et à l'instauration des prix de monopole, la concurrence entre capitalistes au sein des monopoles ou entre différents monopoles n'est pas pour autant supprimée. Au contraire, elle s'exacerbe. C'est pourquoi le capital constant C a tendance à augmenter démesurément. Cela est provoqué par la modernisation, la mécanisation plus poussée de l'appareil de production et une accumulation gigantesque de travail mort. Ce que Marx appelait la composition organique du capital, c'est à dire le rapport C/V s'accroît. L'augmentation démesurée de C entraîne la tendance à la baisse du taux de profit. Mais Marx soulignait aussi qu'il existait des tendances contraires qui contrecarraient la baisse du taux de profit. La tendance à réduire les salaires réels des ouvriers (donc à réduire V) par la hausse des prix, l'augmentation de la productivité du travail bref de la tendance à intensifier l'exploitation de la force de travail sert à contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit.

Après la deuxième guerre mondiale, la modernisation de l'appareil de production détruit, a abouti à l'augmentation du capital constant dans des proportions inouïes. Des pays comme l'Allemagne Fédérale, le Japon, dévastés par la guerre, ont entièrement renouvelé leur appareil de production grâce aux emprunts américains et son re-devenus pour les Etats-Unis des redoutables concurrents sur le marché capitaliste mondial. "Au lendemain de la guerre, est-il dit dans le manuel d'économie politique, les Etats-Unis se heurtèrent sur le marché capitaliste mondial à une concurrence accrue de la part des pays de l'Europe Occidentale et d'abord de l'Angleterre. La lutte pour les débouchés s'accrut encore d'avantage du fait que, cinq ou six ans après la fin de la guerre, l'Allemagne Occidentale et le Japon sont revenus y prendre part ... En 1945, la part des exportations des pays capitalistes était de 40,1 % contre 12,6 % en 1937 ... Cependant, après la guerre, par suite de l'aggravation de la lutte sur le marché mondial et du progrès des exportations des pays européens, la part des Etats-Unis dans les exportations des pays capitalistes était tombée en 1954 à 19,5 %" (111).

En plus du relèvement des économies détruites, il faut noter le rétrécissement du marché capitaliste mondial comme un autre facteur qui est venu aggraver la concurrence entre pays et monopoles impérialistes. En effet, après la deuxième guerre mondiale, plusieurs pays se sont détachés du système capitaliste d'économie mondiale et ont accédé au socialisme. La Chine, pays semi-colonial le plus peuplé du monde a réalisé sa révolution nationale démocratique bourgeoise en 1949 et s'est détachée du camp impérialiste. La formation d'un vaste camp englobant les pays socialistes, l'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Hongrie, la Bulgarie, l'Albanie, a eu

(111) Manuel d'économie politique - op. cit. p. 316.

pour conséquence directe la réduction du marché des zones d'exportation de capitaux de l'impérialisme et l'aiguïsement de la lutte inter-impérialiste pour les débouchés.

Un autre facteur qui vient s'ajouter aux autres, est la liquidation du système d'exploitation colonial direct de l'impérialisme survenu après la guerre. Des pays qui, jusque là étaient des territoires appropriés par les puissances impérialistes ont revendiqué leur indépendance politique et l'appropriation de leurs richesses nationales. Ce mouvement, qui, dans certains pays (l'Algérie, l'Indochine, etc ...) a abouti à des guerres populaires de libération nationale a contribué à la naissance et à la formation de jeunes États nationaux. Là où le processus s'était radicalisé, les entreprises étrangères ont été nationalisées et l'exportation des capitaux soumise à de nombreuses restrictions.

La stratégie de l'impérialisme a visé à s'adapter à cette nouvelle situation. Afin de lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit engendrée par l'élévation de la composition organique du capital C/V, l'exacerbation de la concurrence et le rétrécissement du marché mondial, l'impérialisme a instauré le néo-colonialisme et mis en place dans les pays retardataires des industries de substitution, c'est à dire des entreprises qui produiraient sur place des articles qui jusque là étaient exportés par les firmes multinationales.

Ces industries, du fait de leurs coûts de production très bas, ont permis de maintenir à un niveau élevé le taux de profit extorqué par les monopoles.

Mais aujourd'hui, cette stratégie ne répond plus à la situation actuelle. Cela est dû à deux facteurs :

- Les industries de substitution aux importations sont elles-mêmes victimes de la crise, car confrontées à une demande solvable limitée face à une production de masse toujours croissante. La contradiction du capitalisme, relative à l'augmentation effrénée de la production et la limitation de la consommation est à l'origine de cette situation. Les salaires très bas donnés aux travailleurs des pays sous-développés entraînent une demande solvable très faible qui est à l'origine du problème de surproduction, de la crise des débouchés que connaissent les filiales et succursales des compagnies étrangères implantées dans ces pays.

- Le deuxième facteur se rapporte à l'apparition de contradictions plus ou moins aiguës (selon la conjoncture) entre la nouvelle classe dirigeante capitaliste des pays arriérés, classe créée au cours de la formation des Etats nationaux, et la bourgeoisie impérialiste. Ces contradictions prennent leur source dans le repartage des profits réalisés. La première revendique un repartage "plus équitable" de ces profits, donc plus de capitaux à gérer, plus de commissions et de rente minière, plus "d'aide". La seconde réclame plus de liberté de circulation de capital, moins de taxes et impôts, une restriction de "l'aide" car nous vivons les temps de crise et une plus grande "sécurité" politique.

2) La place des "zones franches" dans la nouvelle stratégie de l'impérialisme.

A la stratégie anachronique de l'implantation des industries de substitution, une autre stratégie dans les années 60 - 70 a vue le jour : "l'industrialisation orientée vers l'exportation". Comment est justifiée cette nouvelle stratégie ? Michel Barang apporte une réponse à cette question.

quand il dit : "Pour que les industries des pays en voie de développement puissent devenir concurrentielles sur le marché mondial, il suffirait d'attirer les capitaux étrangers et faire en sorte que les investisseurs fabriquent et exportent eux-mêmes leurs produits" (112). En d'autres termes, les industries qui sont créées dans les pays sous-développés ont pour but d'approvisionner en articles industriels le marché capitaliste mondial. Ainsi, les monopoles capitalistes réalisent des énormes gains provenant des coûts de production bas d'une part dans les pays sous-développés, et de l'importance relative de la demande solvable qui existe dans les pays industrialisés où les produits sont écoulés à des prix de monopole. L'exemple des textiles de Hong-Kong, Macao ou Côte d'Ivoire, vendus 30 à 40 fois plus chers en France que leur prix de revient, est éloquent.

Pour le capital international, la constitution de zones privilégiées d'exportation des capitaux, étant donnée la loi de développement inégal du capitalisme et celle de l'extorsion du profit maximum, est une nécessité. Même si le capitalisme à l'époque de l'impérialisme a conquis presque toute la planète, il est vrai que le niveau de développement de la production capitaliste n'est pas égal pour tous les pays. Les conditions qui favorisent ce développement non plus, ne sont pas les mêmes pour tous les pays. C'est pourquoi, selon LENINE, la loi de développement inégal est inhérente au mode de production capitaliste et influence profondément celle-ci dans son développement historique. Le but de la production capitaliste étant l'appropriation de la plus-value, le capitalisme tend en général à se développer là où les conditions sont les plus favorables pour atteindre ce but. Ces conditions sont aussi bien historiques, économiques, politiques que naturelles.

(112) M. BARANG op. cit.

Le capital international établit alors ses propres différenciations. Dans les pays pauvres, ces différenciations sont encore plus accentuées du fait que les conditions de la production capitaliste qui y sont réunies demeurent précaires et insuffisantes, comparativement à celles qui existent dans les pays riches. "Etant donné le sous-développement général, affirme M. Barang, il ne s'agit pas d'injecter les capitaux étrangers ici où là, mais de délimiter des espaces industriels privilégiés, zone de libre commerce, ou zone franche, où les principes de la production capitaliste seraient appliqués par les gestionnaires étrangers conviés là. Ainsi, les zones franches devinrent-elles l'expression achevée de la stratégie d'industrialisation orientée vers l'exportation, à l'enseigne du capital international" (113). Les zones privilégiées d'exportation de capitaux dans les pays sous-développés doivent permettre à l'impérialisme de s'appropriier la plus-value la plus élevée possible avec un minimum de coûts de production, grâce à une surexploitation intensive de la force de travail.

Notons que dans l'analyse faite par M. Barang, il y a l'opinion selon laquelle ces zones bénéficient contrairement à d'autres, de l'exercice du "libre commerce", de la "libre entreprise". Cette opinion ne correspond nullement à la réalité que fournit le capitalisme monopoliste. Les capitaux exportés dans ces enclaves industrielles ne se livrent pas à la "libre concurrence". Le terme même de "libre commerce" prête à confusion. C'est pourquoi, il nous faut rappeler à ce sujet les positions claires et sans équivoques de LÉNINE qui à maintes reprises, soulignait qu'à l'époque de l'impérialisme "le

(113) M. Barang *ibid.*

n'est plus la lutte concurrentielle entre les petites et les grandes usines, les entreprises techniquement arriérées et les entreprises techniquement avancées, c'est l'étouffement par les monopoles de ceux qui ne se soumettent pas à leur joug, à leur arbitraire" (114).

La première zone franche fut créée en 1958 en Irlande, plus précisément à Shannon par les industriels américains qui se sont servi de cette zone pour produire à bas prix et écouler leurs produits principalement dans la communauté européenne. C'est vers la fin des années 60 que les capitaux américains et japonais implantent des "zones franches" en Asie. La première zone en Asie fût créée en 1965 à Taïwan. Elle allait servir de modèle pour la Corée du Sud (Masan), cinq ans plus tard, puis pour les Philippines (Bataan) et la Malaisie (Bayan-Lepas) en 1972 et, depuis, pour certains autres pays d'Asie de l'Est et du Sud.

L'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, la Chine même, ont des zones privilégiées d'exportation du capital en activité ou en projet. Les pays d'Amérique du Sud, d'Afrique Noire, sont également englobés dans cette nouvelle stratégie impérialiste visant à produire pour l'exportation. "En une douzaine d'années, elles se sont multipliées sur la surface du globe. En 1978, on en comptait deux cent soixante dix, opérant dans soixante dix pays. Plus de la moitié établies en Asie, sur les pays riverains du Pacifique. Une quarantaine d'autres sont en cours de construction : il s'agit déjà d'une seconde génération" (115).

(114) *ibid.*

(115) *Ibid.*

- B) L'exportation de capitaux dans les "zones franches" et les conditions de leur rentabilisation.
- 1) Les "zones franches" : condition pour accroître l'exportation du capital.

Le capitalisme international, dans beaucoup de cas, conditionne son "aide", l'exportation de ses capitaux dans les pays sous-développés à l'acceptation par les autorités de ces pays de la constitution de zones de "libre circulation" du capital, zones de domination totale du capital monopoliste. A cet effet, des organismes internationaux ont été créés pour étudier les conditions de la mise sur pied formelle de ces zones. L'un de ces organismes s'appelle ONUDI "Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel" fondé en 1967 afin soit disant, de "promouvoir l'industrialisation des pays en voie de développement". Cet organisme a mis au point un modèle de "zone franche" et se charge des études préalables à la création de telles zones dans les pays sous-développés, veillant à ce que ces pays par ce biais, s'intègrent encore plus dans le système capitaliste mondial. Une branche plus spécialisée a été constituée en 1976, "l'Association Industrielle Mondiale des Zones Franches" (116).

De manière générale, les organismes internationaux mis sur pieds par l'impérialisme, comme la Banque Mondiale, répondant à la stratégie "d'industrialisation orientée vers l'exportation" qui sous-entend la prolifération de "zones franches", exercent de fortes pressions sur les pays à qui ils prêtent des capitaux pour que ceux-ci s'engagent à fond dans l'application de la nouvelle stratégie visant à instituer des

(116) Cette association s'intitule plus exactement "World Industrial Free Trade Zones Association" (W.I.F.Z.A.).

des enclaves industrielles. M. Barang cite le cas de l'Indonésie où "le consortium des crédateurs internationaux qui ont récemment sauvé le pays de la banqueroute ont fait de l'établissement rapide de zones franches une condition de la poursuite de leur aide" (117). Yilmaz Dogan donne lui aussi l'exemple de la Turquie à qui "les crédateurs étrangers (les grands pays occidentaux, les organisations internationales de financement et plus de deux cent banques privées) ont accepté de renégocier leurs dettes à condition que les autorités turques s'engagent plus avant dans la stratégie consistant à "produire pour l'exportation" et facilite encore plus l'entrée et la circulation des capitaux étrangers. "En Turquie, écrit-il, comme dans tant d'autres pays du tiers monde, après la Corée du Sud, le Brésil et le Chili, le modèle veut que l'on fabrique désormais d'avantages de produits exportables". Et plus loin, il ajoute : "Pour attirer les capitaux étrangers, tous les secteurs de l'économie se sont ouverts, y compris ceux du pétrole, de l'agriculture et des mines, qui étaient jusque là protégés par l'Etat. Les droits de douane ont été considérablement baissés, les banques étrangères se sont vues autorisées à ouvrir des filiales et à rapatrier leurs bénéfices" (118). Dans ces conditions, le Fond Monétaire International et d'autres bailleurs de fonds privés ont donc prêté 2,76 milliards de dollars en 3 ans, tout en ajournant le remboursement d'un autre milliard de dollars de dettes.

Il faut également noter l'importance des frais que nécessite la constitution d'une "zone franche" pour le pays hôte. Pour cela, il faut une infrastructure adéquate. La création d'une "zone franche" à Sri-Lanka a nécessité d'importants investissements pris en charge par l'Etat Ceylanais, en

(117) M. Barang *ibid.*

(118) Yilmaz Dogan "Produire pour l'exportation" *Monde Diplomatique*,
Février 1981.

fait les contribuables nationaux. Environ 86 milliards de dollars ont été alloués par l'Etat à l'autorité de la zone en 1979 et 1980. Apparemment, cette somme ne représenterait qu'une partie des dépenses totales.

Une fois que la zone est implantée, les autorités qui la dirigent, en général des commissions représentées par quelques membres tout puissants, louent et vendent à bas prix, terrains, eau, électricité, et autres besoins d'infrastructures, subventionnent les divers services, parfois la formation de la main d'oeuvre. Au début, ces zones ont attiré des capitaux qui se sont portés vers les industries de montage, électronique, mécanique et textile. Ces industries requièrent peu de capital constant, une technologie faible, mais beaucoup de main d'oeuvre.

2) La surexploitation de la force de travail : condition essentielle de rentabilisation des capitaux exportés dans les "zones franches".

Sans cette condition indispensable à l'extension du profit maximum, l'on ne saurait parler de "zones franches", de zone de "libre circulation" du capital. Ces "enclaves" industrielles sont avant tout des zones de libre exploitation de la force de travail. Le capital monopoleur y exige une exploitation sans entraves aucune des travailleurs (119). Dans l'étude détaillée et bien documentée de Marcel Barang sur les "zones franches" en Asie, la surexploitation de la force de travail est bien montrée et rapportée dans un style très vivant qui ne peut laisser le lecteur indifférent. Voici ce qu'il écrit à ce sujet. "La main d'oeuvre est garantie docile, habile et peu onéreuse : pas de salaire minimum, pas de syndicats (ou alors des syndicats sur mesure), pas de grèves, pas de participation patronale aux prestations sociales". Et l'auteur poursuit :

(119) La seule entrave à cette exploitation à outrance est la limite physiologique de la force de travail. Marx, dans "le capital."

"Il n'y a jamais eu de grèves à Taïwan, soulignent les brochures officielles de Taïpeh. "Les relations harmonieuses entre la main d'oeuvre et l'encadrement sont un avantage pour l'investissement". "Main d'oeuvre abondante et productive, jeune, éduquée, facile à former et comparablement bon marché", clament les prospectus malaisiens. "On peut embaucher des ouvriers pour trois dollars malaisiens par jour", poursuivent ils, soulignant que "les grèves sont interdites dès qu'un conflit est porté devant l'industrial court" !

Afin de réaliser un taux d'exploitation extrêmement élevé, le capital fait appel à une main d'oeuvre particulièrement corvéable et taillable à merci : celle-ci est composée pour les 8/10ème (excepté Singapour et Hong-Kong) de jeunes filles de 16 à 25 ans, le plus souvent d'origine rurale. C'est la population masculine qui est en général victime de chômage et du sous-emploi. "Cette main d'oeuvre a un fort taux de renouvellement du fait des conditions de travail épouvantables. Des maladies, comme les troubles de la vue, la conjonctivite, les intoxications par les émanations de gaz dangereux sont quasiment endémiques sur les chaînes de montage" (120). Ainsi, le capital consent à détruire une grande partie de la force de travail parce qu'il est assuré de puiser de nouvelles forces dans la population nombreuse à cause de l'expansion démographique, dans l'importante armée de réserve industrielle.

De grandes disparités de salaires existent selon les branches et les zones d'exploitation de capital. Dans l'électronique ou le textile, le capital investi par ouvrier est inférieur de moitié à celui des autres industries manufacturières. Le salaire moyen à Singapour, Hong-Kong ou Taïwan est

(119) suite : a montré que le capitalisme ne pouvait aller au-delà de cette limite naturelle sans provoquer la destruction immédiate de la force de travail et entraîner une baisse de productivité.

(120) M. Barang ibid.

d'environ 140 dollars pour la main d'oeuvre non qualifiée, mais de seulement 31 dollars à Sri-Lanka.

Les salaires des ouvriers non qualifiés ou semi-qualifiés en Asie sont en moyenne, dix fois moins élevés que ceux des ouvriers dans les pays capitalistes occidentaux. La durée du travail est supérieure en moyenne de 50 % et les coûts sociaux des entreprises quatre fois plus élevés qu'en Occident. Si l'on intégrait la hausse inflationniste des prix, il est fort probable que ces écarts s'agrandiraient encore plus.

Si l'on compare le taux d'exploitation des ouvriers travaillant dans une même branche de production, le textile par exemple fonctionnant dans un pays industrialisé et dans une zone "franche", la différence est très grande. Pour une même productivité, le salaire s'établit à des niveaux inégaux. Par conséquent $\frac{P11}{V1} > \frac{P12}{V2}$ (121). Le degré plus élevé de l'exploitation dans les zones franches pousse les monopoles à exporter leurs capitaux vers ces sphères avantagées et l'extorsion de profit maximum.

Après cette première partie où nous avons analysé l'exportation des capitaux dans ses différentes phases historiques, les formes actuelles dominantes qui ont revêtu et la tendance de plus en plus accrue à la mobilité et à l'exportation du capital international, nous allons maintenant et passer à la deuxième partie de notre étude.

Cette deuxième partie est consacrée précisément à l'analyse des questions suivantes : Peut-on affirmer que l'exportation des capitaux serait "la cause ou bien la conséquence de la stagnation économique" des pays impérialistes ?

(121) P11 représente la plus-value extorquée dans les zones franches
V1 : le salaire des ouvriers de ces zones. P12 = plus-value
des ouvriers de la métropole, V2 également. En comparant, P11
P12, V1 > V2, c'est pourquoi $\frac{P11}{V1} > \frac{P12}{V2}$

Quelle est la source des capitaux que les monopoles exportent ?
Quelles sont les conséquences de l'exportation des capitaux
pour les pays sous-développés en particulier ? Et enfin, quels
sont les facteurs qui freinent et favorisent en même temps
l'exportation des capitaux ?

2ème PARTIE :

SOURCES, CONSEQUENCES ET PERSPECTIVES DE L'EXPORTATION DES
CAPITAUX.

Chapitre 1 : Un vieux débat "l'exportation des capitaux serait-elle la cause ou la conséquence de la stagnation économique ?"

La question, telle qu'elle est formulée ne s'inscrit pas dans le cadre théorique et historique que nous avons posé dès le départ qui est celui de l'impérialisme. La théorie et l'histoire même de l'impérialisme montrent que l'exportation des capitaux n'est ni un phénomène accessoire, ni une tendance fortuite vers laquelle se serait orienté le capitalisme à un moment donné de son évolution. Au contraire, elles démontrent et la réalité le confirme que l'exportation des capitaux est une loi fondamentale de l'impérialisme qui conditionne son existence et son développement.

En formulant ainsi les termes du débat, nous n'avons fait que reprendre les termes avec lesquels il s'est posé à la fin du XIX^e siècle, puis au début du XX^e siècle au sein des théoriciens et praticiens bourgeois et petits bourgeois. Ces derniers, préoccupés par les différentes récessions et crises économiques de l'impérialisme, ont tenté d'y "remédier" en recherchant les causes à l'origine de cette situation. Et aujourd'hui, c'est de la même façon que le problème ^{est} posé lorsqu'on entend de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie les "explications" qui sont données sur la crise actuelle et les "solutions" pour en venir à bout. Pour certains, ne faut-il pas développer l'exportation des marchandises et des capitaux, conquérir de nouveaux marchés extérieurs ? Pour d'autres, il faudrait plutôt accroître le marché intérieur, développer l'appareil

de production national et freiner la pénétration des capitaux étrangers. Pour les uns comme pour les autres, la crise économique peut être résolue en augmentant ou en diminuant l'exportation des capitaux à l'étranger. Comment les apologistes du capitalisme ont-ils dans le passé formulé le problème ?

1) Positions des apologistes du capitalisme

L'économiste et historien Jean Bouvier a consacré une partie de son ouvrage " Un siècle de banque française " à cette polémique. Rapportons-nous à quelques passages de son livre pour y puiser quelques indications sur le débat. Le problème est celui de savoir pourquoi le marché national des pays capitalistes développés "se dérobe"-t-il à des emplois de capitaux si "avantageux" pour lui ? Est-ce que les placements extérieurs sont le produit de la stagnation économique interne ? Selon la réponse apportée à ces questions, deux positions s'affrontent.

A) Le sous-investissement et la faiblesse de la demande interne seraient la cause de l'exportation des capitaux

Cette position est défendue par certains économistes qui estiment que les capitaux placés dans les pays étrangers en particulier sous-développés, auraient pu trouver un emploi dans la métropole. Si cela ne s'est pas fait, c'est parce que la croissance économique s'est ralentie et que la demande interne est devenue trop faible. Cette opinion nous semble exprimer au fond le point de vue de la petite bourgeoisie dont la vision des choses semble se confiner à l'horizon national contrairement à celle de la grande bourgeoisie favorable à la conquête des marchés extérieurs, des colonies, bref à l'impérialisme. La tendance exprimée plus haut se reflète dan

le journal BANKER MAGAZINE qui, en 1909, écrit : "les demandes très limitées de l'industrie nationale et le capital relativement peu élevé, immobilisé de ce chef, donnent toute liberté (aux banques françaises) pour la finance internationale" (122).

BILLORET défend également la même thèse. Selon lui, la puissance "exclusivement financière" du capitalisme français au début du XXème siècle ne s'appuierait plus (comme pour la période 1850 - 1870) sur une "expansion économique rapide", mais "au contraire, suppose, sinon implique un sous-investissement interne" (123).

Ch. A. MICHALET, dans son livre sur "les placements des épargnants de 1815 à nos jours", aborde cette contreverse. Citant des auteurs comme Jean BOUVIER, I. LHOMME, H. SEE, il montre comment leurs thèses soutiennent le point de vue selon lequel la sortie des capitaux est responsable de la crise interne. "Selon M.J. BOUVIER, écrit-il, les banques sont responsables du détournement de l'épargne française vers l'étranger. Ce sont à la fois les difficultés de la situation financière intérieure et surtout l'attrait des gros profits qui ont mobilisé la Haute Banque et les banques de dépôts pour la diffusion dans le public du plus grand nombre possible de titres étrangers. Pour l'historien du Crédit Lyonnais :

"On ne peut contester le schéma : drainage des dépôts ; emplois conçus comme risqués, insatisfaisants, ou étriés sur le marché intérieur ; dérivation en dehors des capitaux en surpression, selon la pente du plus grand profit entrevu" (124).

(122) Cité par J. BOUVIER dans "un siècle de banque française" p. 245 - Hachette - 1973

(123) *ibid*

(124) cité par Ch. A. Michalet dans "les placements des épargnants français de 1815 à nos jours" p. 221. Ed. Presses Universitaires de France - 1968.

Un auteur anglais que Lénine a vivement critiqué, HOBSON, s'est également rangé du côté de ceux qui croient que le capitalisme pourrait développer l'agriculture et l'industrie, augmenter le niveau de consommation de la population, il pourrait accroître ainsi la demande des produits manufacturés sur le marché intérieur et n'aurait pas besoin d'exporter de grandes masses de capitaux dans les pays retardataires. Les capitaux "en excédent" trouveraient sur place les débouchés nécessaires. Mais laissons la parole à Monsieur HOBSON : "Au premier regard, il semble que les forces productives et le capital aient dépassé la consommation et ne puissent trouver emploi dans leur propre pays. Ce serait là le fondement de l'impérialisme. Mais si les consommateurs de ce pays élevaient leur norme de consommation en fonction de l'accroissement des forces productives, il ne pourrait alors y avoir d'excédent de marchandises ou de capital exigeant impérieusement le recours à l'impérialisme pour trouver les débouchés". Et plus loin, Hobson ajoute : "L'erreur de ceux qui pensent que l'expansion impérialiste est inévitable, qu'elle est une issue nécessaire pour l'industrie en développement est aujourd'hui évidente. Ce n'est pas le développement de l'industrie qui exige l'ouverture de nouveaux marchés et de nouvelles sphères d'investissement de capitaux, c'est la mauvaise répartition de la capacité de consommation qui empêche l'absorption des produits et des capitaux à l'intérieur du pays". Hobson conclut en ces termes : "Il n'est pas nécessaire d'ouvrir de nouveaux marchés étrangers, les marchés intérieurs sont susceptibles d'un élargissement illimité" (125).

(125) Hobson - "l'Impérialisme" cité par Lénine dans Cahiers de l'Impérialisme - ibid pp. 431-432.

Si nous avons reproduit cette longue citation de HOBSON, c'est parce qu'elle montre bien les vues de l'époque, vues qui n'admettaient pas que l'impérialisme était un stade particulier du capitalisme et qui se refusaient donc de comprendre la marche historique de la société. Hobson peut être considéré comme le représentant de la tendance qui critique l'impérialisme à partir des positions de la petite bourgeoisie.

B- L'exportation des capitaux n'est pas la cause de la stagnation économique

C'est la thèse défendue par l'historien américain Rondon CAMERON. Voyons de quoi il s'agit.

CAMERON souligne d'abord un fait de grande importance pour l'analyse correcte des placements extérieurs :

Dans la première période se situant avant les années 1870, les capitaux exportés par l'impérialisme sont fournis par une partie du solde positif de la balance commerciale. Après cette période, les profits résultant de ces placements extérieurs sont supérieurs à la valeur des exportations nettes des nouveaux capitaux. Cela signifie que l'impérialisme peut exporter de nouveaux capitaux dans les pays sous-développés en ne prélevant plus sur l'épargne interne, mais en puisant dans les seuls profits réalisés à l'étranger grâce aux placements antérieurs. "La France, écrit R. CAMERON, passe au stade de pays créancier mûr. Le mouvement est lancé d'une sorte d'auto-financement des exportations de capitaux". Ce mécanisme n'est pas propre à la France. Il se retrouve aussi en ce qui concerne les autres pays impérialistes.

Le deuxième argument de R. CAMERON pour prouver que l'exportation des capitaux n'est pas le produit de la stagnation économique est fondé sur l'analyse des données statistiques des placements extérieurs réalisés par les capitalistes français au XIXème siècle et au début du XXème siècle, en distinguant les périodes d'expansion à celles de crise du capitalisme. Les estimations faites par l'auteur sont des chiffres nets, c'est-à-dire des valeurs représentant les "conversions, les émissions au-dessous du pair, les titres non payés au comptant et les titres vendus à l'étranger". Ces estimations, comme le note J. BOUVIER, sont "valables par les tendances et les mouvements qu'elles font apparaître".

Exportations nettes cumulées de capital en
fin de période - 1816/1913 (126)

Périodes	Nombre d'années	Exportations de capital (milliards de franc-or)
1816-1830	15	0,525
1831-1847	17	1,925
1848-1851	4	2,425
1852-1870	19	12,875
1871-1881	11	16,225
1882-1897	16	24,225
1898-1913	16	45,825

Les données ci-dessus amènent l'auteur à tirer les conclusions suivantes :

"Les périodes d'exportation de capitaux d'une importance exceptionnelle : 1835-1838, 1852-1856, 1878-1881, 1910-1913 coïncidèrent avec des périodes de prospérité et de formation rapide du capital intérieur, tandis que les périodes de

(126) R. CAMERON - dans "la France et le développement économique de l'Europe" cité par J. BOUVIER ibid pp 247-248.

faible investissement à l'étranger 1828-1833, 1882-1897 coïncidèrent avec des périodes de dépression ou de stagnation" (127).

Ces faits, dans la mesure où ils expriment les grandes tendances du mouvement des capitaux relatifs aux différentes phases de croissance et de dépression de l'impérialisme sont des preuves qui démentent l'opinion selon laquelle la faiblesse de la demande à l'intérieur pousse les capitaux à trouver des emplois à l'extérieur. L'analyse de CAMERON, en dépit du fait qu'elle ne s'inscrit pas dans la théorie de l'impérialisme contient une part d'objectivité et est plus sérieuse que celle faite par les critiques petits-bourgeois de l'impérialisme.

La façon dont le débat est posé constitue la cause essentielle de l'impasse dans laquelle on aboutit puisque la question de départ se fonde sur l'hypothèse qu'il existerait des économies nationales indépendantes les unes des autres. Poser le problème en terme de demande interne et externe des capitaux et chercher à savoir si les placements extérieurs sont dus à la faiblesse de la demande interne, c'est nier la phase actuelle où se trouve le capitalisme ; le capitalisme monopoliste. C'est ne pas reconnaître que nous sommes passés de l'époque du capitalisme pré-monopoliste où les économies capitalistes développaient sur une base essentiellement nationale, à l'époque du capitalisme monopoliste où celles-ci ont rompu les barrières nationales et se sont intégrées dans un système d'économie mondiale. L'une des manifestations de cette intégration, ce sont les groupements monopolistes internationaux ou firmes multinationales. Le partage du monde en zones d'influence et sphères d'exportation des capitaux par les puissances impérialistes et les monopoles est aussi l'un des aspects qui montre la base internationale sur laquelle repose et se développe le capitalisme monopoliste.

L'apport théorique de Lénine est décisif et est une réponse encore actuelle à la question : pourquoi l'exportation des capitaux est une nécessité vitale du capitalisme contemporain ? Ainsi formulée, la question au centre du débat retrouve son caractère scientifique.

II- Position de LENINE

Elle est exprimée dans ses oeuvres sur l'impérialisme et prend le contre-pied de la critique bourgeoise et petite-bourgeoise aux 'excès' de l'impérialisme.

Lénine a d'ailleurs accordé une grande importance à la critique idéologique de tous ceux qui tendaient à défendre l'impérialisme, à farder les contradictions essentielles de son système. Il estimait que l'idéologie de l'impérialisme, compte-tenu de la puissance de celui-ci, avait rallié non seulement toute la classe capitaliste, mais également une partie de la classe ouvrière. A ce sujet, Lénine écrivait : "La proportion gigantesque du capital financier concentré dans quelques mains et créant un réseau extraordinairement vaste et serré de rapports et de relations, par l'entremise duquel il soumet à son pouvoir la masse non seulement des moyens et petits, mais même des très petits capitalistes et patrons, ceci d'une part, et la lutte aigüe contre les autres groupements nationaux de financiers pour le partage du monde et la domination sur les autres pays, d'autre part - tout cela fait que les classes possédantes passent en bloc dans le camp de l'impérialisme. Engouement "général" pour les perspectives de l'impérialisme, défense acharnée de celui-ci, tendance à le farder de toutes manières - n'est-ce pas un signe des temps ? L'idéologie impérialiste pénètre également dans la classe ouvrière, qui n'est pas séparée des autres classes par une muraille de Chine.

Si les chefs de l'actuel parti dit "social-démocrate" d'Allemagne sont traités à juste titre de "social-impérialistes", c'est-à-dire de socialistes en paroles et d'impérialistes en fait, il convient de dire que, déjà en 1902, HOBSON signalait l'existence en Angleterre des "impérialistes fabiens", appartenant à l'opportuniste "société des fabiens" (128).

A- L'Exportation des capitaux est due à la "maturité excessive" du capitalisme dans les métropoles

L'analyse de Lénine part du fait que le capitalisme se développe de manière inégale, que dans certains pays, celui-ci atteint un degré extrêmement élevé, alors que d'autres pays, il retarde encore. D'un point de vue historique, Lénine situe au seuil du XXème siècle, la période pendant laquelle quelques pays occidentaux accumulent d'immenses capitaux grâce à la constitution des "associations monopolistes capitalistes de tous les pays à capitalisme évolué" et à la situation de monopole de quelques pays très riches.

En 1910, s'appuyant sur les données des valeurs émises dans le monde entier par l'Angleterre, la France, les Etats-Unis d'Amérique et l'Allemagne, il tire la constatation que "ces quatre pays possèdent (ensemble) 479 milliards de francs, soit près de 80 % du capital financier mondial". La quasi-totalité des pays sont débiteurs ou dépendants de ces pays, "véritables banquiers internationaux", "piliers du capitalisme mondial".

(128) Lénine - "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme"
op; cit pp. 131-32.

Ainsi, il se constitue un "excédent de capitaux" dans les pays avancés. Comment utiliser cet excédent ? Voilà le problème que ces nations riches ont à résoudre. Lénine estime que ces capitaux servent à accroître les profits des capitalistes et c'est en les exportant dans les pays sous-développés que les monopoles peuvent atteindre ce but. "Les profits y sont habituellement élevés, souligne-t-il, car les capitaux y sont peu nombreux, le prix de la terre relativement bas, les salaires de même, les matières premières à bon marché" (129). Suivant la logique de la loi du profit maximum, fondement même de l'impérialisme, Lénine aboutit donc à la conclusion scientifique que "la nécessité de l'exportation des capitaux est due à la "maturité excessive" du capitalisme dans certains pays où (l'agriculture étant arriérée et les masses misérables) les placements "avantageux" font défaut au capital" (130).

Mais à l'époque où les questions relatives à l'impérialisme suscite des débats et même des polémiques houleuses, l'exportation des capitaux n'est pas toujours perçue comme une nécessité, comme un trait fondamental de l'impérialisme. HOBSON par exemple, comme nous l'avons vu dans les pages qui précèdent, pense que cela n'est pas une nécessité ; que "les excédents" de capitaux peuvent être utilisés à développer l'agriculture et à accroître la consommation populaire. C'est contre cette critique qu'il qualifie de petit-bourgeoise que Lénine s'élève. Si le capitalisme pouvait développer l'agriculture qui, dans ce système retarde toujours sur l'industrie, s'il pouvait augmenter le niveau de vie des masses populaires, lesquelles malgré tout le progrès technique et scientifique restent dans la sous-

(129) Lénine op. cit. p. 72

(130) ibid pp. 72-73

alimentation et l'indigence, alors il n'y aurait pas non plus de capitalisme, car "l'inégalité de son développement et la sous-alimentation des masses sont les conditions et les prémisses fondamentales inévitables de ce mode de production".

Examinons les deux arguments clés de l'analyse léniniste, à savoir, l'inégalité de développement, en particulier entre l'industrie et l'agriculture et le faible niveau de consommation des masses.

- L'inégalité de développement :

La réalité du capitalisme monopoliste confirme cette thèse. En effet, concernant le développement des forces productives dans l'industrie et l'agriculture, il existe entre ces deux branches essentielles de l'économie, un fossé sous le régime capitaliste (131). En régime capitaliste, un certain nombre de facteurs objectifs déterminent le retard de l'agriculture sur l'industrie. Le niveau des forces productives dans l'agriculture est plus faible car, à côté des exploitations capitalistes, subsistent encore bon nombre de petites exploitations familiales parcellaires. Marx disait justement à propos de la petite exploitation parcellaire que, "de par sa nature, la propriété parcellaire exclut le développement de la productivité sociale des capitaux, l'élevage en grand, l'utilisation progressive de la science" (132). Le progrès

(131) Dans "Nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture", Lé nine écrit : "l'agriculture retarde dans son développement sur l'industrie, phénomène propre à tous les pays capitalistes et qui constitue une des causes les plus profondes du déséquilibre existant entre les diverses branches de l'économie nationale, des crises et de la vie chère".

(132) Karl MARX - "Le capital", livre III.

technique se réalise dans l'agriculture avec beaucoup plus de lenteur que dans l'industrie. On emploie les machines seulement dans les grandes exploitations, tandis que les exploitations paysannes à petite production marchande sont incapables d'en faire usage du fait de leurs coûts très élevés et du caractère limité des superficies cultivables. D'autre part, l'emploi capitaliste des machines conduit à un renforcement de l'exploitation et à la ruine du petit producteur. Cela entraîne l'accentuation de la différenciation de classe à la campagne et à l'assujétissement des petits et moyens paysans aux grosses fermes capitalistes modernes et aux banques. L'emploi des machines en grand dans l'agriculture est retardé par suite de la main d'oeuvre bon marché, conséquence de la surpopulation agraire.

- La sous-alimentation des masses travailleuses :

Est-ce que le capitalisme est capable d'élever le pouvoir d'achat des travailleurs ? Telle est la question qu'il faut se poser. Lorsque Lénine répond à la négative à cette question, les faits lui donnent raison. N'est-il pas utopique de croire que les capitalistes, gagnés par une sorte de générosité, utiliseraient leurs excédents de capitaux pour augmenter la consommation populaire et satisfaire ainsi aux exigences fondamentales des travailleurs ? Sous le capitalisme et l'impérialisme, le prix d'achat de la force de travail a tendance à s'établir toujours plus en dessous de sa valeur réelle. La bourgeoisie, grâce à l'intensification de l'exploitation, à la mécanisation plus poussée, à l'inflation, au chômage, à l'augmentation des impôts et taxes diverses, exerce une pression constante sur le salaire de l'ouvrier. Alors que le prix de la force de travail diminue, la plus-value extorquée elle, augmente.

Aux Etats-Unis, les estimations du taux de la plus-value dans l'industrie minière et dans l'industrie de transformation, calculées sur la base des chiffres officiels étaient en 1889 de 145%, en 1919 de 165 %, en 1929 de 210%, en 1939

de 220%, en 1947 d'environ 260%. Ainsi, en moins de 60 ans, le taux de plus-value a été multiplié par 1,8 fois (133).

À l'époque du capitalisme monopoliste, l'écart entre le salaire de l'ouvrier et la valeur de sa force de travail s'accroît encore d'avantage à cause des prix de monopole. L'exploitation accrue de la classe ouvrière au cours de la production se double de la baisse continue du pouvoir d'achat dans le domaine de la consommation. Les ouvriers doivent payer en supplément des sommes importantes aux monopoles qui fixent des prix de monopole élevés sur les marchandises qu'ils écoulent sur le marché et qui sont nécessaires à l'entretien de la force de travail.

En établissant les prix des produits à un niveau plus élevé que celui de leur valeur réelle (temps social nécessaire à leur production), les monopoles s'approprient le fruit de la productivité croissante du travail et de la baisse des frais de production. Ce qui est un gain pour le grand capital est une perte pour les ouvriers, les petits producteurs, les peuples des pays dépendants et coloniaux. C'est donc l'extorsion du profit maximum qui pousse les monopoles à abaisser le niveau des salaires et à maintenir les masses dans un état de sous-alimentation chronique. Les lois mêmes du capitalisme s'opposent aux affirmations de Hobson et autres.

B) L'analyse de Lénine et la réalité actuelle.

Comme du temps où Lénine écrivait et faisait l'analyse des traits de l'impérialisme, nous assistons aujourd'hui à des phénomènes semblables sous certains aspects. À l'époque de Lénine, une accumulation de capitaux considérable avait été constituée par une poignée de pays riches. Ces "ex-

(133) Données fournies par le Manuel d'économie politique
op. cit. p.225.

cédents" de capitaux qui s'élevaient à des milliards de francs faisaient de ces Etats de véritables Etats rentiers. Ces capitaux étaient centralisés et concentrés par les banques grâce à tout un système de collecte de l'épargne mise au point par celles-ci, mais aussi grâce à la concentration du capital bancaire qui, à l'aide de fusions et absorptions, avait enfanté les grosses banques de dépôts. Ces dernières groupent la quasi totalité du capital-argent. Pour rentabiliser ces capitaux, elles les exportent là où les possibilités de profit maximum existent; les pays retardataires, à travers les emprunts gouvernementaux émis à des forts taux d'intérêt, offrent ces possibilités. Telle est résumée dans les grandes lignes la situation avant la première guerre mondiale. Qu'en est-il de nos jours ?

Actuellement, un nombre infime d'Etats riches possèdent d'immenses capitaux dans des proportions encore plus gigantesques que par le passé. Ces Etats réalisent une exportation de capitaux encore plus massive que celle décrite par Lénine. Quels sont ces Etats ? "Aujourd'hui, écrit Enver Hoxha les plus gros exportateurs de capitaux dans le monde sont, les Etats-unis, d'Amérique, le Japon, l'Union Soviétique, la République Fédérale allemande, l'Angleterre et la France." (134).

Dans notre introduction, nous avons rappelé les différents traits fondamentaux que revêt l'impérialisme et,

(134) Enver Hoxha, L'impérialisme et la révolution, op. cit. p. 5. Il faut noter que parmi les plus gros exportateurs de capitaux est citée l'URSS. Dans la revue "Albanie aujourd'hui" n°3 1984 p.38, nombre de faits sont cités pour justifier cela. Les voici : " Le solde positif que l'Union Soviétique a accumulé au cours de ces 9 dernières années, dans son commerce avec les pays sous développés, atteint près de 10 milliards de roubles. Le règlement de cette dette s'effectue par l'acquittement de produits et par le truchement de nouveaux crédits qui fraient la voie à l'exportation d'autres capitaux soviétiques dans ces pays. Par
.../...

en nous appuyant sur des faits actuels, montré comment ces différents traits, non seulement continuent de caractériser ce stade suprême du capitalisme, mais également se trouvent actuellement accentués. Nous avons conclu en disant que l'analyse léniniste se trouvait confirmée. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit. Mais, il nous faut nous appesantir sur certains aspects actuels, notamment sur le rôle des banques privées dans l'exportation des capitaux.

D'autres auteurs que nous avons déjà cités soulignent clairement cet aspect. J. M. Parly par exemple, dans son exposé "A propos de la privatisation du financement international du développement" fait à l'occasion d'un colloque consacré aux questions de développement économique, constate que le trait dominant actuel du financement international "est sans doute le rôle croissant qu'y joue le système bancaire privé... Cela constitue à deux différences près, un retour aux pratiques du XIXe siècle et des premières décennies du XXe siècle" (135). Nous parlerons plus loin des différences entre les deux périodes étudiées.

Comment expliquer le rôle prépondérant des banques dans l'exportation des capitaux ?

L'une des raisons tient d'abord à la place prépondérante des banques dans la concentration et la centralisation du capital. Cette place n'est pas un fait actuel. C'est depuis le XIXe siècle que le capital bancaire l'occupe. Mais de nos

(suite de la note 134) ce moyen, elle arracha à l'Afghanistan les 25 milliards de m³ de gaz qu'elle lui avait livré jusqu'en 1977 et assura d'autre part le contrôle de l'industrie métallurgique, du pétrole et de l'aluminium de l'Inde. Les sociétés que l'URSS a mis sur pied dans ces pays lui assurent le contrôle d'un capital considérable à travers le système de sa participation aux firmes locales. Ainsi, elle a réussi à garantir le contrôle de 3,9 milliards de \$ avec 270 millions de \$ qu'elle avait investi en 1978." (cf. Le courrier des pays de l'Est janv.

(135) J.M. Parly Revue Economique op. cit. p.39

jours, les banques sont de plus en plus au centre de toute l'activité financière. Ce sont elles qui gèrent tous les capitaux liquides, les capitaux sous forme de valeur mobilière, les comptes-courants des entreprises, les revenus des salariés etc. Le système de collecte de l'épargne s'est d'avantage perfectionné. Actuellement, les banques pour étendre leur influence ont constitué tout un réseau serré d'agences, succursales, filiales, guichets, correspondants qui opèrent à travers le monde, même dans les coins les plus reculés. La fusion entre le capital bancaire et le capital industriel et commercial s'est accrue à tel point qu'il est difficile de distinguer où commencent et finissent l'un et l'autre. De véritables monopoles financiers ont bâti de grands empires et se sont partagés le marché des capitaux. "En tout état de cause, dit Lénine, dans tous les pays capitalistes, et quelle que soit leur législation bancaire, les banques renforcent et accélèrent considérablement le processus de concentration des capitaux et de formation des monopoles." (136).

L'apparition des euro-capitaux a beaucoup marqué l'évolution du capital financier, en ce sens que ce type particulier de capitaux (déposés à court terme à un taux d'intérêt élevé) a accru les ressources bancaires et accéléré la circulation du capital-argent. Aujourd'hui, les propos de l'ancien directeur du Crédit Lyonnais, Mazérat, selon lesquels les banques à la fin du XIXe siècle "croulent sous le poids du capital inoccupé" ont un caractère actuel.

Trois raisons essentielles peuvent être données pour expliquer le rôle des banques dans l'exportation des capitaux :

- l'apparition des euro-capitaux
- l'extension mondiale de l'implantation des banques
- la crise des débouchés et la suraccumulation du capital.

(136) Lénine, op. cit. p.39

1) L'apparition des euro-capitaux

Depuis quelques décennies, s'est constitué un marché ^{où} circulent d'énormes masses de capitaux contrôlées par le système bancaire international. Ces capitaux prêtés à court et moyen terme à des forts taux d'intérêt ont caractérisé l'évolution du capital financier ces dernières années. En effet, de quelques dizaines de millions qu'il était, le montant des crédits s'est élevé à plusieurs centaines de millions. Dans ces conditions, les banques ont accru leur rôle dans la concentration et la centralisation du capital-argent. Aujourd'hui, elles ne groupent pas seulement les capitaux détenus par l'ensemble de la classe capitaliste d'un pays, en l'occurrence les pays industrialisés, mais elles drainent aussi tous les autres capitaux que possède la bourgeoisie des pays dépendants de l'impérialisme. Les capitaux des Etats pauvres provenant de leur commerce intérieur et extérieur, des recettes de leurs exportations, de l'accumulation des capitalistes individuels locaux sont également placés dans les succursales des grosses banques multinationales. Par conséquent, ces dernières centralisent l'ensemble du capital-argent de l'économie capitaliste mondiale.

L'importance atteinte par les crédits internationaux (euro-crédits) qui s'évaluent à des centaines de millions s'explique entre autres par la capacité croissante des banques de grouper entre leurs mains l'ensemble du capital-argent en particulier l'énorme volume d'euro-capitaux. Avec ces montants élevés, le capital de prêt détient dans l'ensemble du capital social un poids considérable et augmente le caractère usuraire et parasitaire du capital. En 1973 par exemple, le monopole anglais "Electricity Council" obtient un prêt de 1 milliard de dollars sur 10 ans auprès d'un syndicat de grosses banques organisé par Lazard Brothers, Werstern

American Bank et National Westminster Bank. C'est l'exemple type de l'ampleur des prêts en euro-capitaux. Précisément, les transactions portant sur les euro-capitaux ont abouti à des crédits d'une valeur unitaire égale ou supérieure à 500 millions de dollars dans 40% des cas.

Les euro-capitaux concentrés entre les mains des banques leur ont permis d'opérer de manière très active sur le plan international. Ainsi, les actifs internationaux des banques ont plus rapidement progressé que les actifs domestiques. C'est ce^{que} montrent les chiffres ci-dessous qui sont relatifs aux banques américaines. (137)

Progression des actifs globaux des banques américaines (en milliards de dollars)

	1960	1970	1973	1975	1976
Actifs globaux.....	257	576	835	964	1030
% des actifs internationaux.....	2%	10,6%	17,8%	24,4%	29,2%
Taux de croissance					
- des actifs domestiques.....	7,1	7,5	1,1	0	
- des actifs internationaux.....	23,8	47,9	18,8	27,8	

Par ailleurs, les ressources autres que celles appartenant aux banques, grâce aux euro-capitaux, se sont multipliées à tel point que le rapport entre fonds propres et total des ressources est passé de 1/5 à la fin du XIXe siècle à 1/20 aujourd'hui, en particulier aux Etats-Unis d'Amérique.

(137) Source : Federal Reserv Bulletin; citée par A. Samuelson dans "Les relations financières internationales", ibid. p.69.

2) L'extension du réseau mondial des banques.

L'une des raisons du rôle primordial des banques privées dans les placements extérieurs en particulier dans les pays sous-développés est due à l'implantation internationale renforcée des banques. Il n'y a quasiment pas un coin de la planète où le capital bancaire ne s'est implanté sous forme de succursale, agence, filiale, etc. Tout un réseau dense et complexe permet aux monopoles financiers de drainer tout le capital-argent détenu par la classe capitaliste, mais aussi les salariés, petits commerçants etc. L'implantation internationale leur donne également la possibilité de s'informer, réunir et collecter toutes les données nécessaires afin de réaliser efficacement leurs transactions, envoyer et recevoir des ordres d'emprunt, de paiement. Utilisant les moyens techniques de la communication, les plus perfectionnés, les banques sont au courant dans un délai relativement bref des placements les plus avantageux à travers le monde, des conditions du marché international, de l'évolution du loyer de l'argent, des besoins de financement exprimés par les Etats et les entreprises, de leurs risques et solvabilité, etc.

Alain Samuelson fournit des faits très intéressants sur l'évolution de l'internationalisation bancaire, notamment celle relative au capital bancaire américain. Selon lui, les banques américaines se sont très peu implantées à l'étranger avant 1960. Ce n'est pas le cas des banques anglaises qui, depuis longtemps, possédaient un important réseau international : 32 banques coloniales, 2104 agences outre-mer; la France : 16 banques coloniales, 104 agences; l'Allemagne : 70 agences et la Hollande 68 agences outre-mer.

Après la première guerre mondiale, les banques américaines ayant une activité à l'étranger ont augmenté leur nombre : 20 en 1920. Les conséquences de la crise de 1929 vont ré-

duire le nombre des banques à l'étranger (8 en 1955). Après la seconde guerre mondiale, en 1954, on constate toujours la faiblesse de l'implantation des banques américaines (138). Ce n'est qu'après 1960 que la situation évolue rapidement (139)

La constitution d'un réseau à l'étranger est l'un des traits des banques multinationales et l'exemple du trust américain First National City Bank (FNCB) est éloquent. Dans sa stratégie d'implantation dans les pays sous-développés, cette firme utilise un plan différencié selon les pays. En Amérique latine, la FNCB est l'agent "le plus efficace de l'internationalisation bancaire" de l'impérialisme américain : 21 implantations en Argentine, 11 au Brésil, 9 au Chili, 6 en République dominicaine, 10 en Equateur, 17 au Panama, 7 au Pérou, 12 à Porto-Rico, 23 en Colombie à la fin de 1976.

Concernant les autres parties du monde, "au Moyen-Orient et en Afrique, écrit A. Samuelson, la FNCB, ainsi que toutes les autres banques américaines a réalisé une couverture plus hétérogène, combinant les implantations dans les pays au régime politique le plus favorable (Liban, Qatar, Arabie Saoudite...) avec les prises de participation (Maroc, Libéria). Dans les pays pétroliers, la banque multinationale joue, au delà de la réalité des dépôts, un rôle très important dans l'ensemble des transactions commerciales, des investissements, des mouvements de fonds qui constituent les voies de recyclage des pétrodollars." (140). Ainsi, l'on comprend mieux pourquoi les banques, en étendant leur implantation internationale, possèdent un atout de plus dans la réalisation des placements extérieurs.

(138) Pour un total d'environ 1250 agences à l'étranger, dont 500 pour l'Angleterre, les USA ne possèdent que 112.

(139) Voir Samuelson, *ibid*, tableau p.74.

(140) Samuelson, *ibid*, pp.76-77.

3) La crise des débouchés et la suraccumulation du capital

La crise qui frappe l'impérialisme depuis les années 1970 est l'une des plus graves de son histoire. Elle est le produit direct de la crise générale du système capitaliste et de son exacerbation, crise générale que la première guerre mondiale a inauguré. A la différence de la crise des années 30 qui a frappé surtout les Etats-Unis et les autres pays capitalistes industrialisés, la crise actuelle a touché tous les pays capitalistes sans exception, qu'ils soient développés ou non. Rappelons que le développement cyclique a été et demeure la caractéristique fondamentale du développement de l'économie capitaliste. La crise des années 70, de par ses dimensions, son intensité, ses conséquences ruineuses, par la durée de la dépression et de son cycle se révèle plus grave et plus profonde sur certains aspects que celle des années 1929-1933.

La crise actuelle se manifeste par une forte récession de la production dans toutes les branches de l'économie capitaliste; par la faillite en masse d'entreprises industrielles et bancaires, par une sous-exploitation chronique des plus accentuée des capacités productives, par l'accroissement considérable du nombre des chômeurs, par une inflation et une hausse des prix sans précédent. Il suffit de rappeler qu'en 1979, par rapport à 1965, l'indice général des prix des articles de consommation courante a atteint aux Etats-Unis 228,6%, en Angleterre 388%, en Allemagne occidentale 187,1%, en Italie 367,7%, etc. Selon les chiffres officiels, le nombre de chômeurs s'élèverait à 110 millions de personnes, alors qu'en fait le nombre réel dépasse de loin les estimations officielles.

L'ampleur et la profondeur de la crise "sont dues à un certain nombre de facteurs nouveaux du développement du système capitaliste après la seconde guerre mondiale, comme la

concentration et l'internationalisation toujours plus poussées du capital, la domination quasi exclusive du dollar dans le système financier mondial, l'extension des activités des sociétés multinationales et leur part toujours grandissante dans la production mondiale, l'augmentation démesurée des dépenses improductives, surtout " pour les armements." (140). Comme les crises précédentes, la crise actuelle est liée au rétrécissement du marché et à la surproduction provoqués par les contradictions qui sont inhérentes au fonctionnement du capitalisme. A la différence des autres crises, celle-ci se prolonge indéfiniment et l'on observe aucun signe annonçant la reprise économique.

Si l'on examine l'évolution du capitalisme depuis 1945, l'on peut noter que les contradictions de la reproduction capitaliste se sont aggravées, en particulier le problème des marchés. L'inégalité des rythmes de développement de la production pendant les années qui ont suivi la guerre s'est manifestée avec une force toute particulière non seulement dans différents pays, mais aussi dans des branches déterminées de l'économie. Durant cette période, les crises économiques se sont succédées et ont alterné avec des périodes d'expansion. La crise actuelle, qui est la plus grave de toutes, frappe les pays d'Europe de l'Ouest, mais aussi ceux de l'Europe de l'Est (141), exceptée l'Albanie; ceux d'Amérique, d'Asie et d'Afrique. "Au début, écrit Pascal Milo, cette crise s'est manifestée par la baisse des rythmes de production et l'accroissement de l'inflation. Plus tard, elle s'aggrave

(140) Enver Hoxha, Rapport présenté au VIII^e Congrès du PTA, pp. 189-190, Tirana 1981.

(141) Les événements actuels de Rlogne montrent clairement la crise qui tenaille ce pays (ralentissement de la production, dette extérieure lourde, inflation...). A cette crise économique s'ajoute une crise politique qui se traduit par la révolte de la classe ouvrière. La crise touche aussi les autres pays COMECON.

d'avantage parce qu'elle a été suivie par la très grande crise énergétique et la crise monétaire." (142).

"L'économie capitaliste a été fortement ébranlée en particulier en novembre 1973 après l'application de l'embargo sur le pétrole de la part des pays arabes à l'égard de tous ces pays qui appuyaient les agresseurs israéliens. La crise de l'énergie n'a pas débuté avec ces mesures. Elles n'ont fait qu'accentuer le phénomène dont les signes avant-coureurs existaient bien avant dans les principaux pays capitalistes. Les justes mesures d'élever le prix du pétrole prises par les pays arabes aggravèrent la crise générale du capitalisme et les contradictions économiques et politiques entre les pays capitalistes." Le sénateur américain Lloyd Bentsen, président de la sous-commission économique a été obligé d'admettre la dure réalité : "Nous sommes en train de subir non seulement l'inflation, mais aussi le déclin. Nous ne subissons pas simplement une crise de fièvre, mais nous sommes écrasés sous le poids de la paralysie." (143)

Le pétrole, ainsi que les autres matières premières importées, sur quoi est basé à un degré considérable le développement de l'économie capitaliste, constituent à présent un problème qui est devenu le pivot autour duquel se sont exacerbées les contradictions dans le domaine économique et politique entre les puissances impérialistes et les pays arriérés. A cela s'est ajouté avec toutes les conséquences qu'il entraîne le problème des débouchés. La contradiction entre l'offre et la demande sous le capitalisme s'est davantage aiguisée suite à la fermeture en cascades des entreprises, au sous-emploi de leurs capacités productives, à l'accroissement du chômage et de l'inflation. Dans cette situation, les banques

(142) Pascal Kilo, Le militarisme, produit du capitalisme; Tirana 1980.

(143) Ibid

diminuent leurs crédits aux entreprises, les risques d'insolvabilité et de faillite s'étant accentués. Cela nous rappelle les propos de Lénine qui affirmait qu'en période de crise, les prêts des banques aux entreprises sont de plus en plus restrictifs et sélectifs et s'accompagnent du contrôle, de la mise sous tutelle de ces dernières.

Les débouchés de plus en plus réduits du capital bancaire à cause de la baisse de la production industrielle générale et des perspectives très limitées de réalisation du profit maximum provoquent le gonflement des ressources inoccupées des banques. En plus, les euro-capitaux provenant en grande partie des recettes pétrolières déposées dans les banques viennent accroître le degré de suraccumulation du capital bancaire. D'où la concurrence acharnée que se livrent les firmes multinationales bancaires pour trouver des emplois lucratifs à leurs capitaux. D'où le rôle actif qu'elles jouent dans les placements extérieurs dans les pays sous-développés offrant des taux d'intérêt plus élevés que dans les métropoles.

Dans un article traitant des problèmes monétaires et financiers internationaux, Pierre-Marie Abadié constate lui aussi la surliquidité du capital et l'aiguïsement de la concurrence bancaire. Son analyse est actuelle car elle porte sur les années qui viennent de s'écouler. "En 1978 et dans l'ensemble en 1979, dit-il, le marché bancaire international est apparu essentiellement comme un marché où les ressources étaient facilement disponibles en raison notamment de la surliquidité interne des principaux pays industrialisés. La concurrence entre organismes prêteurs s'est vivement intensifiée d'autant que s'est accru, depuis trois ans, le nombre des banques opérant

sur le marché international (144). En conséquence, la marge entre taux créditeurs et taux débiteurs, traditionnellement plus faible sur le marché de l'euro-dollar que sur les marchés monétaires nationaux, s'est encore rétrécie. Jusqu'en 1978, il n'était pas concevable que le "spread" ne soit pas supérieur de 1% au moins du LIBOR (London Interbank Offered Rates). En 1979, il n'a été en moyenne que de 3/8, notamment lors d'une opération avec une grande banque française sur la place de Londres." (145)

Notons la baisse des marges bénéficiaires que souligne l'auteur; en d'autres termes, cette situation provoque la baisse du taux de profit. Il ya quand même lieu de préciser que le "spread" concernant les emprunts des gouvernements des pays sous-développés n'est pas tombé à 3/8. Il est généralement proche de 2 points au dessus du LIBOR. De manière générale, les crédits financiers internationaux ont rapporté aux banques d'importants bénéfices compte-tenu du volume et du montant élevé des opérations. Le profit réalisé par dollar prêté demeure le plus souvent très substantiel, car au spread, s'ajoutent diverses commissions qui varient selon la banque prêteuse et le client avec lequel elle traite.

Cela montre bien que si les banques sont appelées à exporter leurs capitaux dans les pays sous-développés sous forme d'emprunts gouvernementaux, c'est parce que celles-ci, en quête de profit maximum, cherchent à atténuer la contradiction entre l'offre et la demande des capitaux rendue cruciale par la crise des débouchés et la sur-accumulation du capital.

(144) Il est nécessaire de comprendre cette question clairement. Par pays, le nombre de monopoles participant au marché international s'est réduit. Ce qui a par contre augmenté, ce sont les groupements internationaux de banques intervenant au marché des euro-capitaux.

(145) P.-M. Abadié; La formation des taux d'intérêt sur le marché de l'euro-dollar - Revue Banque n° 392 février 1980.

4) Quelques traits spécifiques de l'exportation des capitaux aujourd'hui.

S'il existe des points communs entre la période de la fin du XIXe siècle-début XXe siècle avec la période actuelle, nous aimerions souligner les aspects particuliers de l'exportation du capital qui distinguent les deux périodes historiques.

Au cours de la première période, les placements réalisés par les banques provenaient de l'épargne des particuliers qui souscrivaient aux émissions d'obligations. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les capitaux exportés par les banques sont puisés dans leurs ressources constituées principalement par des euro-capitaux, c'est-à-dire des capitaux déposés à court terme et rémunérés au taux du Libor. Contrairement au passé, les banques ne jouent plus le rôle d'intermédiaire entre le prêteur et l'emprunteur. Elles deviennent elles-mêmes des organismes prêteurs.

La deuxième différence est liée à la question du risque. Si dans le passé, ce sont les souscripteurs qui supportaient directement les risques de non-remboursement des emprunts, aujourd'hui, ce risque est directement supporté par les banques. Pour remédier à cette situation, les banques ont recours essentiellement à deux moyens : la syndication qui leur permet de répartir les risques entre différentes banques et donc de réduire ceux supportés par chaque banque prise séparément; l'autre moyen est l'hypothèque exercée par les banques sur les moyens de production de l'Etat emprunteur (construction navale, exploitation d'hydrocarbures, etc.)

Un autre risque qui s'ajoute à ceux déjà énoncés existe : le risque de "transformation". Les banques s'approvisionnent dans le marché financier international. En cas de

crise éventuelle de liquidités, elles ne disposent que des ressources disponibles sur le marché et n'ont aucune garantie étatique ou inter-étatique à laquelle elles puissent compter pour se refinancer, et qui serait en quelque sorte une banque centrale internationale. Cette absence d'institution capable de réescompter les créances des banques internationales en euro-dollars provoque le renchérissement des dépôts. A l'heure actuelle, en dépit de la surliquidité du marché, la prime qui rémunère les dépôts bancaires a tendance à s'élever à mesure que s'accroît la dépréciation de la devise américaine.

La troisième différence est que les emprunts au XIXe siècle étaient effectués en or pour la plupart ou en monnaies convertibles en or (livres sterling, francs), alors qu'aujourd'hui, ils sont principalement émis en dollars non convertibles en or. Ainsi, l'instabilité et la dégradation de la monnaie américaine ont des répercussions directes et immédiates sur les taux d'intérêt pratiqués à Londres et dans l'ensemble des marchés financiers. Cela s'est d'ailleurs observé récemment. En effet, les autorités américaines en décidant le 6 octobre 1979 de relever sensiblement le loyer de l'argent et d'imposer aux banques la constitution de réserves obligatoires assises sur leurs emprunts en euro-dollars, ont provoqué la hausse des taux d'intérêt sur le marché de Londres. Préférant accroître leurs emprunts en euro-dollars à l'étranger à cause du coût plus avantageux à Londres qu'à New-York, les banques américaines ont suscité un mouvement de capitaux qui a renchérit le libor.

Si l'on compare les taux d'intérêt entre les deux périodes, on constate une grande différence. Au XIXe siècle, les taux d'intérêt pratiqués sur les obligations étaient fixes

indépendamment des fluctuations monétaires. Aujourd'hui, les banques imposent des taux d'intérêt variables, moyen par lequel elles peuvent répercuter sur l'emprunteur la dépréciation du dollar ou l'augmentation pour une raison quelconque des taux d'intérêt pratiqués sur les dépôts bancaires.

Les aspects spécifiques de l'exportation du capital que nous avons retracés sont liés aux aspects nouveaux de l'impérialisme de ces dernières décennies. Cette évolution du capitalisme monopoliste est étroitement liée à l'internationalisation plus poussée du capital notamment bancaire et le poids toujours plus considérable de ce dernier au sein du capital financier, le caractère de plus en plus usuraire et parasitaire du capital, la domination quasi-exclusive du dollar dans le système monétaire et financier international, la dépendance accrue des pays sous-développés au capital financier, en particulier américain. Au lieu de résoudre les contradictions de la production capitaliste élargie, l'exportation des capitaux, au contraire les approfondit, augmente les risques d'effondrement du système bancaire international et menace dans ses fondements le système capitaliste lui-même.

Chapitre 2 : Sources et conséquences de l'exportation des capitaux

1) Sources des capitaux exportés

Nous avons vu précédemment les importants placements opérés par les banques à l'étranger. D'où proviennent ces capitaux ? Comment les banques arrivent-elles à réunir entre leurs mains de si vastes quantités de capital-argent ? Telles sont les questions auxquelles les lignes qui vont suivre vont tenter d'apporter des réponses.

Il serait juste de préciser au premier abord que les banques constituent comme le soulignait Marx dans "Le capital", une fraction du capital social. Cette composante du capital social, le capital argent, a comme principale fonction de grouper l'ensemble des capitaux éparpillés dans la société capitaliste et de les mettre à la disposition du capital industriel et commercial. C'est pourquoi, les banques jouent la fonction de capital de prêt et en contrepartie perçoivent un intérêt qui n'est qu'une partie de la plus-value que lui consent le capital industriel.

A l'époque du capitalisme monopoliste, les banques ne se limitent pas seulement à remplir cette fonction de capital de prêt. Elles participent aussi directement à la production, fusionnent avec le capital industriel et se transforment en capital financier.

Il serait faux de croire que cette fusion amoindrit le rôle de capital de prêt des banques. Bien au contraire avec l'apparition du capital financier, ce rôle acquiert une dimension toute nouvelle. La capacité des banques à grouper l'ensemble des capitaux se trouve décuplée. Elles acquièrent la possibilité d'amasser toutes sortes de dépôts, de gérer les comptes courants des entreprises, d'influencer sur leurs bilans, d'exiger

le non paiement des dividendes au profit de la constitution de réserves, de susciter des restructurations intéressantes pour elles, etc. Lénine cite abondamment des exemples de ce genre dans son traité sur l'impérialisme.

Les capitaux exportés par les banques proviennent de plusieurs sources :: l'épargne des salariés, les dépôts des particuliers, des sociétés, les prêts des compagnies d'assurance et des autres banques, les dépôts des gouvernements étrangers notamment ceux qui exportent les matières premières et le pétrole. Nous allons étudier deux types de ressources : les dépôts des firmes multinationales et surtout les dépôts réalisés par les pays exportateurs de pétrole parce que ceux-ci constituent en volume une partie très importante des ressources des banques depuis les années 70.

A) Dépôts des firmes multinationales industrielles et bancaires

1) Dépôts des entreprises industrielles et commerciales

Les ressources bancaires sont alimentées par les dépôts massifs des firmes multinationales dont les profits et les capitaux sont gérés par des banques plus ou moins intégrées à ces firmes.

Une commission du sénat américain a examiné en 1971 les possibilités financières des firmes multinationales. Cette commission a chiffré la somme des avoirs à court terme des différentes catégories d'institutions financières. En 1971, ces avoirs s'élèvent à 268 milliards de dollars, soit trois fois le montant total des réserves des pays industrialisés. De l'avis de A. Samuelson, "un mouvement de quelques pour cent de ces fonds suffit à provoquer une crise; or les firmes et les banques

américaines contrôlaient en 1971 190 milliards, soit 71% du total. Leur responsabilité potentielle est considérable." (146)

Ces importants avoirs sont détenus par les banques qui s'occupent de les gérer pour le compte des firmes industrielles et commerciales, de régler les transactions avec les clients et fournisseurs de ces firmes. Mais ces fonds leur permettent également de réaliser des placements à court terme sur le marché financier. Le réseau de communication bancaire international donne aux banques la possibilité de gérer les transferts en devises du groupe (société-mère et filiales). Samuelson cite l'exemple d'une firme multinationale américaine qui peut connaître à tout moment et très exactement la position de tous les comptes des différentes filiales du groupe en s'adressant uniquement au siège central de la banque américaine qui gère ses comptes.

A l'époque du capital financier, on assiste à la création ou l'absorption par les firmes industrielles des banques dont le rôle est entre autres de gérer le service de caisse, les dividendes, les virements, d'opérer les placements de liquidités, d'emprunter pour le groupe, etc. Des monopoles comme Firestone, Cummins, Dow Chemical ont fondé une banque dont le siège est à Zurich avec des succursales à Amsterdam, Londres et des bureaux à New-York, San Fransisco. Filiale à 100%, elle gère une partie importante de la trésorerie du groupe et joue en plus un rôle d'intermédiaire pour les placements d'euro-émissions (participation à 50% dans Euro-capital S.A. Luxembourg). Dow Chemical, groupe financier à dominante industrielle dispose de sept banques à l'extérieur des Etats-Unis. De même, Goodyear et Tenneco contrôlent des banques captives aux Etats-Unis et à l'étranger. (147)

(146) A.Samuelson, op. cit. p.59

(147) Ibid p.55

2) Dépôts inter-bancaires.

Ce genre de dépôts se développent de plus en plus. Lorsque nous avons abordé les places bancaires off-shore, nous avons vu l'importance que revêtent les dépôts et emplois des liquidités entre les banques dans les bilans de ces places financières. L'un des traits spécifiques de l'évolution du capitalisme contemporain est reflété par les nouveaux liens qui se tissent entre les banques. Ces liens traduisent l'internationalisation du capital bancaire à un degré supérieur. Les ressources en euro-capitaux constatées auprès de différentes banques exigent des banques une intégration plus poussée dans le système bancaire international.

L'internationalisation du capital bancaire se caractérise par l'expansion accélérée des dépôts en devises réalisés auprès des banques européennes par d'autres banques beaucoup plus rapidement que l'augmentation des ressources collectées selon les formes traditionnelles, en dehors des banques. Lorsque l'on analyse ce que l'on appelle dans le langage bancaire "le coefficient du banquier", c'est-à-dire le rapport :

banquiers créditeurs

dépôts + bons de caisse + banques créditeurs

ce qui frappe tout de suite, c'est la grande proportion qu'occupent les ressources extérieures bancaires.

De 1961 à 1971, le coefficient du banquier est en progression très nette pour les banques européennes. Concernant la BNP et le Crédit Lyonnais, ce coefficient quadruple; il double dans les grandes banques hollandaises et suisses de 1966 à 1971. D'ailleurs les chiffres que nous rapportons le montrent bien (voir tableau à la page suivante)

Coefficient de banquier pour certaines banques (148)

	Fin 1961	Fin 1971
Deutsche Bank	19,3	22,7
Kredit Bank	15,6	25,5
BNP	6,3	29,2
Comptoir d'Escompte	13,6	29,9
Société de banque suisse	10,5	41,2

Depuis l'apparition des crédits et obligations internationaux en euro-capitaux, le marché inter-bancaire s'est considérablement développé. Actuellement, une grande partie des ressources bancaires nécessaires aux placements extérieurs provient des dépôts inter-bancaires. Ces dépôts sont en général remunerés au Libor, taux fixé par les banques les plus puissantes et auquel doivent se soumettre les autres banques.

Les principaux agents dans le marché interbancaire sont de loin les grandes banques de dépôt parce qu'elles disposent d'énormes masses de liquidités monétaires. Le rôle actif joué par les banques de dépôt n'est pas en soi nouveau. Lénine souligne car au XIXe siècle, leurs grandes capacités de collecter l'épargne leur ont permis d'assurer les émissions des emprunts pour le compte des gouvernements étrangers. Dans une certaine mesure, c'est ce que l'on constate aujourd'hui.

Claude Dufloux distingue trois catégories de banques de dépôts selon la possibilité que les banques ont de détenir d'importantes liquidités en dollars, monnaie de base du financement international. (149)

La première catégorie, il l'intitule "banque essentiellement dollar". Ce sont les banques pour lesquelles il

(148) A. Samuelson - ibid.

(149) Claude Dufloux - "Euro-banquiers et euro-capitaux" Revue Banque, n° 392.

existe un prêteur en dernier ressort (Banque centrale). Il s'agit de ce cas de banques américaines pour qui le risque d'assèchement des liquidités est pratiquement nul. Elles peuvent se permettre de prêter à long terme en dollars en ayant totalement recours au système fédéral de réserves pour leur refinancement. Elles n'auront donc pas à rémunérer obligatoirement des emprunts à long terme.

La seconde catégorie concerne "les banques conjoncturellement dollars", c'est-à-dire celles qui appartiennent à un pays dont la balance de paiements est excédentaire en dollars. C'est le cas depuis quelques années des banques allemandes et japonaises. "Ces banques, souligne C. Dufloux, possèdent un pourcentage non négligeable de dépôts à vue pour ainsi dire gratuits; néanmoins, elles doivent, faute de prêteur en dernier ressort, rémunérer des dépôts (ou emprunts) à moyen et long terme pour se prémunir contre un changement de conjoncture." (150)

Le troisième type regroupe "les banques structurellement sans dollars" sur une période assez longue, quoiqu'un changement ultérieur soit toujours possible. Les banques françaises sont actuellement rangées dans cette catégorie. Les curieusement du groupe III doivent donc pratiquement emprunter la totalité de leurs dollars nécessaires pour les prêts à l'extérieur. Pour pallier au risque de défaillance du marché monétaire de la devise de prêt, ceux-ci recherchent des ressources sur leurs propres et surtout des dépôts ou emprunts à moyen et long terme assez onéreux.

(150) Claude Dufloux - ibid.

102

Ce qui précède montre qu'il existe une inégalité entre les différentes banques dans le financement de leurs ressources : les banques du groupe I (les banques américaines) étant favorisées par rapport aux banques du groupe III (les banques françaises). Cette situation traduit la loi de l'inégalité de développement sous le capitalisme. Cette inégalité, si elle oblige les différentes bourgeoisies à des ententes provisoires, à des alliances conjoncturelles, provoque également une concurrence acharnée pour les débouchés et les zones d'exportation des capitaux.

Etant principalement fondé sur le dollar, le marché interbancaire est en proie à l'incertitude, l'anarchie et le chaos que suscitent les fluctuations permanentes et l'instabilité chronique de la devise américaine.

B) Dépôts provenant des pays sous-développés exportateurs de pétrole

1) L'importance des recettes pétrolières

Depuis quelques années, il n'y a pas un économiste ou un homme politique dans les pays capitalistes qui ne mette en relief l'importance des "excédents" pétroliers, la masse des capitaux considérable dont les pays producteurs de pétrole seraient les détenteurs. La hausse et pourtant légitime du prix du pétrole par ces pays a suscité un tolet général dans la presse impérialiste : "c'est l'augmentation du prix du pétrole qui est la cause de l'inflation en Occident; ce sont les pays arabes qui sont responsables de la récession économique; ils veulent asphyxier l'Occident!". Telles sont les positions les plus extrémistes appaues dans les milieux officiels des pays industrialisés.

Ce qui est vrai, c'est que la hausse du prix du pétrole, source énergétique fondamentale des économies industrialisées a aggravé la crise économique et accentué l'anarchie de la production capitaliste. Cette hausse et les autres mesures prises par les gouvernements des pays producteurs de pétrole comme les nationalisations de leurs ressources énergétiques s'inscrivent dans la redistribution des richesses et des profits entre les firmes multinationales et les puissances impérialistes d'une part, les bourgeoisies des pays détenteurs de pétrole d'autre part.

L'un des spécialistes des questions financières au Crédit Lyonnais, Jean Bourg, a réalisé une étude sur le recyclage des capitaux pétroliers. L'auteur a chiffré ce que l'on appelle les "excédents" des pays de l'OPEP. Ces chiffres paraissent vraiment astronomiques. "Les excédents cumulés par les pays de l'OPEP étaient estimés à 250 milliards de dollars à la fin de 1979. On estime que cette année (1981, ajouté par nous) ils vont augmenter de 50%, ce qui les portera à environ 350 milliards de dollars... Ces capitaux vont produire, simplement en intérêts, tous les ans, en année pleine, 35 à 40 milliards de dollars en fonction du niveau des taux d'intérêt, peut-être même plus puisqu'une partie est investie en livres sterling à des taux encore plus élevés." (151)

Excédents de trésorerie de l'OPEP

		1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Recettes et excédents de trésorerie de l'OPEP (1973-1980)	Expéditions	42	116	107	132	145	146	212	306
	Impôts	21	39	58	68	84	104	102	138
	Services et transferts nets	-14	-17	-22	-28	-32	-37	-43	-54
	Excédent annuel	8	59	27	36	29	5	67	114
	Excédent cumulé		67	94	130	159	164	231	345

Estimations et Prévisions (Source: Perspectives Economiques O.C.D.E., Juillet 1980)

(151) Jean Bourg - "Les problèmes du prix du pétrole et du recyclage des capitaux pétroliers"; Banque n° 404 mars 1981.

Selon les précisions apportées par J. Bourg, les recettes pétrolières vont augmenter dans les prochaines années. Les capitaux de l'OPEP investis à l'étranger atteindraient 500 milliards de dollars fin 1981 et 1000 milliards de dollars en 1985.

Mais lorsque l'on analyse à fond, cette question, la réalité est tout autre. Les recettes pétrolières n'augmentent pas de manière ascendante et stable comme le font croire les estimations de Jean Bourg. Elles évoluent en dents de scie et sont sujettes à d'énormes fluctuations qui alternent des baisses et des hausses.

En effet, le surplus financier des pays de l'OPEP a atteint 68 milliards de dollars en 1974 après le quadruplement du prix du pétrole (évaluation faite par Morgan Guaranty Trust). Il s'était réduit de moitié environ dès 1975 en raison du fléchissement de l'activité économique. Après s'être relevé à nouveau, en 1976 (40 milliards), ils n'étaient plus que 12 milliards pour 1978. Le surplus en 1979 est évalué à 50 milliards et plus de 100 milliards pour 1980 (152).

En outre, il est nécessaire d'établir les différences qui existent parmi les pays exportateurs de pétrole. La production du pétrole ne doit pas être considérée en soi comme un moyen permettant à tout pays d'accumuler des capitaux et de réaliser des "excédents". Parmi les pays de l'OPEP, certains sont des pays à fort taux d'endettement extérieur. Cela signifie que leurs exportations ne suffisent pas à combler leurs importations. C'est le cas de l'Iran, l'Algérie, l'Irak, etc. L'Algérie par exemple, fait de plus en plus appel aux crédits financiers internationaux.

(152) A. Samuelson; *ibid*, p.135

Par contre, d'autres pays de l'OPEP réalisent des "excédents" financiers. Citons l'Arabie Séoudite, le Koweït, la Libye, Abou Dhabi, les Émirats... A la fin de 1977, l'Arabie Séoudite et le Koweït concentraient à eux seuls respectivement 42% et 20% des avoirs extérieurs nets de l'OPEP.

A ce sujet, Alain Samuelson fait remarquer que "les revenus excédentaires de ces pays par rapport aux capacités d'absorption ont suscité des "économies de rentiers". Ce qualificatif de rentier traduit très bien le rôle de placeur joué par la bourgeoisie de ces pays car la plus grande partie des revenus accumulés de la vente de pétrole est replacée dans les circuits financiers internationaux, dans les grosses banques occidentales, afin que ces capitaux rapportent à leurs propriétaires des intérêts.

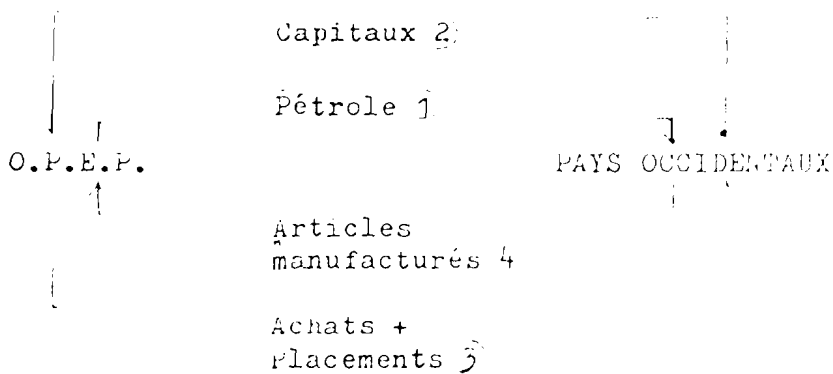
L'un des traits caractéristiques de l'impérialisme, c'est la proportion démesurée prise par ce que Lénine appelait "la tonte des coupons". A la bourgeoisie monopoliste est venue s'ajouter la classe capitaliste dirigeante de certains pays moins industrialisés qui fructifie son capital principalement en opérant des dépôts dans les banques multinationales. Ces dépôts qui sont en fait des prêts lui procurent des intérêts. La bourgeoisie d'Arabie Séoudite, l'une des plus usurières des pays exportateurs de pétrole a placé à elle-seule 40 milliards environ de dollars dans les banques américaines alors que la population vit dans une grande misère et que le pays souffre d'un faible développement économique.

2) Le recyclage financier des recettes pétrolières

Qu'entend-t-on par recyclage financier ? Les fonds proviennent des recettes pétrolières, fonds essentiellement

constitués en dollars (monnaie qui sert de paiement aux livraisons de pétrole) restent-ils dans le circuit bancaire ?

La notion de recyclage a été contestée par Samuelson. Ce terme très utilisé dans le vocabulaire économique mérite quelque explication. La notion de recyclage évoque une circulation de fonds qui s'opérerait de manière cyclique. Les deux éléments du cycle seraient d'un côté les pays producteurs et de l'autre les pays consommateurs. Le processus serait donc le suivant : les capitaux sont transférés, au titre de paiement des commandes de pétrole, aux pays producteurs. Puisque ces pays achètent des produits manufacturés ou réalisent des placements sur les marchés financiers des pays industrialisés, les capitaux transférés reviennent par les biais dans les pays riches et ainsi de suite. On aurait alors le schéma suivant qui explique le cycle



Ce schéma théorique montre bien qu'au bout du cycle, les capitaux ont tendance à revenir au point d'origine : les pays capitalistes développés. Mais est-ce que la réalité se déroule de cette manière ?

En réalité, les règlements de ventes et achats réciproques dans le marché capitaliste mondial s'opèrent en

échappent au contrôle des banques. "Les capitaux pétroliers, dit-il, restent dans leur large majorité dans le circuit monétaire et financier occidental et qu'ils sont disponibles à tout moment. Lorsqu'on entend certaines personnes parler des problèmes de recyclage, on a l'impression que les pays de l'OPEP nous livrent du pétrole et qu'on leur remet en échange une contrepartie financière qu'ils emportent chez eux, qu'ils gardent jalousement et qu'ensuite en fonction de leur nature des circonstances et de leurs amitiés politiques ou autres, ils vont la "distiller dans le monde".

"Réalisons bien, en tant que banquiers, que ces dollars sont dans le circuit bancaire et qu'ils y restent à tout moment." Venant d'un banquier, de telles affirmations ne peuvent être mises en doute. "Bien sûr, il y a des fuites, soit que les avoirs de l'OPEP viennent grossir les avoirs des banques centrales, soit qu'ils soient utilisés pour acheter des biens réels et en particulier de l'or" (154).

Donc, le problème n'est pas dans la disponibilité des dollars de l'OPEP pour les banques, puisque ceux-ci restent dans les coffres des banques occidentales. Le seul problème, c'est que ces capitaux sont des dépôts à très court terme alors que les banques doivent financer des placements court et long terme.

Le tableau ci-dessous montre que du point de vue géographique, deux pays concentrent chez eux la majorité des pétrodollars. Ces pays sont les Etats-Unis et l'Angleterre, avec respectivement 44 et 55 milliards, de 1974 à 1978, sur un total cumulé de 87 milliards placés dans les autres pays. Là encore, l'impérialisme américain montre sa domination. C'est lui qui reçoit la part du lion.

(154) Jean Bourg; ibid.

11) Les conséquences de l'exportation des capitaux

L'exportation des capitaux entraîne des changements dans le système capitaliste qu'il nous faut maintenant analyser. Sans aucun doute, les conséquences qu'elle entraîne tant au niveau du développement général des forces productives que des rapports de production capitalistes sont considérables sur le plan mondial. Le réseau international de dépendances et de relations du capital financier s'étend et se renforce encore plus. Lénine souligne que "les exportations de capitaux influent, en l'accélégrant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles, jusqu'à un certain point, d'amener un ralentissement dans l'évolution des pays exportateurs, ce n'est peut-être qu'en développant en profondeur et en étendue le capitalisme dans le monde entier" (155).

Quelles sont les conséquences de l'exportation des capitaux pour les pays capitalistes développés et non développés ?

A) Pour les pays capitalistes développés

1°) Développement du caractère usuraire et parasitaire du capital financier

Aujourd'hui plus qu'hier, le capital financier sous sa forme bancaire a approfondi sa fonction de capital de prêt, de capital usurier. Les sommes qui sont actuellement prêtées à travers les euro-émissions et les euro-crédits atteignent des chiffres colossaux, puisque près de la moitié des prêts s'élèvent à des centaines de millions de dollars par unité. Le taux d'intérêt variable, les commissions liées au risque de solvabilité de l'emprunteur, à la place qu'occupe la banque dans la conjonction etc. rapportent le profit maximum à l'oligarchie financière.

(155) Lénine - L'impérialisme, stade suprême du capitalisme
ibid p. 752.

Le succès qu'ont les emprunts d'Etat auprès des banques montre clairement que pour le capital financier, les investissements directs ne sont plus un domaine privilégié où il puisse atteindre le maximum de profits.

A l'époque de Lénine, les emprunts d'Etat, les capitaux de prêt avaient pris une large proportion dans l'exportation des capitaux. Mais cette caractéristique n'était pas générale à tous les pays capitalistes riches. Elle était surtout développée chez l'impérialisme français qualifié d'impérialisme "usuraire", alors que l'Angleterre, elle, exportait ses capitaux principalement sous forme d'investissements industriels dans les colonies. Peut-on aujourd'hui opérer cette distinction ?

Actuellement cette distinction serait difficile à faire. Nous pensons que tous les pays impérialistes sont entraînés à des degrés divers dans ce mouvement usuraire, qui consiste à rechercher principalement leurs débouchés dans les emprunts d'Etat afin d'écouler leurs "excédents" de capitaux. Le caractère usuraire du capital prend une place prépondérante aussi bien aux Etats-Unis, au Japon que dans les pays de la C. E. E. Les prêts bancaires et les crédits à l'exportation occupent une proportion très élevée dans les placements extérieurs réalisés dans les pays sous-développés par les puissances impérialistes. Les données fournies par le D.A.D. sont éloquentes là-dessus et illustrent bien cette tendance générale. En 1979, par exemple, les apports faits aux conditions du marché dans les pays sous-développés s'élevaient pour l'ensemble du pays du C.A.D. à 46.965,4 millions. Et dans ce total, les investissements directs représentent

Excédents de petrodollars placés à l'étranger
1974-1978

Année	U.S.	1974	1975	1976	1977	1978	1974-1978 cumulé
dépôts bancaires							
titres d'Etat							
Autres titres							
Répartition par type de placement							
Dépôts bancaires		28,6	29,7	17,6	13,9	10	99,8
titres d'Etat sur le marché		11,6	2,9	11	10	11	56,5
Titres d'Etat sur le marché directs		7,1	17,8	13,2	9,8	2,8	60,7
Autres titres d'Etat sur le marché		4,5	-	0,4	-	0,2	5,1
Titres d'Etat à long terme		-	-	-	4	1,5	5,9
Titres d'Etat à court terme		1,5	1,4	1,2	1,1	0,1	5,5
FMI et Banque Mondiale		1	1,0	2,0	0,3	0,1	4,4
Excédents investis à l'étranger		45,0	38,0	30,0	34,0	13,0	159,9

Source: *Journal of International Money and Finance*, Bank of England Quarterly Bulletin, June 1979

Concernant les différents types de placements, les pays exportateurs de pétrole orientent leurs capitaux dans les placements bancaires sous forme de dépôts à court terme rémunérés au taux interbancaire. En 1974, année où les "excédents" sont les plus importants, 45 milliards, les dépôts bancaires s'élèvent à 28,6 milliards dont 21,6 représentent à eux seuls les placements sur l'euro-marché, alors que les titres et les investissements directs ne s'élèvent qu'à 7,1 milliards.

En conclusion, c'est le système bancaire qui tire le plus grand profit des recettes pétrolières de l'OPEP. Grâce à ces capitaux, les ressources des banques se sont accrues et leurs possibilités d'exportation de capitaux dans les pays sous-développés étendues. De 1974 à 1978, les banques ont reçu 40% des "excédents" pétroliers.

seulement 15.491,2. Le reste est essentiellement constitué par des prêts bancaires et des crédits à l'exportation. Pour la France, les chiffres respectifs sont 5053,5 (apports privés) et 681,2 (investissements directs) ; la R. F. A. 3 437,4 et 817,7 ; l'Italie 3 304,6 et 454,9 ; le Japon 4 689,0 et 690,6 ; etc.

Cette tendance générale du capital financier revêt une grande importance parce qu'elle révèle deux aspects actuels dans le capitalisme mondial : la suraccumulation du capital a atteint un degré sans précédent dans tous les pays capitalistes développés. Le capital argent, qui est la première forme que prend le capital dans son cycle de reproduction, est plus abondant par rapport aux débouchés industriels et commerciaux permettant d'atteindre le profit maximum. C'est pourquoi, le cycle de reproduction qui caractérise ces placements extérieurs n'est pas A-M-A', mais A-A'. Le capital productif M, et c'est le deuxième aspect, n'offre plus un taux de profit escompté par les monopoles. C'est pourquoi il s'en trouve délaissé. Mais cette situation ne peut qu'accroître les difficultés de la reproduction capitaliste élargie dont le capital productif constitue le fondement.

Le capital financier étant composé du capital industriel et du capital bancaire qui ont fusionné, le développement du caractère usuraire du capital financier à travers la recrudescence du capital de prêt montre que dans le capital financier, c'est le capital bancaire qui domine largement. C'est lui qui constitue aujourd'hui la fraction la plus active du capital.

Une autre conclusion à laquelle nous avons

[195]

aboutit est que aujourd'hui, le parasitisme a atteint des proportions élevées . Par définition, le capital en tant que valeur décollant de l'exploitation de la force de travail d'autrui a un caractère parasitaire. Mais ce caractère parasitaire s'en trouve encore plus accentué lorsqu'une poignée de monopoles s'enrichissent en pratiquant exclusivement l'usure et en extorquant par ce biais une rente sur les pays retardataires. Les placements extérieurs sous forme d'emprunts d'Etat rapportent des bénéfices à l'impérialisme sans pour autant que la production de biens matériels se développe et que s'accroissent les forces productives. Ce type d'exportation de capitaux où n'intervient pas le capital productif traduit le degré élevé de parasitisme et de pourrissement du capital. Les revenus provenant de la spéculation sur les changes (devises), les commissions et intérêts pour les prêts accordés se sont accrus dans une large proportion dans les pays capitalistes développés. Ils représentent la plus grande partie du profit réalisé par les monopoles. C'est l'un des aspects qui explique la crise qui frappe les pays capitalistes aujourd'hui, en particulier la baisse constante de la production industrielle. Les capitaux délaissent les branches industrielles et s'orientent de plus en plus vers les activités spéculatives, les placements en valeurs mobilières comme les obligations, les titres boursiers à haut rendement, les emprunts d'Etat, le marché des devises, etc. , activités qui assurent aux monopoles le maximum de profits.

Les euro-capitaux constituent aujourd'hui la forme même du capital parasitaire qui se fructifie en dehors et à l'écart d'une quelconque participation à la production. Ce sont eux qui alimentent les mouvements de "capitaux flottants" et hautement spéculatifs sur lesquels vit et prospère une couche de rentiers. "L'exportation des capitaux,

soulignait Lénine, une des bases économiques essentielles de l'impérialisme, accroît l'isolement complet de la couche des rentiers par rapport à la production, et donne un cachet de parasitisme à l'ensemble du pays vivant de l'exploitation du travail de quelques pays et colonies d'outre mer" (156).

2°) Concentration et internationalisation plus poussées du capital, surtout bancaire :

L'exportation du capital dans les pays non développés, les emprunts massifs aux gouvernements et les risques que cela comporte pour les prêteurs, poussent le capital financier à une plus grande internationalisation. Celle-ci se caractérise par le développement des consortiums bancaires de stature internationale d'une part, et l'accroissement des actifs internationaux des banques d'autre part.

C'est dans les années soixante que se sont constitués les consortiums bancaires qui sont très vite devenus des agents actifs dans le marché international des capitaux : les euro-capitaux.

"Le mécanisme de création de ces groupes, affirme C. Dufloux, est toujours le même : les banques de plusieurs pays, exceptionnellement d'un seul, se groupent pour constituer une nouvelle structure financière à objectifs souvent lâches, mais, en principe, orientés vers l'euro-marché, d'ailleurs parfois plus à court terme qu'à moyen et long terme, et pouvant même offrir des services très variés tant aux membres du consortium qu'à leurs clients" (157).

(156) *ibid* p. 120

(157) Dufloux C. - *ibid*.

107

général par transferts de capitaux entre les grandes banques sans qu'il soit nécessaire que les fonds circulent de pays à pays. La majeure partie de ces transactions se déroulent sur les places financières d'Europe et des Etats-Unis par le mécanisme des jeux d'écriture sur les différents comptes bancaires des fournisseurs et acheteurs. A ce propos, voici ce que dit Samuelson : "Les règlements aux exportateurs de pétrole s'effectuent en créances bancaires occidentales; les fonds qui ne reviennent pas aux pays consommateurs au titre de règlements d'importations des pays pétroliers y reviennent en grande partie comme placement financier. Le recyclage s'opère selon les modalités très pragmatiques sans aucune organisation... A la limite, le terme de recyclage n'a pas de sens. Il est automatique au niveau des circuits bancaires internationaux." (153)

Il est utile de noter que les fonds provenant de la vente du pétrole sont entre les mains des banques et sont contrôlés par elles. C'est le constat que fait d'ailleurs l'un des dirigeants du Crédit Lyonnais. Selon lui, il n'y a pas d'inquiétude à se faire quant à une éventuelle fuite des capitaux du circuit financier international régi par les banques occidentales. Les propos de ce dirigeant d'une banque aussi active dans le marché des euro-capitaux méritent d'être cités parce qu'ils lèvent l'ambiguïté sur certaines rumeurs non fondées selon lesquelles "les pétro-dollars"

(153) ibid p. 134.

Il existerait actuellement plusieurs dizaines de ces consortiums multinationaux réunissant souvent des banques de taille très importante et leur puissance est en train de devenir de plus en plus considérable.

Ces groupements monopolistes internationaux dans le secteur bancaire sont relativement récents. En effet, ils datent de quelques décennies alors que dans l'industrie, le commerce, les transports, etc. leurs apparitions remontent à la deuxième moitié du siècle précédent. Les consortiums bancaires internationaux sont l'une des caractéristiques les plus typiques de l'évolution actuelle du capitalisme de monopole. En se groupant, les monopoles bancaires de plusieurs pays visent à se partager les zones d'exportation des capitaux, à délimiter leur sphère d'influence. En même temps, l'existence de ces groupements monopolistes accentue la concurrence entre les banques à un niveau infiniment supérieur, accroît les inégalités et les différenciations au sein du capitalisme mondial.

Les consortiums bancaires qui interviennent le plus souvent dans les euro-crédits et y exercent pratiquement leur monopole sont les suivants : la B.S.F.E., la B.E.C., la B.A.I.L., O.R.I.O.N., la London Multinational Bank, ... (158). La B.S.F.E. par exemple, créée en 1967, a comme actionnaire l'Algemene, la Bank of America, la Banca Nazionale del Lavoro, la Banque Bruxelles Lambert, la B.N.P., la Barclay's, la Dresdner et la Sumitomo Bank.

Le développement des emprunts d'Etat en dollars ou en d'autres devises (le mark et le yen), la masse colossale

(158) B.S.F.E. : Banque financière Européenne - B.E.C. : Banque Européenne de Crédit - B.A.I.L. : Banque Arabe Internationale d'Investissement.

des capitaux à prêter (certains emprunts atteignant 500 millions et même plus) rendent une seule banque incapable d'assumer à elle-seule de telles charges avec de tels risques. L'ampleur des placements extérieurs a pour conséquence la constitution de groupements bancaires internationaux au sein desquels les banques se partagent les charges et les risques selon le rapport de forces qu'elles arrivent à imposer.

La deuxième conséquence est l'accroissement des actifs internationaux. "Le marché des euro-capitaux a entraîné l'avènement d'un nouveau type de banque : la banque à vocation universelle" (159). Pour intervenir dans ce marché

une banque doit remplir certaines conditions. Elle doit disposer de suffisamment de ressources pour pouvoir les prêter en euro-crédits. Elle doit également être prête à absorber en solde les euro-obligations éventuellement invendues et les porter jusqu'au jour où leur vente sur le marché sera possible. Une banque commerciale au sens classique du terme, c'est-à-dire qui a comme principale activité d'accorder des prêts et crédits à la clientèle, sans une diversification de ses opérations ne peut jouer ce rôle financier. De même, une banque d'affaires dont la fonction est de réaliser des prises de participation dans l'industrie et le commerce, ne peut vraiment pas prendre part au marché des euro-crédits à cause du peu de moyens dont elle dispose. Pour qu'une banque joue un rôle actif dans le marché international des capitaux, elle doit être une grande banque de dépôts, détenir un réseau

(159) Claude DUFLOUX - ibid.

international extrêmement étendu et avoir une activité commerciale et financière très diversifiée. En France, ce sont les grandes banques de dépôts comme la B.N.P., le Crédit Lyonnais, la Société Générale qui participent le plus dans l'euro-marché.

Classement des groupes bancaires participant aux euro-émissions	Rang	
	en 1978	en 1979 (estimations)
Deutsche Bank	1	2
Westdeutsche Landesbank	2	3
Credit Suisse First Boston	3	1
Union de Banques Suisses	4	5
Societe de Banque Suisse	5	13
Banque Nationale de Paris	6	4
Dresdner Bank	7	8
Commerzbank	8	10
SG Warburg	9	21
Banque de Paris et des Pays-Bas	10	14
Algemene Bank Nederland	11	19
Kredietbank Luxembourgeoise	12	12
Amsterdam Rotterdam Bank	13	11
Merrill Lynch White Weld	14	18
Credit Lyonnais	15	9
Societe Générale	16	6
Salomon Brothers	17	16
Banque Bruxelles Lambert	18	7
Kalder Peabody	19	-
Onion Bank	20	22
Nomura Securities	21	23
Dawa Securities	22	-
Manufacturers Hanover	23	17
European Banking Co	24	-
First Boston	25	-
Societe Generale de Banque		15
Crédit Commercial de France		20

Le tableau montre implicitement l'âpreté de la concurrence bancaire internationale. La lutte pour les débouchés prend des dimensions extrêmement aiguës au sein d'un nombre de plus en plus réduit de groupes géants : moins d'une quarantaine selon Claude Dufloux. "Cette élite est désormais bien établie et les nouveaux venus sont assez rares. Toutefois, en son sein, la lutte pour les premières places est acharnée et le dixième d'aujourd'hui peut fort bien être le premier de demain" (160).

La concurrence conduit à la soumission des "petits" aux "gros" et l'une des conséquences des prêts et émissions internationaux - conséquence qui est aussi une condition - c'est d'accentuer la concentration du capital et de restreindre le nombre de monopoles capables d'accéder à ce marché fabuleux des euro-capitaux. Des contradictions existent également entre les différentes bourgeoisies, notamment entre les bourgeoisie arabe qui a accumulé de grandes quantités de capitaux de l'exploitation du pétrole et la grande bourgeoisie monopoliste des pays industrialisés. Cette dernière "accepte difficilement cette montée de la puissance financière arabe".

Comment les euro-capitaux provoquent-ils les différences et aggravent-ils l'inégalité au sein du capital bancaire ? L'exemple théorique que nous empruntons à Claude Dufloux répond à cette question.

Soient trois groupes de banques : banques essentiellement dollars (I), banques conjoncturellement dollars (II) et banques structurellement non dollars (III). Les ressources de ces trois types de banques n'auront pas la même composition

(160) Ibid.

et le même coût à montant égal. Supposons ce montant égal à 1000. Notre tableau sera donc :

	Groupe I	Groupe II	Groupe III
L	0	400	600
M	400	400	400
D	600	200	0
	1000	1000	1000

L représente les dépôts (ou emprunts) à moyen terme et à long terme rémunérés au taux t_l généralement supérieur au marche monétaire.

M = dépôts (ou emprunts) à court terme rémunérés au taux t_m , taux interbancaire (Libor) déterminé par les banques de référence. En fonction de la durée du dépôt, de la surface et de la réputation du banquier emprunteur, s'ajoute une correction algébrique "a".

D = dépôts gratuits, c'est-à-dire les dépôts faits en monnaie du prêt. Cette monnaie en général est le dollar provenant de la banque centrale, en l'occurrence du système de réserve fédéral américain.

Calculons la marge brute M_b :

$$M_b = C(t_m + S) - (L t_l + M(t_m + a) + D)$$

C = capital prêté au taux t_m auquel s'ajoute S le "spread" (la marge) sensée couvrir le risque de non-recouvrement du prêt.



Supposons que $C = 1000$; $t_m = 10\%$; $S = 1\%$
 $t_l = 12\%$; $a = 0,5$ (ces suppositions restant inchangées pendant une période de 1 an).

Le calcul de la marge brute donne les résultats suivants :

	Groupe I	Groupe II	Groupe III
Rémunération du prêt	110	110	110
Coût des ressources			
L	0	48	72
M	42	42	42
D	0	0	0
	42	90	114
Marge brute	68	20	- 4

Ce schémas montre les grandes différences qui s'établissent entre les différents groupes, en particulier entre les groupes I et III. Pour un même montant de ressources, les marges sont très inégales.

Cette situation entraîne une concurrence implacable et la domination quasi-exclusive des monopoles les plus puissants. Si par exemple, dans un crédit international, la diminution du spread s'établit à un $1/8$ de point, cela n'aura que très peu d'incidences sur les grosses banques. Par contre,

pour les banques du groupe II et surtout du groupe III, à l'inverse de celles du groupe I, cela aura comme conséquences de réduire fortement leurs profits. Les banques américaines, bien que de plus en plus concurrencées par les banques allemandes et japonnaises, bénéficient d'un atout majeur à cause du rôle du dollar comme monnaie de base dans les prêts internationaux. De ce fait, elles ont la possibilité de s'approvisionner gratuitement en dollars à la banque centrale américaine. Ce n'est pas le cas pour les banques des autres pays.

L'internationalisation du capital bancaire plus poussée a eu aussi comme résultat l'accroissement des profits internationaux. En témoignent les chiffres relatifs aux profits réalisés par les banques américaines.

Taux de croissance des profits pour 1970-1976 (161)

	Domestiques	Internationaux
Bank of America.....	6,0	32,4
Citicorp.....	4,5	51,0
Chase Manhattan.....	22,8	17,0
Manufacturer Hanover.....	0,6	41,9
Continental Illinois.....	7,8	76,4

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Un simple examen montre que l'augmentation importante des profits internationaux vient compenser la baisse des profits domestiques et dans certains cas, les pertes enregistrées sur le plan national.

(161) Jean Métais, cité par Samuelson; *ibid* p.70

L'un des moyens mis en oeuvre par les banques pour contre-carrer la baisse tendancielle du taux de profit est l'exportation des capitaux, en particulier dans les pays retardataires.

B) Conséquences pour les pays sous-développés

L'exportation des capitaux entraîne diverses conséquences dans les pays capitalistes retardataires. La conséquence ^mimmédiate des emprunts d'Etat que tout le monde souligne est l'endettement très élevé de ces pays vis-à-vis des banques. Une autre conséquence est le développement des rapports de production capitalistes et l'intégration des pays sous-développés de façon encore plus profonde dans le système capitaliste mondial. Et enfin, une troisième conséquence que nous analyserons, mais qui n'a généralement fait l'objet que de peu d'études, c'est l'accentuation de la polarisation sociale en tant que loi de l'accumulation capitaliste.

1) L'endettement croissant

L'endettement des pays sous-développés a pris de telles proportions depuis quelques années qu'il est devenu un véritable sujet de préoccupation pour les prêteurs de capitaux et la plupart des analystes financiers qui se penchent sur les problèmes que pose le crédit international. "La dette extérieure des pays en développement, écrit Pierre Dhonte, grande personnalité de la finance, est passée de 75 milliards de dollars en 1970 à 227 milliards en 1976. Dans le même temps, ses conditions financières se sont durcies. Ces deux circonstances amorcent une spirale : les charges de la dette s'accroissent aujourd'hui sous la pression des emprunts d'hier et entraînent ceux d'aujourd'hui, qui permettent d'en assurer le refinancement" (162). L'expression du directeur de la banque

(162) Pierre Dhonte; "La dette des pays en voie de développement"

Nationale de Grèce, bien que ne manquant pas d'un certain humour, traduit de manière crue cette situation : "Jusqu'au cou!", s'écrie-t-il.

L'endettement des pays sous-développés n'est pas un problème actuel. Il apparaît avec la naissance de l'impérialisme. Lénine le définit comme un trait permanent du capitalisme contemporain, étroitement lié à l'impérialisme et qui prend sa source dans l'exportation du capital.

Nous avons déjà plus d'une fois dans les lignes qui précèdent fait remarquer la similitude des placements extérieurs actuels avec ceux de la période de la fin du XIXe, début XXe siècle. Nous ne reviendrons donc pas sur cette question. Tout au plus, il faut noter que déjà, à la fin du XIXe siècle, des Etats d'Amérique du Sud et du Moyen Orient avaient contracté d'énormes dettes auprès des puissances impérialistes. La banqueroute de certains de ces Etats a causé de véritables catastrophes financières sur les marchés de Londres et de Paris.

L'endettement des pays non développés et la part croissante de la dette dans le financement de leurs déficits confirme bien la thèse selon laquelle le monde capitaliste est divisé en une poignée d'Etats rentiers et une écrasante majorité d'Etats débiteurs. Il nous faut nous appesantir un peu plus sur la dette actuelle, analyser sa structure, voir ses repercussions économiques et politiques sur les pays débiteurs.

Lorsque l'on examine la dette des pays sous-développés, il y a un aspect marquant : c'est la concentration de celle-ci entre un nombre restreint de pays. "Huit pays

affirme Pierre Dhonte, détenaient à eux seuls fin 1975, la moitié de la dette versée ou non des 84 pays recensés. Ce sont l'Inde (14,6 milliards de dollars), le Brésil (14,1 milliards), le Mexique (13,5 milliards), l'Indonésie (11,6 milliards), l'Algérie (9 milliards), l'Iran (7,1 milliards), la Corée (7 milliards), le Pakistan (6,3 milliards). On peut ajouter à cette liste l'Argentine (grande débitrice envers les créiteurs privés), l'Égypte et la Turquie (avec des dettes officielles importantes). Ensemble, ces onze pays détiennent 54% de la dette envers les créiteurs privés et ils ont reçu, en 1975, 47% des engagements de prêts nouveaux des premiers et 65% de ceux provenant des seconds" (163).

Pour les groupes financiers, ces pays offrent d'excellents débouchés car leurs besoins en capitaux sont importants. Le niveau relativement faible du développement de l'accumulation interne en capital pousse ces États à rechercher des capitaux à l'étranger, même si cet endettement implique de lourdes charges pour le budget de l'État et une hypothèque des ressources nationales par le capital international.

Un autre fait marquant de l'endettement est son caractère cumulatif. Nombre de pays sous-développés contractent de nouvelles dettes pour payer les anciennes ou même pour couvrir seulement le paiement des intérêts des dettes antérieures.

Traitant de la répartition de la dette, Dhonte distingue deux catégories de pays en voie de développement : les pays à bas revenus qui comprennent les pays d'Afrique, du Moyen Orient et de l'Asie du Sud; les pays à revenu moyen qui

(163) P. Dhonte - ibid p.27

sont les pays d'Amérique du Sud, de l'Europe du Sud et de l'Asie de l'Est. A partir de cette distinction, il qualifie les premiers de pays "d'assistance" parce que les capitaux qui y sont placés proviennent de crédateurs officiels à des conditions de "faveur", et les seconds de pays "commerciaux", à cause de l'accès de ces pays au marché financier privé aux conditions imposées par les banques.

Du point de vue régional, "l'Amérique du Sud apparaît à cet égard comme le continent le plus endetté avec 30% de la dette globale, près de la moitié des engagements envers les banques, et plus de 40% des versements et des paiements de charges en 1976. En outre, la dette de ce continent est plus largement qu'ailleurs composée d'engagements envers les crédateurs privés " (164). En 1976, les banques ont placé 28,4 milliards de dollars en Amérique Latine dans un total mondial de placements s'élevant à 59,3 milliards.

Par contre, dans les régions dont les revenus demeurent relativement bas (Afrique, Moyen Orient et Asie du Sud), 85% des engagements de la dette de ces pays sont constitués par des crédits publics. Selon un exemple donné par la Banque Mondiale dans World Debt Tables (édition 1977), "l'Inde et le Mexique avaient chacun à peu près le même niveau de dette extérieure déboursée fin 1975, 11,5 et 11,2 milliards de dollars respectivement. La dette extérieure publique atteignait à peu près le même pourcentage du PNB dans chacun des deux pays, 14,4% en Inde et 14,5 au Mexique. Mais le secteur privé au Mexique était fortement endetté à l'extérieur sans garantie de secteur public, alors que le secteur privé indien l'était très peu. En outre, la dette indienne s'est

(164) Ibid pp.26-27.

accrue de 3 milliards de dollars en 1975, venant pour l'essentiel de crédateurs officiels, et celle du Mexique de 3,2 milliards, dont seulement 0,5 milliard est venu de crédateurs officiels. Les charges du service de la dette en Inde étaient en fait beaucoup plus faibles qu'au Mexique, parce que les prêts officiels à l'Inde étaient à des conditions de faveur alors que le Mexique empruntait en grande partie aux conditions du marché." (165)

Partant entre autres de cette comparaison, P. Dhonte explique la diversité de la composition de la dette par "les différences de revenu et de taux de croissance entre les pays à bas revenu et les autres pays en développement". Selon l'auteur, dans les pays à revenu moyen, le PIB a progressé de 150% en termes réels depuis 1960 au lieu de 85% pour les pays industriels. "Ces performances peuvent se poursuivre, car accompagnés de changements structurels importants, la croissance devient largement auto-entretenu... Pour ces pays pris dans leur ensemble, les apports de capitaux extérieurs ne sont plus essentiels" (166).

Voyons de plus près ces analyses de P. Dhonte.

- Premièrement, la distinction entre pays "d'assistance" et pays "commerciaux" au sein des pays en voie de développement nous paraît discutable puisqu'elle est fondée essentiellement sur un critère moral, subjectif que traduit le concept "assistance". Cette distinction s'inscrit en dehors de toute analyse basée sur la nature du mode de production, son degré de développement. La thèse de "l'assistance" est également conforme à la conception des gouvernements bourgeois des pays sous-développés, pour qui, le développement économique

(165) Cité par P. Dhonte; ibid p.24

(166) Ibid pp.22;23.

de leurs pays passe par l'accroissement de "l'aide" étrangère. Ainsi, ces bourgeoisies pratiquent à vaste échelle la politique consistant à favoriser l'entrée du capital international, justifiant ainsi l'afflux massif des capitaux étrangers et la main-mise du capitalisme mondial sur les économies des pays en voie de développement.

Tout au plus, est acceptable la répartition des pays pauvres selon le niveau du revenu par habitant. Cela est un critère objectif. Mais en définitive, nous pensons que la distinction fondamentale ne peut avoir une valeur scientifique que si elle part du niveau de développement du mode de production capitaliste.

Selon que le capitalisme est plus ou moins développé dans tel ou tel pays, les forces productives sont elles-mêmes plus ou moins développées. Là où les monopoles industriels ont pénétré le plus tôt et le plus profondément, entraînant un renforcement et une extension des rapports de production capitalistes, on constate qu'il s'y est dégagé une certaine accumulation interne du capital, que les forces de production se sont relativement développées dans quelques branches de l'industrie, que des complexes industriels ont été mis sur pied utilisant généralement des techniques de production très élaborées, qu'il s'est constitué par conséquent un prolétariat assez nombreux concentré dans les villes. Le cas du Brésil, l'un des pays les plus endettés auprès des banques privées occidentales le montre bien.

Ce pays aux ressources colossales, connaît une pénétration crissante des capitaux étrangers depuis longtemps dans les branches de l'extraction des minerais, la métallurgie, l'industrie de transformation des matières premières, l'industrie

automobile, etc. Comparé aux pays d'Afrique Noire, le capitalisme est nettement plus développé au Brésil. L'une des conséquences et aussi l'une des conditions essentielles de ce développement capitaliste, c'est le poids de plus en plus grand que prend le prolétariat brésilien : en 1977, le prolétariat urbain et rural s'élève déjà à environ 14 millions de personnes qui avec leurs familles constitue plus d'un tiers de la population. Au fond, c'est le niveau du développement de la production capitaliste qui permet au Brésil d'accéder au marché des capitaux, d'y emprunter de grosses sommes d'argent et en contrepartie de payer partiellement ses dettes à l'aide d'une ponction importante du surplus économique (ou du revenu national). Une autre partie de ce surplus est directement prélevée sous forme de profits par les firmes multinationales implantées sur place. Le caractère usurier des euro-capitaux, la rente prélevée par les banquiers à l'économie brésilienne représentent un frein au développement actuel des forces productives.

- Deuxièmement : dans les pays où le développement capitaliste retarde encore et se trouve au niveau le plus bas, les conditions de rentabilisation des capitaux privés sont plus incertaines. En d'autres termes, l'insuffisance de l'infrastructure, le nombre limité des ouvriers qualifiés et des techniciens locaux, la faiblesse de la demande solvable, etc. sont autant d'obstacles pour les mono poles dans la réalisation du profit maximum.

Si les euro-banques ne se risquent presque pas dans ces pays, ^{c'est} parce que les sommes que ces derniers sont en mesure d'emprunter sont très faibles et donc rapportent un profit global peu élevé. C'est aussi parce que ces pays ne

la pression des revendications nationalistes des gouvernements des pays sous-développés a entraîné la nationalisation de plus de 20% des actifs des firmes multinationales, après cette période, il ya eu un retour en force des compagnies étrangères. L'impérialisme, usant de pressions politiques et économiques a fait reculer les prétentions nationalistes là où elles se manifestaient. La plupart des entreprises nationalisées ont été remises entre les mains des sociétés étrangères.

Le taux d'investissement et d'épargne d'un niveau relativement élevé en Amérique du Sud ne s'explique pas par une croissance soit-disante auto-entretenu. C'est la conséquence de l'afflux massif de capitaux étrangers qui dans beaucoup de cas se masquent derrière des appellations nationales. C'est également le résultat d'un accroissement du capital national qui, dans une certaine mesure, traduit l'extension des rapports de production capitalistes et la désagrégation partielle des modes de production antérieures. Ce qui demeure essentiel, c'est la domination du capital financier dans les branches clés de l'économie, c'est-à-dire les branches qui sont indispensables à la production des monopoles et d'où ils réalisent le profit maximum. Les apports de capitaux étrangers dans les pays en voie de développement, en dépit des multiples formes qu'ils revêtent, ont été et demeurent prépondérants. C'est que note Baer : "L'appel au capital étranger est général... Force est de reconnaître que les pays producteurs (pays sous-développés) ont perdu les moyens de s'assurer le contrôle de leurs ressources minières et ont échoué dans leurs tentatives de modifier le rapport de forces avec les pays industrialisés".

Le problème même de l'ampleur que revêt la dette

extérieure, son recours permanent comme moyen principal de financement contredisent l'opinion selon laquelle les apports de capitaux extérieurs sont non essentiels pour certains pays en voie de développement. En 1976, le Mexique considéré pourtant comme pays à revenu moyen par Dhonte, a emprunté 8 milliards de dollars auprès des banques dont 5 milliards pour le seul paiement de la dette antérieure.

L'endettement, les négociations et renégociations qui s'en suivent, sont autant de moyens utilisés par le capital pour faire pression sur les débiteurs. P. Dhonte souligne à juste titre les cas où "les créiteurs ayant manifesté peu d'empressement, ces négociations ont été longues, répétitives et pénibles, occasionnant une forte ingérence étrangère dans les affaires intérieures des emprunteurs en difficultés" (168). Il rappelle les exemples d'interventions des grandes puissances au Mexique, en Turquie et en Égypte dans le passé, et récemment en Indonésie, au Gabon et au Zaïre. "Pour sauvegarder leurs prêts, les créiteurs sont entraînés à exercer un pouvoir global sur le pays défaillant... C'est ainsi qu'une firme de consultants étrangers, Arthur Young and Associates, a été appelée en Indonésie pour trier le chaos administratif de Pertamina, tandis que Kuhn, Loeb, Lazard Frères et S. G. Warburg étaient nommés conseillers financiers de Bank of Indonesia; le même groupe de banques d'investissement étrangères est aussi intervenu au Gabon pour établir l'état de la dette et conseiller le gouvernement; et au Zaïre les créiteurs ont exigé que des postes clés soient confiés à des étrangers" (169).

(168) Ibid p.37.

(169) Ibid p.64.

leur offrent pas de concessions industrielles qui constitueraient de véritables garanties aux emprunts. Néanmoins dans ces pays à bas revenus, il existe pourtant des richesses du sol et du sous-sol. Mais pour le capital financier, ces richesses n'ont aucune valeur - d'un point de vue capitaliste s'entend - si elles ne sont pas exploitables à court ou moyen terme dans des conditions de rentabilité maximale. C'est pourquoi, à la place des banques multinationales privées qui délaissent ces zones, les Etats impérialistes y exportent des capitaux à des conditions moins draconiennes et de façon limitée dans le seul but de fournir à leurs monopoles industriels et commerciaux des débouchés pour leur produits. Exemple, un crédit public à un taux d'intérêt bas servira à équiper une route ou un port de matériel fourni par les monopoles ressortissant de l'Etat créateur. Par conséquent, le terme "assistance" ou "aide" est contestable.

Troisièmement : Dhonte parle de "croissance auto-entretenu" dans les pays à revenu moyen. Il va même jusqu'à écrire que dans ces pays, les apports de capitaux étrangers ne sont pas essentiels. Il justifie cette idée par le fait que le taux d'investissement y est élevé depuis de nombreuses années et que récemment le taux d'épargne a "atteint les normes des pays développés". La thèse de "la croissance auto-entretenu" ne nous semble pas fondée ni en théorie, ni en pratique. La dépendance des pays d'Amérique latine (pays qui connaissent ce type de croissance) vis-à-vis du capital financier international, en particulier nord américain, au lieu de se réduire augmente d'année en année. Jean Michel Baer qui a écrit à ce sujet (167) montre avec suffisamment de faits cette dépendance. Si de 1956 à 1972

(167) Jean-Michel Baer; Le reflux des ambitions du 1/3 monde
Monde diplomatique - janvier 1981.

2) Extension des rapports de production capitalistes

L'exportation des capitaux dans les pays sous développés a pour conséquence d'y accélérer le développement du capitalisme. Elle contribue à la formation et au renforcement du système capitaliste d'économie mondiale.

En effet, dans les pays capitalistes arriérés, les exportations de capitaux et surtout la pénétration de la production capitaliste industrielle ont provoqué en grande partie la décomposition des modes de production précapitalistes (petite production marchande, économie naturelle d'autosubsistance, communauté villageoise, etc.). Ces différents mode de production ont subsisté et ont été soumis au mode production capitaliste dominant (170).

Pour que s'instaure le mode de production capitaliste, Marx a défini deux conditions essentielles : il faut que les moyens de production soient la propriété d'une classe, la classe des capitalistes. La deuxième condition est la suivante : la classe capitaliste doit mettre en valeur ces moyens de production en exploitant la force de travail "libre", c'est-à-dire, la force de travail d'une classe libérée des anciens liens féodaux et patriarcaux, privée des moyens de production et ne disposant que de ses bras pour vivre. Cette classe est le prolétariat.

Du point de vue historique, comment l'exportation des capitaux influence-t-elle sur les rapports de production antérieurs ? Le cas du Congo peut nous permettre de répondre à cette interrogation.

(170) Voir notre mémoire de DEA, **Le rôle des firmes multinationales dans l'accumulation du capital au Congo.**
Université Paris X, 1979.

C'est avec la colonisation que le Congo connaît la pénétration des premiers capitaux sous forme de sociétés concessionnaires à caractère essentiellement commercial (171). Ces sociétés sont détenues par des groupes financiers à qui le gouvernement français confie l'exploitation d'une "propriété d'Etat" pendant un temps déterminé. Au Congo ont prospéré 40 sociétés concessionnaires dont 2 sont particulièrement connues : " la Compagnie Propriétaire du Kouilou-Niari" (CPKN) et la société anonyme "L'ONGOMO".

Ces sociétés concessionnaires sont sous le contrôle de l'oligarchie financière notamment le grand capital bancaire. "L'examen des listes de concessionnaires et surtout de la composition des conseils d'administration de ces firmes en 1906, fait apparaître de façon concrète une réalité incontestable : la présence des noms liés directement ou indirectement aux milieux industriels, bancaires français, plus précisément à la haute banque interressée aux affaires coloniales, en particulier le Comptoir National d'Escompte, la Banque de l'Indochine, la banque de l'Union parisienne" (172). Ces noms sont les P. Motte, Cousin, Josse et autres Du Vivier de Streel, personnages que l'on retrouve tour à tour à la tête de la haute banque, dans les hautes sphères de l'Etat, dans l'administration coloniale.

Les exportations de capitaux ont donc permis l'implantation de ces sociétés concessionnaires dont l'activité principale consiste à exploiter les richesses naturelles

(171) 1879 marque la date de l'arrivée au Congo de De Brazza, chargé par l'impérialisme français de s'appropriier les territoires de l'Afrique Centrale. De 1879 à 1882, le Congo a le statut de "protectorat". En 1898-1900, il devient "juridiquement une colonie et est réparti entre 40 sociétés concessionnaires.

(172) Hilaire Babassana, Travail forcé, expropriation et formation du salariat en Afrique noire; p.41 PUG 1978.

de la colonie (caoutchouc, noix de palme, ivoire, etc.) sans pour autant transformer ni le procès de production, ni les instruments de travail des producteurs. Ainsi, les producteurs autochtones sont chargés, à l'aide de leurs instruments traditionnels et de manière archaïque d'arracher à la nature les produits dont ont besoin les firmes étrangères. En contrepartie, elles leur versent un salaire généralement en nature. Au cours de cette période, la pénétration du capital au Congo entraîne le pillage systématique des ressources naturelles sans transformation véritable des rapports de production.

Du reste, le capital commercial ne pouvait être capable de révolutionner le mode de production existant puisqu'il a comme fonction seulement de réaliser l'échange des marchandises. C'est la fonction qui lui est assigné dans la circulation qui ne lui permet pas de bouleverser le mode de production antérieur.

Il faut attendre 1921 pour que s'opère cette transformation. En effet, à cette date, l'impérialisme français décide la construction du chemin de fer de Brazzaville à Pointe-Noire. Pour Pierre Philippe Rey, "ce qui se produit en 1921 n'est pas tant le début de la mobilisation pour le chemin de fer que le début d'une intervention plus générale pour transformer les rapports de production". (173). Les placements de capitaux sous ^{forme} d'investissements directs en particulier dans le domaine de l'infrastructure vont profondément influencer dans l'apparition de nouveaux rapports de production. La construction de la voie ferrée est le premier pas significatif de l'intervention du capital industriel dans la colonie. Celui-ci est représenté par le grand monopole

(173) Pierre Philippe Rey, "Colonialisme, néo-colonialisme et transition au capitalisme" - p.367 Éditions Maspéro.

des travaux publics, la société des Batignolles. La construction de la voie ferrée va constituer une des conditions essentielles qu'annonçait Lénine pour le développement du capitalisme dans les pays retardataires, pour leur développement industriel.

Avec la construction du chemin de fer, on assiste corrélativement à la création d'une force sociale de production tout à fait nouvelle : le prolétariat. Certes, il a existé à l'époque des sociétés concessionnaires des salariés qui étaient utilisés pour le portage des marchandises ou pour la cueillette du caoutchouc. Mais il ne s'agissait pas à proprement parler d'un prolétariat, c'est-à-dire d'éléments formant un groupe social homogène et stable, ne disposant que de leurs bras et vendant leur force de travail au capital contre un salaire pour subsister. Ces producteurs sont reliés par mille fils à la petite propriété privée des moyens de production et à l'économie naturelle. Ce n'est qu'au moment de la construction de la voie ferrée qu'apparaît cette nouvelle classe sociale. Elle se compose d'anciens petits producteurs qui, arrachés de force de leurs conditions initiales de travail et contraints brutalement à travailler dans les chantiers de construction, vont se constituer en travailleurs "libres", "volontaires". Les conditions de travail qu'impose le capital sont vraiment inhumaines et provoquent une destruction massive de la force de travail. Ces nouveaux prolétaires, façonnés par la discipline capitaliste du travail dans les chantiers, vont dorénavant alimenter de manière régulière le marché capitaliste du travail, sans qu'il ne soit plus nécessaire d'user de la force répressive.

Cette évolution qualitative exigea 7 années à compter de la date du début des travaux. "Il y eut 30 volontaires en 1929, 310 en 1930, 1631 en 1931, 3463 pendant les

onze premiers mois de 1952... Grâce à l'afflux des volontaires 4550 appelés suffirent aux besoins de la division côtière en 1952, là où le plan de recrutement en prévoyait 8000" (174). Une des conditions essentielles de l'accumulation et de la reproduction du capital venait d'être créée; un mode de production plus progressiste que les anciens modes de production précapitalistes s'était maintenant instauré au Congo : le capitalisme.

Comment se présente la situation actuelle ? Le capital international renforce-t-il ses placements dans le pays ? Pendant les dernières années qui viennent de s'écouler le Congo n'a pas annoncé avoir réalisé des emprunts dans le marché des euro-capitaux. Et pourtant la dette extérieure n'a pas cessé de s'alourdir d'année en année à l'image de tous les pays sous-développés. Selon Jean Alibert, l'Etat congolais aurait reçu des euro-crédits. Mais ce dernier n'a fourni aucune précision sur la date ni sur le montant. Cela est fort probable car la découverte récente d'importants gisements de pétrole dans la région côtière suscite actuellement la convoitise des groupes financiers privés. D'après le journal "Le monde", l'idéologie officielle proclamée en terme de "marxisme-léninisme" et de "coopération avec l'URSS" se serait atténuée au profit d'un discours plus "modéré" et plus pragmatique, axé sur le renforcement des liens économiques et politiques avec l'Occident (175). Cette situation n'est-elle pas la conséquence des capitaux fournis par les banques privées ?

Toujours est-il que du point de vue économique, les plus importants placements de capitaux extérieurs se sont

(174) G. Sautter, cité par P. Ph. Rey *ibid* p.410.

(175) Voir Le monde du (1980) - article de Ph. Decreane.

opérés dans le domaine énergétique. Le pétrole occupe la première place dans les exportations congolaises depuis quelques années.

Les rapports de production capitalistes dont nous avons parlé plus haut n'ont cessé de s'étendre et de s'approfondir à cause principalement de l'afflux des capitaux étrangers dans les branches industrielles, agro-industrielles, le commerce, les transports, les banques,.... La preuve est donnée par l'accroissement de la classe ouvrière congolaise. En 1976, Hugues BERTRAND (176) a estimé qu'elle s'élevait à 50 000 personnes environ. Ce chiffre est relativement important car le capitalisme au Congo est un phénomène historique récent puisqu'il ne s'est vraiment constitué qu'il y a soixante ans à peine ; à partir de la mise en place de la voie ferrée "Congo-Océan". La ruine des paysans dans les campagnes s'est accélérée provoquant une forte immigration et concentration de la population dans les villes et l'accroissement de l'armée industrielle de réserve.^A Ces paysans ruinés s'ajoutent d'autres catégories de petits producteurs (artisans) ou de petits commerçants contraints de se transformer en prolétaires par le grand capital. Cette prolétarisation massive est le produit du capital étranger qui, grâce à ses coûts de production moins élevés, à la production en masse des articles manufacturés échangés à des prix inférieurs à ceux des produits locaux, concurrence impitoyablement la petite production marchande, la désagrège en grande partie, la voue à la ruine.

La bourgeoisie locale, seule ou en association avec les monopoles capitalistes, accumule des capitaux, se

(176) voir Hugues BERTRAND - le Congo - formation sociale et mode de développement économique - Ed. Maspéro.

lançent dans les affaires, investissant dans les domaines délaissés ou accordés par le capital financier. Cette bourgeoisie de plus en plus affairiste contribue elle aussi à la ruine des petits producteurs, soit par des mesures économiques (concurrence sur le marché), soit par des mesures politiques dictées par l'Etat (augmentation des taxes, expropriation des paysans etc).

Si les emprunts d'Etat qui prennent la plus grande part aujourd'hui des placements de capitaux sont utilisés par la classe dirigeante pour développer l'accumulation du capital, étendre les entreprises d'Etat, accroître la production de certaines matières premières, alors les conséquences sur les rapports de production vont être plus importantes. Ceux-ci auront tendance à se consolider et à s'élargir, à prendre de plus en plus nettement la forme d'un capitalisme d'Etat. Quant aux forces productives, la loi de la concurrence et l'anarchie capitaliste, le caractère usuraire des placements réalisés par le capital financier, la dépendance et les déséquilibres que celui-ci entraîne dans les différents secteurs de l'économie, tous ces facteurs entraînent donc un développement sclérosé, unilatéral et très limité des forces productives.

3) Accentuation de la polarisation sociale

La polarisation de plus en plus nette au sein de la société capitaliste représentée par la différenciation entre les deux classes, celle des bourgeois et des prolétaires, au mode de vie totalement distinct, aux intérêts antagonistes est la loi fondamentale de l'accumulation capitaliste.

La réalité sociale dans les pays capitalistes retardataires montre qu'il existe une profonde différenciation

entre les classes sociales. Ces différences sont tellement criantes que même les idéologues des classes dominantes sont parfois obligés de les reconnaître.

Quand on examine cette réalité à partir des faits, on constate concrètement comment agit la loi fondamentale de l'accumulation du capital. René Dumont rapporte quantité de faits qui illustrent la polarisation de la société africaine en classes riches et pauvres, en particulier entre la bourgeoisie et le prolétariat, les deux classes qui sont au centre des rapports de production capitalistes. "Eléments de la fonction publique, parlementaires, ministres constituent de la sorte une caste privilégiée dont les membres se soutiennent... Le député gabonais gagne plus que le parlementaire britannique : 165.000 CFA contre environ 100.000 CFA par mois (...). Quant au coût de la présidence, du parlement et des ministres gabonais, avec tous leurs voyages plus ou moins utiles, il représente probablement, par rapport au revenu national de ce pays, plus que la cours de LOUIS XVI en 1788, par rapport au revenu français de l'époque" (177). Et plus loin, l'auteur ajoute cette comparaison entre le revenu d'un député et celui d'un paysan : "Un député travaille (?) trois mois par an, mais reçoit chaque mois de 120.000 à 165.000 CFA. En 6 mois de salaire, donc 1 mois et demi de travail, il gagne autant que le paysan africain moyen en 36 ans, en toute une vie de dur labeur" (178).

De ces faits, René Dumont tire la conclusion suivante : "Ainsi se crée en Afrique une "bourgeoisie" d'un type nouveau, que Karl Marx n'avait guère pu prévoir, une

(177) René Dumont; L'Afrique noire est mal partie - pp.65-66
Edition du Seuil 1962.

(178) Ibid.

bourgeoisie de la fonction publique" (179). Ces constatations ont été faites au début des années 60, au moment où les pays coloniaux venaient d'accéder à leur indépendance.

Vingt ans après, comment se présente la situation ? Nous estimons que la polarisation de la société s'est davantage accentuée, que les différences de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat se sont multipliées. La bourgeoisie qui, au moment où se sont formés les Etats nationaux avait commencé par occuper des fonctions de gestionnaire de l'appareil de l'Etat, s'est progressivement orientée, en plus de ce rôle étatique, vers l'accumulation du capital. Elle a ainsi consolidé son pouvoir économique. Ce processus s'est déroulé avec ses propres particularités selon les pays, mais la tendance générale c'est la constitution par la bourgeoisie d'une base économique aussi minime soit-elle.

Cette base économique se compose, soit d'entreprises d'Etat, d'entreprises mixtes qui regroupent le capital public et le capital étranger privé; soient d'entreprises industrielles et commerciales individuelles. Le pouvoir économique acquis par la bourgeoisie locale est en général étroitement lié et dépendant de la stratégie des firmes multinationales qui lui impose des limites et l'empêche de concurrencer ces firmes.

Ces dernières années, la stratégie des monopoles tend elle aussi à permettre la constitution dans une certaine mesure de cette base économique en associant de plus en plus la bourgeoisie des pays moins développés à la gestion et à la propriété du capital à travers les entreprises mixtes.

(179) René Dumont - *ibid.*

Dans un article déjà cité sur les zones franches, Michel Barang révèle le nouveau rôle joué par de larges fractions de la bourgeoisie locale dans le cadre de la nouvelle stratégie des firmes multinationales. A ce sujet, il écrit : "Dans des pays comme Taïwan, la Corée du Sud, les Philippines etc. sont apparus de forts segments de bourgeoisies locales qui jouissent d'une influence croissante. Ces nouvelles bourgeoisies, parfois qualifiées de "contractuelles" sont les intermédiaires locaux de sociétés commerciales transnationales (occidentales et japonnaises) qui, plutôt que de risquer des investissements directs préfèrent passer des contrats avec des entrepreneurs locaux. Aux Philippines par exemple, la bourgeoisie "contractuelle" fournit à présent près de 50% des exportations industrielles" (180). Hauts fonctionnaires de l'Etat; entrepreneurs locaux font partie de cette bourgeoisie qui mène un mode de vie calqué sur celui de la bourgeoisie occidentale.

A l'autre pôle opposé, le prolétariat, dont le salaire permet à peine de survivre, se développe conformément au rythme de l'accumulation capitaliste. La formation du prolétariat a révolutionné la structure de classes et le contenu des forces productives, en inaugurant l'ère de l'industrie. Cela confirme les propos de Marx et Engels selon lesquels : "De toutes les classes qui, à l'heure présente s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périssent et périssent avec la grande industrie; le prolétariat, au contraire en est le produit le plus authentique" (181).

(180) Michel Barang - ibid.

(181) Marx et Engels - Manifeste du Parti communiste ;
p.45 Edition de Pékin 1977.

Nous avons fourni des données relatives à l'accroissement du prolétariat dans quelques pays comme le Brésil et le Congo dans les lignes qui précèdent. Ces données expriment la tendance historique de tous les pays sous-développés. A des degrés divers et selon les particularités socio-économiques, politiques et historiques de chaque pays, le prolétariat a connu un accroissement numérique, surtout après la deuxième guerre mondiale, période qui a connu une forte augmentation des investissements directs industriels dans les pays non développés. L'exportation des capitaux a eu pour conséquence d'accroître la classe des prolétaires, en particulier le prolétariat industriel.

Aujourd'hui, ce développement se poursuit, surtout dans les "zones franches" car la crise de l'impérialisme pousse celui-ci à multiplier les zones d'accumulation intensive du capital, les zones de surexploitation accrue de la force de travail. Ainsi, le capital utilise même la force de travail des enfants et la transforme en marchandise. Le prolétariat voit donc ses rangs grossir d'un nombre toujours croissant de jeunes. Selon les plus récentes estimations du Bureau International du Travail, cinquante deux millions d'enfants de moins de quinze ans sont au travail dans le monde dont plus de la moitié (29 millions) en Asie méridionale, 10 millions en Afrique, 9 millions en Amérique du Sud et 1 million dans les régions les plus pauvres des pays industrialisés. En Inde par exemple, on compte 10 millions d'enfants exploités par le capital, 5 millions au Brésil, 17% à Haïti (182). Mais ces évaluations sont bien en dessous de la réalité d'autant plus qu'il n'existe pas de

(182) Ces témoignages sont recueillis par Christianne Rimbaud et accumulés dans son livre "52 millions d'enfants au travail".

statistiques précises sur cette question. Les chiffres pour être exacts doivent être multipliés par deux, trois ou même plus.

D'autres témoignages non moins accablants ont été faits récemment. Ils montrent le caractère inhumain de l'exploitation capitaliste sur les enfants. En Thaïlande, des parents acculés à la misère sont obligés de vendre leurs enfants à des négriers qui les placent dans les usines et ateliers illégaux. Ces enfants travaillent entre douze et quinze heures par jour et sont âgés de dix à seize ans. Ce sont le plus souvent des filles. Enfermés dans des ateliers où ils ne sortent jamais, ils subissent la loi cynique du profit capitaliste. C'est à l'atelier de pile que le travail est le plus pénible. Tout au long d'une chaîne, les jeunes filles y manipulent le manganèse et les acides. Là, elles y sont plus surveillées qu'ailleurs et sont condamnées à baigner dans les vapeurs d'acide toute la journée, ne pouvant ni s'oxygéner, ni avoir une quelconque protection. Dans ces ateliers "funèbres", les enfants meurent rapidement ou souffrent de très grandes lésions pouvant entraîner une paralysie totale (183).

Cette polarisation sociale accentuée entraîne l'aggravation de la lutte des classes; dans les zones "franches" où la répression est très dure, quelques conflits sociaux ont éclaté dans des entreprises, sporadiques, et ont été vite étouffés par des licenciements massifs. Il ne reste alors aux travailleurs violentés que des exutoires culturels tolérés. Ainsi, en Malaisie, sans grèves, sans syndicats, sans négociations collectives, des

(183) voir l'article de Patrick DURAND - Paris Match (1981).

"apparitions d'esprits" affectant des centaines d'ouvriers ont entraîné à plusieurs reprises des fermetures d'usines, pendant des heures ou même des jours de suite. Les "esprits" fournissent aux femmes malaises une des rares formes culturellement acceptables de protestation sociale (184). Les phénomènes de possession se produisent en général en des périodes de fortes tensions dues à la productivité intense et aux cadences infernales. Voilà à quoi sont réduites ces ouvrières face à la surexploitation dont elles sont victimes. Afin de mettre fin à ces scènes d'hystérie collective, les capitalistes font venir de New-York toutes sortes d'experts en psychologie et sociologues du travail ou embauchent des "sorciers" locaux. Mais peine perdue, les crises collectives se poursuivent.

Nous venons d'examiner quelques conséquences de l'exportation des capitaux. Ces conséquences ne sont pas illimitées car l'exportation des capitaux elle-même n'est pas illimitée. Elle comporte deux tendances contradictoires qui freinent et favorisent son développement.

(184) Michel Barang - *ibid.*

Chapitre 2 :

Facteurs qui freinent et favorisent l'exportation des capitaux dans les pays sous-développés

1- Facteurs qui freinent

L'exportation des capitaux est contrecarrée par un certain nombre de facteurs qui représentent des freins, en d'autres termes des limites à l'action des exportateurs. D'un point de vue dialectique, chaque phénomène comporte des aspects contradictoires. Cette loi de la dialectique, l'unité des contraires, est également présente dans l'exportation des capitaux. Comment se manifeste-t-elle ? Tout d'abord, voyons les limites.

A) Les limites de l'endettement et du remboursement des dettes par les pays sous-développés :

Tout le monde s'accorde à dire que les prêts accordés par les banques courent des risques dus au fait que les Etats débiteurs qui ont absorbé des lourdes dettes ont d'énormes difficultés à s'acquitter de celles-ci. D'année en année, le service de la dette n'a fait qu'augmenter. Les états débiteurs sont à la merci des créanciers qui, pour se faire rembourser les échéances et les intérêts, font de nouveaux crédits à des taux d'intérêt encore plus élevés. Quelle est la logique qui sous-tend cette accumulation risquée de prêts ?

Pierre Dhonte nous l'explique : "l'enjeu d'un prêt à un pays en développement n'est pas tout à fait le même que celui d'un prêt à une entreprise. On dit, à cet égard, que la possibilité d'une perte en capital est moindre dans le premier cas car un pays à la différence d'une entreprise ne disparaît pas par suite d'un endettement excessif. Plutôt qu'à une perte, le prêteur serait confronté à un

problème de liquidité jusqu'à ce que sa créance soit recouvrée" (185). P. Dhonte estime à juste titre que cette distinction est un peu "factice", puisqu'au lieu de déclarer faillite et de subir les conséquences désastreuses d'une banqueroute, les banques préfèrent refinancer la dette à des conditions encore moins favorables pour le débiteur. Pour protéger leurs placements, les banques sont acculées au refinancement. "C'est une perte déguisée, diluée, au moins sous forme de revenu abandonné. Cela peut coûter moins cher qu'une annulation, mais la différence est de degré et non de substance" (186).

Le Brésil est l'un des pays qui s'est enfoncé dans le cycle infernal de l'endettement vis-à-vis des banques. Rien qu'en 1981, la valeur des intérêts perçus par les créanciers atteindra 50% environ du service de la dette et 21% de la valeur des exportations.

BRESIL

Tableau I. - LE FARDEAU CROISSANT DES INTÉRÊTS

Années	Service de la dette (en millions de dollars)			Proportion des intérêts nets dans le service de la dette (%)
	Amortissements	Intérêts nets	Total	
1968	816	144	960	15,0
1969	1 068	182	1 250	14,6
1970	1 242	234	1 476	15,9
1971	1 283	302	1 685	17,9
1972	1 963	359	2 322	15,5
1973	2 063	514	2 577	19,9
1974	1 943	652	2 595	25,1
1975	2 168	1 498	3 666	40,9
1976	3 004	1 810	4 814	37,6
1977	4 123	2 103	6 226	33,8
1978	5 426	2 696	8 122	33,2
1979	6 527	4 186	10 713	39,1
1980	6 702	6 311	13 013	48,5
1981*	7 600	7 500	15 100	49,6

Source : - *Jornal do Brasil* -, 13 septembre 1981.

* Estimations

(185) P. Dhonte - *ibid* pp.64 et 65.

(186) *Ibid.*

Mais ce qui est beaucoup plus grave, c'est que la hausse des taux d'intérêt américains alourdit encore plus la dette des pays en voie de développement. "Cette hausse alourdit le service de la dette extérieure puisque celle-ci est rattachée pour 60% à des taux d'intérêt flottants qui suivent les cours du marché financier... Chaque fois que le taux d'intérêt des eurodollars augmente de 1% à Londres, la dette brésilienne s'accroît de 500 millions de dollars. Utilisant un autre élément de comparaison, on peut remarquer aussi que chaque augmentation de 1% des taux d'intérêt des eurodollars correspond à une hausse de 4% des prix du pétrole au Brésil" (187).

Analysant dans le même sens les répercussions de la hausse des taux d'intérêt sur la dette des pays pauvres, Michael Daudertaedt écrit : "La hausse des taux d'intérêt a davantage touché les pays endettés que ne l'auraient fait de nouvelles hausses de pétrole. Selon *The Economist* du 20 décembre 1980, une hausse de prix de 5 dollars par baril absorbe 7% des recettes d'exportation du Brésil alors qu'une hausse du Libor de 5% en prélève 19,5%. De fait, le taux du Libor est passé d'environ 5% en 1977 à près de 20% à la fin de 1980. Les prêts sur les euromarchés ayant des écarts fixes par rapport au taux du marché, la hausse de celui-ci affecte en totalité le débiteur" (188). La situation est tellement catastrophique que l'ancien ministre brésilien du plan, Celso Furtado, en est venu à dire : " C'est la dette extérieure qui administre le Brésil et non l'inverse".

(187) Julia Juruna; Brésil, la dette extérieure, facteur de destabilisation - monde diplomatique décembre 1981.

(188) Michael Dauderstaedt; Les risques de l'endettement international - Monde diplomatique, février 1981.

A la vue de tous ces faits, une question se pose : est-ce que l'accroissement vertigineux de la dette ne va pas provoquer (à plus ou moins longue échéance) la banqueroute des Etats débiteurs comme cela s'est produit au XIXe siècle ?

Pour empêcher cette catastrophe qui entraînerait l'effondrement du système bancaire international, l'impérialisme multiplie les renégociations et consolidations des dettes en cours. Jusqu'ici, aucun pays n'a déclaré ouvertement être en cessation de paiements. Mais des situations de crise grave ont déjà vu le jour à propos du Nicaragua, Haïti, Turquie et Pérou, pour ne citer que ces pays là. Ces risques obligent les groupes financiers à diriger leurs placements dans un nombre restreint de pays et à délaisser ou réduire au minimum les emprunts au pays qui sont considérés comme pays à haut risque. Ce sont les pays se situant généralement au bas de l'échelle parce que leurs recettes d'exportation sont très faibles à cause du développement industriel insuffisant. Ce sont aussi les pays qui n'offrent pas au grand capital les garanties réelles sur le plan économique (absence de ressources naturelles stratégiques comme le pétrole ou l'uranium) ou sur le plan politique (instabilité du pouvoir politique).

La capacité limitée de remboursement des pays débiteurs est un obstacle à l'accroissement de l'exportation des capitaux et un facteur d'aiguïsement de la concurrence entre les groupes bancaires pour conquérir les débouchés les plus avantageux. Du fait de la concentration de la majorité des prêts sur un petit nombre de pays pauvres, la rivalité entre les différents monopoles bancaires est très âpre. Cette

Lutte impitoyable ne laisse aucune place aux "petits". La seule possibilité qui leur est offerte est de se soumettre aux "gros meneurs du jeu".

Actuellement, un certain nombre de pays sont l'objet de convoitises de la part des banques dont les ressources abondantes cherchent à s'y placer au taux d'intérêt le plus élevé. Ces pays qui ne sont pas nombreux ont de plus en plus du mal à rembourser ne fût-ce que les intérêts. En conséquence, l'une des raisons qui explique la surliquidité actuelle du capital bancaire, c'est le frein provoqué par le nombre restreint de pays sous-développés à même de répondre aux critères de rentabilité qu'exigent les banques. La reproduction élargie du capital en général, le capital bancaire en particulier est victime de cette contradiction.

La hausse des taux d'intérêt américains et leurs répercussions sur le libor, la hausse du prix du pétrole, l'inflation, la réduction des investissements directs et la baisse des recettes d'exportation des pays sous-développés, tous ces facteurs concourent à alourdir la dette extérieure de ces derniers. Cette situation est source de contradictions inextricables pour le système capitaliste mondial, aggrave la crise économique et politique dans lequel il est plongé. L'accroissement des placements extérieurs s'en trouve de ce fait contrecarré.

B) Les risques politiques

L'endettement croissant des pays sous-développés et l'accentuation de la main-mise des firmes multinationales, la crise économique qui ne cesse de s'approfondir avec tout son cortège de pauvreté pour les travailleurs, aiguïssent les contradictions de classe et suscitent une grande instabilité politique.

Au sein même des classes dirigeantes, principalement de la bourgeoisie, existent des contradictions et des fractions qui luttent chacune pour avoir l'hégémonie dans l'appareil de l'Etat. Cette lutte peut revêtir un caractère violent et aboutit dans la plupart des cas à des coups d'Etat spectaculaires, à des affrontements entre diverses fractions de l'armée.

L'extension des rapports de production capitalistes, la polarisation de la société en classes antagonistes accroissent les risques d'explosions sociales. L'approfondissement des contradictions sociales aiguise la lutte des classes. Tous ces éléments constituent des obstacles au développement de l'exportation des capitaux. Les placements extérieurs exigent comme conditions entre autres la "stabilité" politique. Elle est généralement "obtenue" par la répression violente de toute révolte, par l'instauration de dictatures militaires.

Mais cette "solution" est source de contradictions encore plus aiguës parce qu'elle isole la classe dirigeante des masses et rejette dans l'opposition les secteurs démocratiques de la bourgeoisie. C'est ce que rappelle le journal "Le Monde diplomatique" s'agissant du Brésil : "... A moins d'être étouffés par une répression qui prendrait des proportions inédites, les aspirations démocratiques de la nation - même si elles prennent parfois une allure désordonnée - sont déjà trop diffuses pour être supprimée par un simple putsch militaire. Cette fois - et c'est là le fait politique nouveau - les putschistes ne se heurteraient pas seulement aux seuls éléments "subversifs", mais à l'Eglise, à un mouvement syndical combattif qui dispose d'importantes bases rurales et urbaines, ainsi qu'à un segment considérable des classes moyennes" (189).

Les dangers et les risques de cette instabilité pour les prêts bancaires sont également mis en relief, de façon non équivoque par nombre de politiciens et économistes. Depuis quelque temps, sonnent le cri d'alarme. Nous ne prendrons pour exemple que les propos d'une vigueur étonnante tenus par cet ancien directeur général français de la Caisse Centrale de Coopération Economique : "on essaie de minimiser, dit-il, les risques en disant que les prêts bancaires ont été consentis à des pays dynamiques dont le PNB et les productions industrielles ont rapidement progressé au cours des années 70. C'est exact pour plusieurs des principaux emprunteurs. Mais la destinée d'un Etat ne s'apprécie pas seulement en fonction d'indices économiques, d'une sincérité d'ailleurs incertaine. Que penser de l'avenir d'un pays qui présente approximativement les caractéristiques suivantes, ou plusieurs d'entre elles : population composée en majorité de moins de vingt ans ; croissante démographie au rythme d'un doublement en vingt cinq ans, peuple souffrant, presque tout entier, d'une misère profonde ; classe moyenne très réduite ; énormes fortunes aux mains d'une très petite minorité ; fortes oppositions tribales, religieuses ou raciales ; civisme encore rare, même dans la fonction publique ; corruption largement répandue ; exode rural persistant ; bidonvilles déjà peuplés et en voie de surpeuplement ou d'expansion ; chômage déjà considérable et qui va continuer à grandir ; rythme de concentration urbaine tel que les deux tiers ou les trois quart de la population pourraient être groupés dans quelques villes d'ici la fin du siècle..." (190).

(190) André POSTEL-VINAY - le développement des crédits bancaires et la logique des affaires - Le Monde diplomatique - février 1982.

L'auteur de ces propos prévoit la catastrophe au système de prêts privés parce que, selon lui, ce système finira par se bloquer : "Il se bloquera quand le nombre de banques qui refusent de s'y associer aura suffisamment grandi. Plus le blocage tardera, plus les dommages seront considérables" (191). Il est bien difficile aujourd'hui de prévoir le contraire, pour autant que la réalité soit perçue de manière objective.

En outre, le processus même d'évolution de la lutte de classes, l'état de décomposition avancée de la société augmentent les facteurs objectifs propres à l'écllosion des situations révolutionnaires.

Dans beaucoup de pays pauvres, les situations révolutionnaires existent ou sont en train de mûrir. C'est ce qui explique les propos alarmistes, les cris d'alerte et les inquiétudes qui se multiplient au sein de larges fractions de la bourgeoisie. Celles-ci exigent la réglementation des prêts bancaires.

Le mouvement gréviste depuis quelques années a pris une intensité sans pareil. Il se développe en ligne ascendante. Dans maints cas, les grévistes et les manifestants s'affrontent directement aux forces de l'ordre.

Le Brésil, l'un des pays où les banques ont le plus placé des capitaux, la lutte gréviste y est en extension. Les travailleurs revendiquent avec plus de force

(191) *ibid*

des meilleurs salaires, des droits syndicaux et politiques. On peut dire aujourd'hui que le Brésil est traversée par des profondes contradictions de classe. Après la grande grève des métallurgistes en 1981, le mouvement contre la vie chère a embrassé tout le pays. Au Salvador de Bahia, la population a, pour protester contre la hausse exorbitante des transports en commun (+ de 50 %), manifesté violemment sa colère et cassé la moitié des autobus de la ville. Dans les bidonvilles, les "favelas" (sorte d'HLM) sont maintenant occupés dans le sud, y compris par les métallurgistes (payés deux fois moins que le SMIC en France) tant la spéculation immobilière est grande en ville. A la campagne, les paysans pauvres sont chassés de leurs terres par le "capitao", gros propriétaire terrien qui s'approprie les petites parcelles environnant son domaine. Ces latifundiaires féodaux protégés par la police, les juges, disposent de leurs milices privées. Un vaste mouvement d'occupation des terres déclenché par les paysans pauvres pour survivre touche l'ensemble du pays : plus de 500 000 dans le Nord, 100 000 dans l'Etat de Sao Paulo, Panama et Minas Geraes. "Ils viennent, défrichent un lopin de terre, plantent des bananes, et nourrissent ainsi leurs familles. Ils ont contre eux les mercenaires armés des grands propriétaires, et comme en Araguaia, les parachutistes, les troupes hélicoptérées venues combattre les guerilleros protecteurs des terres occupées".

Dans ces conditions, l'exportation des capitaux possède "une marge de sécurité" de plus en plus étroite. A la crise économique s'ajoute une crise politique et sociale qui pourrait déboucher sur une issue fatale pour les capitaux et les intérêts des monopoles capitalistes.

Mais face à ces éléments objectifs qui contrecarrent le développement des placements des capitaux étrangers, d'autres facteurs agissent de manière dialectique et favorisent au contraire l'intensification de ces placements. Quels sont ces facteurs ?

II- Les facteurs favorables

A- La loi du profit maximum

Qu'est-ce-que la loi du profit maximum ?

L'on sait que Marx a élaboré la loi fondamentale du système capitaliste, c'est-à-dire la loi qui détermine l'essence de la production capitaliste. C'est la loi de l'extorsion de la plus-value, du profit. Mais cette loi est de caractère trop général, elle ne "touche pas aux problèmes du taux maximum de profit dont la garantie est la condition du développement du capitalisme monopoliste. Pour combler cette lacune, il faut concrétiser la loi de la plus-value et la développer, en accord avec les conditions du capitalisme de monopole, en tenant compte que ce dernier ne réclame pas n'importe quel profit, mais le maximum de profit. C'est la loi économique fondamentale du capitalisme actuel".
(193)

En d'autres termes, le profit maximum, c'est le profit moyen plus le superprofit qu'exigent les monopoles dans l'accumulation du capital. C'est pour réaliser le profit maximum que les monopoles réalisent des placements

(193) J.V. STALINE - "Les problèmes économiques du socialisme en URSS" p. 41 - Ed. Norman Bethune.

dans les pays sous-développés. C'est donc à cet objectif que répond l'exportation des capitaux. L'examen du taux d'intérêt, qui n'est qu'une fraction du profit redistribué au capital bancaire montre clairement le niveau nettement plus élevé du taux de profit dans les pays coloniaux et néo-coloniaux, comparativement à celui qui existe dans les métropoles.

Marge moyenne des crédits égaux ou supérieurs
à 50 millions de dollars

	1979			1980		
	T3	T4	T1	T2	T3	oct.-nov.
OCDE	0,67	0,49	0,56	0,57	0,54	0,51
Autres	0,61	0,57	0,58	0,73	1,17	0,65
hors OCDE	0,76	0,74	0,78	0,84	0,82	1,04
Générale	0,73	0,64	0,67	0,69	0,69	0,76

Source : OCDE - décembre 1980

Le tableau montre que les différences de marges entre pays de l'OCDE et les autres pays sont importantes. Elles s'établissent parfois à des proportions qui vont du simple au double. Cette différence du taux d'intérêt pousse les banques à exporter leurs capitaux dans des zones qui leur permettent d'atteindre le profit maximum. Ces placements constituent

La plupart des monopoles des sources qui alimentent la plus grande partie de leurs bénéfices. L'exemple du groupe financier américain CITICORP est très éloquent. "Sait-on par exemple, rappelle Jean du Pré de Saint-Maur, que les activités internationales d'une banque telle que CITICORP ont fourni 82% du bénéfice net de l'établissement l'année dernière (1977) et que l'Amérique du Sud a représenté 27% de ce bénéfice, le Brésil à lui seul représentant presque 20%, soit un peu plus que les activités nationales du groupe ?" (193).

Cette différence existe aussi entre le niveau de profit réalisé par les organismes publics étatiques et interétatiques et celui des banques commerciales privées. En effet, si le taux d'intérêt des premiers se situe aux environs de 10%, celui exigé par les seconds atteint 20%, soit le double et même plus dans nombre de cas.

Les Etats en voie de développement, pressés par leurs besoins urgents en capitaux, préfèrent s'adresser aux banques malgré le taux d'intérêt élevé des emprunts bancaires. Ces dernières, à la différence des organismes publics majorent leur taux d'intérêt en fonction du risque que fait peser l'économie du pays emprunteur sur le remboursement du prêt. Quant aux organismes publics, leurs engagements de prêt sont conditionnés essentiellement par l'acceptation par le pays débiteur d'une intervention de ces organismes dans sa politique intérieure. C'est cette condition qui pousse un certain nombre de pays en voie de développement à solliciter principalement des prêts de la part des banques privées dont la motivation essentielle est la rentabilité maximale de leurs placements.

(193) Jean du Pré de St Maure - *ibid.*

Les intérêts prélevés par le capital bancaire représentent une véritable rançon extorquée aux pays sous-développés. Cette rente supportée par les producteurs de ces pays est acquittée au prix d'une politique économique d'austérité. Ainsi, du fait de la réduction des investissements directs et donc de la baisse des recettes d'exportation, les gouvernements, pour ^{payer} les lourds taux d'intérêt, augmentent les impôts et diverses taxes qui frappent les salariés, les paysans et les petits commerçants, augmentent également les prix des produits de consommation courante et des services, bloquent les salaires, etc. Ces mesures accroissent le mécontentement populaire, suscitent des révoltes qui sont vite réprimées. Un témoin le fait le plus récent fourni par le Maroc où ont éclaté des émeutes populaires durement réprimées en juillet 1981, suite à l'augmentation vertigineuse des prix des articles de première nécessité. Le gouvernement marocain pour éponger sa dette extérieure, avait décidé une très forte hausse des prix que les consommateurs n'ont pas acceptée.

Si l'on considère la manière avec laquelle est formé le taux d'intérêt global, c'est-à-dire, le calcul du "spread" et des diverses commissions, on constate que le taux d'intérêt pratiqué se situe nettement au dessus de la moyenne bancaire. Ce qui signifie qu'il est plus élevé que le taux de profit moyen accaparé par le capital bancaire dans son ensemble. C'est un taux d'intérêt de monopole qui comprend le taux d'intérêt moyen plus le super-intérêt : le taux d'intérêt moyen n'est que la moyenne générale des taux pratiqués pendant une période de temps donné par toutes les banques. En situation de monopole, ce taux d'intérêt moyen s'identifie au taux interbancaire, le Libor. En d'autres termes,

son niveau est en général plus élevé que le taux d'intérêt moyen des emprunts bancaires. Donc le LIBOR t_l est supérieur à t_m , le taux moyen. Ainsi, le LIBOR contient déjà une rente de monopole prélevée par certaines banques, les plus puissantes : $t_l = t_m + R_1$ (R_1 = rente de monopole). Comme le spread et diverses commissions s'ajoutent au LIBOR, le taux d'intérêt maximum pratiqué lors des prêts aux pays sous-développés comprend le taux moyen t_m + la rente de monopole R_1 + une autre rente composée du spread et d'autres commissions prélevées aux emprunteurs. Cette deuxième rente découle du fait suivant : une minorité de pays possède une situation de monopole en matière de capitaux. Ceux-ci ont accumulé d'énormes "excédents" de capitaux face à la grande majorité des pays qui en sont démunis et dépendants de ces pays riches. Profitant de leur situation de monopole, ces Etats rentiers font payer un tribut particulier à la majorité des pays pauvres. Par conséquent, le taux d'intérêt maximum TM s'établit comme suit : $TM = t_m + R_1 + R_2$, R_2 étant la rente provenant de la situation de monopole qu'occupent quelques pays riches dans le monde.

Concrètement, le cas de la Turquie très endettée auprès des banques internationales illustre l'extorsion du taux d'intérêt maximum (composante du taux de profit maximum réalisé par le capital monopoliste). En effet, il y a quelques années, les banques ont opéré d'importants dépôts auprès de la banque centrale de Turquie, dépôts convertibles en livres turques afin de financer le déficit de la balance de paiements. Ces dépôts rapportaient aux grandes banques étrangères le profit maximum; outre le LIBOR, elles prélevaient une marge de 1,75% par an en plus de larges commissions d'engagement qui atteignaient 4% net pour les dépôts à 1 an et parfois 6 à 7% net pour les emprunteurs de premier ordre.

Naturellement, une telle rémunération ne pouvait qu'inciter les banques internationales à accroître leurs placements en Turquie puisque fin 1976, 60% de la dette globale extérieure était amortissable en 1977.

La loi du profit maximum, fondement du capitalisme monopoliste agit avec force et pousse l'oligarchie financière à exporter massivement les capitaux dans les pays pauvres. Même si à long terme cela comporte des risques financiers et politiques, à court et moyen terme le capital exporté est avantageusement revalorisé. C'est pourquoi, les prêts bancaires n'excèdent généralement pas 10 ans dans leur durée.

Comme nous l'avons montré, le profit maximum est la condition et le but de l'exportation des capitaux. Un autre objectif poursuivi par l'impérialisme et la bourgeoisie locale, à travers les placements de capitaux est la militarisation de l'économie et de l'ensemble de la société. L'un des traits les plus marquants du capitalisme monopoliste est le développement plus poussé de la militarisation de l'économie, terrain sur lequel fleurit l'exportation des capitaux. Le commerce très lucratif des armes nourrit et entretient les prêts fournis aux pays sous-développés.

B- La militarisation de l'économie

Les placements réalisés auprès des Etats debiteurs servent en grande partie à l'achat d'armement sophistiqués et coûteux. C'est non seulement un moyen pour consolider le pouvoir politique et économique des classes dominantes, mais c'est aussi un débouché pour les fabricants d'armes. Plus qu'ailleurs, l'armée dans les pays sous-développés est l'institution qui a pour tâche de sauvegarder

la sécurité des capitaux et de leurs propriétaires. C'est pourquoi, dans la plupart de ces pays, la bourgeoisie y étant faible économiquement et instable politiquement, c'est l'armée qui au nom de la bourgeoisie, assure directement et ouvertement le pouvoir politique et place aux postes clés de l'Etat les officiers de la caste militaire supérieure.

La pratique internationale des prêts révèle le fait suivant : lorsque les eurocrédits sont prêtés aux pays pauvres pour l'achat d'équipements militaires, ceux-ci ne sont pas rendus publics. Ces contrats font partie de ce que l'on appelle "le secret d'Etat ou le secret militaire". Or ces dernières années, les ventes d'armes se sont accrues, donc les prêts sous forme d'euro-crédits aussi pour l'armement. Mais il est très difficile d'en connaître le montant, les proportions et les caractéristiques. La non publication de ces faits prouve que les chiffres officiels portant sur l'endettement des pays sous-développés sont nettement en dessous de la réalité.

Les contradictions entre les différents Etats capitalistes, entre les groupements monopolistes sont des sources directes et potentielles de conflits qui éclatent sur des questions de frontière et des annexions de territoires. Les contradictions sociales internes provoquent également des conflits que les Etats répriment par la violence. Pour soit-disant parer à "la menace extérieure et intérieure", les gouvernements importent de grandes quantités d'armes. Les monopoles d'armement réalisent ainsi d'importants contrats. Entre gouvernements et marchands de canons se tiennent les banques et leurs capitaux pour financer ces achats.

Aujourd'hui, les Etats-Unis, l'Union Soviétique et

La France sont les plus grands marchands de canons dans le monde. Le tableau ci dessous qui porte sur la valeur des armes vendues par les deux superpuissances illustre cette situation.

Valeur des armes vendues par les U.S.A. et l'URSS pendant la période 1965-1976 (en milliards de \$)

Année	U.S.A.	U.R.S.S.
1965	1,19	1,2
1966	2,68	1,37
1972	2,66	2,2
1975	5	4,4
1976	5,2	5,7

Source : Pascal Milo - op. cit. p.60.

Les principales régions du monde où les deux superpuissances vendent des armes sont le Proche-Orient, les pays du golfe Arabique, l'Angola, l'Etrême-Orient, etc. Quant on examine les données du commerce d'armes en pourcentage par région, on remarque effectivement que ce sont les pays sous-développés qui constituent les plus grands marchés de l'armement. En effet, en 1975, les Etats-Unis ont vendu 67,7% des armes écoullées dans le Proche-Orient, 24,4% en Extrême-Orient, 3,5% en Asie du Sud-Est, 0,3% en Afrique et 4,1% en Amérique latine. Pendant la même période, la vente des armes de la part de l'Union Soviétique a été comme suit : au Proche-Orient 0,7%, en Afrique 3,6%, en Amérique latine 3,5% etc (1975).

(194) World Armements and Disarmement Yearbook - p.147 1974 : rapporté par P. Milo - ibid.

Le Proche Orient, région du monde la plus riche en pétrole et qui attire en masse des eurocapitaux est également celle où les exportations de capitaux sous forme de vente d'armes sont les plus considérables. La vente d'armes permet à l'impérialisme de drainer les pétrodollars qui proviennent de l'exportation de pétrole.

La situation politique explosive créée par le conflit entre Israël et les pays arabes, entre l'Irak et l'Iran, explique ces gros achats d'armes. Le Proche Orient est la région où s'enchevêtrent et s'approfondissent le plus les contradictions du système impérialiste. Les grandes puissances utilisent les exportations d'armes, non seulement dans un but financier, pour les profits que cela leur rapportent, mais aussi dans un but politique et militaire (195). Aujourd'hui, la vente des armes contribue directement à accroître l'oppression nationale des petits pays et des Etats économiquement faibles.

L'approvisionnement en armes est aussi un instrument qui participe au contrôle des forces armées, donc du pouvoir politique, d'autant plus qu'aujourd'hui, c'est l'arme qui assure ce pouvoir dans la plupart de pays dépendants et retardataires. En plus, la livraison d'armes sophistiquées s'accompagne toujours de la venue de ce que l'on appelle les "mercenaires en col blanc", les conseillers militaires. "Même avec des milliards de pétro-dollars, écrit Max Holland, on ne peut pas acquérir du jour au lendemain la compétence d'un technicien militaire : aussi, de nombreux techniciens américains appelés "mercenaires en col blanc", sont-ils indispensables

(195) De 1950 à 1968, la vente des armes dans les pays du Golfe persique a rapporté aux USA 40 milliards de \$ de profits.

pour gérer et entretenir ces équipements. Le risque que les Etats-Unis soient impliqués dans un conflit n'est nul- le part plus grand que dans les pays où des techniciens américains constituent un élément indispensable de la machine de guerre" (196). Ainsi, la militarisation croissante de l'économie tend à favoriser le développement de l'exportation des capitaux.

(196) Max Holland - "La diplomatie des armes" et ses
Monde diplomatique, janvier 1980.

CONCLUSION

L'étude que nous avons faite a montré une chose : la complexité du phénomène de l'exportation des capitaux. Analyser ce phénomène de manière scientifique requiert que l'on se fonde sur la problématique de l'impérialisme, en partant des traits fondamentaux qui caractérisent ce stade particulier du capitalisme.

C'est pourquoi, toute analyse animée par des préoccupations moralisatrices et humanistes et fondée sur des notions détachées de la réalité capitaliste comme celles de "l'aide", de "coopération", de "contribution au développement" nous semble vouée à l'impasse.

De même, une interprétation unilatérale des faits vus de manière quantitative et pragmatique, en dehors d'un cadre théorique cohérent, entraîne son auteur à l'empirisme. Une telle façon de percevoir l'exportation des capitaux ne peut permettre de dégager les lois essentielles qui agissent sous l'impérialisme et poussent celui-ci à opérer de manière croissante des placements à l'étranger. Cette démarche contient également l'erreur de séparer l'économie de la politique, de sous-estimer les conséquences politiques qu'entraîne l'exportation des capitaux dans les pays pauvres, de masquer le rapport de domination qu'elle provoque entre l'Etat usurier et l'Etat débiteur, les contradictions nationales et sociales qu'elle suscite.

Par ailleurs, un aspect qui revient souvent dans l'analyse des placements extérieurs des capitaux est la différence qui est faite entre les placements publics et les placements privés. Par exemple, J. M. Parly dans son écrit cité plus haut opère cette distinction. Les placements publics seraient orientés naturellement vers le développement économique des pays moins industrialisés. Ils auraient la faculté de pe-

mettre aux pays où ils sont exportés la résolution de graves problèmes d'infrastructure économique et culturelle déficiente. Ils ne viseraient pas le profit car leur taux d'intérêt est faible et leur durée de remboursement relativement longue. Par contre les placements privés seraient beaucoup plus axés sur la rentabilité et le profit et ce, au détriment du développement économique du pays emprunteur. En plus, ils occasionneraient des pressions et alourdiraient le service de la dette de l'Etat débiteur à cause de leur taux d'intérêt élevé.

Cette distinction entraîne ceux qui la font à s'alarmer de l'accroissement des prêts privés et à demander que les capitaux publics se substituent progressivement aux capitaux privés. Une telle distinction est fondée sur la conception de l'Etat selon laquelle celui-ci n'est pas un appareil aux mains de la classe dominante, mais un instrument qui sert au service de l'intérêt général.

Partant de la conception marxiste de l'Etat, nous pouvons dire que celui-ci, depuis sa création jusqu'à nos jours, a toujours été l'instrument d'une classe pour opprimer les autres classes et maintenir l'ordre social et le régime économique établis. Ainsi, les mesures économiques prises par l'Etat revêtent toujours un caractère de classe, d'autant plus prononcé sous l'impérialisme que les monopoles se sont subordonné tout l'appareil de l'Etat. A l'époque de l'impérialisme, l'Etat est directement sous le contrôle des groupes financiers qui y placent leurs représentants. Le budget de l'Etat qui constitue l'une des composantes du capital public, l'autre étant les entreprises d'Etat, est essentiellement utilisé pour subventionner les monopoles, leur offrir des débouchés sur le marché intérieur et extérieur, favoriser l'exportation de leurs marchandises et de leurs capitaux. C'est dans cette logique qu'il faut également qu'il faut comprendre les placements publics réalisés dans les pays sous-développés. Il a été prouvé que les prêts octroyés par les pays capitalistes développés et leurs organes

mes comme la F.A.O. pour soit-disant aider les pays pauvres où règne la famine servent d'abord à permettre aux monopoles capitalistes de l'agro-alimentaire d'écouler leurs céréales et produits laitiers invendus. C'est pour ces firmes un moyen de remédier à la surproduction et à la baisse des cours sur le marché mondial (198).

En outre, la distinction qu'on établit entre capitaux privés et capitaux publics traduit la conception volontariste largement répandue aujourd'hui. En effet, au lieu de voir que le profit maximum est la loi fondamentale qui guide le capital quand il s'investit à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire national, au lieu de considérer le profit maximum comme étant le but poursuivi par les sociétés multinationales lorsqu'elles exportent leurs capitaux, au contraire, on met en avant la politique soit-disant d'aide, le volontarisme de l'Etat bourgeois. On véhicule l'opinion selon laquelle, ce sont les monopoles qui sont soumis à l'Etat et non l'inverse; qu'il suffirait donc de quelques mesures étatiques pour renverser la vapeur, pour contrecarrer la tendance à la privatisation de la dette des pays en voie de développement.

Nous ne nions pas, loin de là, les répercussions que peuvent avoir les mesures prises par l'Etat capitaliste dans la vie économique. Ce que nous voulons dire, c'est que cet Etat, considéré comme neutre et agissant de manière volontariste, au dessus des classes sociales, est une vision qui ne correspond pas à la réalité.

Tout au long des analyses que nous avons faites, nous avons montré en quoi le capital financier domine l'économie et la politique du monde contemporain. Nous avons souligné les liens particulièrement étroits qui existent entre l'Etat et le capital financier, la subordination du premier au second. C'est partant de cette vision que nous avons insisté

(198) Cf. Documents du Comité d'information sur la faim au ...

sur le fait que le rôle joué par le capital étatique ou inter-étatique dans l'exportation des capitaux après la deuxième guerre mondiale correspondait à la stratégie du capital financier. Les investissements directs que celui-ci a réalisés en masse au cours de cette période avaient besoin du soutien de l'Etat en matière d'infrastructure (routes, chemins de fer, ports, écoles, hôpitaux, etc.). Les entreprises qui étaient mises sur pied par les firmes multinationales avaient besoin que leur soient créées les conditions élémentaires qu'exige la production capitaliste. Les monopoles ont donc chargé l'Etat la tâche de réaliser ces conditions à l'aide du budget alimenté principalement par les impôts et taxes prélevés sur les travailleurs de la métropole et des colonies. C'est ce qui explique le rôle joué par les organismes d'Etat dans les placements extérieurs. Par conséquent, il n'est pas juste de vouloir montrer que les placements publics étaient faits de manière toute à fait indépendante de la stratégie du capital financier, ou encore, l'Etat impérialiste mû par un humanisme sans pareil voulait venir en'aide' aux pays pauvres et contribuer à leur "développement" économique.

Aujourd'hui, la stratégie de l'impérialisme n'a plus le même contenu. La profonde crise économique qui se manifeste par la baisse de la production, la réduction des débouchés, la concurrence effrénée, la baisse du taux de profit, etc. oblige le capital financier à réduire ses investissements directs devenus moins rentables et à développer les opérations de prêts à court terme, opérations nettement plus lucratives. De ce fait, l'Etat s'est quasiment retiré des marchés et zones de capitaux les plus rentables où il était naguère le principal pourvoyeur de capitaux. A sa place ont afflué les groupes financiers privés. Cela est une exigence de l'ensemble du capitalisme monopoliste d'Etat qui cherche une issue à la crise actuelle et s'efforce par tous les moyens de maintenir le taux maximum de profit des placements extérieurs. Là où le marché des capitaux n'offre pas des perspectives favorables pour le capital financier, en l'occurrence les pays les plus démunis dont

le retard dans le développement des forces productives est très accusé, l'Etat impérialiste conserve son rôle de premier plan dans l'exportation du capital. Cette exportation a pour objectif de créer et d'accroître la demande solvable indispensable aux monopoles surtout commerciaux qui exportent leurs marchandises. Cette nouvelle répartition des tâches répond donc aux intérêts du capital financier.

En conclusion, le choix n'est pas entre le capital public et le capital privé. Ces deux types de capital répondent à la même nature et visent le même objectif : l'extorsion de la plus-value. Ils représentent les deux aspects inhérents de l'exportation des capitaux sous l'impérialisme. L'imbrication entre capital public et capital privé, le rôle spécifique de chacun d'eux, leur interdépendance croissante, tout cela s'inscrit dans la tendance au renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat. Tenter de séparer les monopoles de séparer les monopoles de l'Etat, nier que tous les deux poursuivent la réalisation directe ou indirecte du profit maximum, tenter de montrer que le capitalisme monopoliste d'Etat n'est pas une composante de l'impérialisme, conduit à faire des analyses fausses sur le capital public. C'est de cette tendance que participent aujourd'hui tous ceux qui estiment que le capital public est préférable au capital privé. Une telle conception au fond nie l'existence du capitalisme monopoliste d'Etat, elle nie l'impérialisme.

L'une des questions fondamentales que nous avons posées en abordant ce sujet est l'interprétation à donner au rôle des banques dans les placements actuels de capitaux. Il est vrai que dans le passé, à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, les banques ont joué un rôle prépondérant dans l'exportation des capitaux. Nous avons montré qu'actuellement, elles continuent de jouer le même rôle encore, mais que leurs placements se distinguent de ceux réalisés au début du siècle essentiellement par le fait que ceux-ci sont alimentés par les res-

La tendance de l'impérialisme américain à conquérir les marchés extérieurs est soulignée par Hobson dans son étude réalisée en 1902 sur l'impérialisme. La recherche des débouchés extérieurs (63) s'explique par les limites même du marché intérieur, chose que ne semble pas voir R. NATHAN lorsqu'il prétend qu'il existe encore de grandes possibilités d'accumulation du capital à l'intérieur des Etats-Unis. Le marché intérieur américain est saturé. Le capital n'y trouve plus d'application. "C'est précisément cette demande inopinée de marchés intérieurs pour les articles industriels et les investissements qui a fait que l'impérialisme a été admis comme principe pratique et politique par le parti républicain auxquels appartiennent les chefs de l'industrie et de la finance, et qui leur appartiennent" (64).

Au moment où entre en vigueur le système "Fédéral Réserve Bank", l'impérialisme américain va se trouver face aux besoins gigantesques des pays belligérants en capitaux. En effet, la guerre avait provoqué dans ces pays la diminution sinon l'arrêt de la production, alors que surgissait une demande sans précédent de matières premières et de produits manufacturés, nécessaire à la poursuite de l'effort de guerre. Les U.S.A. vont être en mesure de pourvoir aux besoins de l'Europe.

Avant 1917, date de l'entrée en guerre des Etats-Unis, la nature des emprunts était différente. Au cours de cette période, l'Angleterre et la France firent à New-York un emprunt conjoint de 500 millions de dollars; puis la France y lança un emprunt de 100 millions gagés par des titres. Il faut noter que ces opérations étaient faites à titre privé par des banquiers. Elles représentaient pour les deux pays (France et Angleterre) un endettement global de 1 480 millions de dollars.

(63) Exportation de capital des Etats-Unis : 1890 : 857,8 millions de dollars. 1900 : 1 394,5 millions de dollars.

(64) Hobson - Citation rapportée par LENINE dans "cahiers de l'impérialisme" p. 429.

sources bancaires alors que dans le passé, les placements provenaient de l'épargne des particuliers. Cette caractéristique essentielle entraîne un certain nombre de conséquences que nos analyses ont soulignées; entre autres, le risque de voir le système bancaire international s'effondrer en cas de banqueroute d'un ou de plusieurs Etats débiteurs. Nous avons montré en quoi cette menace pesait sur la reproduction élargie du capital en raison de la contradiction de plus en plus aigüe entre l'offre de capitaux dans les pays impérialistes et les capacités limitées de remboursement dans les pays en voie de développement.

Dans cette conclusion, nous aimerions souligner l'importance de cette question, non pas pour nous alarmer sur l'issue des prêts accordés par les banques, mais pour toucher du doigt un problème essentiel du capitalisme contemporain : la place des banques dans la reproduction capitaliste élargie.

Les banques ont évolué et acquis des traits nouveaux qui ont profondément marqué l'évolution du capitalisme et monopolisé ces dernières décennies. Non seulement elles ont conservé tous les traits dont parlait Lénine, mais encore elles se sont largement développées et internationalisées, ^{ont} diversifié encore plus leurs activités. Elles ont formé depuis quelques décennies de véritables groupements internationaux géants (à l'image du capital industriel) qui se sont répartis les marchés, les zones d'influence et d'exportation de capitaux dans le monde. La formation des unions bancaires internationales, d'un réseau dense de relations et d'échanges entre les banques multinationales sur le plan mondial, des places bancaires off-shore aux quatre coins de la planète sont les nouvelles caractéristiques du système bancaire; cela a permis aux banques d'accumuler toujours plus de capitaux et de réaliser des prêts d'une valeur astronomique aux Etats et aux industriels.

Dans les conditions de **crise économique** où les contradictions de la reproduction du **capital s'aggravent**, contradictions entre le caractère **social de la production** et l'app

priation privée du capital, entre l'offre et la demande de capitaux, les banques qui accumulent d'énormes "excédents" de capitaux acquièrent une importance de premier plan. En effet, grâce à leurs dépôts, à leur prise de participation dans l'industrie, le commerce et l'agriculture, aux crédits qu'elles accordent, elles influent sur les conditions même de la reproduction du capital. Cette influence s'est accrue énormément, de pair avec l'accroissement de leur pouvoir économique. Le rôle qu'elles jouent dans l'exportation du capital ne favorise pas la reproduction élargie, mais plutôt aggrave les difficultés de celle-ci et augmente son caractère anarchique et chaotique.

Le capitalisme mondial se trouve confronté aujourd'hui à un grand dilemme : comment éviter la banqueroute des Etats débiteurs et les conséquences catastrophiques que cela aurait sur le système bancaire international et sur l'ensemble du capital ? Réduire les prêts bancaires privés aux gouvernements des pays pauvres, c'est enlever aux banques une source importante de surprofits, c'est appauvrir financièrement des Etats qui utilisent les emprunts pour payer les dettes antérieures, résorber leurs déficits commerciaux, etc. Une question se pose : les Etats impérialistes peuvent-ils se substituer aux banques ? Cela est fort peu probable compte tenu de leurs déficits budgétaires chroniques qui limitent leur marge de manoeuvre. Augmenter ces emprunts privés, c'est également augmenter les risques d'une catastrophe aux conséquences encore plus ruineuses, c'est alourdir la dette des pays qui de plus en plus manifestent des difficultés pour payer les intérêts qu'occasionnent ces prêts.

Cette situation montre que les placements opérés par les banques engendrent des contradictions dans le capitalisme mondial. L'histoire de l'impérialisme offre de nombreux exemples de catastrophes financières dues à la cessation des emprunts de bon nombre d'Etats débiteurs. Mais ces catastrophes, elles ont frappé essentiellement des épargnants et des capitalistes particuliers, n'ont pratiquement pas touché les banques. Actuellement, les menaces pèsent directement sur les banques parce qu'elles utilisent leurs dépôts, ou précisément

les emprunts qu'elles réalisent sur le marché financier pour les reprêter à leur tour aux gouvernements. Une banqueroute financière provoquerait immédiatement la faillite des banques créancières et se répercuteraient dans toute l'économie mondiale vu le caractère très internationalisé du capital bancaire.

Cette réalité qui se déroule sous nos yeux ne contredit pas l'analyse de Lénine. La thèse essentielle de Lénine est que, à l'époque de l'impérialisme, l'exportation des capitaux prend le pas sur l'exportation des marchandises. Il distingue deux types d'exportation de capitaux qui correspondent à deux formes d'impérialisme : l'exportation du capital argent opérée à travers les emprunts gouvernementaux. C'est l'impérialisme usurier ; l'exportation du capital industriel à travers la mise en place d'industries minières, de transport, etc. C'est l'impérialisme colonialiste. C'est dire que la conception léniniste de l'exportation du capital exclut une vision unilatérale, étroite de l'impérialisme. Au contraire l'analyse léniniste a le mérite de saisir les caractéristiques fondamentales de l'impérialisme dans leur diversité, dans les différentes formes historiques concrètes avec lesquelles elles se manifestent. Cette méthode correspond à la dialectique matérialiste.

Quand on examine les faits aujourd'hui, faits dont nous avons abondamment parlé dans les développements qui précèdent, la conclusion à laquelle nous aboutissons est que l'idée selon laquelle l'exportation des capitaux prend le pas sur l'exportation des marchandises reste valable. L'exportation des capitaux revêt toujours plus une ampleur considérable. Le volume gigantesque des capitaux exportés par les firmes multinationales dans les pays retardataires, l'apparition des places bancaires off-shore des zones franches en sont une preuve éloquente.

Concernant maintenant les formes que prend cette exportation de capital, là encore nous retrouvons des

firmées les deux formes dégagées par Lénine, à savoir l'exportation du capital-argent et du capital industriel, avec une prédominance aujourd'hui de la première forme sur la seconde. En effet, l'exportation des capitaux sous forme argent correspond aux placements réalisés par les banques privées. Nous avons constaté que depuis les années 70, ces placements se sont accélérés et occupent la place la plus importante dans l'ensemble de l'exportation des capitaux de l'impérialisme. Pour favoriser la circulation des capitaux et l'exportation du capital-argent, le capital financier s'est doté de moyens dont les places bancaires off-shore. Les investissements directs des firmes multinationales qui représentent la deuxième forme, l'exportation du capital industriel, ont baissé, malgré la création de zones franches. Ce phénomène est lié à la grave crise qui frappe le système capitaliste mondial.

Quelle conclusion tirer de tout cela ?

- Premièrement :

Pendant l'époque de l'impérialisme, l'exportation des capitaux revêt plusieurs formes parce que le capital lui-même n'est pas une entité unique. Il se décompose en plusieurs fractions : capital-argent, capital industriel, capital commercial. Dans chaque fraction du capital social, agit la loi du profit maximum, loi fondamentale du capitalisme monopoliste. Le capital s'exporte à travers chacune de ses composantes, notamment les deux premières ;

- Deuxièmement :

Selon les phrases déterminées de l'évolution

du capitalisme mondial, une fraction du capital exporte plus que les autres des capitaux dans les pays sous-développés. Nous pensons que pendant les phases de récession économique, phase au cours de laquelle la putréfaction et le parasitisme du capital atteint un degré supérieur, l'exportation du capital-argent se développe au détriment du capital industriel. C'est le cas de la période qui précède la première guerre mondiale. C'est le cas également aujourd'hui. Par contre, pendant les phases d'essor et d'expansion du capitalisme, période qui voit s'accroître les débouchés et les marchés nouveaux pour les capitalistes, l'exportation du capital industriel devient prépondérante. Toute la période qui va de la fin de la 2ème guerre mondiale jusqu'aux années 70 confirme bien cette idée.

Mais cette analyse serait incomplète si elle n'intégrait pas les conditions spécifiques de chaque puissance impérialiste, de sa base économique et de ses zones d'influence. L'évolution historique des pays exportateurs de capitaux n'est pas la même pour tous. Les traits spécifiques influent sur les formes mêmes de l'impérialisme. Nous l'avons vu par exemple en ce qui concerne la France. Dans ce pays, la bourgeoisie financière domine l'Etat, bien avant même l'avènement de l'impérialisme. Celle-ci tire la plupart de ses revenus des commandes d'Etat et de l'emprunt public. L'importance de cette fraction de la bourgeoisie, sa main-mise sur l'appareil de l'Etat, la concurrence qu'elle oppose à la bourgeoisie industrielle vont beaucoup marquer l'évolution du capitalisme, puis de l'impérialisme français. Celui-ci conserve par conséquent un fort caractère usurier.

Quels sont les aspects que revêt l'exportation du capital et qui n'existaient pas au moment où Lénine analyse les traits de l'impérialisme ? Parler d'aspects nouveaux, ne signifie pas nier les caractéristiques fondamentales ; ces caractéristiques subsisteront jusqu'à la fin de l'impérialisme car elles constituent l'essence de ce système. Nous avons

montré qu'enon seulement, elles s'étaient accentuées, mais il faut aussi souligner que s'en tenir exclusivement à ces traits, ne pas rechercher les aspects nouveaux suscités inévitablement par la société en mouvement, c'est adopter une vision anti-dialectique des phénomènes, c'est tomber dans la métaphysique. C'est pourquoi il nous paraît indispensable de synthétiser dans cette conclusion les nouveaux aspects qui se manifestent dans l'exportation du capital.

D'abord, le rôle de l'Etat en tant qu'exportateur de capitaux est un aspect nouveau lié à la tendance générale au renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat. C'est après la deuxième guerre mondiale que l'Etat joue vraiment un rôle important dans l'exportation du capital. Ce rôle se matérialise par la création à l'échelle nationale et internationale de multiples organismes financés par le budget d'Etat et chargés d'exporter des capitaux dans les pays sous-développés. Cette exportation qualifiée de façon erronée "d'aide" répond à la stratégie des monopoles privés.

Un autre aspect nouveau est la place prise par l'impérialisme américain. Alors que l'Angleterre à la fin du XIX^e siècle occupe la première place dans l'exportation des capitaux, suivie par la France et l'Allemagne, aujourd'hui ce sont les États-Unis qui sont nettement en tête. L'impérialisme américain est actuellement le plus gros exportateur de capitaux dans le monde.

L'apparition des euro-capitaux peut aussi être considérée comme un phénomène récent. Ces capitaux qui alimentent aujourd'hui la plupart des placements extérieurs accroissent le rôle des banques en tant que rouage essentiel du capitalisme monopoliste. Mis à part le fait que les euro-

capitaux composés principalement en dollars traduisent le poids considérable de l'impérialisme américain sur le plan mondial ; ils révèlent aussi l'internationalisation plus poussée du capital notamment bancaire (taux d'intérêt inter-bancaire, places bancaires off-shore, crédits internationaux, etc.)

Le système des euro-capitaux traduit également une intégration financière accentuée des pays sous-développés dans le système impérialiste. La totalité des pays sous-développés se trouvent irrémédiablement entraînés dans l'engrenage du capital usurier. Les pays africains qui, avant la deuxième guerre mondiale, étaient en général considérés par l'impérialisme comme des réserves potentielles sont devenues des zones d'exportation active de capital. Le capital monopoliste dans ces pays a brisé le cadre étroit des rapports d'Etat à Etat instauré après la liquidation du système colonial et la formation des Etats nationaux dans les années 50-60. L'exportation du capital privé (notamment des euro-capitaux), si elle masque la sujétion des gouvernements et entraîne une exploitation et une oppression plus subtiles, favorise l'expansion de l'impérialisme bien plus vite encore que le ferait l'Etat impérialiste lui-même. Pourquoi ? Parce que les transactions d'une valeur colossale se réalisent dans le secret des conseils d'administration et les réunions d'affaire, à la faveur de l'anonymat des actionnaires. Le capital privé n'a pas besoin de fonder sa pénétration sur un accord de "coopération" ou une prétendue "morale" politique. L'exportation du capital par les banques privées rend encore plus lourd le tribut que les pays sous-développés doivent payer à une poignée d'Etats rentiers immensément riches. A ce titre, elle aiguise à l'extrême la contradiction entre l'impérialisme d'une part, les nations faiblement développées d'autre part, accroit le fossé qui sépare les pays pauvres des pays riches.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	pp. 1-
<u>1ère PARTIE</u> : TENDANCES ACTUELLES DE L'EXPORTATION DES CAPITAUX.....	pp24-
<u>Chapitre 1</u> : L'exportation des capitaux dans ses différen- tes phases historiques.....	pp.2
I) De 1817 jusqu'à la 1ère guerre mondiale : le premier empire bancaire du monde.....	pp.2
A- Londres : première place financière....	pp.2
1) L'ampleur de l'exportation des capitaux de l'impérialisme britannique.....	pp.2
2) Répartition de l'exportation des ca- pitaux.....	pp.3
3) Le rôle des "merchants banks" londonniens et le système bancaire anglais.....	pp.3
B- La France, un impérialisme usurier....	pp.4
1) Le rôle international des banques fran- çaises.....	pp4-
2) L'impérialisme français et les placements à l'étranger.....	pp.4
3) Les profits du capital financier, notamment des banques.....	pp.5
II) Après la 1ère guerre mondiale, les USA devan- cent l'Europe dans l'exportation des capitaux.....	pp.59
A- Comment les USA profitent de la première guerre.....	pp.59
1) Les emprunts de guerre, forme de l'exportation des capitaux américains.....	pp.59
2) Le capital financier des USA s'assure une place de 1er plan dans l'exportation des capitaux dans les pays retardataires.....	pp.64

B- Quelques traits de l'exportation des capitaux après 1945.....pp.67-81

- 1) Situation pendant la 2ème guerre mondiale.....pp.67-69
- 2) La constitution des organismes internationaux, expression du capitalisme monopoliste d'Etat et "l'aide au 1/3 monde".....pp.69-77
- 3) Les autres formes de placements de capitaux.....pp.77-81

Chapitre 2 : L'exportation des capitaux à partir des années 70.....pp.81-117

I) Les placements des capitaux publics, les investissements directs des firmes, les prêts bancaires.....pp.81-93

A- La baisse des capitaux publics et des investissements directs.....pp.81-88

1) Les capitaux publics.....pp.84-85

2) Les placements des capitaux privés..pp.85-88

B- Les prêts bancaires.....pp.89-93

II) Les formes dominantes actuelles dans l'exportation des capitaux.....pp.93-117

A- Les émissions d'obligations ou les euro-émissions.....pp.94-107

1) Signification du concept d'euro-émission.....pp.94-99

2) Les euro-obligations, une des formes de l'exportation des capitaux dans les pays sous-développés.....pp.100-107

B- Les crédits financiers internationaux ou euro-crédits.....pp.104-110

1) Signification de l'euro-crédit.....pp.104-106

- 2) Concentration des euro-crédits sur un certain nombre de pays sous-développés.....pp.106-110
- 3) La pénétration du capital financier en Afrique Noire à travers les crédits bancaires internationaux.....pp.111-114
- 4) Cas de la Côte d'Ivoire et du Zaïre.pp.114-117

Chapitre 3: Tendances accrues à la libre circulation du capital international.....pp.118-119

- I) Les places bancaires "off-shore"....pp.119-122
 - A- Définition.....pp.119-120
 - 1) Sur le plan juridique.....pp.119-120
 - 2) Sur le plan géographique.....pp.120-122
 - B- Quelques exemples concrets de places bancaires off-shore dans les pays sous-développés..pp.123-129
 - 1) Hong-Kong.....pp.123-127
 - 2) Singapour.....pp.127-128
 - 3) Bahrein.....pp.129-132
- II) Les zones franches.....pp.133-141
 - A- Caractéristiques générales des zones franches.....pp.134-138
 - 1) Conditions historiques d'apparition des zones franches.....pp.134-135
 - 2) La place des zones franches dans la nouvelle stratégie de l'impérialisme.....pp.138-141
 - B- L'exportation des capitaux dans les zones franches et les conditions de leur rentabilisation.....pp.142-144
 - 1) Les zones franches : condition pour accroître l'exportation du capital.....pp.142-144
 - 2) La surexploitation de la force de travail : condition essentielle de rentabilisation des capitaux exportés dans les zones franches.....pp.144-145

2ème PARTIE : SOURCES, CONSEQUENCES ET PERSPECTIVES DE
L'EXPORTATION DES CAPITAUX.....pp.148-2

Chapitre 1 : Un vieux débat : "L'exportation des capitaux
serait-elle la cause ou la conséquence de la stagnation
économique ?".....pp.148-1

I) Positions des apologistes du
capitalisme.....pp.149-1

A- Le sous-investissement et la faiblesse de
la demande interne serait la cause de l'exportation des
capitaux.....pp.149-

B- L'exportation des capitaux n'est pas la
cause de la stagnation économique.....pp152-1

II) Position de Lénine.....pp.152-1

A- L'exportation des capitaux est due à
la "maturité excessive" du capitalisme dans les
métropoles.....pp.152-1

B- L'analyse de Lénine et la réalité
actuelle.....pp.160-1

1) L'apparition des euro-capitaux.....pp.164-1

2) L'extension du réseau mondial des
banques.....pp.164-1

3) La crise des débouchés et la suraccumulation
du capital.....pp.165-1

4) quelques traits spécifiques de l'exportation
du capital aujourd'hui.....pp.171-1

Chapitre 2 : Sources et conséquences de l'exportation
des capitaux.....pp.171-1

II) Sources des capitaux exportés.....pp.175-1

A- Dépôts des FEN industrielles et
bancaires.....pp.177-1

1) Dépôts des entreprises industrielles
et commerciales.....pp.177-1

- 2) Dépôts interbancaires.....pp.179-181
- B- Dépôts provenant des pays sous-développés, exportateurs de pétrole.....pp.181-182
 - 1) L'importance des recettes pétrolières.....pp.181-182
 - 2) Le recyclage financier des recettes pétrolières.....pp.182-183

- II) Les conséquences de l'exportation de capitaux.....pp.183-184
 - A- Pour les pays capitalistes développés.....pp.183-184
 - 1) Développement du caractère usuraire et parasitaire du capital financier.....pp.183-184
 - 2) Concentration et internationalisation plus poussées du capital, surtout bancaire.....pp.184-185
 - B- Conséquences pour les pays sous-développés.....pp.185-186
 - 1) L'endettement croissant.....pp.185-186
 - 2) Extension des rapports de production capitalistes.....pp.186-187
 - 3) Accentuation de la polarisation sociale.....pp.187-188

Chapitre 3 : Facteurs qui freinent et favorisent l'exportation des capitaux dans les pays sous-développés.....pp.188-190

- 1) Facteurs qui freinent.....pp.188-189
 - A- Les limites de l'endettement et du remboursement des dettes par les pays sous-développés.....pp.188-189
 - B- Les risques politiques.....pp.189-190

II) Les facteurs favorables.....pp.234-243
A- La loi du profit maximum.....pp.234-239
B- La militarisation de l'économie...pp.239-243
CONCLUSION.....pp.244-253

SOMMAIRE.....pp. 256-261

BIBLIOGRAPHIE.....pp. 262-267

BIBLIOGRAPHIE

- BADIA Gilbert; Histoire de l'Allemagne contemporaine
Ed. Sociales
- BABASSANA Hilaire; Travail forcé, expropriation et formation du salariat en Afrique Noire - PUG 1977
- BERTRAND Hugues; Le Congo, formation sociale et mode de développement économique - Ed. Maspéro 1977
- BOUVIER Jean; Histoire économique et sociale - Editions Droz Genève 1968.
- BOUVIER Jean; Un siècle de banque française - Editions Hachette 1973
- Comité d'information sur la faim au Sahel - Editions Maspéro
- DUMONT René; L'Afrique Noire est mal partie - Editions du Seuil 1962
- DHONTE Pierre; La dette des pays en voie de développement
Documentation Française 13 juillet 1979
- EINZIG Paul; Le système des euro-dollars - Editions Mame 1971
- FAFFA Jean-Claude; Les sociétés d'investissements et la gestion collective de l'épargne - Editions Cujas 1963
- GAZES G. et DOMINGO J.; Les critères du sous-développement
Editios Brial 1975
- HOXHA Enver; L'impérialisme et la révolution - Editions Norman Béthune 1980
- HOXHA Enver; Rapport présenté au VIIIe Congrès du Parti du Travail d'Albanie - Tirana 1981
- LENINE L'impérialisme, stade suprême du capitalisme
Pékin 1977
- LENINE; Les cahiers de l'impérialisme - Editions sociales
1970
- LENINE; L'unité du Mouvement Communiste International
Editions du Progrès

- MARX ET ENGELS; Manifeste du Parti Communiste - Editions
de Pékin 1977
- MARX Karl; Le capital - Editions Sociales.
- Manuel d'Economie Politique; Académie des Sciences de l'URSS
Editions Norman Béthune
- MICHALET Charles-Albert; Les placements des épargnants fran-
çais de 1815 à nos jours - Ed. PUF 1966
- MILO Pascal; Le militarisme, produit du capitalisme -
Editions de Tirana 1980
- NATHAN Roger; Le rôle international des grands marchés finan-
ciers 1959
- REY Pierre-Philippe; Colonialisme, neo-colonialisme et
transition au capitalisme - Edition Maspéro
- STALINE Joseph; Les problèmes économiques du socialisme en
URSS - Editions Norman Béthune
- SCHLOGEL Maurice; Les relations économiques et financières
internationales - Editions Mazon et Cie 1977
- SAMUELSON Alain; Les relations financières internationales
Editions Dalloz 1980
- TRAITE MARXISTE D'ECONOMIE POLITIQUE - Le capitalisme mono-
poliste d'Etat Tome I Editions Sociales 1971
- ZIEGLER Jean; Main basse sur l'Afrique - Editions du Seuil
1978

REVUES ET JOURNAUX

- ABADIE Pierre-Marie; La formation des taux d'intérêt sur
le marché de l'euro-dollar - Banque n°99
février 1980.
- ALIBERT Jean; Marchés Tropicaux - 16 novembre 1977
- BAER Jean-Michel; Le reflux des ambitions du 3^e monde
Le monde diplomatique - janvier 1981

- **BARANG Marcel**; La prolifération des zones franches en Asie
Le monde diplomatique - janvier 1981.
- **BOURG Jean**; Les problèmes du prix du pétrole et du recyclage
des capitaux pétroliers - Banque n°404
mars 1981
- **BROSSOLETTE Pierre**; Les perspectives d'avenir offertes aux
banques Banque n°404 janvier 1981.
- **DAUDERSTAEDT Michael**; Les risques de l'endettement mondial
Le monde diplomatique février 1981.
- **DOGAN Yilmaz**; Produire pour l'exportation - Le monde diplo-
matique février 1981.
- **DUFLOUX Claude**; Euro-banquiers et euro-capitaux - Banque
n°391 janvier 1980 et 392 février 1980.
- **DURAND Patrick**; Paris Match 1981
- **GIRAUD Pierre-Noël**; Faiblesse et force des économies
Le monde diplomatique janvier 1981.
- **GUILLOU Jacques**; La banque à l'ère de l'endettement mondial
Banque janvier 1981.
- **JURUNA Julia**; Brésil : la dette extérieure, facteur de sta-
bilisation - Le monde diplomatique décembre
1981.
- **HOLLAND Max**; "La diplomatie des armes" et ses dangers
Le monde diplomatique janvier 1980.
- **HVEEM Helge**; Le rôle directeur des puissances financières
Le monde diplomatique janvier 1981
- **LEPETIT Jean-François**; Les places bancaires off-shore -
Banque mars 1981.
- **LEWIS John**; Coopération pour le développement - L'Asie
Novembre 1980.
- **OMINAMI Carlos**; Libéralisation au Chili. Retour en faveur
des capitaux étrangers - Le monde diplo-
matique janvier 1981.

- PARLY Jeanne-Marie; A propos de la privatisation du financement international du développement - Revue économique n°6 novembre 1978.
- COSTEL-VINAY André; Le développement des crédits bancaires et la logique des affaires - Le monde diplomatique février 1982.
- DU PRE DE SAINT MAURE Jean; Le financement du développement par les marchés internationaux - Revue économique novembre 1976.
- RENARD François; Les banques françaises ont enregistré en 1980 une forte hausse de leurs profits - Le monde 4 avril 1980.
- SIMONET Pierre; Le marché obligataire en 1980. Une année charnière ou simplement une année record ? Banque n°405 février 1981.

DOCUMENTS DIVERS

- BANQUE DE FRANCE n°57 décembre 1980
- REVUE POLITIQUE ET D'INFORMATION ALBANIE AUJOURD'HUI
- TENDANCES DU MARCHE DES CAPITAUX - OCDE février 1980
- TENDANCES DU MARCHE DES CAPITAUX - OCDE décembre 1980.

=====

